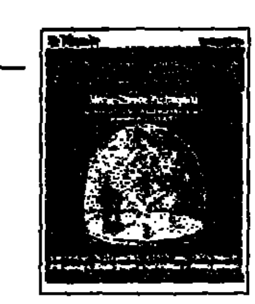
هكذا من الأصل

nation radioacti
par le CEA

EN ÎLE-DE-FRANCE

Dans « aden » : tout le cinéma et une sélection de sorties



Le Monde

CINQUANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 16768 – 7,50 F - 1,13 EURO | JEUDI 24 DÉCEMBRE 1998 | FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le Monde

L'ENFER DE PLANTU

Le Monde publie dans ce numéro un « cahier spécial Plantu » de 48 pages : une centaine de croquis inédits pour mieux comprendre le travail matinal du dessinateur dans l'urgence et le secret de son atelier. A découvrir : ses [illegible] L'enfer de Plantu, en somme.

Allemagne-France : la confusion nucléaire

L'atome provoque un débat dans la majorité à Paris, un conflit ouvert à Bonn et des tiraillements entre les deux pays

DISSENSIONS à Paris dans la majorité plurielle, conflit ouvert à Bonn dans la coalition de gauche : le dossier du nucléaire civil complique les relations entre la France et l'Allemagne et, dans ce dernier pays, menace la cohésion du gouvernement de Gerhard Schröder. Pour autant, révèle *Le Monde*, des entreprises des deux pays n'en continuent pas moins leurs recherches pour concevoir le réacteur du futur, dont un premier exemplaire pourrait être construit en Russie.

Mardi 22 décembre, le chancelier social-démocrate a dû adresser *une sévère mise en garde à son ministre* de l'environnement, l'écologiste Jürgen Trittin. Celui-ci venait d'*annoncer la dissolution de deux* commissions d'experts chargées de conseiller le gouvernement en matière *de sécurité nucléaire. Dans* une déclaration très vive, M. Schröder a accusé son ministre de *« mettre en question »* l'accord politique, sur lequel repose la coalition gouvernementale SPD-Verts, qui prévoit l'abandon progressif du nucléaire civil. Une précédente initiative de M. Trittin avait conduit Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, à demander à l'Allemagne de respecter ses engagements en matière de retraitement des déchets avec la France.

Dans un entretien à *La Tribune* du 23 décembre, Dominique Voynet, ministre de l'environnement, redit sa volonté d'exprimer son opposition à l'atome.

ALORS, VOUS ME RASEZ TOUT ÇA, ET VOUS FAITES POUSSER DES TOMATES !
ET QUE ÇA SAUTE !!
IL PLAISANTE ! IL PLAISANTE !
MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT
PLANTU

Lire page 2

Heureux comme Père Noël en France

LES FRANÇAIS sont les champions d'Europe du cadeau de Noël. Ils offrent en moyenne huit présents – un de plus que les Britanniques et trois de plus que les Allemands –, pour un budget de 2 200 francs. *« Même dans les milieux modestes, ne pas s'offrir de cadeaux reste exceptionnel,* souligne l'Insee. *Seulement 5 % des ménages dont le chef est au chômage et 8 % des foyers ouvriers n'offrent aucun cadeau de fin d'année. »* Les vêtements arrivent en tête, suivis des équipements de loisirs, de l'argent liquide et des jouets. 90 milliards de francs sont dépensés dans cette période. Le phénomène serait lié à l'élargissement du cercle familial et à l'allongement de la durée de la vie.

Lire page 7

A Knightsbridge, l'argent des autocrates n'a pas d'odeur

LONDRES
de notre correspondant à la City

Le portier de service de Harrods, qui connaît son monde, ne bronche guère quand le client sorti d'une voiture longue, *noire, blindée comme un cuirassé,* s'engouffre dans le célèbre magasin de Knightsbridge entouré d'une cohorte de gardes du corps. *Et pour cause :* à l'heure où le général Pinochet est en résidence surveillée en attendant que la Chambre des Lords statue à nouveau sur son sort, on ne compte plus les dictateurs et autres autocrates au pouvoir qui font tranquillement leur shopping de fin d'année à Londres.

Des chaussures Church, des chocolats Godiva et des sorties de bain provenant de Harrod's pour le président du Zimbabwe, Robert Mugabe. Des chemises Thomas Pink, des draps en coton à 3 000 francs pièce et un lit à 50 000 francs pour le chef du gouvernement pakistanais, Nawaz Sharif. Les vitrines richissimes des joailliers et des designers de mode italiens et américains de Bond Street, *quartier plus feutré et plus élégant,* pour le président du Mexique. Les Christmas pudding du *food hall* de Fortnum & Mason pour les pinochetistes, *puisque ce paradis du bon goût était le lieu* de prédilection de l'ex-président, qui ne manquait jamais de goûter aux scones et *autres muffins lors de ses escapades londoniennes.* Les tailleurs de Savile Row aux tissus somptueux et aux coupes parfaites enfin, *pour les princes saoudiens* et les dignitaires du Golfe voulant échapper à la tourmente irakienne.

Ces messieurs semblent trouver dans les grands magasins de la capitale ce havre de paix et de volupté qui leur fait si tragiquement défaut chez eux. Rien de condamnable à première vue dans une ville cosmopolite à la mode, où l'argent coule à flots. Sauf que le Zimbabwe et le Pakistan ont de la démocratie *une conception plus que restreinte,* que Ernesto Zedillo est confronté aux violations des droits de l'homme dans le Chiapas et à *une dette publique considérable. Les sbires* de M. Pinochet sont directement responsables de la mort et de la disparition de plus *de trois mille personnes.* Quant aux lettres de créances démocratiques de la plupart des familles régnantes du Proche-Orient, elles laissent plutôt à désirer.

« Nous ne divulguons jamais l'identité de nos clients ou ce qu'ils nous achètent. » Sur le ton pincé qui sied à pareille institution, le porte-parole de Harrods *indique qu'il existe* en effet un service spécial, *« l'Executive Suite »,* chargé du shopping personnalisé, *« pour clients pressés, que quiconque, s'il en a les moyens, peut utiliser. »* Quant aux concurrents du célèbre magasin, ils font preuve, lorsqu'on leur pose la question similaire, d'un mépris identique pour ceux qui, d'aventure, ne saisiraient pas le sens du mot discrétion...

« By Appointment... to Her Majesty » : en levant les yeux sur le fronton de Harrods, le passant peut voir dans le brevet de fournis*seur de la Cour attribué à l'établissement* des frères Fayed, comme une évocation de la fièvre acheteuse des autocrates à l'époque *des fêtes. Faut-il une nouvelle fois – et à regret* –, donner raison à Napoléon quand il stigmatisait un *« peuple de boutiquiers »* ?

Marc Roche

Un griot moderne



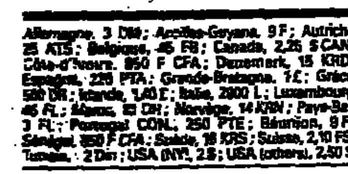
ABDOULAYE DIABATÉ

IL FÊTERA Noël au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, au rythme des tambours d'Africolor, lors de la traditionnelle nuit malienne, en compagnie de plusieurs autres griots. Abdoulaye Diabaté, quarante-sept ans, est un griot moderne, chanteur et joueur de tambour, prolixe et convaincant.

Lire page 22

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 1224 - 7,50 F



Claude Allègre a-t-il vendu son âme au diable ?

ON ALLAIT VOIR ce que l'on allait voir. Finie la cogestion avec les syndicats, cause de la « mammouthisation » de l'éducation nationale ; oublié, l'immobilisme de François Bayrou, qui n'avait que la conciliation et la réconciliation à la bouche. Claude Allègre, premier ministre de l'éducation nationale qui arrivait rue de Grenelle sans avoir peur de son ombre ou des manifestants, avait tout promis. Esprit libre et fort en gueule, dégagé d'ambitions politiques personnelles, l'ami du chef du gouvernement allait prouver le mouvement en marchant.

Dix-huit mois plus tard, que voit-on ? La comparaison entre M. Allègre et M. Bayrou s'impose une fois de plus. Non plus pour souligner le contraste, mais pour mettre en lumière un air familier. Dans un livre fameux, *1990-2000, La Décennie des mal-appris* (Flammarion), M. Bayrou écrivait, avant de devenir ministre : *« L'éducation nationale est un festin de pierre. Les puissances syndicales y sont statues de Commandeur. »*

M. Allègre assurait, de son côté, dans *L'Age des savoirs* (Gallimard) en 1993 : *« Lorsqu'on voit le rôle du SNES dans l'enlisement de notre enseignement secondaire, on a beau être socialiste, donc en principe favorable aux syndicats, on est révolté. »* Faisant fi de son analyse, M. Bayrou s'était mis en tête de réformer le financement de l'école privée, autant par conviction que pour faire plaisir à ses amis politiques. Quelques mois plus tard, après une manifestation d'un million de personnes, le ministre de l'éducation rendait les armes et engageait un dialogue quasi quotidien avec le syndicat majoritaire du second degré, le SNES. Il a duré plus de trois ans. Un long bail sans accroc, mais aussi sans réformes majeures.

M. Allègre, lui, a voulu rompre de façon éclatante avec cette méthode. Son prédécesseur se voulait le ministre des enseignants ? Il serait celui des élèves et des parents. M. Bayrou ne parlait qu'au SNES ? Il ne lui adresserait pas la parole. Mais aujourd'hui, *en se laissant* photographier dans son bureau ministériel avec celle dont il avait pris soin de ne jamais prononcer le nom, Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES, M. Allègre n'a pas seulement admis qu'elle avait une existence incarnée.

Sandrine Blanchard et Béatrice Gurrey

Lire la suite page 11

Malaise à l'Assemblée

Le premier trimestre de la session parlementaire, qui s'est achevé mardi 22 décembre, a été marqué par de multiples dysfonctionnements. Jean-Louis Gentile, *directeur démissionnaire* du cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée, évoque même la *« méconnaissance totale du Parlement »* par Matignon. *p. 6*

Un préretraité, un nouvel embauché

Patronat et syndicats ont reconduit et étendu pour un an le dispositif qui autorise des départs en retraite anticipée en échange d'embauches. p. 26

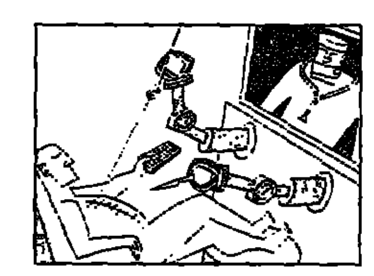
La stratégie de GEC

Le groupe britannique sépare ses activités *civiles et militaires. Une annonce* en forme de prélude à une future alliance stratégique. p. 14

Détente au Pays basque espagnol

L'ETA maintient sa trêve et veut négocier avec le gouvernement de José Maria Aznar. p. 4

Ces chirurgiens du cœur



Troisième et dernier volet de l'enquête de Dominique Le Guilledoux sur les « médecins en état d'urgence ». Aujourd'hui, les miracles de la chirurgie cardiaque face à la maîtrise des dépenses de santé. p. 10

Le tracé du TGV vers la Bretagne

Le projet de ligne à grande vitesse vers la Bretagne, qui mettra Rennes à une heure et demie de Paris, contourne *Le Mans.* p. 9

Garry Kasparov en quête de jeu

Quasiment absent des échiquiers en 1998, le Russe, champion du monde depuis 1985, a l'intention de remettre son titre en jeu en 1999. p. 19

Contre la vivisection

Grève de la faim en Grande-Bretagne, *manifestations en Allemagne,* l'utilisation des animaux pour la recherche, pourtant indispensable aux progrès de la médecine, suscite de plus en plus de réticences en Europe. p. 18

Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998 ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Le Monde
22 Le Monde ● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998

Le joueur de flûte, jeune homme mysté- sant parut (Dublin Pleasence) et le soir

EUROPE En France et en Allemagne, les relations entre socialistes et Verts connaissent des tensions sur la question de la sortie du nucléaire. Après le revers subi par Dominique Voynet, le ministre allemand de l'environnement, Jürgen Trittin, a été durement sermonné par le chancelier Schröder, qui l'a appelé à ne pas mettre en péril la coalition. ● FRAMATOME et Siemens discutent avec Moscou du développement commun du réacteur du siècle prochain, l'EPR. La construction du prototype pourrait se faire en Russie. ● LA RUSSIE est aujourd'hui le premier exportateur de centrales nucléaires. Elle a conclu des marchés en Chine, en Inde et en Iran, et négocie des contrats avec la Lybie et l'Indonésie. ● UN RAPPORT récent de l'Union de l'Europe occidentale dénonce les mauvaises conditions de sécurité du nucléaire civil et militaire en Russie.

Bras de fer sur le nucléaire entre socialistes et Verts en Allemagne et en France

A Bonn, Gerhard Schröder a rappelé à l'ordre son ministre de l'environnement. Celui-ci avait remis en cause le respect des accords franco-allemands en matière nucléaire. « Le Monde » révèle que les industriels des deux côtés du Rhin envisagent la construction en Russie du futur réacteur EPR

TROIS MOIS après son arrivée au pouvoir en Allemagne, l'alliance entre les sociaux-démocrates et les Verts connait sa première crise sérieuse sur l'un de ses dossiers-clés : le nucléaire. Mardi 22 décembre, le chancelier Gerhard Schröder a dû rappeler à l'ordre son ministre écologiste de l'environnement, Jürgen Trittin, le mettant en garde contre un risque d'éclatement de la coalition. Ce représentant de l'aile gauche des Verts avait décidé sans concertation de la chancellerie de dissoudre deux commissions d'experts chargés de la sécurité nucléaire. Et entend interdire le retraitement des déchets, au risque de toucher à des engagements internationaux avec la France et la Grande-Bretagne.

Le chancelier a fermement rappelé qu'il entend imposer le respect des accords signés avec ses partenaires, répondant indirectement à la demande formulée par le ministre français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, dans une lettre à son homologue Werner Müller. Soulignant que la sortie du nucléaire civil se fera dans le consensus, M. Schröder a donné rendez-vous aux groupes énergétiques, le 26 janvier, pour entamer les discussions formelles et se dit *« prêt à un accord »*.

ESCARMOUCHES

Auparavant, dans son annonce de leur dissolution immédiate, Jürgen Trittin avait reproché notamment à la Commission sur la sécurité des réacteurs nucléaires (RSK) et à la Commission sur la protection contre les radiations (SSK) de ne pas comprendre de membre opposé au nucléaire. Simultanément, il dénigrait l'exigence du gouvernement français, qui, par la lettre de M. Strauss-Kahn, réclame le respect des contrats bilatéraux déjà signés. Il est ainsi demandé à l'Allemagne de reprendre début 1999 le rapatriement de ses déchets retraités en France, celui-ci ayant été interrompu avant l'été après un scandale portant sur la contamination des convois. Pour M. Trittin, cette lettre a été *« commandée »* par le lobby nucléaire. De plus, ajoutait-il, ce *courrier n'aurait pas dû être adressé* au ministre de l'économie, mais à lui-même, M. Müller n'ayant pas compétence en matière nucléaire.

La réponse du chancelier allemand a été menaçante. *« Si l'on veut sortir du nucléaire dans un laps de temps envisageable et sans demandes de dédommagement qu'on ne puisse satisfaire, cela ne peut se faire que dans le cadre d'un consensus. »* « *Celui*, ajoute-t-il, *qui met ce principe en danger, remet en question l'accord politique* (de coalition) *auquel nous sommes parvenus.* » Le 15 octobre, la nouvelle coalition avait conclu un accord sur l'abandon progressif de l'énergie nucléaire. Aucune date n'a été fixée pour l'arrêt des 19 centrales, qui fournissent 36 % de l'électricité outre-Rhin, mais l'objectif est de rendre cette mutation *« irréversible »* sans avoir à verser de pénalités.

M. Schröder mise sur les connaissances de son ministre de l'économie, ancien cadre de Veba, qui exploite des centrales nucléaires. C'était sans compter sur l'ardeur de son ministre vert. M. Trittin multiplie les escarmouches et souhaite aller très vite. Il a déja élaboré une esquisse de projet de loi dans laquelle il interdit notamment le retraitement des déchets. Le chancelier lui a donné jusqu'au 13 janvier pour revoir son projet, en lien avec M. Müller.

Réagissant à cette querelle, la ministre française de l'environnement, Dominique Voynet, reconnaît dans un entretien à la *Tribune* du 23 décembre que la sortie du nucléaire *« demande beaucoup de temps, de dialogue social. (...) La tâche est ardue, même si elle s'avère plus facile en Allemagne que dans notre pays »*. Les Verts en France ont subi un revers au début décembre, le débat sur l'enfouissement des déchets radioactifs s'achevant à leur désavantage. D'autre part, la ministre a demandé une *« prolongation du délai de l'enquête publique »* sur le projet d'extension d'un laboratoire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à Saclay (Essonne) et un *« bilan approfondi de la situation de l'environnement du site vis-à-vis de la pollution radioactive »* (*Le Monde* du 23 décembre).

Dominique Gallois

Pendant ce temps, Framatome et Siemens imaginent le réacteur du futur avec Moscou

CONSTRUIRE le réacteur du futur dans le pays qui a conçu la centrale de Tchernobyl : c'est le conte de Noël – macabre, joyeux ou surréaliste, selon le point de vue –, qui prend forme dans les milieux nucléaires européens. L'idée remonte à la réunion des ministres de l'énergie du G8, les 31 mars et 1er avril 1998, à Moscou. Lancée par les Russes, elle recueille l'attention des Occidentaux et, dès le mois de mai, une discussion plus concrète a lieu à Nijni-Novgorod entre les industriels promouvant le réacteur EPR (European Pressurized Water Reactor), à savoir Nuclear Power International (NPI), filiale commune de Framatome et Siemens, qui participent aussi en tant que tels à la discussion, EDF et, du côté russe, Minatom, le ministère à l'énergie atomique, ainsi qu'un institut de recherche, l'OKBM, semble-t-il.

Moscou et les Européens ont tous deux intérêt à cette coopération. Du côté russe, l'accès à la technologie occidentale est la première motivation : la collaboration sur l'EPR pourrait venir en contrepartie à la fermeture de leurs dangereuses centrales, que réclament avec constance les Occidentaux. De plus, si la Russie prévoit de développer l'énergie nucléaire, elle ne dispose pas d'un modèle de réacteur aussi puissant que l'EPR, dont la performance affichée serait de 1 750 mégawatts (MWe).

NORMES OCCIDENTALES

Du point de vue des industriels occidentaux, l'ouverture russe mérite examen. En effet, pour valider l'EPR, il faut en construire un prototype. Or cela ne sera pas possible en Allemagne, et sans doute difficile en France, où l'opinion publique est plus sceptique que naguère sur le nucléaire. Une construction en Russie – voire en Ukraine, comme l'idée en a été évoquée lors de la visite à Kiev de Jacques Chirac en septembre – résoudrait ce problème. De surcroît, une coopération avec les Russes permettrait sans doute d'abaisser le coût de l'EPR.

Reste un problème majeur : la culture de sûreté russe est – c'est un euphémisme – très éloignée des normes occidentales. Y construire un EPR est-il réaliste ? En tout cas, l'idée d'un travail commun rebondit officiellement le 4 juin lors de la commission franco-russe, qui se réunit à Paris. Selon le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques, rédigé par le député (UDF) Claude Birraux en juin 1998, le secrétaire d'Etat français à l'industrie a été chargé, à l'issue de cette commission, de mener les négociations avec les partenaires allemands et les autorités russes *« pour intégrer la Russie à la fois en qualité de partenaire à part entière du projet et de pays où pourrait être construit un EPR »*.

En août, le sujet est de nouveau évoqué lors de l'inauguration en Slovaquie de la centrale de Mochovce, à laquelle assiste le PDG de Framatome, Dominique Vignon. Deux réunions de travail ont ensuite lieu en septembre et en novembre, toutes les deux à Moscou, avec les mêmes partenaires (NPI, Framatome, Siemens, EDF, Minatom). Une nouvelle



réunion est prévue en janvier 1999. Par ailleurs, un dirigeant de NPI, Ulrich Fisher, se rend début décembre à Bruxelles évoquer ces discussions avec Moscou devant la direction générale de l'énergie de la Commission européenne.

Les Russes, très motivés par cette éventuelle coopération, auraient proposé le site de Smolensk, près de la frontière biélorusse, pour y construire un EPR. Dans l'édition du 12 novembre de *Nuclear Europe Worldscan*, la revue de la European Nuclear Society, Evgueni Adamov, patron du Minatom, confirme la possibilité de recourir à des *« réacteurs étrangers, tels que l'EPR, sur le sol russe »*, pour remplacer les vieux réacteurs. A deux conditions : qu'ils fonctionnent avec du combustible russe, et que la part russe de l'investissement soit payée en nature, soit en fourniture d'électricité.

D'après nos informations, les partenaires occidentaux refusent toute modification de conception de l'EPR que pourraient demander les Russes. La question du financement d'une telle opération est par ailleurs le principal obstacle mentionné. Un enjeu crucial est d'analyser si la vente du courant produit pourrait équilibrer l'opération.

COLLABORATION TECHNIQUE

La collaboration technique dans le nucléaire civil entre Occidentaux et Russes a déjà des antécédents. Framatome participe depuis 1996 à un consortium regroupant Minatom, divers centres de recherche russes, General Atomics et Fuji Electric. Il s'agit d'étudier en commun un type de réacteur refroidi à l'hélium, dit GT-MHR (Gas Turbine Modular Helium Reactor), qui présente des caractéristiques de sûreté intrinsèque : il accepte plusieurs types de combustibles (ce qui séduit les Russes qui ont beaucoup de plutonium militaire à évacuer) ; et il est d'une relativement faible puissance (285 MWe), ce qui pourrait intéresser des petits pays ou des pays en développement. Le travail sur ce réacteur pourrait trouver un financement européen dans le prochain programme de recherche (5e PCRD).

L'autre partenaire de NPI, Siemens, a lui aussi l'habitude de travailler avec les industriels russes. La compagnie allemande a effectué du travail d'ingénierie sur le prototype du nouveau réacteur VVER-640 que les Russes ont construit à Sosnovy Bor, près de Saint-Pétersbourg. La firme d'Erlangen n'exclut pas de nouvelles coopérations sur ce réacteur, mais elle se place ici en position de sous-traitant. Elle a par ailleurs fourni le système de contrôle-commande des deux réacteurs que les Russes doivent construire en Chine, à Lianyungang.

Au total, la Russie, dont l'opinion publique n'a guère le loisir de s'inquiéter de l'énergie nucléaire, et dont les capacités nucléaires restent grandes, est un partenaire – et un concurrent –, que les industriels occidentaux ont appris à traiter sur un pied d'égalité.

H. K.

L'EPR, réacteur du XXIe siècle

L'EPR (European Pressurized Reactor) est un projet de réacteur avancé étudié depuis 1989 par Siemens et Framatome au sein d'une filiale commune, Nuclear Power International. Souvent appelé « réacteur du futur », il est censé être opérationnel vers 2010. Il aura des caractéristiques le rendant beaucoup plus sûr que les réacteurs actuels. Les industriels doivent rendre très prochainement aux gouvernements *français et allemand un avant-projet détaillé* permettant d'envisager la construction d'un prototype.

Cette décision ne devrait pas intervenir avant les prochaines élections européennes. Lors de la Conférence nucléaire européenne de Nice, en octobre dernier, EDF a indiqué que, pour maintenir la compétitivité du futur réacteur, sa puissance prévue a été portée à 1 750 mégawatts, au lieu des 1 500 initialement prévus. Ce qui en ferait le réacteur le plus puissant jamais construit.

Chine, Inde, Iran : le nucléaire russe s'exporte bien

SON PARC est considéré comme *« peu sûr »* selon les normes occidentales. Pourtant, l'industrie nucléaire russe développe une activité commerciale internationale intense et remporte plus de succès que ses concurrents occidentaux. Le développement des exportations est présente par Yevgeny Adamov, en charge du ministère de l'énergie atomique (Minatom) depuis mars 1998, comme le meilleur moyen de résoudre les problèmes financiers de son secteur.

L'activité commerciale de Minatom est essentiellement tournée vers les anciens alliés de l'URSS et concrétise souvent des négociations engagées de longue date. Le financement de la construction de deux réacteurs de 1 000 MWe à l'Inde, discutée depuis 1988, a ainsi été un des thèmes de discussion de la visite de M. Primakov à New Delhi cette semaine. Signé en juin, l'accord prévoit que ces réacteurs seront construits à Kudankulam, au Tamil Nadu (sud de l'Inde), pour un montant allant de 2,6 à 3 milliards de dollars. Cette somme s'insère dans une dette globale de l'Inde à l'égard de la Russie d'environ 14 milliards de dollars. Les experts estiment qu'en ce qui concerne les réacteurs, la moitié de la somme sera payée en devises, et l'autre en biens de consommation.

Fin novembre, Evgueni Adamov avait signé avec son homologue iranien un accord prévoyant l'accélération des travaux de la centrale de Bouchehr : Moscou s'est engagé en 1995 à achever la construction de deux réacteurs, entreprise par Siemens et interrompue par la révolution islamique de 1979. La visite de M. Adamov à Téhéran en novembre a également été l'occasion de lancer les études pour la fourniture ultérieure de deux autres réacteurs. La coopération russo-iranienne soulève l'hostilité des Etats-Unis et d'Israël, qui y voient un moyen pour l'Iran d'accéder à des technologies nucléaires militaires.

Le troisième gros contrat engrangé par les nucléaristes russes est celui de Lianyungang, près de Canton, en Chine. Signé en décembre 1997, il conclut une négociation amorcée lors de la visite de Boris Eltsine à Pékin en décembre 1992. Il concerne la construction de deux réacteurs de 1 000 MWe pour un montant estimé à 2,5 milliards de dollars. Les Chinois auraient obtenu de payer à 95 % en fourniture de céréales et de biens de consommation. Les travaux, commencés cette année, se heurteraient à des difficultés géologiques imprévues. Les Russes collaborent aussi avec la Chine pour l'achèvement d'une usine d'enrichissement d'uranium.

RÉACTEUR FLOTTANT

A côté de ces six réacteurs, qui donnent à Minatom un portefeuille de commandes bien plus important que ceux de ses concurrents (Framatome, Siemens, Westinghouse), des discussions sont engagées avec le Kazakhstan, pour la fourniture éventuelle de trois réacteurs de 600 MWe, et avec la Libye pour la fourniture d'un réacteur de recherche. La Russie tente aussi de vendre des usines nucléaires plus *« exotiques »*, tel ce réacteur flottant d'une capacité de 70 MWe, le KLT-40, dérivé des moteurs de brise-glace et dont un exemplaire pourrait être installé près de la ville minière de Pevek, à l'est de la Sibérie, en 2003. L'Indonésie était en discussion pour acheter une de ces barges avant que la crise économique ne mette un terme à ce projet, au printemps dernier.

Par ailleurs, la Russie propose des prestations moins visibles, mais très profitables, en acceptant d'entreposer et de traiter les combustibles usés de ses clients. Elle a ainsi commencé en septembre 1998 de recevoir un premier transport de combustibles usés provenant de Bulgarie. L'Ukraine recourt également aux capacités russes de gestion des déchets. Le contrat avec l'Iran contient de même une clause de reprise et de transformation des déchets produits par la centrale de Bouchehr.

Hervé Kempf
(avec Françoise Chipaux à New Delhi)

L'Union de l'Europe occidentale juge sévèrement l'aide à la Russie pour la sûreté nucléaire

ALORS que la situation des centrales nucléaires dans la CEI reste *« réellement préoccupante »*, l'aide occidentale pour améliorer leur sûreté est peu coordonnée et *« la Russie ne reconnaît pas aux accords et aux engagements auxquels elle souscrit un caractère vraiment contraignant » :* c'est là une des conclusions principales du rapport que vient de publier l'Union de l'Europe occidentale, sous la signature de Josette Durrieu, sénateur (PS) des Hautes-Pyrénées et vice-présidente de l'UEO, l'organisation de sécurité européenne fondée en 1954.

« RESTER VIGILANT »

Rappelant que douze réacteurs RBMK du type de celui de Tchernobyl sont toujours en activité en Europe de l'Est, Mme Durrieu souligne que *« la démotivation* (des personnels) *liée aux difficultés socio-économiques accentue le risque d'accident nucléaire sur ces sites civils »*. Mais alors que de très nombreuses coopérations sont mises en place pour accroître la sécurité de ces installations, *« le problème n'est pas traité dans sa globalité »*. Par ailleurs, la Russie ne joue pas vraiment le jeu. Mme Durrieu relève que de nombreux traités relatifs au nucléaire n'ont pas été ratifiés par la Douma, le Parlement russe (traité Start II sur le démantèlement des armes, convention de Vienne sur la responsabilité en cas d'accident, convention de Londres sur l'immersion de déchets radioactifs). D'autre part, les programmes engagés ne sont pas toujours respectés : par exemple, la centrale de Koursk a redémarré en 1998 alors que le programme de sûreté – pour lequel les Occidentaux ont versé 180 millions de dollars – n'avait été accompli qu'à 70 %. *« L'aide occidentale est nécessaire, mais il est indispensable de rester vigilant »*, indique le rapport de l'UEO. Enfin, celui-ci relève que l'amélioration de l'efficacité énergétique, en diminuant la consommation de matières nucléaires, contribuerait *« évidemment à la diminution des risques inhérents à l'exploitation de l'énergie nucléaire »*.

H. K.



L'identité européenne de défense n'est pas affectée par la crise irakienne

Le PS s'interroge sur « la cohérence » de l'attitude travailliste

Bagdad a réagi vivement aux déclarations françaises sur le contrôle international de son arsenal. Les Etats-Unis seraient prêts à accepter une augmentation des exportations de pétrole irakien, selon la formule pétrole contre nourriture. L'attitude britannique amène le PS français à s'interroger sur l'avenir de la défense européenne.

LES BOMBARDEMENTS anglo-américains sur l'Irak ont-ils porté un coup à la récente initiative du premier ministre britannique Tony Blair en faveur d'une identité européenne de sécurité et de défense (IESD) ? Ce serait une amère déconvenue, quelques jours seulement après la signature à Saint-Malo d'une déclaration franco-britannique représentant un progrès substantiel dans la définition des principes d'une politique de défense commune. C'est pourtant l'avis d'Henri Nallet, qui négocie actuellement le Manifeste des socialistes européens en vue des élections, en juin, du Parlement de Strasbourg. *« C'est à nos amis britanniques de nous dire quelle est la cohérence entre les déclarations faites lors de ce sommet et l'attitude qu'ils viennent de prendre à l'occasion de ce conflit »*, vient de déclarer le secrétaire national du PS chargé des questions européennes.

Les divergences franco-britanniques sur l'Irak ne datent pas d'hier. L'alignement des gouvernements britanniques, travailliste et conservateur, sur les positions américains, quand il s'agit du Moyen-Orient, est une tradition qui remonte au moins à 1956 et l'affaire de Suez. De l'échec de l'expédition, Londres et Paris ont tiré des conclusions opposées. Dans la crise avec Bagdad, Tony Blair ne s'est pas contenté d'un discret suivisme. Il s'est montré aussi déterminé que Bill Clinton et s'est même fait le messager du président américain auprès de ses collègues européens. Mais il serait erroné d'en tirer des conclusions définitives sur l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Europe et en particulier de la défense européenne.

Pour plusieurs raisons. D'abord, en se coulant dans la tradition de la politique britannique, Tony Blair a donné des gages de fidélité aux *« relations privilégiées »* avec Washington. Quand il adhère à l'identité de défense européenne, le premier ministre britannique ne saurait être soupçonné de vouloir miner l'Alliance atlantique, contrairement aux Français auxquels les Américains prêtent toujours des arrière-pensées malignes. Ensuite, l'alignement sur les Etats-Unis au Moyen-Orient souligne d'autant plus la nécessité d'une action positive sur le continent pour un homme d'Etat qui veut aussi avoir une influence en Europe.

UN AUTRE CHAPITRE

Enfin, et c'est la raison principale, la politique de sécurité et de défense européenne dont Français et Britanniques ont parlé à Saint-Malo n'a rien à voir avec les problèmes soulevés par la crise irakienne. C'est un autre chapitre, à écrire sur une autre page. Il s'agit avant tout de doter l'Union européenne d'une capacité autonome de décision et d'action pour gérer des crises affectant directement sa sécurité, à proximité de ses frontières. Ce que l'on appelle les *« missions de Petersberg »* (*Le Monde* du 10 décembre). Il s'agit aussi, dans le même temps, de redéfinir la place des Européens dans l'OTAN, qui reste la principale organisation de défense de l'Europe contre une éventuelle menace extérieure.

La politique de défense européenne n'a pas pour but de permettre à l'UE d'intervenir tous azimuts. Elle en est incapable et ce n'est pas sa vocation. D'ailleurs, les divergences sur l'Irak n'ont pas empêché Français et Britanniques de poursuivre leurs entretiens pour faire avancer la mise en œuvre des principes énoncés à Saint-Malo alors que Bagdad était bombardée. Ces consultations bilatérales devraient s'ouvrir prochainement aux Allemands, même si Paris, Londres et Bonn veulent éviter toute démarche aux allures de directoire, pour ne pas effrayer leurs partenaires de l'UE.

Daniel Vernet

Les Palestiniens, arbitres paradoxaux des élections israéliennes

Ils ne céderont pas aux cinq conditions posées par Benyamin Nétanyahou pour appliquer le mémorandum de Wye River

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Benyamin Nétanyahou maintiendra les cinq conditions préalables qu'il oppose à l'Autorité palestinienne pour justifier la suspension de l'application par Israël du mémorandum de Wye River. Et ce bien que la Knesset les ait rejetées lundi 21 décembre. Mardi, le porte-parole du gouvernement, Aviv Bushinsky, a *confirmé qu'un nouveau retrait des* troupes israéliennes était exclu tant que les Palestiniens ne répondraient pas positivement aux demandes de Jérusalem. Israël exige notamment de Yasser Arafat qu'il s'engage à ne pas proclamer d'Etat palestinien indépendant à l'issue de la période intérimaire ouverte par les accords d'Oslo et se terminant le 4 mai 1999. Les Palestiniens sont également invités à ne pas discuter les critères *d'élargissement des prisonniers* politiques palestiniens détenus en Israël.

Selon l'accord de Wye, Israël aurait dû évacuer une partie supplémentaire de la Cisjordanie le 18 décembre. *Mais le premier ministre*, en délicatesse avec ceux de son camp qui s'opposent à de nouvelles concessions aux Palestiniens, a préféré *tout arrêter, se réfugiant derrière* cinq conditions nouvelles adoptées en conseil des ministres le 20 décembre et immédiatement rejetées par la partie palestinienne. Le lendemain, *les députés israéliens* les repoussaient à leur tour, estimant qu'elles ne pouvaient remettre en question les engagements contractés par leur pays. Le porte-parole de M. Nétanyahou juge que ce vote n'est *« pas pertinent »*.

MESSAGE DE FERMETÉ

« Nous ne céderons pas là-dessus, a déclaré au *Monde* un collaborateur de Yasser Arafat. *Les Américains comprennent fort bien notre position et la partagent. »* Campagne électorale ou non, les Palestiniens, qui estiment avoir scrupuleusement honoré leur signature, n'entendent pas en démordre : *le mémorandum de Wye* doit être appliqué. Mais, bien qu'ils ne le disent pas officiellement, ils reconnaissent qu'il y a peu de chances que le processus sorte de l'ornière avant le scrutin. Les raisons qui ont poussé M. Nétanyahou à le suspendre n'ont pas changé avec la perspective des élections, au contraire. *Alors qu'il dénonce déjà à l'avance* dans ses opposants des *« amis des Palestiniens »*, suggérant qu'ils en sont les valets, le premier ministre fera l'essentiel de sa campagne en délivrant *un message de fermeté* à l'égard de l'OLP et en affichant son refus de voir se créer un Etat, présenté comme un spectre menaçant la sécurité d'Israël.

Pour la gauche *aussi*, une importante partie des élections se jouera sur le dossier palestinien. Les responsables de l'Autorité s'attendent à faire l'objet de sollicitations diverses des partis de l'opposition israélienne. *« On va nous demander de patienter*, commente un dirigeant palestinien, *de nous montrer responsables pour aider les forces de paix, pour ne pas donner d'arguments à la droite. »* Une demande qui sera délicate à satisfaire, alors que la rue palestinienne, échaudée par l'accueil fait à un président qui, le lendemain, lance ses avions contre *« un frère arabe »* (irakien), est convaincue d'être la seule à avoir fait de douloureuses concessions.

Georges Marion

Bagdad critique les propositions avancées par la France

LES IDÉES avancées par la France pour sortir de la crise entre l'Irak et la communauté internationale n'ont pas eu l'heur de plaire au régime de Bagdad, qui se livre à l'invective contre Paris.

Vendredi 18 décembre, le vice-premier ministre irakien avait accusé Jacques Chirac d'*« opportunisme »* et de *« malhonnêteté »*, en lui reprochant d'*« insulter l'intelligence des Arabes »*, après que l'Elysée et le quai d'Orsay eurent rappelé que le président irakien était le premier responsable de l'intervention contre son pays. Lundi, Tarek Aziz a accueilli fraîchement les propositions formulées la veille par M. Chirac pour sortir de la crise. Reprochant à ces propositions de manquer *« de précision »*, il lui a *« conseillé »* de s'occuper plutôt du désarmement *« en Inde, au Pakistan et en Israël »* et, pour ce qui est de l'Irak, de *« se concentrer sur la levée des sanctions »*.

La presse irakienne a elle aussi critiqué la position de Paris. Sous le titre *« l'opportuniste »*, le journal *Babel*, dirigé par Oudaï, le fils aîné de Saddam Hussein, s'en est pris lundi à Hubert Védrine qui avait appelé à penser à un nouveau système de contrôle des armements irakiens : *« personne ne vous a chargé de cette mission »*.

« DONNANT-DONNANT »

Dans l'entourage du président de la République, on n'est guère ému par ces réactions. On fait remarquer que, lorsque le chef de la section des intérêts français à Bagdad, Yves Aubin de la Messuzière, est allé présenter dimanche aux autorités irakiennes les propositions de Jacques Chirac, l'accueil a été *« plutôt positif »*. Mais les dirigeants irakiens, estime-t-on, sont *« entrés dans une phase où ils vont essayer de peser sur le système auquel réfléchit la communauté internationale ; ils vont demander plus, essayer de se servir des bombardements pour réclamer la levée des sanctions. Ils se cherchent des appuis et auraient aimé que la France se range à leur côté. Leur rêve est déçu »*.

La France défend l'idée qu'il faut proposer au régime irakien un *« donnant-donnant »* qui lui promette *« la sortie du tunnel »*, c'est-à-dire la levée de l'embargo, et lui impose les conditions pour y parvenir. Elle a relancé l'idée de procéder à un examen global des dossiers du désarmement irakien, afin de pouvoir passer à un système de contrôle continu, visant à empêcher son réarmement. Elle propose d'autre part un système de contrôle des revenus financiers de l'Irak, pour veiller à ce que ces ressources ne soient pas affectées au réarmement. C'est trop pour le régime de Bagdad, que les frappes aériennes ont paradoxalement débarrassé de l'Unscom et qui réclame une levée des sanctions et l'arrêt de tout contrôle.

Les Américains et les Britanniques ont accueilli, dit-on, *« avec sympathie »* les propositions françaises, mais pour l'instant ils continuent de menacer de nouvelles frappes en cas d'incartade.

Quant à l'idée que la France n'aurait fait que s'attirer les critiques de part et d'autre, on la rejette vivement à Paris : *« Pour nous il n'y a pas d'autre politique. Et si nous nous étions mis à dos le régime de Saddam Hussein, nous n'en ferions pas une maladie. »*

La DCA irakienne s'est montrée plus efficace que prévu

Le général Anthony Zinni, à la tête du commandement des forces américaines au Proche et au Moyen-Orient – et à ce titre responsable de l'opération « Renard du désert » –, a admis, pour la première fois, que certaines missions aériennes prévues au-dessus de l'Irak avaient dû être abandonnées en raison de l'intensité de la DCA adverse. *« Nous ne voulions pas mettre la vie de nos pilotes en danger*, a-t-il dit, *face à des cibles qui n'étaient pas essentielles. »*

Pour la première fois, une femme pilote américaine, le lieutenant Kendra Williams, vingt-six ans, a, avec son avion F-18 embarqué sur l'*Enterprise*, participé à des missions de combat. De son côté, George Robertson, le ministre britannique de la défense, a indiqué que 85 % des cibles choisies par Washington et Londres ont été atteintes et [illegible] 74 % des missions ont été *« réussies »*.

Le gouvernement italien a conclu un pacte pour l'emploi avec les partenaires sociaux

L'Etat prend en charge une baisse du coût du travail et des impôts

A quelques jours de l'avènement de l'euro, le gouvernement et les partenaires sociaux italiens ont conclu mardi 22 décembre un pacte social qui doit relancer l'économie en abaissant le coût du travail, en aidant les investissements et en abaissant l'impôt sur le revenu. Cet accord survient alors que le chômage augmente. Certains *déplorent* que les propositions du gouvernement ne soient pas plus chiffrées.

ROME
de notre correspondant

Massimo D'Alema s'y était engagé : avant Noël serait signé le nouveau pacte social pour plus de travail et moins d'impôts. La promesse a été tenue. Les trente-deux organisations qui depuis quatre mois s'efforçaient à mettre au point ce nouveau contrat liant gouvernement, patronat et syndicats ont signé, mardi 22 décembre, un document de quarante-neuf pages qui scelle les rapports sociaux et les engagements des uns et des autres pour les quatre prochaines années.

Ce texte important est salué comme tel par tous les partenaires sociaux qui, sans réserve aucune, ont exprimé leur satisfaction. L'accord non seulement constitue un succès pour le nouveau gouvernement de centre-gauche mais représente un réel achèvement de la procédure de concertation mise en place il y a cinq ans, qui avait abouti au pacte social du 23 juillet 1993 qu'il fallait réviser et adapter. C'est désormais chose faite.

L'objectif est de relancer le système productif et de combattre le chômage qui, selon les derniers chiffres publiés mardi, atteint désormais 12,6 % de la population active. L'accord de 1993 a servi de trame aux discussions pour la recherche d'une meilleure compétitivité grâce à une relance des investissements et à une fiscalité plus légère. Le nouveau pacte renforce la concertation en matière contractuelle par une double vérification annuelle ; il réduit le coût du travail, notamment en transférant certaines charges des entreprises sur l'Etat et en détiscalisant les bénéfices réinvestis ; il favorise enfin le développement par un certain nombre de mesures incitatives. Il est prévu de dégager à cet effet 6 000 milliards de lires dans les deux ans (20,5 milliards de francs). Les charges des entreprises devraient baisser de 3 % d'ici à l'an 2003, tandis que le coût du travail se réduira de 1,2 %.

Giorgio Fossa, président de Confindustria (patronat) n'a pas caché sa satisfaction, qualifiant l'accord de « *pas en avant pour mettre les entreprises et le pays dans les conditions de pouvoir être compétitives* ». Côté syndical, Pietro Larizza, secrétaire de l'UIL (Union italienne du travail), faisait sarcastiquement remarquer que « *si après tout cela les investissements ne repartent pas, ce ne sera pas de notre responsabilité* ». L'accord prévoit en contrepartie une baisse des impôts sur le revenu qui pourrait atteindre 1 % par un système « *d'interventions graduées* ». Elle concerne les classes moyennes, soit environ dix-sept millions de familles dont le taux d'imposition passera de 27 % à 26 %.

PRÉVISIONS PRUDENTES

Si la lutte contre l'évasion fiscale donne des fruits suffisants, le taux pourrait passer à 25 %. D'autre part, 1 600 milliards de lires (5,5 milliards de francs) seront débloqués au cours des trois prochaines années pour la formation. Un ajustement de la politique des revenus sera effectué chaque année en fonction du taux d'inflation européen et une procédure décentralisée est prévue afin de favoriser l'emploi dans les zones prioritaires. La relance du Mezzogiorno reste un objectif affiché du gouvernement.

Le pacte social a « *un caractère dynamique* », a souligné Massimo D'Alema, précisant que « *chacune des parties avait pris ses responsabilités* ». Fait nouveau, celui-ci sera présenté au Parlement dans le courant du mois de janvier et aura donc pratiquement force de loi. Tous les syndicats ont applaudi au renforcement de la politique de concertation qui selon eux donne plus de « *crédibilité* » à l'Italie au niveau européen et démontre qu'il est possible de « *réaliser la redistribution du poids de la fiscalité sur une base plus équitable, de réduire le coût du travail et la pression des impôts sur les familles selon un équilibre que nous avions jugé nécessaire* », souligne Sergio Cofferati, secrétaire général de la CGIL (Confédération générale italienne du travail).

La signature du pacte social et l'adoption, dimanche 20 décembre, du projet de loi de finances par le Parlement apportent une bouffée d'air frais au pouvoir. Qualifié par le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, de « *pas important* », le pacte tombe à point, alors qu'il se confirme que le taux de croissance pour 1998 ne dépassera pas les 1,5 %. Les prévisions pour 1999 sont prudemment situées entre 1,9 % et 2,5 %. L'Italie a souffert des crises asiatique et russe. Elle reprend espoir en raison d'une reprise de la consommation intérieure, mais les dernières données de l'Institut de la statistique (Istat) indique un accroissement du chômage en octobre, qui touche 2,9 millions de personnes. C'est le plus mauvais chiffre depuis 1992.

Michel Bôle-Richard

Les signes de détente se multiplient entre l'ETA et Madrid

L'organisation basque veut parvenir à une paix durable

MADRID
de notre correspondante

Trois mois après l'entrée en vigueur de la trêve « *unilatérale* » décrétée par l'ETA, la paix semble vouloir se consolider au Pays basque. Dans un communiqué publié lundi 21 décembre, l'organisation séparatiste basque armée s'est en effet adressée pour la première fois directement au gouvernement espagnol, à qui elle a non seulement annoncé qu'elle « *maintenait en vigueur* » la trêve qui est respectée depuis le 16 septembre, mais aussi proposé d'établir des « *contacts directs* » en vue de parvenir à une paix durable. L'ETA, qui se plaint « *d'être disposée depuis des mois à établir ces contacts directs* » sans que la moindre tentative ait eu lieu en ce sens de la part du gouvernement, dénonce même à l'occasion « *les manœuvres de ceux qui voudraient faire croire qu'un dialogue est en cours* ».

Au-delà de la rhétorique calculée qui demande au gouvernement espagnol de « *reconnaître le droit du Pays basque à décider de son futur* », ce communiqué est indéniablement un geste, et sans doute un geste conséquent, pour ouvrir les possibles chemins de la paix. L'ETA, qui dans ses précédents communiqués ne s'adressait qu'au peuple et aux partis politiques basques, a donc franchi une étape supplémentaire en reconnaissant Madrid comme interlocuteur. Est-ce la conséquence de l'échec des tentatives multiples des milieux radicaux pour trouver, aux Etats-Unis, en France, en Belgique, en Italie ou en Suisse, un « parrain international » à la future négociation ? Quoi qu'il en soit, quelque chose a bougé.

D'autant que, de son côté, le gouvernement, s'il a maintenu sa politique des « petits pas » et une prudence, jugée par certains plus qu'excessive, a lui aussi multiplié les signes de détente ces derniers jours. Vendredi 18 décembre, le président du gouvernement de centre-droit, José Maria Aznar, avait lui-même déclaré que « *les conditions existent à présent pour voir se consolider cette situation de non-violence au Pays basque* ». Quelques heures plus tard, le gouvernement faisait également savoir que vingt et un prisonniers de l'ETA qui purgent leurs peines hors de la Péninsule, aux îles Baléares et Canaries, ou encore dans les enclaves espagnoles au Maroc de Ceuta et Melilla, allaient être rapatriés dans des centres de détention sur le continent.

RAPPROCHEMENT DE DÉTENUS

Le rapprochement des quelque 500 détenus basques, disséminés dans toutes les possessions espagnoles, et leur regroupement au Pays basque restant une des principales revendications des milieux proches de l'ETA, l'annonce du gouvernement pouvait être interprétée comme un nouveau geste, si limité soit-il. On fait remarquer, dans l'entourage du ministère de l'Intérieur, que les vingt et un en question appartiennent au groupe le plus « dur » de l'ETA et totalisent des condamnations qui portent sur plusieurs dizaines d'années de prison.

Enfin, pour faire bonne mesure, le « doyen » des Etarras (membres de l'ETA) en prison, Mitxel Sarasketa, a été remis en liberté lundi, pour « *raisons de santé* », après avoir purgé 20 ans de prison sur les 41 ans de condamnation que lui avait valu l'assassinat de trois policiers à Saint-Sébastien en 1978. Sur le plan purement politique, tout est encore à faire, et l'opposition socialiste a beau jeu de décréter que « *le seul communiqué de l'ETA qui peut l'intéresser sera celui dans lequel l'organisation terroriste annoncera la fin définitive de la violence et la remise des armes* ». Mais là aussi quelque chose d'important a bougé : mardi, Herri Batasuna, la « vitrine politique » de l'ETA, a officiellement accepté l'offre de dialogue proposée par José Maria Aznar. HB s'est dite prête à approfondir « *avec sérieux, transparence et responsabilité* » les contacts qu'elle a déjà esquissés avec le gouvernement. Un vrai pas vers la paix ?

Marie-Claude Decamps

La mort suspecte d'un journaliste ternit l'image du régime burkinabé

ABIDJAN
de notre correspondant en Afrique de l'Ouest

Au moment même où le président Blaise Compaoré était investi pour un second mandat, l'opposition burkinabé a décrété, lundi 21 décembre et mardi 22 décembre, deux jours de « deuil national », en hommage au journaliste Norbert Zongo, mort dans un étrange accident de voiture une semaine auparavant. « L'affaire Zongo » vient rappeler à l'opinion les aspects obscurs du régime au pouvoir au Burkina Faso.

Le journaliste est décédé dans la soirée du 13 décembre, avec trois compagnons, dans sa voiture, à une centaine de kilomètres de Ouagadougou, la capitale. Selon Alidou Ouedraogo, responsable d'une organisation des droits de l'homme, le véhicule a été carbonisé de l'intérieur et l'on a relevé des « impacts de balles » à l'arrière.

Zongo dirigeait *L'Indépendant*, un hebdomadaire très critique à l'égard du pouvoir. Son journal avait récemment mis en cause François Compaoré, le frère du chef de l'Etat, dont le chauffeur est mort en détention après avoir été accusé de vol par son employeur. Mais Norbert Zongo s'intéressait également à l'exploitation de l'or au Burkina et plus généralement à la corruption qui a gagné des secteurs de l'administration du « pays des hommes intègres ».

La mort du journaliste a déclenché une inhabituelle vague de protestation. Des manifestations parfois violentes ont secoué Ouagadougou et Koudougou, la ville natale de Zongo. Ses obsèques ont été suivies par 15 000 personnes. Pour tenter d'apaiser les esprits, le président burkinabè a annoncé la formation d'une commission d'enquête indépendante. Pour l'instant, l'opposition a refusé d'y participer, rappelant que la précédente commission formée après l'assassinat du dirigeant politique Clément Oumarou Ouedraogo n'a jamais pu découvrir les coupables de ce meurtre commis à la grenade, en plein centre de Ouagadougou, au lendemain de la première élection de Blaise Compaoré, en 1991.

Cette affaire rappelle tristement le côté obscur du régime. Souvent cité en exemple pour la rigueur de sa gestion, le président Compaoré ne peut se défaire de la part d'ombre qui l'accompagne depuis son accession au pouvoir, rendue possible par l'assassinat de son prédécesseur, Thomas Sankara. L'alliance avec Charles Taylor, le chef de guerre libérien, devenu depuis président de son pays, les règlements de compte au sein des forces armées burkinabé, et les morts suspectes d'opposants empêchent M. Compaoré d'accéder au statut de sage de l'Afrique auquel il aspire.

Thomas Sotinel

Le président tunisien, M. Ben Ali, prépare les conditions de sa réélection

TUNIS
de notre envoyé spécial

Une élection présidentielle aura lieu en 1999 en Tunisie et, pour la première fois dans l'histoire du pays, plusieurs candidats seront en lice. Mais n'importe qui ne pourra pas affronter le chef de l'Etat, Zine El Abidine Ben Ali, qui briguera un nouveau mandat. Pour pouvoir être candidat en 1999, il faudra être « *le premier responsable de chaque parti politique* » et exercer « *directement cette responsabilité depuis une période qui ne soit pas inférieure à cinq années consécutives* », a annoncé le président dans son discours anniversaire du 7 novembre (date de son arrivée au pouvoir). Depuis, le conseil des ministres a officialisé les souhaits de M. Ben Ali et introduit une restriction supplémentaire. Seront exclus de la compétition les « *responsables* » de formations politiques qui n'ont pas au moins un député à la Chambre.

Si l'on appliquait en France les règles tunisiennes, ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin ne pourraient se présenter. Le seul « présidentiable » serait le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue. En Tunisie, en revanche, les nouvelles règles aboutissent à une esquisse de compétition. Chef du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir sous différentes appellations depuis l'indépendance de 1956, le président Ben Ali satisfait, bien entendu, à ces critères. Et avec lui trois dirigeants de formations aux allures de chapelles (ils totalisent moins d'une dizaine de députés à la Chambre sur un total de cent soixante-trois). Ces « *candidats virtuels* » envisagent-ils de débattre en direct à la télévision avec le président sortant ? « *On n'osera pas le lui demander. Peut-être que ce sera possible avec ses collaborateurs* », admet l'un d'entre eux, dont le bureau est décoré de trois portraits du chef de l'Etat. « *Ce qui importera, c'est la qualité du débat davantage que le résultat* », tranche l'autre.

L'ORDRE RÈGNE À TUNIS

Aucun Tunisien n'imagine une défaite du chef de l'Etat (élu avec 99,80 % des suffrages en 1994). Mais l'instillation du pluralisme divise l'opinion. « *La décision présidentielle brise un tabou qui nous a accompagné depuis l'indépendance avec la candidature unique. Les candidats vont être obligés de critiquer le président. C'est un changement énorme* », affirme le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), l'avocat Taoufik Berderbala. « *N'oubliez pas les pesanteurs du monde arabo-islamique. La Tunisie est le plus démocratique des pays arabes* », renchérit Abderrahmane Tlili, l'un des deux adversaires pressentis par le chef de l'Etat.

« *L'élection est une mascarade. Les candidats qui affronteront Ben Ali le soutiennent depuis son arrivée au pouvoir. La Tunisie est une dictature. Les conditions minimales d'une vie politique ne sont pas réunies. C'est la pensée zéro sur fond de corruption* », accuse un responsable politique sous le couvert de l'anonymat. « *Le pouvoir tunisien parle de liberté mais il réprime. Il parle de droits de l'homme mais il torture* », renchérit un avocat dans le collimateur du régime depuis des années, M[e] Bechir Essid.

De fait, l'ordre règne à Tunis. Les forces de sécurité sont omniprésentes. La presse n'en finit pas d'encenser le chef de l'Etat (à un point tel qu'il est intervenu publiquement pour le déplorer). La justice est aux ordres, et les prisons sont pleines d'opposants. Le syndicat unique, l'UGTT – l'un des rares contrepouvoirs des années Bourguiba avec la Ligue des droits de l'homme – est tenu en main. Pour avoir critiqué son fonctionnement interne, plusieurs de ses dirigeants sont aujourd'hui inculpés de « *diffamation* ». « *On parle maintenant à notre sujet d'association de malfaiteurs* », affirme l'un des responsables écartés, Abdelmajid Sahraoui, actuellement en liberté provisoire.

Quant au parti du président, le RCD, il sert – comme naguère – à quadriller la population. « *Etre au parti, c'est obligatoire. Si tu n'es pas au RCD, tu es un opposant,* résume un ouvrier de Jerissa, une ville minière. *Quand un policier t'arrête, il faut montrer sa carte du parti avant sa carte d'identité. C'est une protection. Tous les ouvriers de l'usine l'ont prise.* » Lors des élections, « *voter pour le RCD c'est automatique* », ajoute le mineur. Rien d'étonnant dans ces conditions si le parti du président domine la Chambre des députés et contrôle la totalité des municipalités.

Confrontés à un régime policier *mais qui assure une certaine prospérité* économique, les opposants ont du mal à offrir une alternative. Des avocats, des journalistes, des universitaires, des syndicalistes résistent mais sans avoir réussi jusqu'ici à se regrouper pour offrir une alternative. Symbole de cette faiblesse, il a fallu plus d'un année de tractations pour qu'un Conseil national pour les libertés, animé par une trentaine d'intellectuels, voie le jour cet hiver. A la faiblesse des effectifs viennent s'ajouter des clivages idéologiques. L'extrême gauche, bien implantée dans les facultés et qui sait pouvoir compter sur des militants décidés, a peu à partager avec les animateurs de « *l'opposition de salon, l'establishment démocratique* » dont se moque le journaliste Taoufik Ben Brik. Et que dire des islamistes dont les responsables, pour la plupart, croupissent en prison ou vivent en exil ? « *Le régime a neutralisé tout le monde* », constate un adversaire du président Ben Ali.

Bénéficiant de la mansuétude de la communauté internationale, le pouvoir tunisien peut se permettre de brouiller les cartes. Le président a fait voter récemment une loi qui réserve à l'opposition 20 % des sièges au minimum aux législatives et aux municipales prochaines. « *C'est le prix de la soumission* », note un intellectuel. A l'automne, le président Ben Ali a laissé s'amorcer une « refondation » du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), jadis le principal parti de l'opposition. Dans le même temps, il aurait obtenu d'une centaine d'islamistes qu'ils signent des demandes de grâce individuelles en préalable à leur libération hypothétique...

Du fond de la prison pour femmes de Tunis où elle est incarcérée pour « *appartenance à une organisation terroriste, outrage à magistrat...* », une étudiante de vingt-six ans, Hafef, a écrit quelques lignes à son fiancé sur la minuscule feuille de papier aluminium d'un paquet de cigarettes. Les caractères sont serrés, presque illisibles. Elle y parle d'amour, des « *femmes caïds* » qu'elle côtoie dans sa cellule, de l'argot de la prison. Jamais d'abandonner son combat politique.

Jean-Pierre Tuquoi

Jerissa, création coloniale, en mal de touristes alors que la mine se meurt

JERISSA
de notre envoyé spécial

Les agences de voyages boudent Jerissa. *Pourquoi tourner le dos à la Méditerranée et* envoyer les cars de touristes à deux pas d'une frontière algérienne incertaine ? Par goût de la *nostalgie peut-être.* Jerissa est une pure création française. Elle est née au début du siècle de l'exploitation du minerai de fer des montagnes environnantes. De cette époque d'avant l'indépendance subsistent quelques vestiges : des alignements de maisonnettes avec véranda et jardinet, une église sans sa croix, un boulodrome mangé par l'herbe... Et, dans les cafés, une passion pour la belote et le rami. Il faisait bon vivre à Jerissa autrefois.

Aujourd'hui, la mine agonise. Les ingénieurs étrangers sont repartis. Le minerai s'épuise. Et les emplois fondent. De près de trois mille durant les « *belles années* », les effectifs sont tombés à guère plus de quatre cents. « *La population de la ville stagne. Notre problème c'est d'attirer des entreprises pour prendre le relais des mines de fer* », dit Magid Khamassi, maire de Jerissa et directeur général de la CIOK, la cimenterie implantée à proximité. Avec ses six *cents salariés, celle-ci a pris en partie le relais* de la mine. Elle est bien la seule.

ÉTABLISSEMENTS CLANDESTINS

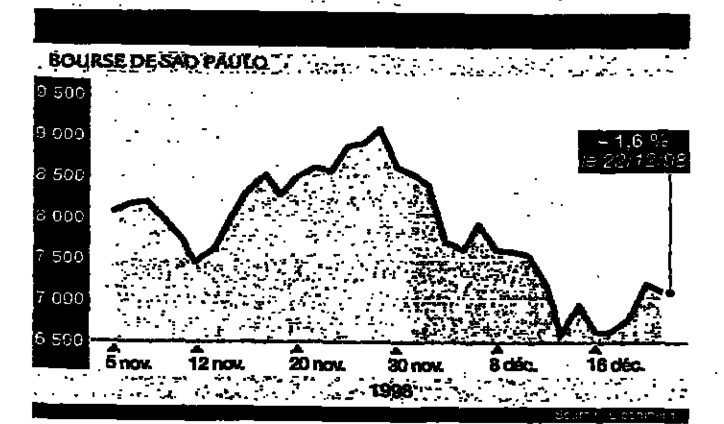
La cimenterie de la CIOK sera privatisée en 1999. « *Les ouvriers ne craignent pas les réductions d'emploi. Ils veulent être privatisés le plus vite possible. Ce sont les mauvais salariés qui seront licenciés* », affirme M. Khamassi. Quel est le taux de chômage dans cette ville de 16 000 habitants ? « *Impossible de le dire. Il n'y a pas de statistiques* », ajoute le maire qui, comme tous ceux de Tunisie, appartient au Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le parti au pouvoir.

Jerissa oublie peu à peu son passé colonial. A l'image des autres agglomérations tunisiennes elle a son avenue du 7 Novembre et son boulevard de l'Environnement. Elle a aussi une équipe de foot et un bar à alcool (un hammam désaffecté et anonyme à la sortie de la ville). Le soir venu, les ouvriers se retrouvent ici, sous un portrait du chef de l'Etat, pour noyer dans la bière et le vin des vies quotidiennes peut-être trop mornes. « *Je travaille six jours sur sept à la mine. Je gagne 400 dinars par mois* [l'équivalent de 2 000 francs], raconte un chef d'équipe rencontré devant une armada de canettes. *Mes quatre garçons tous au chômage. Ici, ils ont pas d'avenir. Dieu merci,* ajoute-t-il, *moi, je peux encore boire de la bière.* »

Officiellement, un seul bar a le droit de servir de l'alcool à Jerissa. Mais les établissements clandestins fleurissent dans les quartiers populaires, à en croire le propriétaire de l'ancien hammam. « *Les clandestins vont s'approvisionner au magasin général. Eux, ne paient pas d'impôts* », se lamente-t-il. « *La police les utilise comme indicateurs* », ajoute un consommateur.

J.-P. T.

Le Brésil peine à appliquer les recettes du FMI



BRASILIA. Alors que les doutes grandissent sur la capacité du gouvernement brésilien de mettre en œuvre un programme de réformes, lié à une aide de 41 milliards de dollars du Fonds monétaire international, le président Fernando Cardoso devrait annoncer, jeudi 23 décembre, un remaniement de son cabinet. Depuis la signature de l'accord, il y a un mois, le Congrès a refusé de voter la réforme des retraites des fonctionnaires et la taxe sur les transactions financières qui permettraient d'atteindre les objectifs budgétaires imposés par le FMI. Il a clos sa session sans approuver le budget 1999. Depuis début décembre, la Bourse a perdu plus de 20 % ; les fuites de capitaux ont repris. Les réserves de changes déclinent à nouveau.

Le pape rend hommage aux 37 missionnaires tués en 1998

VATICAN. Dans son discours de veille de Noël, le pape a rendu hommage, mardi 22 décembre, aux missionnaires *« qui ont payé de leur vie leur fidélité à l'Eglise »*, en Afrique, en Asie et en Amérique. Selon l'agence Fides de la congrégation pour l'évangélisation des peuples, trente-sept missionnaires catholiques ont été assassinés en 1998. La majorité d'entre eux sont originaires du Congo, du Rwanda, de l'Inde et d'Amérique latine. Selon cette agence, plus de 200 millions de chrétiens sont persécutés dans le monde et plus de 400 millions subissent des discriminations religieuses. Les principaux accusés sont les régimes marqués par l'athéisme (Chine, Vietnam, Cuba, Laos, Corée du Nord) ou par *« un fondamentalisme croissant »* (Soudan, Pakistan, Egypte, Inde, Indonésie et Arabie Saoudite). – *(AFP.)*

Cinquante journalistes tués en 1998 dans le monde

BRUXELLES. Cinquante journalistes ont été tués en 1998 dans le monde, dont 10 d'entre eux en Colombie, a déploré, mardi 22 décembre, à Bruxelles la Fédération internationale des journalistes (FIJ). La Colombie affiche un triste record : 10 journalistes y ont été tués en 1998. Les pays latino-américains sont aussi dangereux : 6 journalistes sont morts au Mexique, 3 au Brésil et 2 au Pérou. La Russie (4 assassinats) et l'Iran (3) participent aussi à ce regrettable palmarès. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **ALLEMAGNE** : un homme, présumé être le maître-chanteur qui menaçait la compagnie allemande des chemins de fer de sabotages, a été interpellé, a annoncé mercredi 23 décembre la police criminelle fédérale. La compagnie ferroviaire allemande (Deutsche Bahn) avait révélé vendredi que des inconnus se réclamant de l'organisation *« les amis du rail »* exigeaient d'elle 10 millions de deutschemarks. Selon le quotidien *Bild*, les chemins de fers ont été victimes de quatorze sabotages depuis septembre. – *(AFP.)*

■ **IRLANDE** : trois membres de l'Ira ont bénéficié d'une libération anticipée, mardi 22 décembre, en République d'Irlande, dans le cadre de l'accord de paix d'Irlande du Nord. Ils avaient été condamnés dans les années 80 à quarante ans de prison pour le meurtre de policiers. Un quatrième devait être libéré mercredi. – *(Reuters.)*

PROCHE-ORIENT

■ **IRAN** : les autorités iraniennes ont démenti *« vivement et officiellement »*, mardi 22 décembre, les accusations d'un procureur allemand, selon lequel la République islamique a commandité l'attentat commis en décembre 1988 contre un avion de la PanAm au-dessus de Lockerbie, qui avait fait 270 morts. – *(Reuters.)*

■ **IRAN/ARGENTINE** : faute de preuves, l'Argentine a libéré une Iranienne, Nasrine Mokhtari, arrêtée au début du mois dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de 1992 contre l'ambassade d'Israël, qui avait fait vingt-neuf morts, a annoncé mardi 22 décembre la Cour suprême d'Argentine. – *(Reuters.)*

ASIE

■ **CORÉE DU SUD** : des milliers de policiers ont pris d'assaut, mercredi 23 décembre à l'aube, le plus grand temple bouddhiste sud-coréen, le temple Chogye, à Séoul, pour tenter de mettre fin à une longue rivalité entre deux factions de moines, provoquant des batailles rangées qui ont fait des dizaines de blessés. – *(AFP.)*

■ **INDE/RUSSIE** : l'Inde et la Russie ont décidé, mardi 22 décembre, à l'issue de la visite à New Delhi du premier ministre russe Evgueni Primakov, de signer un accord de « partenariat stratégique ». Celui-ci, qui consistera à approfondir la coopération déjà en place, devrait être officialisé lors d'une visite en Inde de Boris Eltsine. – *(Corresp).*

AFRIQUE

■ **CONGO** : le gouvernement a affirmé mardi 22 décembre avoir défait les miliciens *Ninjas*, fidèles au précédent régime, après plusieurs jours de bombardements dans deux quartiers de la capitale congolaise. – *(AFP.)*

Le Hezbollah libanais riposte à des tirs israéliens

KYRIAT SHMONA (Israël). Deux salves de roquettes tirées à partir du Liban-sud se sont abattues, mercredi 23 décembre, sur le nord d'Israël. Une nouvelle salve de roquettes, tirée à partir du Liban-sud, s'est abattue mercredi sur le nord d'Israël faisant quatre blessés. Au moment des tirs, les habitants de cette région étaient dans les abris à l'appel de l'armée, qui craignait la riposte de la milice chiite libanaise du Hezbollah à un raid aérien israélien qui, la veille, avait tué une mère de famille et ses six enfants près de Baalbeck (Est du Liban). Tsahal a présenté des *« regrets »* pour la mort des Libanais. Le gouvernement libanais a porté plainte auprès du *Conseil de sécurité de l'ONU*. – *(AFP.)*

Larry Flynt, « roi du porno », fait la morale aux ennemis de Bill Clinton

Il a engagé une croisade contre « l'hypocrisie » politique des élus républicains extrémistes

Larry Flynt a promis d'offrir une récompense d'un million de dollars à quiconque serait capable de prouver qu'il ou elle a eu *« une relation sexuelle adultère avec un membre du Congrès ou un officiel important »*. Après la démission, samedi 19 décembre, de Bob Livingston, président de la Chambre des représentants, le « magnat du porno américain » assure qu'*« il y a d'autres têtes qui vont tomber »*.

WASHINGTON
de notre correspondant

On se souvient de Larry Flynt, le « roi du porno » américain, héros du film de Milos Forman, dont l'affiche – qui le représentait crucifié – avait été interdite par la justice française. Le microcosme de Washington n'avait pas prêté grande attention quand, en octobre, il avait publié une pleine page de publicité dans le *Washington Post* promettant une récompense d'un million de dollars jusqu'au 1er mai 1999 à quiconque serait capable de prouver qu'il ou elle a eu *« une relation sexuelle adultère avec un membre du Congrès ou un officiel important »*. Le directeur de la revue pornographique *Hustler*, qui se dit démocrate, voulait ainsi apporter son concours à la défense de Bill Clinton, persécuté selon lui par les républicains. Samedi 19 décembre, alors même que ces derniers frappaient le président d'*impeachment*, leur chef, Bob Livingston, *speaker* (président) élu de la Chambre des représentants, était contraint de démissionner après avoir reconnu qu'il avait trompé – souvent – sa femme.

Plus habile que Bill Clinton, il a tout de suite reconnu ses fautes, mais il n'avait pas le choix : il se savait dans le collimateur de « Larry ». *« Je suppose que je n'ai pas mesuré l'impact d'un million de dollars »*, a-t-il admis. Quant au magnat du porno, il a reçu plus de 2 000 coups de téléphone ; 48 pistes lui ont paru sérieuses et il a lancé ses limiers – journalistes d'investigation et anciens du FBI et de la CIA – sur une douzaine de cas, qui concernent des élus républicains et un démocrate. Comptant publier le résultat de cette enquête torride au début de 1999, il regrette évidemment que Bob Livingston lui ait volé son « scoop » par sa confession, tout en promettant du neuf : *« Il y a d'autres têtes qui vont tomber. Peut-être jusqu'à une douzaine. Les enquêtes se poursuivent... »*

Grand amateur de scandales en tous genres, Larry Flynt – qui est paraplégique depuis une tentative d'assassinat en 1978 – est mal placé pour jouer les professeurs de morale. Il s'est pourtant lancé dans une croisade contre *« l'hypocrisie »* politique des républicains. Y a-t-il aussi de sa part de la jalousie face à la « concurrence déloyale » du rapport Starr ? Toujours est-il qu'il rejette les dénonciations des amis de l'ex-*speaker*, en déclarant : *« C'est lui* [Bob Livingston] *qui s'est, le premier, vautré dans la fange. Je n'ai fait que le suivre. Je suis heureux si j'ai contribué à sa chute. Je pense que les brutes de la droite extrémiste comme lui représentent la plus grande menace contre notre forme unique de démocratie (...). Le sexe devrait rester une question privée, mais aux grands maux les grands remèdes. Regardez ce qu'ils font au président ! »*

RÉVÉLATIONS SALACES

Nul doute que Larry Flynt jubile en voyant le remue-ménage médiatique fait autour de lui, puisque les ventes de *Hustler* devraient grimper en flèche. Mais la concurrence promet d'être rude : le magazine Internet *Salon*, qui s'était distingué par des révélations à propos de Monica Lewinsky, a accusé, mardi, le républicain Dan Burton, déjà épinglé dans le passé pour une affaire d'enfant illégitime, d'avoir eu plusieurs aventures extraconjugales. L'intéressé a répliqué que *Salon « est bien connu pour ses relations avec la Maison Blanche »*... La grande presse, de son côté, reste relativement mesurée dans sa couverture de ce grand déballage intime.

Encore que ce soit elle qui ait fait ses choux gras des révélations salaces de « Ken » Starr, et qui, la première, a appris à ses lecteurs que des élus républicains, comme Helen Chenoweth et Henry Hyde (le président de la commission des affaires judiciaires de la Chambre des représentants qui a instruit l'*impeachment* contre M. Clinton), avaient fauté. Le grand public, lui, trouve dans tout ceci une confirmation de la haute idée qu'il se fait de la politique, mais il se délecte de ces révélations. Comme quoi l'hypocrisie est générale...

Patrice de Beer

PARLEMENT *Les députés ont* interrompu leurs travaux, mardi 22 décembre, en adoptant définitivement les textes sur la réforme du scrutin régional et sur le « collectif » budgétaire. ● LA DÉMISSION de Jean-Louis Gentile, directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, vient clore un début de session particulièrement agité pour la gauche. Selon ce bon connaisseur de l'Assemblée nationale, Matignon a fait preuve d'*« une méconnaissance totale du Parlement »*. Interrogé par *Le Monde*, il évoque *« une lassitude générale »* dans les rangs des députés socialistes. ● POUR L'ANNÉE 1999, le gouvernement entend remédier à ces dysfonctionnements. Lionel Jospin, qui a consenti à alléger *le rythme* des travaux parlementaires, a décidé de recevoir régulièrement les élus de gauche, qui demandent à être plus écoutés.

Lionel Jospin veut remédier au malaise de sa majorité parlementaire

Après un début de session éprouvant pour la gauche « plurielle », le premier ministre a consenti à alléger le rythme de travail des députés. Il va s'efforcer de renforcer la concertation avant l'examen des réformes à l'Assemblée nationale

C'EST une carte de voeux très spéciale que Jean-Louis Gentile a choisi d'adresser au gouvernement, en cette fin d'année : *« Méconnaissance totale du Parlement », « obstination », « très mauvais état d'esprit »*... M. Gentile, directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a confié au *Monde*, en des termes plutôt crus, les raisons qui l'ont conduit à démissionner de ses fonctions, le 20 novembre *(lire ci-dessous)*. Ses critiques sévères sur la gestion gouvernementale des travaux parlementaires révèlent à quel point de tension en est arrivée la majorité, après un premier trimestre pour le moins agité. En adoptant définitivement, mardi 22 décembre, la réforme du mode de scrutin régional, le projet de loi sur les animaux dangereux puis le « collectif » budgétaire pour 1998, les députés, qui sont en vacances jusqu'au 17 janvier 1999, *ont anticipé de* vingt-quatre heures un repos bien mérité...

Le renforcement de la concertation au sein de la gauche « plurielle », défaillante avant l'été, a pourtant porté ses fruits. Les rencontres régulières entre Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, et les cinq chefs de file de la majorité, ont permis de passer sans encombre quelques caps difficiles : loi de finances, loi de financement de la Sécurité sociale, réforme du scrutin régional, révision constitutionnelle préalable à la ratification d'Amsterdam. Mais le rejet de la proposition de loi socialiste sur le pacte civil de solidarité, le 9 octobre, par manque de *mobilisation* des députés de gauche, a fait dérailler la machine parlementaire. L'ordre du jour s'en est trouvé *bousculé et alourdi*, tandis qu'une épée de Damoclès était suspendue sur le groupe socialiste. L'idée que la droite puisse être de nouveau majoritaire dans l'hémicycle, ne serait-ce que l'instant d'un vote, a mis à mal les nerfs déjà fatigués de la majorité.

Retards et reports ont malmené l'agenda parlementaire

1998

• PACS
Rejetée le 9 octobre par la droite, majoritaire dans l'hémicycle, la proposition de loi socialiste n'a été adoptée en première lecture par les députés que le 9 décembre. Le gouvernement a exclu une adoption définitive avant la fin de la session, le 30 juin.

• PRÉSOMPTION D'INNOCENCE
L'examen en première lecture du projet de loi d'Elisabeth Guigou, qui devait intervenir à l'Assemblée nationale les 8 et 9 décembre, a été reporté à la fin du mois de mars 1999.

• AUDIOVISUEL
Retiré de l'ordre du jour de l'Assemblée nationale alors qu'il devait être examiné les 15, 17 et 18 décembre, le projet de loi de Catherine Trautmann ne sera pas examiné avant le mois d'avril.

reporté

reporté

1999

janvier
Assemblée nationale
- aménagement du territoire *(1re lecture)*
- débat sur l'énergie
- polices municipales *(2e lecture)*

Sénat
- orientation agricole *(1re lecture)*
- parité *(1re lecture)*

février
Assemblée nationale
- intercommunalité *(1re lecture)*
- service public de l'électricité

Sénat
- Nouvelle-Calédonie *(1re lecture)*
- polices municipales *(2e lecture)*
- sécurité routière *(2e lecture)*

mars
Assemblée nationale
- cumul des mandats *(2e lecture)*
- ratification Amsterdam
- caisses d'épargne *(1re lecture)*
- **Présomption d'innocence** *(1re lecture)*

Sénat
- ratification Amsterdam
- **PACS** *(1re lecture)*
- aménagement du territoire *(1re lecture)*
- Intercommunalité *(1re lecture)*

???
- **Audiovisuel**
- assurance-maladie universelle
- relations entre citoyens et administrations

Ce lourd climat s'est doublé d'une erreur de parcours : en décidant, dans un premier temps, de maintenir la discussion du projet de réforme de l'audiovisuel public, prévue le 15 décembre, en dépit des critiques de la majorité, et de reporter le texte sur la présomption d'innocence, le gouvernement a perdu sur les deux tableaux. Le texte de Catherine Trautmann a finalement été retiré de l'ordre du jour ; de son côté, Jacques Chirac, arguant de la nécessité d'une réforme globale de la justice, a *conditionné la convocation du* Congrès sur la réforme du Conseil supérieur de la magistrature à l'examen préalable du texte sur la présomption d'innocence...

Resté longtemps peu réceptif aux mises en garde qui lui étaient adressées, Lionel Jospin a accepté de rectifier le tir. Première « bonne résolution » pour l'année 1999 : le premier ministre, qui avait fait du Parlement sa principale tribune, entend élargir la communication du gouvernement hors de l'hémicycle. *« L'action gouvernementale est un "mix"*, a souligné M. Vaillant lors d'un point de presse, mardi. *Il n'y a pas que le travail parlementaire. Le gouvernement agit par ailleurs et prend des décisions pour répondre aux nécessités sociales des Français. »* Simultanément, M. Jospin souhaite resserrer les liens avec *les députés de la majorité*, qu'il a décidé d'inviter *« régulièrement »* à déjeuner à Matignon, par groupes d'une vingtaine. Ces rencontres serviront à prendre le pouls de la majorité sur des textes-clés, avant leur passage au Parlement. De même que les débats à venir sur le service public de l'électricité, les deux projets de loi « pluriels » sur l'aménagement du territoire, soutenu par Dominique Voynet (Verts), et sur l'intercommunalité, défendu par Jean-Pierre Chevènement (MDC), font l'objet d'un examen attentif. *« Il faut s'assurer que la sensibilité socialiste existe sur ces textes »*, souligne le premier secrétaire du PS, François Hollande. Faute d'avoir obtenu un feu vert de Matignon pour souder le groupe socialiste autour d'un pôle jospiniste, M. Ayrault plaide pour que des liens plus étroits soient noués entre le gouvernement, le parti et le groupe, afin d'*« anticiper les questions politiques qui peuvent se poser »*. A titre d'exemple, le maire de Nantes évoque le dossier des retraites, qui retient l'attention de bon nombre de députés. Première échéance : l'examen, le 28 janvier, d'une proposition de loi UDF sur les fonds de pensions.

Le chef du gouvernement a également consenti à alléger le rythme des travaux parlementaires, réclamé sur tous les bancs de l'Assemblée. Désormais, les députés ne siégeront plus « que » trois jours par semaine, du mardi au jeudi, y compris pour examiner l'ordre du jour laissé à l'initiative du Parlement, précédemment inscrit le vendredi. Autre souci du gouvernement : éviter les sujets qui fâchent, au sein de la gauche « plurielle », à la veille des élections européennes, prévues en juin. Le projet de loi de ratification du traité d'Amsterdam doit être adopté par les deux Assemblées avant le mois d'avril ; la transposition de la directive sur la modernisation du service public de l'électricité fera l'objet d'une première lecture à l'Assemblée en février, la suite de la navette devant intervenir après le scrutin de juin.

Ces différentes initiatives s'inscrivent dans un contexte qui n'est plus celui de l'euphorie ayant suivi la victoire de la gauche, en juin 1997. *« Libre et responsable »*, selon François Hollande, le groupe socialiste est aussi hétérogène. Il le manifeste, au-delà même de sa traditionnelle aile gauche, qui continue de réclamer, à l'instar de Yann Galut (PS, Cher), *« un nouveau souffle »*. *« Le temps du député godillot est terminé »*, veut croire Gaëtan Gorce (PS, Nièvre), qui s'est élevé contre le plan de redéploiement de la police et de la gendarmerie, à l'automne.

Les décrets d'application du volet surendettement de la loi contre l'exclusion n'ont toujours pas été publiés

D'autres critiquent le manque d'application de certains textes-phares du gouvernement. Ainsi, le *volet surendettement de la loi* contre l'exclusion ne peut être mis en oeuvre, bien que le texte ait été voté depuis le mois de juillet : dans une lettre adressée, le 16 décembre, à Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie et des finances, M. Ayrault, Jean Le Garrec (PS, Nord), président de la commission des affaires sociales, et Véronique Neiertz (PS, Seine-Saint-Denis), rapporteur du volet surendettement du texte de Martine Aubry, déplorent l'absence de publication des *« décrets et circulaires nécessaires »*.

De façon générale, Bernard Roman (PS, Nord) juge que la majorité doit *« monter d'un ton »*. *« Jusqu'à présent, nous avons concentré nos forces à 80 % sur nos propositions, et à 20 % contre la droite. Désormais il faut faire du 50-50 »*, estime M. Roman, même si le retour de la droite n'est, selon lui, qu'un *« faux-semblant »*. Tel est, sans doute, le voeu le plus cher du gouvernement pour l'année 1999.

Clarisse Fabre et Jean-Baptiste de Montvalon

Le bras droit de Jean-Marc Ayrault a préféré jeter l'éponge

« DEVANT la méconnaissance totale du Parlement et l'obstination de Matignon, j'ai dit que ce n'était plus possible » : joint par téléphone sur son lieu de vacances, en Guadeloupe, Jean-Louis Gentile a expliqué au *Monde*, mardi 22 décembre, les raisons qui l'ont conduit à démissionner de ses fonctions de directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Sa démission, qui n'avait pas été rendue publique, remonte au 20 novembre. Cette décision, et les mots qui l'accompagnent, pèse d'autant plus lourd qu'elle émane non pas d'un néophyte, mais d'un ancien du sérail, fin connaisseur des arcanes parlementaires.

Agé de soixante ans, M. Gentile est entré en 1966 comme administrateur à l'Assemblée, une « maison » qu'il n'a guère quittée depuis lors. Conseiller technique au cabinet de Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, de janvier 1985 à avril 1986, il devient, de mai 1988 à décembre 1990, directeur de cabinet du ministre chargé des relations avec le Parlement, Jean Poperen. Son savoir-faire est alors mis à profit par le gouvernement de Michel Rocard, qui, ne disposant pas de majorité absolue à l'Assemblée, insiste pour le conserver à ce poste-clé. Directeur de cabinet du président de l'Assemblée, Henri Emmanuelli, de février 1992 à mars 1993, il rejoint M. Ayrault l'année suivante, comme chargé de mission. Lorsque le maire de Nantes devient président du groupe socialiste, en juin 1997, il prend tout naturellement la direction de son cabinet.

« Ça n'a jamais bien fonctionné, d'une manière générale », nous a-t-il confié, en évoquant *« deux notes »* adressées au premier ministre, *« en novembre 1997 et en février 1998 »*, et qui seraient restées *« sans réponse »*. Compte tenu de l'interdiction faite aux députés de détenir plus d'une délégation de vote au moment d'un scrutin public, *« la principale difficulté est de faire venir les parlementaires en séance »*, explique-t-il. Pour ce faire, *« encore faut-il que les textes examinés intéressent le groupe. Nous avons plaidé pour l'inscription rapide à l'ordre du jour de textes sur la décentralisation, la loi d'orientation agricole ou l'intercommunalité. La réforme de la justice n'intéressait pas le groupe. L'audiovisuel ? Tout le monde s'en foutait, sauf quatre ou cinq, qui avaient tendu un piège à Catherine Trautmann pour l'envoyer au casse-pipe »*.

MÉCONNAISSANCE DES MÉCANISMES

« D'autre part, poursuit-il, *c'était attirer les difficultés sur le groupe majoritaire que de ne jamais sanctionner l'attitude de l'opposition lorsqu'elle pratique l'obstruction. Utilisé avec parcimonie, le "49-3"* [qui permet au gouvernement de faire adopter un projet de loi sans vote], *que le premier ministre a toujours refusé d'employer, peut être, comme d'autres moyens de procédure, un signe pour dire qu'il faut laisser la majorité gouverner. » « Or, sur certains textes, on s'est contenté de dire aux députés socialistes : "Venez, et attendez que ça se passe." D'où un mauvais état d'esprit, et une lassitude générale. On ne peut concevoir que le gouvernement reste à ce point passif devant les initiatives de l'opposition. » « Tout cela*, conclut-il, *n'avait pas été pris en compte dans la stratégie parlementaire du premier ministre, qui n'a jamais été franchement parlementaire lui-même, et connaît très mal ces mécanismes. »*

Tout en tirant ainsi sa révérence, M. Gentile se félicite que le premier ministre ait pris conscience qu'il fallait *« moins charger la barque »* et inscrire à l'ordre du jour des textes *« plus concrets que sociétaux »*. Invité à commenter la démission de son directeur de cabinet, M. Ayrault nous a indiqué, mardi soir, que M. Gentile, qui reste chargé de mission à Nantes, conservait son rôle de *« conseiller politique »* auprès de lui.

J.-B. de M.

Les cafouillages de la gauche redonnent de l'air à la droite

LA DROITE respire... *« Ce n'est pas tellement que nous soyons devenus géniaux*, soupire un député RPR, *mais, en face, ils sont devenus moins bons. »* Face aux déboires de la gauche, l'opposition a donc retrouvé un peu d'oxygène et a découvert, au cours de cet automne, ce que ses électeurs affirment depuis plus de quinze ans : l'union – même relative – renforce son efficacité. Cette *« géniale prise de conscience »*, comme le dit ironiquement le président du groupe RPR, Jean-Louis Debré, a tout de même mis plus d'un an à germer. Un an pendant lequel la droite a peu à peu fait son deuil de la dissolution-catastrophe du printemps 1997. Un an pendant lequel l'opposition a dû gérer ses propres ambiguïtés : comment contester la loi sur les 35 heures après avoir voté, deux ans auparavant, la loi Robien sur la réduction du temps de travail ? Comment critiquer dans l'hémicycle les emplois-jeunes lorsque tous les élus, fussent-ils de droite, sont assaillis dans leur circonscription de demandes d'emploi ? Comment, enfin, défendre les lois Pasqua contre les lois Chevènement, lorsque l'ancien ministre de l'intérieur RPR appelle lui-même à la régularisation des sans-papiers et que le nouveau locataire de la Place Beauvau fait figure de ministre de gauche le plus populaire... dans l'électorat de droite ?

Ces contradictions n'ont pas disparu, mais elles ont été écartées. Le choc de la défaite de 1997 avait laissé affleurer les règlements de comptes et les reproches. L'automne 1998 a signé le retour à une certaine forme de calcul. L'acceptation du *leadership* unique de Jacques Chirac par l'ensemble de la droite parlementaire y est pour beaucoup, et la relative dilution de l'UDF a facilité les choses. Une meilleure organisation quotidienne a fait le reste. Lorsque M. Debré, Philippe Douste-Blazy et José Rossi ont annoncé, le 30 septembre, les nouveaux modes de fonctionnement de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL, ils ont, au fond, mis fin à une aberration qui minait jusque-là la droite : les élus de droite ne se parlaient pas. Attaques désordonnées contre le gouvernement, votes contradictoires sur l'euro ou la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, tout contribuait à leur désorganisation.

MENUS PLAISIRS

La divine surprise est venue, le 9 octobre, lorsqu'ils ont découvert, avec le PACS, que la gauche pouvait être encore moins bien organisée qu'eux. Forte de cette victoire, l'opposition s'est ensuite offert le plaisir d'inquiéter la majorité. Lors de chaque débat *déterminant*, quelques minutes avant le vote, elle a ainsi fait entrer ses troupes dans l'hémicycle, au dernier moment, afin de maintenir la gauche sur le qui-vive. Elle entend bien maintenir sa pression à la rentrée de janvier.

Les difficultés n'ont pas disparu pour autant. D'abord, parce que la droite reste prise dans ses contradictions, entre une aile nationaliste et dirigiste, une tendance centriste et sociale, un pôle libéral. La victoire de procédure sur le PACS a tout juste servi à faire oublier le malaise de bon nombre de députés RPR ou libéraux, agacés à l'idée d'être confondus avec une Christine Boutin (UDF) qui n'hésite pas à déclarer dans une revue gay, *Tabloïd*, *« l'homosexualité est une abomination »*. Ensuite, parce que l'opposition est... dans l'opposition. Ce qui signifie que ses chances de faire modifier les projets de loi qu'elle conteste ou de faire passer ses propres propositions sont infimes.

Nicolas Sarkozy a pu le mesurer. Il croyait, en étant à l'initiative d'une proposition de loi sur la non-rétroactivité des lois fiscales cosignée par l'ensemble des groupes de l'opposition, provoquer un débat politique. Il a découvert, le 20 novembre, que la majorité pouvait sans dommage lui infliger l'humiliation de devoir défendre sa proposition devant un hémicycle quasi désert.

Raphaëlle Bacqué

MODES DE VIE Toutes les études le confirment : les Français sont les Européens les plus attachés à la tradition du cadeau de Noël. Ils offrent en moyenne huit présents – un de plus que les Britanniques et trois de plus que les Allemands – pour un montant de 2 200 francs. ● AU TOTAL, 90 MILLIARDS DE FRANCS sont dépensés au cours de ce grand rituel. Les vêtements arrivent en tête, suivis des équipements de loisirs, de l'argent liquide et des jeux et jouets. ● LE DÉVELOPPEMENT DES CADEAUX serait en partie lié à l'élargissement du cercle familial, par le jeu des remariages et de l'allongement de la durée de la vie. ● CERTAINS GRANDS MAGASINS proposent des services informatiques établissant des *« listes de cadeaux personnalisés »* en fonction de trois critères : âge, sexe et budget. ● ASSIETTES INCRUSTÉES DE COQUILLAGES, babouches en peau de bébé chameau : florilège du pire cadeau jamais reçu.

Les Français sont les champions d'Europe des cadeaux de Noël

Ils offrent en moyenne huit présents – un de plus que les Britanniques et trois de plus que les Allemands – pour un budget total de 2 200 francs. Au cours de ces dernières années, le jeu des remariages et l'allongement de la durée de la vie ont élargi le cercle familial

UN PEU PLUS d'argent, beaucoup plus d'optimisme. Des records d'achats de cadeaux de Noël seront battus cette année, pressent Robert Rochefort, le directeur du Crédoc, organisme scrutateur des conditions de vie des Français. 82 % des Français prévoient, en cette fin d'année, des dépenses égales ou supérieures à 1997, confirme une enquête réalisée par le cabinet Deloitte & Touche pour l'hebdomadaire *LSA*. Un Français sur cinq dépensera même 750 francs de plus que l'an passé. Du coup, les distributeurs se mettent à croire au Père Noël, misant à 83 % sur une hausse de leurs ventes et bénéfices. *« Euphorie de sortie de crise ? »*, s'interroge Deloitte & Touche. Climat de confiance, au moins.

Largement plus sereins que les Allemands ou les Britanniques – 64 % des Français prévoient une amélioration de la situation économique en 1999 quand les Allemands ne sont que 38 % et les Britanniques 14 % –, les Français se montrent plus généreux, s'apprêtant à offrir huit présents – un de plus que les Britanniques et trois de plus que les Allemands – pour un montant global de 2 200 francs, précise encore l'étude. *« Même dans les milieux modestes ou se trouvant dans une passe difficile, ne pas s'offrir de cadeaux reste exceptionnel*, notait l'Insee dans une enquête publiée en janvier 1996. *Seulement 5 % des ménages dont le chef est au chômage et 8 % des foyers ouvriers n'offrent aucun cadeau de fin d'année. »* Lors de ce grand rituel, 90 milliards de francs changent de mains. La distribution des revenus en France, avec la pratique très répandue d'un treizième mois versé en décembre, pousse opportunément à la concentration des cadeaux à Noël.

Même si leur valeur unitaire tend à diminuer puisque les budgets qui leur sont consacrés ne progressent que lentement, les présents sont chaque année plus nombreux. Avatar de la valorisation extrême de l'enfant dans la société ? Pas seulement, puisque seules 28 % des personnes récemment interrogées par CSA Opinion (pour *Sélection du Reader's Digest*) déclarent réserver les cadeaux aux enfants. *« Les présents sont l'un des moyens d'entrer en relation avec l'autre dans une société où il est de plus en plus difficile de le faire*, souligne le sociologue Gérard Mermet. *Le don, par ailleurs, n'est pas seulement altruiste. C'est une façon d'exister : tout cadeau est porteur d'identité pour celui qui l'offre. Or les gens savent de moins en moins qui ils sont... »*



« ENTOURAGE PROCHE »

Pour Anne Beaufumé chez Cofremca-Sociovision, une société de conseil spécialisée dans le changement social, les Français multiplient les occasions d'offrir car ils font partie de réseaux plus larges. *« Lorsqu'on fait parler les gens de leur "entourage proche", on s'aperçoit qu'ils englobent sous cette expression beaucoup plus de monde qu'il y a dix ans*, souligne-t-elle. *Nous sommes plus solidaires, plus ouverts aux autres, et les cadeaux symbolisent ce nouveau "moi-nous", qui se substitue au "moi-je". »* Denis Stoclet, spécialiste de la distribution, en appelle, lui, aux modifications de la structure familiale qui, par le jeu des remariages et de l'allongement de la durée de la vie, ne cesse de s'élargir. Il n'est pas rare que les enfants aient sept ou huit grand-parents et fêtent quatre fois Noël. Or des flux colossaux de cadeaux descendent des grands-parents vers les petits-enfants. Pour les ménages de plus de 65 ans, le solde des échanges de cadeaux de Noël est négatif, à hauteur de 3 000 francs.

Jeux et jouets n'arrivent qu'au quatrième rang des cadeaux les plus offerts, derrière les vêtements, les équipements de loisirs et l'argent liquide. Dès 9-10 ans, les enfants, garçons en tête, quittent l'univers du jouet pour s'orienter vers l'habillement, les jeux électroniques et les articles de sport. L'argent gagne sans cesse du terrain dans les dons aux enfants. Versé par les parents ou les grands-parents, il témoigne, selon Gérard Mermet, de la difficulté qu'ont les couples bi-actifs à trouver le temps de faire les cadeaux ; de la crainte qu'ont parents et grands-parents de ne pas tomber juste, confrontés à des produits à forte valeur ajoutée technologique qui leur sont étrangers ; de la diffusion de la pratique des cadeaux coûteux nécessitant des contributions multiples.

Largement délaissés au profit des biens d'équipement de la personne (bijoux, parfums, cosmétiques, vêtements...), les biens d'équipement de la maison (électroménager, hi-fi, ameublement) ne seront choisis ce Noël que par 11 % des Français, indique le cabinet Deloitte & Touche. Les cadeaux de Noël s'inscrivent pleinement dans les grandes tendances actuelles de la consommation : on offre de l'authentique, de la santé, du dépouillé, de l'ethnique et du technologique. Ce qui, à Noël, s'incarne en autant de produits artisanaux (achetés dans les multiples « expositions artisanales » organisées dans les galeries des grands centres commerciaux), de bougies à la cire d'abeille, d'huiles essentielles, de téléphones portables, d'ordinateurs multimédia, d'agendas électroniques... La grande soif de savoir et de savoir-faire est étanchée par les produits culturels (CD, CDROM, livres, vidéo) ou permettant de s'adonner aux loisirs créatifs. Dans les milieux huppés, la tendance est d'offrir de l'immatériel, spectacles ou voyages, par exemple. Les comportements de crise sont bien ancrés. Les gadgets définitivement boudés. *« On achète durant les fêtes des choses que l'on n'achèterait pas autrement, mais on le fait de façon rationnelle et dans le cadre d'un budget préétabli »*, explique Gérard Mermet.

CAUTION ÉCOLOGIQUE

Le *« luxe »*, acquiesce Denis Stoclet, doit *« prendre des aspects plus utilitaires (vêtements, chaussures...), et hors de sa descendance, chacun mesure son budget cadeaux en cherchant à obtenir l'effet maximum pour le prix minimum, espérant que ce prix sera surestimé par celui qui reçoit »*. D'où le succès des boutiques de musées ou de la chaine Nature et découvertes, qui proposent des produits à forte caution écologique ou culturelle, donc *« garantis bon goût »*, à des prix raisonnables.

Confrontes au casse-tête du toujours plus de cadeaux dans une enveloppe à peu près stable, les Français pratiquent massivement la politique de l'autruche. Les achats de Noël se font chaque année plus tardivement. Chez Carrefour, il a fallu attendre la mi-décembre pour que les ventes liées à Noël commencent à décoller. A 55 %, souligne le cabinet Deloitte & Touche, les Français prévoient même d'attendre janvier pour se plier aux achats rituels. Le Père Noël aura du retard. Il attend les soldes.

Pascale Krémer

Le pire cadeau que j'aie jamais reçu...

● **Marie, 55 ans :** *« Je me souviens bien du moment où je l'ai jetée à la poubelle. C'était une assiette de Normandie, avec des coquillages en relief, offerte par des amis de la famille qui ont une maison remplie d'objets abominables de ce genre. Ça m'a fait drôle, tout de même, de la jeter, parce qu'ils sont gentils. J'aurais peut-être dû la donner pour une tombola d'école primaire. »*

● **Pierre, 42 ans :** *« Tous les ans, ma belle-mère m'offre le prix Goncourt. Donc ça dépend du Goncourt... »*

● **Marie, 37 ans :** *« Je devais avoir dix-huit ans. Ma mère m'avait offert "Anaïs, Anaïs". Le summum du ringard, uniquement pour jeunes filles mièvres. Ça sent le patchouli. Une preuve qu'elle ne me connaissait pas, comme ma belle-mère aujourd'hui, qui m'offre des gilets trop courts, blancs, ceinturés. Tous les ans, je sais que son cadeau sera à côté de la plaque, parce qu'elle a une image fausse de moi. »*

● **Farid, 27 ans :** *« Elle peint, ma belle-mère. Une fois, en visite chez elle, j'ai voulu l'encourager. Juste pour saluer l'effort, je lui ai dit "Il est bien, ton paysage". Elle m'a répondu "Tu le veux ?" Elle l'a fait encadrer en doré, en énorme. C'est une huile, un champ de blé couché par le vent avec une petite ferme au fond. Je ne l'accroche que quand elle vient. »*

● **Jean-Louis, 43 ans :** *« J'étais étudiant, j'avais pas trop de sous à l'époque. Le moindre cadeau me faisait plaisir. Les propriétaires de ma chambre de bonne, avec qui j'avais sympathisé, m'avaient invité à déjeuner. Un gros paquet m'attendait. A l'intérieur, une boîte en fer blanc. Une boîte à je-ne-sais-quoi. Sans rien dedans. Purement décorative, avec un truc écrit dessus. J'ai eu du mal à ne pas montrer ma déception. Dans ma chambre de huit mètres carrés, j'avais pas franchement d'étagères à décorer. »*

● **Stéphane, 29 ans :** *« Il y a vingt ans, une de mes tantes avait offert une Barbie à ma sœur, et moi, j'avais eu Ken ! J'avais jamais commandé ça au Père Noël ! Avec le recul, je trouve ça drôle. Il y aurait eu un chien dans la famille, elle lui aurait offert le chien de Barbie... Récemment, j'ai aussi un oncle qui m'a offert un livre sur le basket... que j'avais écrit. En fait, j'étais content de voir qu'il était bien distribué dans les grands magasins. »*

● **Grégoire, 29 ans :** *« Mon grand-père, quand j'ai eu dix ans, a commencé à me donner un chèque à Noël. Je ne supportais pas ça. A tel point que je n'ouvrais pas l'enveloppe. Je crois bien qu'une fois je ne l'ai même pas encaissé. Pour moi, Noël, c'est un cadeau, même un truc en plastique qui dure trois jours, mais un petit paquet au pied du sapin, qu'on déballe en saccageant le papier. Un chèque, c'est du mépris. »*

● **Thomas, 25 ans :** *« Il y a deux ou trois ans, des amis m'ont offert un cadeau ramené de Tunisie. Des babouches en peau de bébé chameau. Je ne les ai jamais mises. Des bébés chameaux aux pieds ! »*

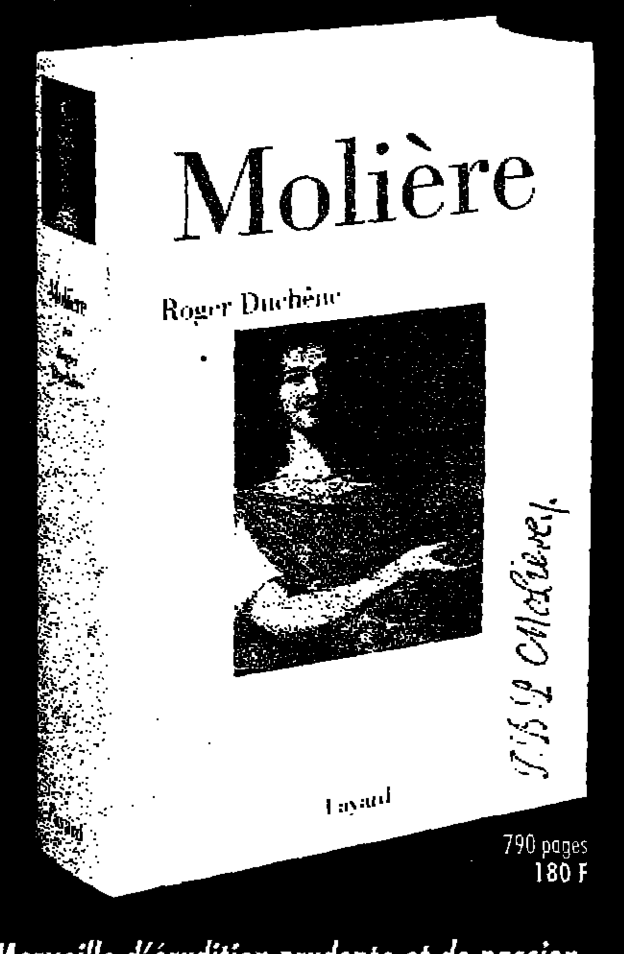
● **Françoise, 56 ans :** *« Le pire des cadeaux, c'est le sac à main. Moi, un sac, je mets des mois pour le trouver. Il faut que je puisse tout ranger dedans, qu'il ait des petites poches intérieures, qu'il soit confortable à porter. Il n'y a que moi qui puisse le choisir. Parfois, je vois des hommes en acheter, je me retiens de leur dire... Mes enfants et mon mari m'en ont offert un bleu, tout petit, avec des anses métalliques qui me faisaient mal. Il a fallu que je m'en serve un peu. Je n'aurais jamais osé aller le changer. »*

● **Isabelle, 34 ans :** *« J'avais sept ou huit ans. Dans une de mes chaussures, j'ai trouvé un morceau de charbon. J'ai pleuré, pleuré ! Evidemment, je pensais que c'était le Père Noël. En fait, mes frères avaient voulu me punir de mon mauvais caractère. Ma petite sœur, elle, elle avait des cadeaux. Moi je n'avais rien à déballer. Et en prime, on m'a fait la morale. Cette année, je me venge. Ils auront tous du charbon. »*

● **Michèle, 33 ans :** *« Une année, ma belle-mère m'a offert un pèse-personne. Histoire de dire "Les belles-filles, va falloir être nickel jusqu'à cinquante ans, pas vous laisser aller"... J'étais tellement vexée qu'au bout de deux mois il était cassé. »*

● **Jérôme, 32 ans :** *« Il n'y a plus de cadeaux abominables parce que je m'arrange pour qu'on sache ce que je veux. Je le dis à ma femme, qui fait semblant d'avoir des idées quand ses parents lui posent la question. »*

P. Kr.



La vogue des « cadeaux personnalisés » sur ordinateur

UNE VACHE déstressante en caoutchouc à la main, Pierrick achève ses achats de Noël dans les rayons de la boutique « étoiles », au troisième étage des Galeries Lafayette. Le 25 décembre approche dangereusement et le jeune homme cherche toujours le cadeau *« rigolo »* qu'il compte offrir à ses amis de vingt ans. Le porte-cravates rotatif avec lumière incorporée ? La potiche laquée coquille d'œuf ? La pince crabe en écaille et strass *« Alexandre »* ? Trop cher, pas assez branché. L'âme en peine, Pierrick erre au milieu des articles de mode avant de retrouver le sourire au rayon des gadgets. Il caresse une grenouille compacteur de canettes et se décide enfin pour un stylo-sardine. *« C'est mignon, et c'est toujours utile, un stylo. »*

Plus moderne qu'un antiquaire du Louvre et mieux chauffée que la caverne d'Ali-Baba, la boutique « étoiles » offre surtout, à quelques heures de Noël, une dernière chance aux petits budgets comme aux acheteurs en panne d'idées : des centaines de cadeaux potentiels pour tous les âges et pour tous les goûts y sont soigneusement rassemblés. Pour tous ceux qui ne trouveraient pas leur bonheur en flânant dans les rayons, Karen se charge d'établir des *« listes de cadeaux personnalisés »* en fonction de trois critères : âge, sexe et épaisseur du portefeuille. Avec un budget de cinquante francs, son ordinateur propose ainsi, pour un homme entre vingt et trente ans, une série de porte-clés *« lumineux »*, *« animaux »* ou *« dégivreurs »*, des couteaux de poche ou des dessous-de-verre *« hologramme »*. A une princesse qui a dépassé la cinquantaine, le logiciel recommande plutôt les *« peignoirs éponge Christian Lacroix »*, les *« combinettes noires à dentelle »* ou les colliers de perles.

« CIREUSES À CHAUSSURES »

« Ce qui marche le mieux, c'est les cadeaux à petits prix, reconnaît Karen, *les gadgets un peu design en métal, les cendriers aspirateurs de fumée ou les cireuses à chaussures. »* Gros succès aussi des corbeilles que l'on remplit soi-même de boules de bain parfumées ou des *« shampoings solides »*, *« qui moussent quand on frotte sur la tête »*. Pour ses plus jeunes visiteurs, la boutique propose enfin une séance photo sur les vrais genoux du Père Noël. *« Le plus délicat, c'est avec les petits de deux ou trois ans*, explique le Père Noël. *Ils sont effrayés par ma barbe. »*

A l'étage inférieur, les *« consultantes »* du service Mode plus proposent elles aussi des idées de cadeaux à leurs clientes pressées. *« Une habituée nous a un jour demandé trente-deux cadeaux identiques pour une réception, avec un budget de 300 francs par personne*, raconte une hôtesse. *On lui a fait un assortiment de carafes de vin, de seaux à champagne, avec des bouteilles, des coupes, et des bouchon anti-bulles. »*

Pour cette clientèle de *« médecins, de chirurgiens et de chefs d'entreprise »*, le service Mode plus se charge aussi de la sélection des articles de Noël. *« On ne leur apporte pas tout le magasin*, résume une employée. *On sélectionne des articles en fonction de leurs goûts. Ça leur évite de circuler dans les rayons. C'est une bonne idée, mais ça se faisait déjà en Amérique. »*

Alexandre Garcia

La crise de la MNEF lui aurait fait perdre près de 10 % de ses adhérents

Des incidents informatiques retardent le traitement des dossiers

Les révélations publiques sur les dysfonctionnements au sein de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) auraient entraîné une désaffection des adhérents. Ce climat de crise est accentué par des difficultés informatiques qui réveillent *les soupçons sur les conditions* dans lesquelles ont été vendues les filiales spécialisées de la mutuelle à un *prestataire de services extérieur.*

LES REMOUS suscités par les révélations en cascade sur les « affaires » de la Mutuelle nationale *des étudiants de France* (MNEF) n'ont pas tardé à se traduire dans les chiffres. Depuis la rentrée universitaire, cet organisme aurait enregistré une perte, évaluée entre 7 % et 10 %, des affiliations au régime de Sécurité sociale étudiants ainsi qu'aux différentes prestations *complémentaires*. Cette baisse, aux conséquences financières non négligeables, accentue un climat de crise aggravé, depuis le mois de juillet, par les ratés dans la mise en place d'un nouveau système informatique.

Effectuée dans des conditions *sans doute trop rapides*, l'opération de basculement a provoqué des retards importants dans le traitement des cartes d'assurés sociaux et le remboursement des prestations. Ces difficultés renforcent les soupçons qui pèsent sur le fonctionnement de la mutuelle, déjà sous le *coup des enquêtes de la Cour des* comptes, de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), de la brigade financière de la police judiciaire, à la suite de l'ouverture d'une information judiciaire, et, depuis peu, de l'Inspection des finances.

La décision de remplacer le système informatique de la MNEF a été prise, en 1997, par l'ancien directeur général Olivier Spithakis. Les filiales spécialisées du groupe, Mindsoft et Prestintel, ont alors été cédées à un prestataire de services extérieur, la société Consult SA *via* une holding financière (HFC), dirigée par Jean-Claude Cohen à Marseille. Cette entreprise, dans laquelle la MNEF a pris 44 % des parts, assure, selon son responsable, *le traitement des prestations* complémentaires de 4 400 000 personnes appartenant à 74 mutuelles.

Pour remplacer le système obsolète de la MNEF, Consult a adapté son logiciel Premuni pour tenir compte du passage à l'euro, du bogue de l'an 2000 ainsi que des nouvelles prescriptions de la Caisse nationale d'assurance-maladie dans la gestion du régime obligatoire de Sécurité sociale. Alors qu'une mission de ce type s'échelonne habituellement sur une durée de dix-huit mois à deux ans, le basculement a été effectué en moins d'un an, dès le mois de juillet 1998. *Ce délai s'est révélé trop court* pour installer 500 postes de travail au siège de Gentilly, dans les 14 centres de gestion et les 85 agences locales. Il a été manifestement insuffisant pour roder le système et former le personnel à de nouvelles méthodes de travail dans un climat passablement perturbé par les « affaires».

Dès son arrivée en remplacement d'Olivier Spithakis, à la fin de septembre, Jacques Delpy, directeur par *interim*, a été contraint d'affronter *une situation alors catastrophique*. Même s'il a été noirci, le premier diagnostic délivré par Gemini System, filiale du groupe Cap Gemini, à la fin du mois de novembre, est, sur ce point, accablant. Selon les éléments de cet audit, publiés dans *Le Parisien* du 16 décembre, la société de services se propose d'apporter des solutions d'urgence, moyennant *une dépense* supplémentaire de 7 millions de francs dans une installation qui a déjà coûté 13,5 millions.

A la fin du mois de décembre, M. Delpy paraît moins inquiet. Sans minimiser l'ampleur du phénomène, il *considère que le retard* est en voie d'être résorbé. Selon les chiffres fournis lors de l'assemblée générale de la MNEF, le 12 décembre, 570 000 cartes d'assurés ont été envoyées sur les 630 000 immatriculés et 120 000 dossiers de remboursement en instance devraient rapidement être traités. Puis, devant le comité d'entreprise, il annonce un plan d'urgence nécessitant une dépense de 4 millions de francs supplémentaires avec l'embauche *de huit personnes pour une* durée de trois mois, le rapatriement en interne de la maîtrise d'ouvrage et la redéfinition des relations avec son prestataire de services.Ces aléas ont, en effet, éveillé les soupçons sur les conditions dans lequelles Olivier Spithakis a cédé l'activité informatique de la MNEF à la société Consult SA de Jean-Claude Cohen. *Originaires de la même région*, les deux hommes ont été associés dans la gestion d'une autre mutuelle, la Misec actuellement en liquidation judiciaire.

La transaction a été effectuée par l'intermédiaire de William Bibi Zehnou, un homme d'affaires mêlé à *toutes les opérations de diversification* commerciale de la MNEF et de ses filiales, de l'immobilier aux assurances en passant par la gestion d'un bateau de croisière. Bien que M. Cohen assure ne pas l'avoir rencontré, M. Zehnou a été, durant quelques mois en 1997, administrateur *de Consult et de sa holding* financière (HFC). Parmi les autres administrateurs, outre le fils de M. Cohen, figure Mme Dominique Pedinielli, originaire de Toulon, et proche parente de l'actuelle trésorière de la MNEF, au titre de la mutuelle interprofessionnelle pour la formation (MIF).

Malgré ce climat peu favorable, la présidente de la mutuelle, Marie-Dominique Linalle, se veut elle aussi rassurante. Comme elle l'a confirmé *en assemblée générale*, les élections de renouvellement des instances, sur la base d'un fichier normalement constitué, seront engagées à partir du 6 janvier auprès des quelque 200 000 adhérents mutualistes. Après le dépôt des listes le 20 janvier et la réunion d'une commission de contrôle assistée de quatre personnalités indépendantes, le vote devrait intervenir entre le 15 et le 27 février avec la proclamation des résultats le 17 mars. Si d'ici là aucun *élément extérieur* ne vient troubler ce calendrier.

Michel Delberghe

Enquête de police sur la Mutuelle du Sud-Est

Le parquet de Marseille (Bouches-du-Rhône) a ouvert, le 6 août, une enquête préliminaire sur la Mutuelle interprofessionnelle du Sud-Est et de la Corse (Misec), selon une information publiée par *Libération*. Cette structure a été présidée, à partir de 1987, par le directeur général de la MNEF, Olivier Spithakis, visé, comme d'autres personnes gravitant autour de ces deux mutuelles, par l'enquête préliminaire et l'information judiciaire ouvertes à Paris sur les affaires de la MNEF. Prononcée *le 26 mai* par le tribunal de grande *instance* de Marseille, la liquidation de biens de la Misec avait conduit à la nomination d'un mandataire, Martine Bonardi. A l'issue de son audit, Mme Bonardi a signalé au parquet de Marseille *« un endettement excessif et des dysfonctionnements au sein de la gestion de la Misec ». Les enquêteurs du SRPJ de Marseille* limitent leurs investigations à la seule Misec, dont les liens avec la MNEF n'existent que par personnes interposées. Il n'existerait, à ce jour, aucun lien financier direct avec la mutuelle étudiante.

Les logements vacants seront taxés dans huit agglomérations

Paris, Bordeaux, Lille, Lyon et Nice concernées

LE SECRÉTARIAT d'Etat au logement a annoncé, *mardi 22 décembre*, la parution, dans les prochains jours, d'un décret fixant la liste des agglomérations où s'appliquera, dès janvier 1999, la nouvelle taxe sur les logements vacants. Instaurée par la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, la nouvelle taxe concerne *tous les propriétaires* d'au moins un logement inoccupé depuis deux ans. Pour en être exonérés, ils devront apporter la preuve que la vacance est *« indépendante de leur volonté »*.

Les agglomérations concernées, retenues parmi les 29 de plus de *200 000 habitants, sont au nombre* de huit : Paris, Lille, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Montpellier, Cannes-Grasse-Antibes et Nice. Au total, le nouveau texte touche 700 *communes totalisant*, selon le secrétariat d'Etat au logement, 610 000 logements vacants.

Pour établir cette liste, les services de Louis Besson ont travaillé à partir du fichier de la taxe d'habitation qui, théoriquement, n'est acquittée que lorsque le logement *considéré est habité. Ces 700* communes ont toutes des taux de vacance supérieurs à la moyenne qui est de 10,2 % des logements dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants.

Bordeaux en tête

Les huit agglomérations retenues regroupent 610 000 logements vacants. Elles présentent toutes un taux de vacance plus élevé que la moyenne dans un marché favorable aux propriétaires. Saint-Etienne et Mar*seille, par exemple*, où la vacance est importante mais le marché immobilier très dépressif, ont été écartées. L'agglomération de Lille compte 10,4 % de logements vides, celle de Paris 10,8 %, Bordeaux 10,9 %, Lyon 11,4 %, Toulouse 11,6 %, Montpellier 12,3 %, Cannes-Grasse-Antibes 12,5 %, Nice 12,7 %. La vacance est particulièrement importante dans les communes-centres. La ville de Bordeaux arrive *en tête avec un taux de vacance* de 17 %, suivie par Lille (16,7 %), Cannes (15,9 %), Toulouse (15 %), Paris (14,3 %), Lyon (14 %), Nice (13,8 %) et Montpellier (13,5 %). *Paris intra-muros*, où la pression de la demande est particulièrement forte, comptait, en mars 1997, 118 296 logements vides, auxquels s'ajoutaient aussi 23 000 logements déclarés par leurs propriétaires comme « résidence secondaire ».

L'idée *d'instaurer* une taxe sur la vacance a longtemps cheminé avant d'aboutir, en juillet. Défendue depuis des années par le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées que Louis Besson a présidé entre 1992 et 1995, réclamée à grands cris par les associations proches *de l'Abbé* Pierre comme de Droit au logement (DAL), elle avait été envisagée puis abandonnée par le gouvernement Juppé sous la pression *des parlementaires* et des petits propriétaires. Après le changement de gouvernement, l'idée *était* réapparue, défendue assez mollement par Louis Besson, soucieux de ne pas braquer les petits propriétaires contre son futur *« statut du bailleur privé »*. Il finira par se laisser convaincre, notamment par les parlementaires socialistes.

EXONÉRATIONS

Dans les 700 communes concernées, *tous les logements* non soumis à la taxe d'habitation depuis le 1er janvier 1997 seront redevables de la taxe. Elle sera égale à 10 % de la valeur locative du logement la première année d'imposition (3 000 F en moyenne à Paris), 12,5 % la deuxième et 15 % à compter de la troisième. Certains propriétaires pourront en être exonérés : ceux qui occupent leur logement pendant au moins trente jours par an et ceux qui pourront *invoquer un motif de vacance « indépendant de leur volonté »* – logement mis en vente ou en location mais ne trouvant pas preneur ou nécessitant des travaux lourds de rénovation.

Pour le gouvernement, l'objectif est moins de prélever un nouvel impôt que d'inciter les propriétaires à louer leurs logements, insiste-t-on dans l'entourage de Louis Besson. Après le bâton, la carotte : dans les huit agglomérations *concernées, les propriétaires qui* décideront de remettre en état un logement locatif recevront une prime forfaitaire de 20 000 francs qui s'ajoutera à la subvention normale de l'Agence *nationale* pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Une seule condition : entrer dans le nouveau secteur conventionné crée par Louis Besson (*Le Monde* du 18 décembre), autrement dit, accepter de plafonner son loyer.

Christine Garin

Revers pour la chancellerie à propos des nominations de juges à Paris

LE CONSEIL supérieur de la magistrature (CSM) a infligé, lundi 21 décembre, un camouflet au ministère de la justice en repoussant la proposition de nomination avancée par les ser*vices d'Elisabeth Guigou pour l'un des deux* postes de premier juge d'instruction actuellement vacants à Paris. La candidature d'Isabelle Chaussade, ancienne secrétaire générale de la Commission nationale du contrôle des interceptions de sécurité et juge à Paris, avait été préférée à celle du juge d'instruction Eva Joly, spécialisée dans les affaires financières, au risque de la contraindre à quitter l'instruction du fait des règles applicables en matière d'avancement dans la magistrature (*Le Monde* du 10 décembre).

Réagissant à la publication de la liste des candidats proposés par le ministère, Mme Joly, en poste au tribunal de Paris depuis 1989 et à la galerie financière depuis 1993, avait adressé un courrier à *Mme Guigou et au CSM le 18* novembre pour protester contre l'absence de son nom dans cette vague de promotions.

Estimant qu'elle est *« en charge de dossiers particulièrement lourds, qui demandent une très forte implication »*, la magistrate qui instruit notamment le dossier de l'affaire Elf affirmait que *« l'éventuel report à une date ultérieure de cette promotion* [risquait], *en raison de la règle traditionnelle des dix ans, de* [la] *contraindre à quitter les fonctions de l'instruction spécialisée en matière financière à Paris, alors que des procédures importantes* [étaient] *en cours d'achèvement dans le cabinet dont* [elle] *assure la charge »*. Mme Joly faisait référence à une règle implicite, mise en place par l'ancien CSM afin de favoriser la mobilité des magistrats, qui veut qu'un juge restant en poste dans une même juridiction ne peut bénéficier d'un avancement après dix ans.

PAS DE COMMENTAIRES

Une telle décision du CSM, dont l'avis conforme est nécessaire pour la nomination des juges du siège, est rare. En 1997, seulement sept propositions de candidature sur neuf cent trente-deux ont ainsi été repoussées. La chancellerie, qui s'est donnée pour règle de ne pas commenter les avis du CSM, se contente de constater aujourd'hui qu'un avis négatif a été donné sur le nom de Mme Chaussade, *« magistrat dont la carrière est remarquable »*. Deux noms seront proposés au prochain mouvement de promotions prévu au printemps 1999 afin de pourvoir les deux postes de premier juge d'instruction toujours vacants à Paris.

Concernant *l'autre poste actuellement* vacant, le ministère avait déjà dû faire face à une controverse au début du mois de décembre. Afin de ne pas être taxée de *« discrimination syndicale »*, la chancellerie avait proposé la candidature de Georges Fenech, ancien président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Mais M. Fenech allait se retrouver brusquement plongé au centre de deux polémiques : l'une concernant la parution, dans la revue de l'APM, dont il était directeur de la publication, d'écrits à caractère antisémite (*Le Monde* du 1er décembre) ; l'autre se rapportant à *un voyage au Gabon effectué* avec un groupe de magistrats et d'avocats dont l'impartialité est discutée, pour surveiller le bon déroulement du scrutin présidentiel (*Le Monde* du 9 décembre). Le ministère avait alors décidé de retirer la proposition de nomination de Georges Fenech.

Jean-Michel Dumay

La réforme des lycées suscite des réactions plutôt négatives

MALGRÉ les vacances scolaires et la proximité de Noël, le projet de *« charte pour la réforme des lycées »* de Claude Allègre, présenté lundi 21 décembre (*Le Monde* du 22 décembre), continue à susciter des réactions, plutôt négatives *(lire également l'analyse page 11)*. L'organisation de lycéens, la FIDL, regrette de ne pas avoir été consultée – *« Ne sommes-nous écoutés que lorsque nous sommes dans la rue ? »*, demande-t-elle – et déplore l'absence d'améliorations en matière d'emplois du temps. Elle approuve cependant certaines mesures de la charte comme les travaux personnels encadrés. Pour l'Union nationale lycéenne (UNL), le projet de Claude Allègre est *« un recul dans l'optique d'une transformation du lycée en profondeur »*.

Parmi les politiques, Claude Goasguen (DL) *ne ménage pas ses* critiques au ministre de l'éducation : *« M. Allègre vient de se mettre sous les pattes du mammouth. (...) C'est Canossa, sous la pression des seuls intérêts électoraux du Parti socialiste, pour le SNES c'est la restauration et pour l'avenir de notre système éducatif, c'est l'immobilisme assuré. »*

Les syndicats minoritaires d'enseignants sont tout aussi sévères. FO *« appelle les personnels à ne pas se laisser duper par une tentative de faire passer une réforme dont tout le monde sait qu'elle est massivement rejetée »*. Le syndicat CGC du secondaire (USLC-CNGA) s'inquiète des conséquences des allègements de programme sur le niveau du baccalauréat. Quant à la FEP-CFDT (enseignement privé), elle *« ne peut qu'exprimer sa déception de ne pas voir prise en compte l'évolution nécessaire du métier d'enseignant »*. Du côté des parents, la FCPE se demande *«–où va le ministre–?–»* *«–Que de déclarations tonitruantes pour rien ou si peu, que de promesses réitérées avec conviction pour finalement céder au corporatisme et aux tenants de l'immobilisme »*, a-t-elle déclaré dans un communiqué publié mercredi 23 décembre. Enfin, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP) considère que ce *« projet provisoire »* devrait permettre *« d'assurer l'égalité des chances tout en maintenant un haut niveau d'exigence »*. La PEEP, elle, regrette que *« l'horaire prévu pour l'enseignement des langues vivantes paraisse tout à fait insuffisant »*.

Ces réactions n'out pas troublé le ministre de l'éducation, Claude Allègre, qui répondait, mardi 22 décembre, aux questions des députés à l'Assemblée nationale. *« Il semble que l'ensemble des associations de parents d'élèves et des syndicats d'enseignants adhère aux principes* [de la réforme] *et je m'en réjouis »*, a-t-il dit. Rappelant ces principes – notamment *« l'allègement des horaires de cours au profit de l'aide aux élèves, la création d'une vraie filière littéraire, la rénovation de l'enseignement scientifique »* –, M. Allègre a déclaré dans les couloirs de l'Assemblée, selon l'AFP : *« il semble que tout le monde se rallie à ça. Vous ne voulez pas que je boude mon plaisir, quand même »*.

Béatrice Gurrey

DÉPÊCHES

■ **SCOUTS D'EUROPE : l'inspection générale du ministère de la jeunesse *et des sports doit commencer*, mercredi *23 décembre*, une enquête sur les scouts d'Europe,** dont le président est reçu le même jour par la ministre Marie-George Buffet. Les vérifications porteraient sur le fonctionnement de cette organisation, les garanties offertes aux enfants en termes de sécurité physique et morale, et l'encadrement. La question de l'agrément accordé à cette formation ne sera *abordée qu'à* l'issue de la mission.

■ **MARCHÉS PUBLICS : le président (PS) de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, a rendu public, mardi 22 décembre, un rapport d'audit** commandé au mois de mars sur les marchés publics. Il a indiqué que les procédures avaient été modifiées et qu'il avait *été mis fin aux irrégularités*. Le conseil régional entend tourner la page de deux ans de polémiques sur le programme de rénovation des lycées franciliens mis en œuvre sous la présidence de l'ancien ministre (RPR) Michel Giraud.

■ **ASSASSINAT : une quatorzième personne a été tuée, mardi 22 décembre, à Marseille (Bouches-du-Rhône) dans le cadre des règlements de comptes** qui *sévissent dans* la région marseillaise depuis le 11 septembre. L'homme a été atteint par plusieurs balles de gros calibre tirées d'une moto sur laquelle se trouvaient deux individus casqués.

■ **AGRESSION : un convoyeur de fonds de la société Brink's a été mortellement touché** de plusieurs balles, mardi 22 décembre, à *la sortie d'un* supermarché à Ris-Orangis (Essonne). Les agresseurs ont pris la fuite avec un butin estimé à plusieurs centaines de milliers de francs.



Le nouveau TGV-Ouest ira jusqu'à Rennes

Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a donné satisfaction aux Bretons en rendant publiques les variantes de tracé envisagées : la future ligne à grande vitesse contournera Le Mans, ce qui permettra un gain d'une demi-heure entre Paris et la capitale régionale

RENNES
de notre correspondante régionale

Josselin de Rohan parle d'*« un beau cadeau de Noël »*. Le président (RPR) du conseil régional de Bretagne avait fait du projet de ligne à grande vitesse entre Le Mans et Rennes son principal cheval de bataille. Il a été exaucé par le ministre communiste des transports Jean-Claude Gayssot, qui a rendu publiques, mardi 22 décembre, les hypothèses de tracé retenues, manifestant ainsi la volonté de l'Etat de réaliser la nouvelle ligne. En revanche, prenant acte des *« vives oppositions »* suscitées par le projet de ligne à grande vitesse reliant Sablé, au sud-ouest du Mans, et Angers, le ministre a décidé d'abandonner cette partie du TGV-Ouest.

Concernant la « branche bretonne », le gouvernement a suivi les recommandations du comité de pilotage en charge du dossier depuis le lancement des études préliminaires en 1994. M. Gayssot n'a pas tranché parmi toutes les hypothèses de prolongement de la ligne à grande vitesse, qui s'arrête actuellement à Conneré, au nord du Mans. Toutefois, le ministre *« prend acte d'une étude qui montre l'intérêt technique et économique »* du contournement du Mans. Le TGV arrivant de Paris devrait donc poursuivre sa route vers Rennes en passant au nord de la ville. Puis, entre Le Mans et Laval, deux options doivent encore faire l'objet d'études complémentaires. Les modalités de raccordements de la ligne TGV aux voies classiques à Sablé feront aussi l'objet de nouvelles études.

La ligne devrait ensuite continuer vers Rennes en contournant Laval au nord, avant de passer au sud de Vitré. La variante choisie, qui passe au sud du Pertre, est plus coûteuse et moins rapide que l'option nord, mais elle est plus respectueuse de l'environnement. L'entrée dans Rennes est en suspens : les deux hypothèses envisagées seront étudiées, ainsi qu'une troisième, dite *« centrale »*. Ces études complémentaires (qui concernent des fuseaux larges de 600 mètres à 1 kilomètre, et non des tracés précis) devront être réalisées avant la fin 1999.

CADRE DE VIE

Le ministère ne fixe aucune date pour le début des travaux, et n'aborde pas la question – essentielle – du financement, le coût étant estimé à environ 10 milliards de francs. En écartant définitivement certains fuseaux, M. Gayssot réduit le nombre de contestataires (associations de défense de l'environnement et riverains) qui, depuis le lancement du projet inscrit en 1992 au schéma national des TGV, craignent de voir le train à grande vitesse défigurer leur cadre de vie. *« Les positions gagneront en intensité mais perdront en étendue »*, résume Claude Champaud, président de la commission « transport par fer » au conseil régional.

Mais surtout, M. Gayssot tranche définitivement en faveur du TGV tant attendu par les élus bretons.

Plusieurs variantes encore à l'étude

RENNES
Variante Cesson-Sévigné
Vitré
Le Pertre
Variante Chantepie
LAVAL
Bazougers
FUSEAU NORD
Poillé-sur-Vègre
Tassillé
Connerré
LE MANS
Fuseau "étude Le Mans"
FUSEAU SUD
Sablé-sur-Sarthe
Pincé
Miré
Morannes
ANGERS
Brest
Quimper
TGV OUEST :
FUSEAU RETENU
ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES
FUSEAU NON RETENU

Le slogan *« Brest et Quimper à trois heures de Paris »* a en effet fini par faire l'unanimité parmi les élus de la région. Certes, le temps de trajet entre Paris et Rennes sera écourté : une heure trente, au lieu de deux aujourd'hui. *« Ce n'est pas à Rennes que le TGV bénéficiera en premier lieu, mais aux autres villes bretonnes »*, dit M. de Rohan. Le président de la région, rendant hommage à *« une Bretagne unie »* autour du TGV. Au nom des socialistes, Jean-Yves Le Drian estime qu'*« un pas décisif vient d'être fait »*. Les partisans du TGV n'oublient pas, en outre, de réclamer la réalisation du « barreau sud » en Ile-de-France, qui permettrait de rallier les grandes villes européennes sans passer par Paris.

Autre avantage de la solution TGV pour les Bretons : l'allégement du trafic sur la ligne actuelle Le Mans-Rennes devrait permettre de développer le transport de marchandises. C'est cet argument qui a décidé les élus écologistes au conseil régional à se prononcer en faveur de la ligne à grande vitesse.

Si les Bretons manifestent leur satisfaction, le ton est plus contrasté chez les voisins des Pays de la Loire. Les élus sarthois, rejoints par le président (RPR) de la région, François Fillon, maire de Sablé et qui demeure député de cette circonscription, ont toujours vigoureusement combattu le contournement du Mans et tout projet de ligne nouvelle. Dans un communiqué, François Fillon regrette que *« la forte mobilisation des élus manceaux et plus généralement sarthois contre le contournement du Mans n'ait pas suffit à faire abandonner ce projet »*. *« Si le TGV contourne Le Mans, nous risquons d'être moins bien desservis qu'à l'heure actuelle »*, explique Roland du Luart, président (UDF) du conseil général de la Sarthe.

INQUIÉTUDES DES SARTHOIS

Les Sarthois proposent une autre solution : le train pendulaire, qui, selon eux, permettrait de raccourcir le temps de trajet entre Le Mans et Rennes sans construire de ligne nouvelle, donc sans dégrader l'environnement. Les inquiétudes des Sarthois (encore exprimées vigoureusement en début de semaine par Jean-Claude Boulard, député PS et président de la communauté urbaine du Mans) et du président de la région ont été entendues. Le ministre des transports précise en effet que la SNCF *« a pris l'engagement de maintenir le niveau de desserte actuelle* [du Mans] *quelle que soit la solution retenue »*. De plus, une étude spécifique sur le train pendularisé est demandée à la SNCF et à Réseau ferré de France (RFF). M. Gayssot accède ainsi, dans un souci d'apaisement, aux demandes répétées des élus de la Sarthe, de la Mayenne et de M. Fillon, par ailleurs porte-parole du RPR.

« Les Angevins ont une bonne desserte », plaide Roland du Luart. *« Le train roule déjà à 220 kilomètres à l'heure entre Le Mans et Angers. Construire une ligne TGV coûterait cher et ne permettait de gagner que quelques minutes ! »* La position sarthoise n'est cependant pas partagée par tous les Ligériens. Les élus d'Angers et de Nantes étaient, eux, favorables à la construction d'une nouvelle ligne TGV, qui aurait desservi les deux villes. Une option pour laquelle s'est battu notamment le président du district de Nantes, Jean-Marc Ayrault (PS). Il a récemment reproché à M. Fillon sa position qui, selon lui, affaiblit la métropole régionale. Mais le président de la région entend poursuivre son combat contre les nouvelles lignes TGV. Prêt à s'associer aux études proposées par M. Gayssot, il demande que *« la décision définitive sur le contournement du Mans ne soit prise que lorsque toutes les études complémentaires seront réalisées »*.

Gaëlle Dupont

Quid de Brest et de Quimper ?

Le gain d'une demi-heure entre Paris et Rennes ne suffira pas à mettre Brest et Quimper à trois heures de la capitale, aujourd'hui à quatre heures environ tout comme Lorient. Les voies qui partent de Rennes vers Vannes et Quimper au sud, et vers Saint-Brieuc, Morlaix, et Brest au nord, devront être aménagées et les passages à niveau supprimés afin de pouvoir augmenter la vitesse des trains. *« Le TGV n'est que le début d'un processus »*, affirme Josselin de Rohan, le président de la région. *« Après avoir beaucoup misé sur la route, la région va désormais accentuer sa politique ferroviaire »*. Avec, comme objectif, *« réduire au maximum* [sa] *péninsularité »*.

La Bretagne, région périphérique, fait de son accessibilité une priorité. *« Nous ne pouvons pas nous laisser détacher de l'Europe »*, explique Claude Champaud, président du groupe « transport par fer » au conseil régional. M. de Rohan s'est engagé à traduire en engagements financiers ses déclarations en faveur du transport ferroviaire. Quant au ministre de l'équipement et des transports, il se dit prêt à prendre en compte, dans le cadre du prochain contrat de plan, un *programme d'amélioration des infrastructures au-delà de Rennes.*

Et le safran empourpra de nouveau le causse du Quercy

RODEZ
de notre correspondant

Apicius, gastronome romain, disait du safran qu'*« il est bon pour faire aller le ventre, et qu'il empêche toutes les maladies, la peste et tous les refroidissements »*. Douze siècles après, les croisés rentrant de Palestine plantaient les bulbes de ce *Crocus sativus*. Les jardins du Quercy, entre causse et vallée autour de Cajarc (Lot), gardent mémoire de ce temps fleuri d'Orient, jusque dans les lieux-dits « La Safranière ».

Le safran a cependant cédé l'espace au moutonnement des troupeaux, au maraîchage, à la vigne et aux chênes porteurs de truffes. Quelques parcelles ont résisté, au fond d'un jardin familial ou à l'angle d'un champ. A l'automne, le crocus ouvre ses mâchoires d'un tendre violet piqué de fines langues vermeilles. Christian Agrech, professeur de cuisine et passionné d'épices, a recensé les plantations quasi endémiques et sauvages, sinon encore exploitées par un jardinier amoureux qui, au jour de Noël, offre un peu de son safran à côté d'un bloc de foie gras.

Aidé par Pascal Hérin, technicien à la chambre d'agriculture du Lot, Christian Agrech n'a pas seulement fouillé la terre en quête des bulbes à préserver. Il a parcouru les archives avec la volonté de réinscrire le *sativus* dans la culture locale. Une muséographe a apporté la caution scientifique à cette histoire de l'or rouge du Quercy, qui va du XIIIe au XIXe siècle.

NOUVELLES PLANTATIONS

Ensuite, la mode des épices et des plats colorés a vécu *« et il est bien dificile d'identifier un véritable commerce du safran ; on peut seulement imaginer une production traditionnelle et familiale comme le persil ou la ciboulette »*, explique Pascal Hérin. Vingt-cinq petites safranières ont été recensées sur le canton de Cajarc et ses voisins ; certaines contenaient plus de trois mille bulbes.

Les nouvelles plantations ont commencé cette année. Près de cent trente propriétaires, séduits de voir le causse s'empourprer sous les soleils d'octobre, ont réintroduit le bulbe ; une dizaine, parmi eux, s'y consacrent de façon presque professionnelle. Ils rivaliseront avec les quelques producteurs du Gâtinais, mais moins sûrement avec les grands pays que sont l'Iran, la Grèce, le Maroc. Le safran y est payé 6 francs le gramme à l'exploitant, quand il se négocie ici à 150 francs, le prix d'un précieux bijou.

Et pour cause : les fleurs s'épanouissent à l'automne jusqu'en novembre, elles sont coupées le matin du bout des doigts. Puis, délicatement, on va séparer la partie la plus hautement colorée du pistil. Enfin, au contraire d'une technique réputée qui consiste à le sécher au soleil – l'incarnat s'y perd au profit d'une teinte plus terreuse –, les producteurs du Quercy vont le torréfier afin qu'il libère ses puissants arômes et conserve l'éclat de son rouge : la couleur de fabrique signe la marque déposée *« Sativus safran du Quercy »*.

La première cueillette vient d'avoir lieu. Sur la balance de la coopérative de Cajarc, on a pesé *250 grammes de condiment* : il faut 1 mètre carré pour cultiver cinquante bulbes, et cent cinquante fleurs pour produire 1 gramme de safran, conditionné en petites fioles de verre renfermant 0,3 gramme d'or vendu 70 francs – ce qui suffit, en cuisine, à la préparation de trois plats. Un parfumeur de Grasse est venu sur place acheter 8 kilos de fleurs pour expérimenter leurs fragrances.

Cependant, on sait bien, ici, que *jamais cette épice*, fût-elle de meilleur goût et plus vivement colorée que les importations, ne pourra générer une activité à part entière. Pascal Hérin confie *« vivre dans l'espoir d'occuper rapidement un créneau agro-touristique »* en inscrivant le safran en complément d'autres produits du territoire tels que le vin de Cahors, le canard gras ou la truffe. Quelques chefs du Lot ont emboîté le pas et sont déjà passés en cuisine en préparant le pot-au-feu ou la tripe d'oie safranés.

Elian da Silva

DÉPÊCHES

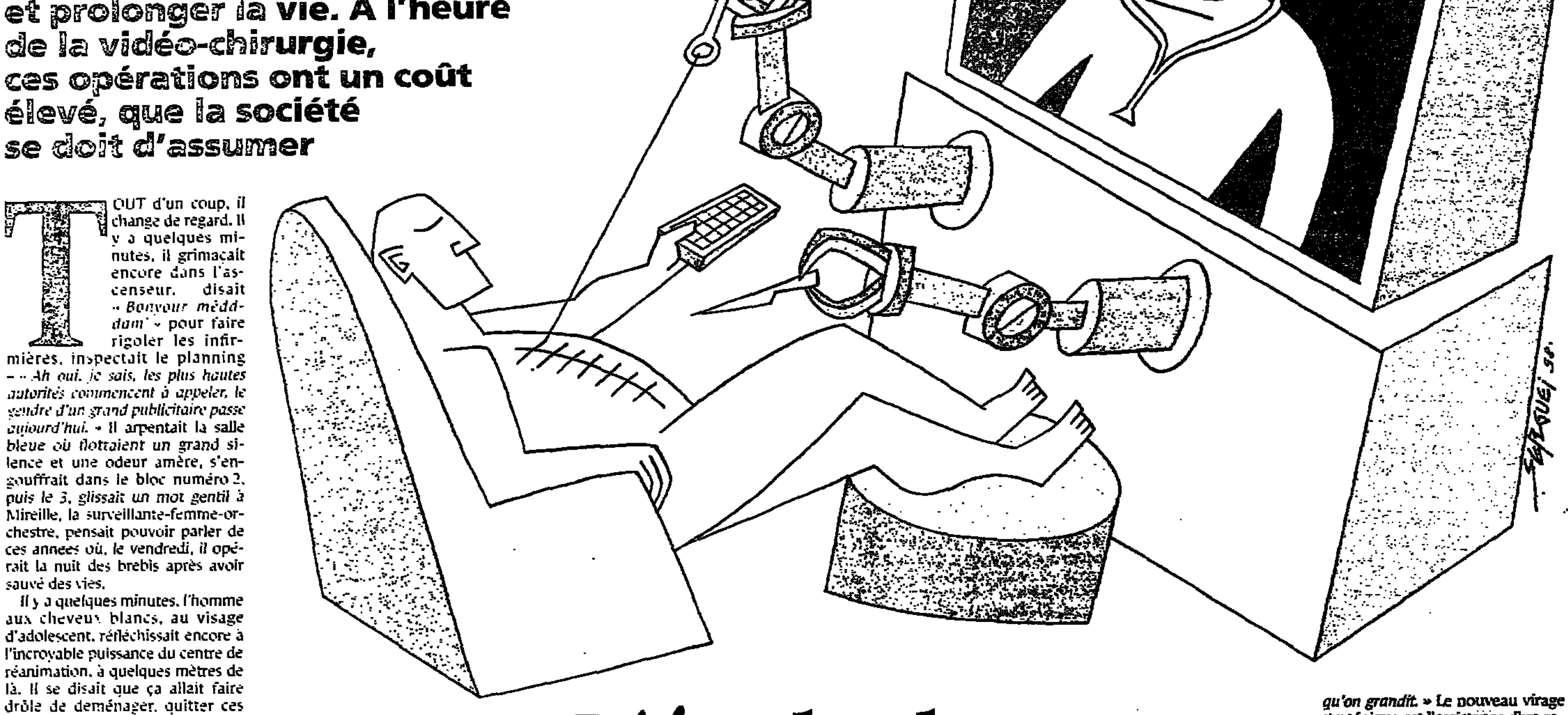
■ **BRETAGNE : le conseil municipal de Douarnenez (Finistère)** a approuvé, mardi 22 décembre, le projet de la mairie de confier à un groupement d'entreprises formé par Daniel Jouvance et le Musée Grévin la gestion du port-musée de Port-Rhu, qui doit être entièrement rénové (*Le Monde* du 9 avril). Les autres collectivités locales seront sollicitées pour réunir les 15 millions de francs nécessaires aux travaux, qui devraient s'achever en 2000. Le musée restera ouvert durant l'été 1999.

■ **ILE-DE-FRANCE : le conseil régional** a réaffirmé, mardi 22 décembre, sa détermination de voir le projet de synchrotron Soleil se réaliser en Ile-de-France, sur le pôle scientifique Orsay-plateau de Saclay. Une délibération a été adoptée par une très large majorité de conseillers de gauche et de droite, les Verts ne participaient pas au vote. Les élus des deux groupes FN se sont abstenus. La décision de construire la source de rayonnement synchrotron Soleil est actuellement gelée.

■ **NORD - PAS-DE-CALAIS : les élus de la communauté urbaine de Lille** (CUDL) viennent de décider d'apporter 35 millions de francs de trésorerie à la société d'économie mixte qui gère le quartier d'affaires d'Euralille. Cette réalisation lilloise connaît de grandes difficultés depuis son inauguration en 1994. En 2005, le risque de déficit est estimé à 111 millions de francs. Lors de son dernier conseil, vendredi 18 décembre, la CUDL a accepté de prendre à sa charge l'intégralité des risques financiers du projet, partagés jusqu'ici avec des investisseurs privés. – *(Corresp.)*

3 LES MÉDECINS EN ÉTAT D'URGENCE

Depuis trente ans, les équipes chirurgicales de l'hôpital Broussais à Paris ont multiplié les premières dans le domaine des opérations à cœur ouvert ou des greffes pour sauver et prolonger la vie. A l'heure de la vidéo-chirurgie, ces opérations ont un coût élevé, que la société se doit d'assumer



L'école du cœur

TOUT d'un coup, il change de regard. Il y a quelques minutes, il grimaçait encore dans l'ascenseur, disait « *Bonyour méddam* » pour faire rigoler les infirmières, inspectait le planning – « *Ah oui, je sais, les plus hautes autorités commencent à appeler, le gendre d'un grand publicitaire passe aujourd'hui.* » Il arpentait la salle bleue où flottaient un grand silence et une odeur amère, s'engouffrait dans le bloc numéro 2, puis le 3, glissait un mot gentil à Mireille, la surveillante-femme-orchestre, pensait pouvoir parler de ces années où, le vendredi, il opérait la nuit des brebis après avoir sauvé des vies.

Il y a quelques minutes, l'homme aux cheveux blancs, au visage d'adolescent, réfléchissait encore à l'incroyable puissance du centre de réanimation, à quelques mètres de là. Il se disait que ça allait faire drôle de déménager, quitter ces murs, leur histoire, trente ans d'aventure. Il se le disait, mais le voilà qui franchit l'entrée du bloc numéro 4. Les paires d'yeux entre masques et bonnets se figent sur lui. Il s'approche de Didier, le chirurgien, qui, d'une voix douce et posée, lui murmure : « *Petit problème.* » Il se penche sur le champ opératoire, scrute le cœur que l'on a ralenti et qui semble à l'agonie, prend une pince, touche à la périphérie de ce qui, à la lumière crue, apparaît énorme et intouchable : un cœur endormi.

L'homme repose l'instrument, recule de quelques mètres. « *Plaie à l'aorte.* » Réfléchit. Quelques secondes, seulement. Dit : « *Bon !* » Une jeune fille au teint pâle sort immédiatement une blouse, accélère ses gestes, aide le professeur Alain Deloche à s'habiller. « *Vous gardez sur vous votre portable, monsieur ?* » L'homme roule des yeux, se frotte les mains, enfile des gants, change de respiration, fixe du regard un coin de la pièce, silencieux. « *Le portable, monsieur ?* »

Alain Deloche hurle, comme pour expulser un mélange d'angoisse et de colère : « *Ouais, je le garde !* » Car l'homme est en colère. Il faut qu'il parle, pendant qu'il met ses lunettes grossissantes. Il faut qu'il râle pendant qu'il s'empare des instruments. Qu'il râle, qu'il gueule, oui, de toute sa force, de toute sa voix pour que ses yeux ne quittent pas cette écorchure, cette infime tête d'épingle sur l'aorte d'où s'échappe la vie. « *La lumière est mauvaise.* » « *Je change, tout de suite* », répond l'infirmière. « *Baissez cette table, elle est beaucoup trop haute !* » On ajuste la table à la bonne hauteur. « *Canule coronaire.* » Silence. « *Canule coronaire, excusez-moi, je parle français, non ?* » L'infirmière rattrape sa seconde de retard.

Alain Deloche s'assure auprès de l'autre chirurgien : « *L'œsophage, tu l'as vu ?* » « *Oui, je l'ai vu* », répond celui-ci. « *On prend de l'air, pas mal, dans la veine* », alerte une infirmière qui surveille le cœur et le poumon artificiel. « *Ça va, le débit est bon* », assure le patron. Didier, le chirurgien, tient au bout de sa pince un fil et un minuscule hameçon. « *On va faire un X ou un U* », lui dit Deloche. Les deux hommes semblent au sommet de leur concentration. La sonde-aspirateur caresse le cœur, alterne des bruits de succion et de casserole qui bout. « *Analyse de coagulation.* » Une infirmière prélève du sang, enfonce le flacon dans une machine, le résultat s'affiche automatiquement.

« *Vas-y, très doucement.* » Lentement, les doigts du chirurgien exécutent trois fois, quatre fois, le mouvement du fil et de l'aiguille. Aucun tremblement, aucune hésitation, le geste dure une fraction de seconde, presque invisible, irréel : la pince semble effleurer seulement. « *Glace pilée.* » A la cuiller, on étale les cristaux qui se mettent à fondre au contact du cœur. Il reste la valve à remplacer. Alain Deloche lève les yeux, s'adresse à un interne venu en observateur : « *Là, on est entré dans la spirale. C'est comme si on venait de faire un tête-à-queue en voiture sur une route de montagne. On a freiné à temps, la bagnole barre la route. Si un camion surgit, on est foutus.* » Les deux chirurgiens se comprennent à demi-mot. L'aorte est recousue. Alain Deloche s'apprête à prendre le relais. « *Allez, je vais la changer, moi, la valve.* »

Tout commence ici, rue Didot à Paris, dans un vieux bâtiment en brique rouge, le pavillon Leriche de l'hôpital Broussais. Après la guerre, outre-Atlantique, le chirurgien américain Blalock vient de sauver un garçon souffrant de la malformation congénitale de « l'enfant bleu » par un geste simple : un court-circuit. Le mythe du cœur intouchable s'effondre.

A PARIS, l'homme qui domine la chirurgie, le professeur François de Gaudart d'Allaines, comprend l'importance de la révolution. « *Allez vers le cœur !* », ordonne-t-il à son héritier, Charles Dubost. Celui-ci réalise la première opération à cœur ouvert en 1958. Pierre Bellemare lance une campagne, « *Vous êtes formidables* », au micro d'une station de radio périphérique en 1962, et récolte des fonds auprès du grand public.

1968, Dubost réalise aussi la première greffe du cœur en Europe. Il s'entoure de chirurgiens-chercheurs dans une ambiance à la fois studieuse et anticonformiste. Le patron est autoritaire, mais stimulant. Il parvient à retenir dans son service un jeune interne brillant, Alain Carpentier. L'homme deviendra un de ces chercheurs qui non seulement cherchent, mais trouvent, pour répondre à la formule du général de Gaulle. A partir des années 80, il multiplie les premières mondiales dans le domaine de la greffe, puis des prothèses de réparation des valves cardiaques.

Celui qu'on nomme « le Platini de la chirurgie » passe de l'implantation d'un cœur artificiel à une greffe cœur-poumon-foie avec agilité et un culot soigneusement évalué. Un style est né : la « *french correction* ». Le professeur Carpentier refuse les offres américaines. L'homme est habité par l'ambition de faire vivre l'école où il s'est épanoui. Dix chirurgiens, cent quatre-vingts médecins, infirmières, aides-soignantes, s'activent jour et nuit dans cinq blocs opératoires, un centre de réanimation, ainsi qu'aux quatre étages d'un ensemble qui comprend quatre-vingt-dix-neuf lits.

Sur l'écran de son ordinateur, le chirurgien Sylvain Chauvaud regarde les images d'un CD-ROM qu'il a mis au point avec le professeur Alain Deloche, principal adjoint d'Alain Carpentier. « *On décrit une opération de A à Z d'une manière claire et simple* », explique le praticien. Le CD-ROM est destiné aux chirurgiens des pays en voie de développement. « *Leur niveau théorique est bon, mais ils ont peu de pratique* », explique-t-il.

L'école de Broussais a l'habitude d'exporter son savoir-faire. La semaine passée encore, une trentaine d'Américains applaudissaient à la fin d'une conférence sur les techniques valvulaires. Le Liban, l'Algérie, l'Amérique du Sud, ont bénéficié d'un transfert direct de technologies. Depuis trois ans, sous la houlette d'Alain Deloche, qui fut aussi fondateur de Médecins du monde, le centre de cardiologie a accouché d'une association humanitaire, la Chaîne de l'espoir, destinée aux enfants souffrant de malformation. Sylvain Chauvaud pianote sur son ordinateur. Il est allé opérer et enseigner au Cambodge, au Kazakhstan, au Vietnam, au Sénégal, comme tous ses confrères de Broussais. L'objectif est de doter les pays de véritables structures qui vivraient ensuite leur vie. Ce matin, il a opéré Julio, quatre ans, venu du Mozambique, pris en charge par l'association.

Car l'âme et l'art du centre de Broussais est de s'ouvrir au monde et de s'exposer toujours. Opérer le clochard et le roi Baudouin, le prisonnier de Fresnes et Danielle Mitterrand. Faire de la chirurgie de routine et le nouveau bond en avant. Etre visionnaire, repousser limites du possible et sauver le nouveau-né de quelques jours comme le patient octogénaire. « *On n'est jamais dans le chirurgicalement correct*, sourit Sylvain Chauvaud. *C'est un peu la tradition de la maison d'être anti-dogmatique. Nous sommes tous des individualités très différentes, avec sa manière de voir particulière, mais on compose une équipe. Comment dirais-je... Ici, on ne disjoncte pas totalement, mais il règne une liberté. L'idée nouvelle, si elle apparaît farfelue, d'emblée on ne la jette pas, on la passe à la moulinette critique.* »

Alain Deloche, lui, dit que « *l'innovation, c'est comme les coups de foudre de Proust. Il y a une longue maturation, ça sommeille, et puis la chose éclate dans sa brutalité* ». Didier Loulmet, un praticien de trente-huit ans, annonce, moins lyrique : « *On regarde les directions qui ont été prises par nos concurrents dans le monde, on regarde ce qui n'a pas été fait. On essaie d'avoir une vision, on développe des recherches expérimentales et, sur une dizaine de projets, sans doute un seul va sortir.* »

Alain Chemla, trente et un ans, revient du bloc, les traits tirés. « *Le patient était gros, c'était physique.* » Il a réussi son pontage entre l'aorte abdominale et les deux artères fémorales. « *C'était un prisonnier de Fresnes, il ne pouvait plus marcher, il fumait quatre paquets de cigarettes par jour.* » La semaine dernière, il a opéré un meurtrier. « *Des fois, on me le reproche à l'extérieur, mais je ne suis pas un juge*, s'emporte-t-il. *De toute façon, je suis contre la peine de mort.* » Pour lui, une nouvelle vie commence ici. Après avoir été interne, puis chef de clinique assistant, le voilà désormais à diriger seul une opération. « *Je n'imaginais pas à quel point c'était stressant. Ceci dit, au moindre doute, je passe un coup de fil, et il y a trois personnes qui descendent dans la seconde. C'est ce qui est impressionnant ici, le sérieux et la disponibilité des gens.* » Il dit qu'il n'aurait jamais pu tenir sans éprouver le coup de cœur pour la « grande maison ». « *Vous vous rendez compte, quinze ans d'études, et maintenant je recommence comme un débutant et je sais que l'apprentissage sera long...* »

Il ne se lasse par d'être « bluffé » par cette école : « *C'est bouillonnant d'idées, c'est considérable d'activité.* » Il travaille quatre-vingts heures par semaine, est payé 18 000 francs par mois, mais, dit-il, les yeux brillants, « *je me nourris tout le temps : ici une réunion de staff, là l'énorme production de publication, au laboratoire une recherche sur une molécule pour lutter contre la resténose, au bloc expérimental, des expériences sur des moutons* ».

« J'entends le discours des politiques sur le déficit de la Sécurité sociale. J'ai envie de dire : quels sont les besoins des Français après l'éducation, si ce n'est pas la santé, le droit à la vie ? »

Après le succès de la vidéo-chirurgie, qui permet d'intervenir en pratiquant seulement de petites incisions, l'équipe de Broussais poursuit sa recherche de grande simplification des interventions, « *moins longues, moins traumatisantes*, explique Sylvain Chauvaud. *Un patient, maintenant, peut sortir au quatrième jour après l'opération* ». La méthode de la « moulinette critique » prévaut toujours : « *Nous nous mettons nous-mêmes en contestation. Ce n'est jamais agréable, mais c'est comme ça qu'on grandit.* » Le nouveau virage stratégique est l'assistance d'un robot, mis au point par un fabricant américain. Le chirurgien a désormais les yeux rivés sur un microscope binoculaire. Ses doigts, aux manettes d'une console, commandent une main articulée, d'un centimètre de diamètre, enfoncée dans le thorax du patient. « *On atteint la même précision que dans les interventions classiques* », précise Sylvain Loulmet. Surtout, l'équipe chirurgicale dispose d'une vision agrandie et tridimensionnelle de la région cardiaque explorée. « *Tous ceux qui y ont touché pensent que c'est l'avenir.* »

L'ÉQUIPE de Broussais se fait à l'idée d'avoir à quitter la rue Didot pour s'installer au troisième étage de l'hôpital Georges-Pompidou, dont la construction s'achève dans le 15e arrondissement de Paris. L'heure est à la fusion, au regroupement, « *à la constitution de masses critiques*, précise Alain Deloche. *En France, nous ne devons pas rater ce rendez-vous* ». Une sonnerie de téléphone retentit. « *C'est le cabinet de Jospin qui demande des nouvelles* de Mme T., *vous savez, la patiente qui a quatre-vingt-deux ans* », dit l'assistante du service au professeur Deloche. Celui-ci prend la communication, assure que tout se passe bien.

En raccrochant, il confie : « *C'est vrai qu'aujourd'hui on est capables de faire une greffe cœur-poumon, et ça coûte un million de francs. Les octogénaires, idem, on peut en sauver de plus en plus et cela a un prix. Nous sommes les prestataires de la nation. J'entends le discours des politiques sur le déficit de la Sécurité sociale. J'ai envie de dire : quels sont les besoins des Français après l'éducation, si ce n'est pas la santé, le droit à la vie ? Les ministres veulent réduire le déficit, OK. Mais quelle sera la décision de l'un de ces ministres quand sa mère sera hospitalisée chez nous et que je lui confirmerai que, oui, c'est possible, on peut l'opérer ?* » Il réfléchit à cette équipe, à son histoire, aux jeunes espoirs et aux ancêtres. Il lâche au détour d'une phrase, presque à voix basse : « *Ici, il y a un lien humain extrêmement mystérieux.* »

Dominique Le Guilledoux

FIN



Hommage au Chiapas *par Yvon Le Bot*

L'INSURRECTION dans le Chiapas est une révolte contre l'oubli, une *« guerre contre l'oubli »* disent les zapatistes. Une lutte pour la reconnaissance. Un combat pour le respect, la fin du mépris. Pour une vie digne – et non pour le pouvoir.

Au début des années 90, après la chute du mur de Berlin, après l'effondrement du communisme et la désarticulation des mouvements révolutionnaires en Amérique latine, en Amérique centrale notamment, nombre de proches des zapatistes ont tenté de les dissuader de poursuivre dans la voie de l'insurrection. *« Vous êtes fous,* leur disaient-ils. *Vous êtes seuls maintenant, vous n'avez aucune chance de prendre le pouvoir, vous allez vous faire écraser. »* Ils ne comprenaient pas, dit l'un des dirigeants indiens zapatistes, que l'on peut lutter pour autre chose que le pouvoir. Pour la dignité, pour la vie.

L'idée de sacrifice, de martyre n'était pas absente de cette folie que fut le soulèvement. L'idée qu'il faut risquer de mourir pour vivre et pour que d'autres puissent vivre dans la dignité. Les combattants zapatistes s'attendaient à laisser la vie dans cette action désespérée. Avec l'espoir que leur sacrifice attirerait l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le sort des communautés indiennes. Après les affrontements des premiers jours, les choses ont pris heureusement une autre tournure. Notamment parce qu'une partie de la société civile mexicaine, tout en manifestant de la sympathie pour les insurgés, s'est prononcée contre la poursuite du conflit armé.

Les zapatistes ont découvert que la société civile ne voulait pas de la logique sacrificielle qui était la leur. Ce qui les a amenés à réfléchir. *« On s'était préparés dix ans à mourir. A partir du 2 janvier* [les zapatistes se sont soulevés le 1er janvier 1994], *on a vu qu'on n'était pas morts, qu'il fallait vivre et on a commencé à improviser »*, lit-on dans *Le Rêve zapatiste*. *« Il faut tenter de vivre. »* Depuis lors, les zapatistes refusent l'engrenage de la violence. Ils ont multiplié les initiatives, les rencontres, les dialogues, les marches, les lettres et les communiqués. Parfois aussi, ils se sont réfugiés dans le silence. Un silence qui, pendant des siècles, a été pour les Indiens une arme de la résistance, de la préservation de la mémoire et qui, maintenant, a aussi une autre dimension, une autre qualité. Alors que, dans le passé, il contribuait à maintenir les Indiens dans les marges, dans l'exclusion, il les propulse aujourd'hui au centre du débat public. On n'a jamais autant parlé de la question indienne au Mexique que durant le premier semestre 1998, dans la période que l'on a appelée du *« silence zapatiste »*.

Le mouvement zapatiste a poussé le plus loin le renversement de perspective déjà opéré par les mouvements indiens qui se sont développés depuis les années 60 dans l'ensemble de l'Amérique latine : dans les Andes, en Amazonie, en Amérique centrale. Le passage de la soumission à l'émancipation, de la résistance passive à l'affirmation de soi, de l'acceptation de la dépendance à l'action autonome, de la reproduction de la tradition à la production d'une identité inscrite dans la modernité, du racisme intériorisé à la revendication à la fois de l'égalité et de la différence.

1992 a cristallisé ce basculement. Alors que les gouvernements et les secteurs dirigeants célèbrent cinq siècles de domination coloniale et néocoloniale, les mouvements indiens prennent congé de cinq cents ans de conduites défensives et réactives et manifestent, à l'échelle continentale, l'entrée déjà bien amorcée dans une période de valorisation de l'identité indienne. C'est précisément cette année-là, le 12 octobre 1992 plus exactement, que les zapatistes, sans s'afficher encore comme tels, font pour la première fois irruption sur la scène publique, de manière hautement symbolique. Plusieurs milliers de représentants des communautés indiennes défilent dans San Cristobal de Las Casas, déboulonnant au passage la statue du fondateur de cette ville coloniale, symbole de l'oppression. Une marche pacifique et silencieuse qui préfigure et annonce l'insurrection et la prise de parole de 1994.

Et c'est une parole neuve qui se fait alors entendre, une parole libérée des statues de commandeurs, une parole joyeuse et décapante. Qui en appelle à une mémoire débarrassée de l'image négative de l'Indien, de la honte de soi. A l'offre de *« pardon »* du gouvernement, l'un des premiers communiqués de Marcos répond en interpellant l'ensemble de la nation : *« De quoi avons-nous à être pardonnés ? »* Une parole qui n'a que faire, non plus, des sanglots de l'homme blanc. Qui libère celui-ci de sa culpabilité. Culpabilisation et victimisation vont de pair. Certains ne s'intéressent aux Indiens qu'autant qu'ils se présentent comme des victimes. Leur compassion est l'expression d'un sentiment de faute. Mais les Indiens des communautés zapatistes ne tiennent pas tous les Blancs pour responsables des crimes que des Blancs ont commis contre eux, dans le passé et de nos jours encore. Ils ne crient pas vengeance, ils ne demandent aucune expiation.

> L'insurrection dans le Chiapas est une révolte contre l'oubli, une lutte pour la reconnaissance, un combat pour le respect, pour une vie digne – et non pour le pouvoir

Le massacre d'Acteal, le 22 décembre 1997, a marqué le retour, dans les sphères de la solidarité, des vieux démons de la fascination pour le martyre, de la tentation de la souffrance et de la mort. Les zapatistes, eux, ont refusé d'y succomber, malgré Acteal et les autres provocations contre leurs *« municipes autonomes »*. Les communautés indiennes du Chiapas souhaitent que soit mis un terme au cycle de la mort, de la tragédie, de la fatalité. *Ya basta.* Elles demandent que le souvenir des morts nourrisse la dignité et l'espoir des vivants, et non le désir de vengeance. Elles veulent un monde où la mémoire permette de dépasser le passé, où le souvenir enrichisse le présent et l'avenir. La *« memoria colectiva, otra manera de nombrar el mañana »*, dit Marcos dans l'un de ses derniers communiqués.

Ce travail de la mémoire est aujourd'hui à l'œuvre, autant que dans les communautés mayas du Chiapas, dans les communautés-sœurs du Guatemala que je voudrais associer à cet hommage. Au *ya basta* zapatiste fait écho le *nunca mas* du rapport de la commission de la vérité dirigée par Mgr Gerardi, assassiné en avril deux jours après la présentation de ce rapport. Un travail admirable qui n'a malheureusement pas été mentionné lors du débat occasionné par l'arrestation de Pinochet.

C'est aussi à un texte élaboré par des Indiens d'une communauté maya du Guatemala que je ferai appel pour conclure, une *« prière pour se souvenir des morts »*, *« un discours d'appel des âmes »* qui actualise la traditionnelle énumération des ancêtres en y incorporant les morts et les disparus des récentes années de violence : *« Venez aussi, vous les âmes de ceux qui furent exécutés, mains ligotées derrière le dos ou attachés à un arbre, de ceux qui furent déchirés à l'arme blanche ou transpercés de balles, de ceux qui furent sortis de leurs foyers, extraits de leurs lits pour être jetés dans les ravins et les rivières. Vous les âmes de ceux dont les jours furent brisés, dont la naissance fut interrompue, vous êtes déjà là dans la brume, dans les nuages. Vous êtes parmi nous, nous sommes parmi vous. »*

Yvon Le Bot *est directeur de recherche au CNRS, membre du Centre d'analyse et d'intervention sociologique de l'Ecole des hautes études en sciences sociales.*

Claude Allègre a-t-il vendu son âme au diable ?

Suite de la première page

Il a prouvé à la face de l'opinion publique qu'elle était incontournable.

Ce retournement, dicté par des impératifs politiques, le condamne-t-il à son tour à l'immobilisme ? La réforme des lycées n'aurait-elle plus de réforme que le nom ? C'est ce que semblent dire les autres syndicats d'enseignants, comme le SGEN-CFDT et le SE-FEN, qui avaient jusqu'à présent soutenu M. Allègre. Le ministre de l'éducation avait reçu, sinon un blanc-seing, du moins un satisfecit de ces organisations pour mener à bien des changements qu'elles jugeaient nécessaires, que ce soit dans les lycées ou dans l'organisation de la gestion des enseignants. Ces syndicats se réjouissaient également que l'ombre du SNES ne plane pas systématiquement sur tous les projets de réforme.

Leur déception est à la mesure de ce que fut leur espoir. Considérés comme des partenaires mineurs durant la dernière semaine de négociations entre M. Allègre et le SNES, informés tardivement du texte de la réforme et qui plus est destinaires, dans un premier temps, d'une version qui n'était pas la bonne, le SGEN-CFDT et le SE-FEN ont peut-être tendance à estimer un peu vite que Claude Allègre a vendu son âme au diable.

Certes, ils ont raison de regretter qu'une fois de plus l'enseignement professionnel ne figure pas dans la *« Charte pour la réforme des lycées »*, sinon pour être renvoyé à une *« charte spécifique proposée à une concertation particulière »*. Le moment n'aurait-il pas été bien choisi pour prendre une mesure symbolique en faveur de cet enseignement dont les textes ministériels se contentent de répéter à l'envi qu'il est *« d'égale dignité »* avec les autres filières ? M. Allègre se serait-il senti ligoté par les négociations qu'il mène depuis des mois avec le principal syndicat d'enseignants de la filière professionnelle, le Snetaa ?

Bien sûr, les organisations syndicales autres que le SNES sont en droit de déplorer que rien ne soit dit dans la charte sur le service des enseignants. L'un des principaux leviers de la réforme résidait en effet dans une nouvelle façon de travailler des professeurs, qui réserveraient une partie de leur temps à une aide plus personnalisée aux élèves. Il est trop facile de s'abriter derrière une hypothétique négociation sur les 35 heures dans la fonction publique et une énième mission aux contours flous menée par le recteur Bancel sur *« les conditions de vie et de travail des enseignants »* pour ne pas aborder le vif du sujet dans la charte du lycée.

Enfin, chacun aura pu remarquer le décalage entre les déclarations tonitruantes de M. Allègre sur les allégements et la refonte des programmes et la modestie des objectifs que fixe la charte dans ce domaine : le conseil national des programmes n'est appelé qu'à *« veiller à une évolution des programmes, à amener des changements progressifs, continus, souvent de petite ampleur »*.

Pour autant, plusieurs ferments de changements, voire des mesures significatives, demeurent dans le projet que M. Allègre soumet maintenant à la concertation générale. Ainsi de l'aide personnalisée aux élèves de seconde les plus en difficulté ou des *« travaux personnels encadrés »* (TPE) qui permettront aux lycéens de première et de terminale de travailler dans un autre cadre que celui du cours magistral. Inscrits dans l'emploi du temps et portant au moins sur deux disciplines, les TPE obligeront les enseignants à travailler de façon transversale, ce qui leur est réclamé depuis des années.

M. Allègre a-t-il payé trop cher ces avancées ? Seul le résultat final le dira. Et surtout les lycéens, qui ne manqueront pas de juger sur pièces le lycée que M. Allègre leur propose pour *« le XXIe siècle »*.

Sandrine Blanchard
et Béatrice Gurrey

AU COURRIER DU « MONDE »

Les oubliés du Cachemire indien

Dans votre article sur le Cachemire indien (*Le Monde* du 8 décembre), vous écrivez : *« Le Cachemire est le seul Etat indien à majorité musulmane. »* Cette information, certes exacte et communément reprise par toute la presse, est cependant tout à fait insuffisante. (...)

Le Cachemire indien, l'Etat de « J & K » (*Jammu et Kashmir*), amputé de territoires conquis par le Pakistan et par la Chine, se divise en deux parties très différentes : à l'Ouest, les plaines du Cachemire proprement dit, plaines fertiles et de basse altitude. La population y est majoritairement musulmane sunnite, avec des poches de populations chiites, notamment vers le centre de cet Etat, autour de Kargil. La moitié orientale de cet Etat est faite, elle, de hauts plateaux himalayens, avec des plaines situées à 4 000 m et des sommets à plus de 7 000 m. Cette région, inaccessible pratiquement neuf mois sur douze en raison de son relief et de son altitude, est peuplée de populations « cousines » des Tibétains et est largement bouddhiste.

S'il est vrai que le Cachemire indien est majoritairement musulman, il n'est pas moins vrai que plus de la moitié du territoire de cet Etat est peuplée majoritairement par des bouddhistes. Ces derniers se sentent « colonisés » par leurs voisins musulmans, qui possèdent pratiquement tous les commerces. Aussi souhaitent-ils le maintien de l'administration directe par Delhi, à la différence de leurs voisins cachemiris musulmans. Il est temps de rendre compte et ensuite, peut-être, de faire droit à ces revendications venant de ces populations bouddhistes, qui vivent de plus dans une extrême précarité.

Thierry Marres
Roux-Miroir (Belgique)

L'autre terrorisme

Sans aucun mandat de l'ONU, l'armée des Etats-Unis a bombardé l'Irak, faisant des victimes dans la population civile. C'est là une grave violation du droit international, que la France doit non seulement « *déplorer* », mais condamner clairement. C'est aussi une forme de terrorisme, qui tue des innocents, et ce terrorisme est perpétré par un Etat qui se dit le grand défenseur des droits de l'homme. Est-ce acceptable ?

Père Michel Lelong
Paris

Euro ou euros ?

Lors de l'adoption du mot euro pour désigner la future monnaie unique, il a été décidé que ce mot serait invariable. Cette décision a été prise pour éviter la diversité des marques du pluriel dans les différentes langues européennes. Les photographies des futurs billets montrent des billets de 10 euro, 100 euro, 500 euro... Pourquoi donc la brochure éditée par le ministère des finances indique-t-elle au-dessous de ces photos les légendes de 10 euros, 100 euros, 500 euros ? Pourquoi dans la quasi-totalité de la presse, y compris la presse financière, parle-t-on toujours de la conversion des francs en euros au lieu de euro ? Encore une brillante exception française de plus ? Ou une ignorance regrettable des gens qui prétendent nous informer ?

Maurice Monge
Clamart (Hauts-de-Seine)

RECTIFICATIF

Monod

Dans notre article « Un symbole des ruptures du capitalisme français » (*Le Monde* du 23 décembre), nous avons écrit par erreur qu'à l'instar d'autres dirigeants d'entreprise M. Jérôme Monod avait été mis en examen. Le président du conseil de surveillance de Suez-Lyonnaise des eaux n'a jamais été mis en examen.

Le Monde
21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http : //www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Pékin : l'aveu de faiblesse

LES lourdes peines de prison que le régime de Pékin vient d'infliger à des meneurs de l'opposition prodémocratique chinoise se veulent une éclatante démonstration de force. Elles constituent, en réalité, un extraordinaire aveu de faiblesse.

Comment ce gouvernement, qui dispose d'une énorme machine policière, d'une armée qui a fait la preuve de sa froide résolution et qui n'est pas immédiatement menacé par la faillite économique, peut-il se sentir fragile au point d'embastiller les représentants bien modérés d'un mouvement contestataire qui, au mieux, ne représente qu'une frange minoritaire de la population ? Le feu couve-t-il sous les braises d'une agitation sociale dont on ne soupçonnerait pas l'étendue, aveuglés qu'ont été les Occidentaux par l'indéniable essor économique chinois des vingt dernières années ?

L'opacité dans laquelle le régime chinois fonctionne interdit de répondre à ces questions. Force est pourtant de constater que le gros marteau de la répression est singulièrement disproportionné par rapport aux moustiques contestataires qu'il cherche à écraser.

En pareilles circonstances, il est toujours tentant d'expliquer un tel durcissement par quelque querelle de politique intérieure, d'hypothétiques *« libéraux »* donnant par là des gages à des *« conservateurs »* d'arrière-garde. Bien que ce débat existe en Chine, comme ce fut le cas en URSS au seuil de la perestroïka, il a, pour le moment, été tranché à Pékin. Il serait vain d'y rechercher, à ce jour, quelque fracture fondamentale à propos du dogme du monopole du pouvoir garanti au parti unique, aujourd'hui encore dit *« communiste »*. Son chef, Jiang Zemin, a tenu à dissiper toute ambiguïté à ce sujet en célébrant le vingtième anniversaire de l'ouverture de l'ère des réformes post-maoïstes introduites par feu Deng Xiaoping. La Chine, a-t-il cru pouvoir promettre, restera sous un régime de dictature léniniste *« pour cent ans »*. Il n'est pas le premier patron d'une oligarchie marxiste à prononcer cette incantation. Mais il ne saurait être assez naïf pour se laisser abuser lui-même par cette conviction à l'heure où le progrès économique a créé sur son pays de colossales pressions pour une évolution du système politique vers un certain pluralisme.

Les sentences exorbitantes qui frappent les tenants d'une telle évolution visent à satisfaire l'obsession qu'a le régime d'être le seul maître à bord dans ce processus. Ce souci d'éviter une répétition de la dislocation de la défunte autorité soviétique serait louable si le mode de gouvernement autoritaire n'alimentait lui-même, par les phénomènes classiques de corruption et de gabegie qu'il engendre, les tensions qu'on sait déjà très vives alors que la croissance économique ralentit. La reprise en mains constitue surtout une gifle à ceux qui, en Occident, s'imaginaient que Pékin renverrait l'ascenseur des concessions reçues en matière de droits de l'homme. A ceux-là, il faut bien montrer à nouveau l'évidence : la raison du plus fort règne toujours en Chine, sans partage et dans sa déraison.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldny, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Directeur artistique : Dominique Roynette
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Rédacteurs en chef :
Alain Frachon, Erik Izraelewicz (Editoriaux et analyses) ;
Laurent Greilsamer (Suppléments et cahiers spéciaux) ; Michel Kajman (Débats) ;
Eric Le Boucher (International) ; Patrick Jarreau (France) ; Franck Nouchi (Société) ; Claire Blandin (Entreprises) ;
Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Josyane Savigneau (Culture) ; Christian Massol (Secrétariat de rédaction)
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Médiateur : Robert Solé
Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet ; partenariats audiovisuels : Bertrand Le Gendre
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

La « radiofication » des kolkhozes

« CHAQUE MAISON paysanne doit avoir son poste de TSF ! » Tel est le slogan que viennent de lancer les *Izvestia*. Le journal signale à ce propos que les autorités de la capitale ont décidé de créer avant 1950 un vaste réseau de radiodiffusion dans tous les villages de la province de Moscou. Dès cette année, environ cinq cents kolkhozes ont été équipés, et l'on espère que l'exemple sera suivi sur toute l'étendue de l'URSS.

Il ne s'agit pas de mettre les citoyens de l'URSS en relation avec le monde extérieur, de leur donner la possibilité d'apprendre grâce aux ondes ce qui se passe à l'étranger. La « radiofication » des kolkhozes, comme on dit à Moscou, est destinée à isoler encore davantage les Russes de l'univers en propageant jusque dans les coins les plus reculés le « journal parlé » de Radio-Moscou.

Ce que l'on cherche à développer, c'est la radio collective grâce à des haut-parleurs installés dans les villages, comme ils le sont déjà dans les villes, dans les usines, dans les gares, dans tous les lieux publics. Quant à la radio individuelle, on est beaucoup moins disposé à en faciliter l'usage. La plupart des appareils mis en vente ne peuvent prendre que les émissions de Radio-Moscou et de ses succursales dans les diverses Républiques. On les a mis à la portée de toutes les bourses. Les autres appareils à plusieurs lampes, grâce auxquels il est possible de capter les émissions étrangères, sont relativement très chers, et en dehors de Moscou et des grandes villes il est très difficile de s'en procurer.

A. P.
(24 décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS
Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du *Monde* : 01-42-17-29-33
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : http : //www.lemonde.fr
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

DISPARITION

Françoise Proust

Une pensée de la résistance

LA PHILOSOPHE Françoise Proust est morte, mardi 15 décembre à Paris, à l'âge de cinquante et un ans des suites d'une longue maladie.

Une pensée contre, en conflit avec l'état de choses existant, une pensée de la non-réconciliation, un refus du compromis ou de la transaction, bref un refus de tout ce qui se donne comme règle ou droit pour mieux barrer la voie à la justice. Quel est le ton de cette pensée, le ton de cette vie ? Un entrelacs singulier d'audace et de fragilité, une tension mobile entre persévérance et impatience. Comment, affrontés à la mort de Françoise Proust redoutée mais néanmoins brutale, ne pas rappeler sa définition de la vie : *« Une résistance à l'irrésistible qu'est la mort »* ? Si telle est la vie, dans ce combat mené depuis tant d'années, Françoise Proust fut une grande vivante.

Cette œuvre, car il s'agit bien d'une œuvre, aujourd'hui brisée en plein essor, élabore une pensée de l'histoire et du politique en consonance avec la modernité. Trois ouvrages, *Kant et le ton de l'histoire* (Payot, 1991), *L'Histoire à contretemps* (Cerf, 1994), *De la résistance* (Cerf, 1997), ponctuent ce trajet. Il s'agit d'une relecture de Kant qui a pour objet d'en faire apparaître une dimension cachée, *« une pathétique transcendantale »*, une théorie des affects de nature à donner naissance à une critique de la sensibilité historique. Pour ce Kant relu à partir de Walter Benjamin, non seulement l'histoire existe, mais elle a un « ton » qui serait celui du contre-temps ; aussi nous enseigne-t-il à distinguer entre un phénomène et un événement. Comment distinguer l'événement, signe d'histoire, *« point étoilé »* qui indique *« que les recommencements et les aurores sont toujours possibles »*, sinon par le ton ?

BOUCLES DU TEMPS

Prendre l'histoire et la politique à rebours. De là l'exigence d'une autre analytique de la temporalité avec pour catégorie centrale celle d'interruption. Benjamin ne serait-il pas le philosophe moderne de la temporalité ? L'expérience dans la modernité est celle du vide, vidée qu'elle est de l'horizon d'espérance qui lui donnait sens. Le temps serait entrelacé, formerait des boucles et des arabesques. N'est-ce pas cette doublure du temps qui rend possible l'expérience historique, à savoir, un lambeau messianique d'espace et de temps ?

Plutôt une pensée du *contre*. Dans son dernier grand livre, *De la résistance*, magnifiquement écrit, la pensée de Françoise Proust s'élargit jusqu'à une pensée du contre-être. Pour elle, à la différence de Spinoza, l'être *« ne ferait pas le plein »*. Deux propositions dessinent les contours de cette pensée d'un être différentiel et agonistique. L'être suscite son contre-être et le contre-être double l'être. Nouvelle pensée, car s'y donne à voir une expérience philosophique. Tel Rozensweig, découvrant sur le champ de bataille, en 1914, le toujours tu de la philosophie, à savoir le rapport du philosophe à sa propre mort, Françoise Proust, sur « le front de la maladie » invente une pensée de la résistance qui est aussi une pensée de la liberté. Il faut lire ces pages où elle nous invite à distinguer entre la mortalité et la mort et accuse Heidegger de faire passer la mort « à la trappe ».

Ceux qui eurent la chance de connaître Françoise Proust savent combien le Collège international de philosophie fut pour elle un lieu de résistance. Résistance contre l'Université, qui lui accorda un strapontin mais refusa scandaleusement la place qu'elle méritait ; résistance contre la doxa de ceux qui, sous prétexte de débattre fabriquent un nouveau dogmatisme. Un combat exemplaire. Mais, plus encore, l'invention d'un geste, d'une originalité exemplaire. Sous le signe du messianisme au sens de Benjamin, qui ne consiste pas à transformer le monde par la violence, mais simplement à le remettre un peu à l'endroit.

Miguel Abensour

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

18 décembre 1998.

Appelez-moi Clara.

Clara, Laure, Françoise, Milena FROELIGER.

Mes marraines :
A.I. Brivary, A. Bardon, C. Faes, T. Ratcliffe.
Mes parrains :
F. Pouzadoux, P. Sujobert, P. Gerphagnon.

Mon adresse :
75, avenue Jean-Jaurès,
93120 La Courneuve.

Catherine et Laurent HAYNEZ
ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Guillaume,

le 9 décembre 1998, à Paris.

28, avenue de l'Europe,
92300 Levallois-Perret.

Fiançailles

Angelika et Michel LAURENÇON
ont l'honneur et le plaisir d'annoncer à leurs amis les fiançailles de leur fils,

Fabien LAURENÇON,

avec

Mlle Dorothea BOHNEKAMP.

La cérémonie s'est déroulée au mois d'octobre en Westphalie.

Nos vœux de bonheur les plus chaleureux les accompagnent.

Décès

– Jean-Louis et Michèle Bernadac,
Mme Guy Perault,
Et leur famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Auguste BERNADAC,
ancien ingénieur civil
de l'aéronautique,

survenu le 15 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Liglet (Vienne).

323, corniche Kennedy,
13007 Marseille.

– Dorette et Albert,
ses parents,
Raisy et Dominique,
sa sœur et son beau-frère,
David et Gabriel,
ses neveux tant aimés,
Sa famille et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel, le dimanche 20 décembre 1998, à l'âge de quarante-deux ans, de

David BIVAS,
journaliste.

Les obsèques auront lieu le jeudi 24 décembre, à 16 heures, au nouveau cimetière communal d'Asnières, rue Sœur-Valérie.

C'est peu donné
que donner de ce qu'on a,
le véritable don,
c'est donner de soi. »

– Toulouse. Metz.

M. et Mme Michel Chilstein
et leurs enfants,
Mme Chilstein-Moumielou
et ses enfants,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Riva CHILSTEIN,
veuve de Chaptai CHILSTEIN,
fondateur de l'Ecole Bialik,

survenu le jeudi 17 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu à Toulouse, le vendredi 18 décembre, dans la plus stricte intimité.

– Mme Renée Ciavatti,
son épouse,
M. et Mme Jean Ciavatti
et leurs enfants,
M. et Mme Pascal Ciavatti
et leurs enfants,
Mlle Catherine Ciavatti,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean CIAVATTI,
ingénieur ECP,

survenu le 15 décembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 30 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Roch, 256, rue Saint-Honoré, Paris-1er, et l'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Pelleport (Haute-Garonne).

Dédel

nous a quittés.

Michèle, Julien, et tous ceux qui l'aiment, ne l'oublieront jamais.

J'ai l'honneur de ne pas
Te demander ta main.
Ne gravons pas nos noms
au bas d'un parchemin.

– Mme Etienne Gaspard,
son épouse,
M. et Mme Georges Gaspard,
et leurs enfants,
M. et Mme Claude Delantre
et leur fille,
M. et Mme Dominique Pedrosa
et leurs enfants,
M. et Mme Guillaume Cazals
et leurs enfants,
Mlle Estelle Gaspard,
M. Christian Defer,
ses frères, sœur,
belles-sœurs et beaux-frères,
Et toute la famille,
ont la profonde douleur de faire part du décès de

M. Etienne GASPARD,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 21 décembre 1998, dans sa soixante-treizième année.

Une messe est célébrée en sa mémoire le mercredi 23 décembre, à 14 heures, en la basilique Notre-Dame-du-Saint-Cordon, à Valenciennes (Nord).

57, boulevard Watteau,
59300 Valenciennes.

– Michel Hagège,
son époux,
Mélanie et Adrien Hagège,
ses enfants,
Paul et Germaine Taxil,
ses parents,
Les familles Hagège et Taxil,
ont la douleur de faire part du décès de

Catherine HAGÈGE,
née TAXIL,
professeur,

survenu le 21 décembre 1998, à l'âge de quarante-sept ans, après cinq ans de combat sublime contre un cancer.

Une célébration sera prononcée le jeudi 24 décembre, à 10 h 45, en l'église Saint-Symphorien, place Saint-Symphorien, à Versailles, suivie de l'inhumation au cimetière des Gonards.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Christian Lacombrade,
née Henriette Vidal,
M. Gérard Lacombrade,
M. Daniel Lacombrade
et Mme, dite Marie-Laure Medova,
M. Francis Lacombrade,
Mme Marie-Hélène Lacombrade,
ont la douleur de faire part du décès, survenu en sa quatre-vingt-quatorzième année, du

professeur Christian LACOMBRADE,
professeur honoraire de l'université
de Toulouse Le Mirail,
ancien directeur de l'IPES
à la faculté des lettres
de Toulouse (1965-1975),
chevalier de l'ordre national du Mérite,
commandeur dans l'ordre
des Palmes académiques.

Selon les volontés du défunt, les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, en l'église de Vire-sur-Lot, le jeudi 17 décembre 1998.

« Si nous mourons avec Lui,
avec Lui nous vivrons. »
saint Paul.

129, avenue des Minimes,
31200 Toulouse.

– Sa famille
a la tristesse d'annoncer le décès de

Gabrielle LAGENTE,
née SACY,

survenu à Chartres, le 20 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Jean MALAQUAIS

nous a quittés le 22 décembre 1998.

Ses proches remercient tous ceux qui, par leur présence comme par leur parole, l'ont accompagné dans sa longue épreuve.

Elisabeth et Dominique Malaquais,
20 A, quai du Seujet,
Genève 1201 (Suisse).

Nancy MEYER,
née BAER.

Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Les familles Meyer, Baer, Perrault, Gouince, Grellinger, Hauser, Spira,
ont la tristesse de faire part de son décès, dans sa centième année.

Ils rappellent le souvenir de son mari,

Jean MEYER,
maître imprimeur.

79, rue Lemercier,
75017 Paris.

– Le président de l'université Paris-III-Sorbonne nouvelle,
Et les membres de l'UFR de littérature et linguistique françaises et latines,
ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami

Jean-Pierre NERAUDAU,

survenu le 20 décembre 1998.

– Colette Picard,
son épouse,
Olivier et Paule Picard,
Didier et Elisabeth Picard,
Pierre et Catherine Sergé,
Yves et Christine Picard,
Sébastien Picard,
Christophe et Manuela Picard,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Evelyne Picard et ses enfants,
sa belle-sœur et ses neveux,
ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert PICARD,
professeur honoraire à la Sorbonne,
correspondant de l'Institut,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur du Nichan-Iftikhar,
officier de l'ordre de la République
et du Mérite culturel de Tunisie,

survenu le 21 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans,

et lui associent le souvenir de sa fille,

Christine.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 26 décembre, à 9 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles.

12, rue Albert-Joly,
78000 Versailles.

– L'UFR de philosophie de l'université Paris-I,
a la grande tristesse d'apprendre la disparition de

Françoise PROUST,
agrégée de philosophie,
docteur ès lettres,
professeur en classes préparatoires
à Paris,

qui a fait pendant de longues années partie de notre communauté universitaire.

(Lire ci-contre.)

– M. et Mme Beaufumé,
Mme Michèle Raclot,
ses enfants,
Patrice et Nadine Beaufumé,
Christine et Gérard Goldsztejn,
Daniel Beaufumé et Fabienne,
Bruno Beaufumé,
ses petits-enfants,
Ainsi que ses arrière-petits-enfants et neveux,
ont la douleur de faire part du décès, le 19 décembre 1998, à l'âge de quatre-vingt-treize ans, de

Mme veuve Jean RACLOT,
née Simone MAUREL,
diplômée du Conservatoire de musique
de Paris,
professeur de piano.

Les obsèques seront célébrées, ce mercredi 23 décembre, en l'église Saint-Charles de Monceau. L'inhumation aura lieu au cimetière de Cannes (Alpes-Maritimes), le jeudi 24 décembre, à 11 h 30.

Mme Michèle Raclot,
résidence Septentrion,
3, rue Lavoisier,
93500 Pantin.
M. et Mme Beaufumé,
13, rue Prosper-Tillet,
95880 Enghien-les-Bains.

– Mme Jean Raguin,
M. et Mme Jacques Raguin,
M. Pierre Raguin,
ses frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Ses petits-neveux et petites-nièces,
font part du retour à Dieu du

R.P. Yves RAGUIN,
de la Compagnie de Jésus,

survenu à Taïpei (Taïwan), le 9 décembre 1998, dans sa quatre-vingt-septième année.

Une messe d'action de grâces sera célébrée en *sa mémoire le vendredi 22 janvier* 1999, à 19 h 15, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, Paris-6e.

– Catherine Trautmann,
ministre de la culture
et de la communication,
François Barré,
directeur de l'architecture
et du patrimoine,
L'ensemble du personnel
de la direction de l'architecture
et du patrimoine,
rendent hommage à la mémoire de

Jean-Claude Ivan YARMOLA,
architecte en chef
des Monuments historiques,

décédé le 19 décembre 1998,

et s'associent à la tristesse de sa famille et de ses proches.

– Le président de la Compagnie des architectes en chef des Monuments historiques,
Les architectes en chef des Monuments historiques,
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude Ivan YARMOLA,
architecte en chef
des Monuments historiques,
architecte conseil
du gouvernement du Canada,
architecte consultant des Nations unies,

survenu le 19 décembre 1998, dans sa soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 28 décembre, à 10 h 30, en l'église Sainte-Marguerite du Vésinet (Yvelines).

Remerciements

– Mme Jacques Hurfin,
Pierre-Yves Hurfin,
Jean-Philippe Hurfin,
et leur famille,

très sensibles aux témoignages de sympathie, vous adressent leurs très sincères remerciements.

Mme B. Hurfin,
89, boulevard du Montparnasse,
75006 Paris.

Nino FERRER

nous a quittés le 13 août 1998.

Kinou Ferrari,
son épouse,
Pierre et Arthur,
leurs enfants,
remercient chaleureusement tous ceux et celles qui ont manifesté leur attachement à son souvenir.

Anniversaires de décès

– En ce huitième anniversaire du décès de

Bob WESTHOFF,

une affectueuse pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé, en union avec les messes qui seront dites à son intention.

– Il y a vingt ans, le professeur

Max-Fernand JAYLE
(1913-1978)

nous quittait.

Découvreur de l'haptoglobine en 1938, il devient aveugle en 1941 lors d'une explosion de laboratoire. Surmontant ce handicap, il restera un enseignant hors pair, un chercheur infatigable. Il met au point les dosages hormonaux pour surveiller les grossesses à risque et invente la voie percutanée pour les hormones stéroïdes.

Une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles à son souvenir.

– Le 24 décembre 1986 disparaissait

M. Tobias GOTTESFELD.

Son épouse, ses enfants et ses petits-enfants rappellent son souvenir.

Pierre de LESTAPIS

est toujours présent.

« La mort n'était qu'un buveur de bière
au milieu de quelques autres. »
Yvon Beguivin.

– Il y a huit ans,

Pierre PERRONO,
ancien combattant d'Indochine,
engagé volontaire de la Résistance,
citation à l'ordre de la division,
croix de guerre 1939-1945,

a quitté les siens.

Une pensée toute particulière est demandée à tous ceux qui l'ont aimé et estimé.

Cours

CENTRE DU MARAIS-MUSIQUE
41, rue du Temple - 01-42-77-58-19
Cours de chant : opéra, variétés, piano, guitare, violon (m : suzuki)
Tous niveaux : adultes, enfants,
nouvelles inscriptions : janvier 1999.

Communications diverses

– **Maison de l'hébreu** : pour lire en deux heures ou s'initier efficacement au biblique et au moderne en dix séances. Professeur Jacques Benaudis. Tél. : 01-47-97-30-22.

Soutenances de thèse

– Dominique Régnier a soutenu, le 11 décembre 1998, à l'université Paris-V, sa thèse de doctorat en psychologie : « Investissement des valeurs à l'adolescence ; différenciation, rôle des personnes significatives ». Le jury, composé de Pierre Coslin, Hector Rodriguez-Tomé, directeur de thèse, Patrick Gosling, Henri Lehalle et Françoise Bariaud, lui a décerné la mention « très honorable avec félicitations », à l'unanimité.

هكذا من الأصل



TOTAL franchit une nouvelle étape en se rapprochant de PetroFina. En unissant les forces et les ressources des deux sociétés, TOTAL se fixe trois objectifs :

- renforcer l'Exploration-Production en croissance soutenue,
- accroître la compétitivité du Raffinage-Distribution en Europe,
- allier une chimie de spécialités en plein développement à une pétrochimie très performante de dimension mondiale.

TOTAL qui devient TOTAL FINA poursuit sa politique de croissance et de productivité. **TOTAL** FINA sera un major européen et le **5ème pétrolier mondial, fort de 69 000 collaborateurs, présent dans plus de 100 pays.**

Cette opération sera créatrice de valeur pour les actionnaires grâce aux nombreuses synergies qui auront un impact positif sur la rentabilité du Groupe.

Actionnaires de TOTAL

Assemblée générale mixte du 14 janvier 1999

Les actionnaires de TOTAL sont convoqués en Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire à 10 heures à l'Espace Havas 136 avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly sur Seine

Au cas où cette Assemblée ne pourrait valablement délibérer, faute de quorum, les actionnaires seraient à nouveau convoqués pour le mardi 26 janvier 1999 à 10 heures avec le même ordre du jour.

N° VERT 0 800 624 624





LA CROISSANCE S'EXPLIQUE

W & CIE

DÉFENSE Le groupe britannique GEC a annoncé mardi 22 décembre qu'il allait séparer ses activités civiles de ses activités de défense et d'aéronautique, déjà regroupées au sein de GEC Marconi. ● CETTE OPÉRATION permet à la fois à GEC de participer plus facilement à la restructuration en cours dans l'industrie internationale de la défense et de gagner encore un peu de temps pour choisir un allié. ● LES NÉGOCIATIONS annoncées par GEC le 3 décembre avec d'autres industriels de la défense *« progressent bien et ont confirmé la valeur considérable qui peut être générée de la participation au processus global de consolidation »*, indique le groupe dans un communiqué. ● *MAIS L'INCERTI*TUDE reste totale sur le choix du partenaire de GEC, qui pourrait être aussi bien British Aerospace *qu'un* américain comme Northrop-Grumman ou le français Thomson-CSF.

GEC sépare ses activités civiles et militaires en vue de futures alliances

En procédant à sa réorganisation, le groupe britannique cherche surtout à gagner du temps. Il repousse au mois de janvier la décision, plus stratégique, du choix d'un partenaire industriel

LONDRES
de notre correspondant à la City

General Electric Company (GEC) qui, depuis le début du mois de décembre, faisait miroiter à la Bourse ses projets de fusion, a finalement provoqué la déception. Mardi 22 décembre, le groupe britannique a seulement annoncé qu'il allait séparer ses activités civiles et militaires, déjà regroupées au sein de GEC Marconi. Une opération qui devrait faciliter un regroupement ultérieur dans le secteur de la défense, actuellement en pleine restructuration. Mais son directeur général, George Simpson, n'a pas levé le voile sur le choix de son futur partenaire : britannique, européen ou américain. Il n'a même pas précisé comment se déroulera cette réorganisation.

« La séparation peut prendre une ou plusieurs formes et améliorera la capacité de GEC à créer de la valeur pour ses actionnaires en conduisant la restructuration de l'industrie internationale de la défense », indique le communiqué publié mardi par GEC. *« Le message est clair : GEC est prêt à négocier une alliance. Mais on ne sait pas comment ou quand cette création de deux pôles, l'un civil, l'autre militaire, va intervenir »*, indique Mark Davies Jones, analyste auprès de Salomon Smith Barney, pour qui, *« visiblement, GEC a indiqué ainsi son refus de prendre le train de la restructuration en marche, d'arriver sur place quand les règles ont été fixées par d'autres »*.

AUCUN PRÉTENDANT EXCLU

Cette réaction de la dernière heure est-elle destinée à faciliter un arrangement avec un américain, comme Lockheed-Martin ou Northrop-Grumman, en vue de dominer le marché des équipements de l'OTAN, voire avec le français Thomson-CSF ? GEC veut-il simplement éviter d'être marginalisé au moment où British Aerospace (BAe), première entreprise de défense européenne, et l'allemand DASA négocient une fusion ? Va-t-on vers une alliance entre GEC Marconi et BAe, intégration toutefois délicate sur le plan intérieur britannique, Tony Blair privilégiant une solution à trois avec DASA ? Telles sont les questions que se pose la City au lendemain de cette décision, qui, de l'avis général, n'exclut aucun partenaire potentiel.

Voici Lord Simpson, directeur général de GEC depuis septembre 1996, à l'heure de vérité. Il vient d'achever une épuisante course d'obstacles. Une année et demie de restructurations aux forceps pour recentrer le groupe hérité de son prédécesseur, le fondateur Lord Weinstock. Atteint de gigantisme, il était en butte aux critiques des milieux financiers.

En août 1997, Simpson prenait tout le monde par surprise en annonçant sa volonté de se désengager de certaines de ses sociétés communes, dont l'ex-GEC- Alsthom (devenu Alstom), et de se concentrer sur le militaire, l'aéronautique, l'électronique et les télécommunications.

La City reconnaît que Simpson, dont la mission au départ était assez vague – remodeler GEC –, a réussi sa prestation en façonnant le nouveau groupe autour de GEC Marconi, point-clef de cette stratégie. Sous la houlette de son directeur général, Peter Gershon, le pôle défense n'a cessé d'améliorer sa productivité grâce au programme de réduction des coûts, et une meilleure gestion de la qualité et de la production à long terme. Le produit de l'introduction en Bourse d'Alstom, en juin, a été utilisé à de nouvelles acquisitions, comme la firme texane d'électronique Tracor, ou l'alliance nouée avec l'italien Alenia Difesa. GEC, qui dispose d'une riche trésorerie, pourrait en cas de besoin continuer à céder des actions Alstom, dont il détient encore 24 %.

IMPLANTÉ OUTRE-ATLANTIQUE

Autre atout de GEC Marconi, celui d'être sans doute l'un des rares groupes de défense européens à être bien implanté sur le marché des Etats-Unis, qui représente près de 40 % de son chiffre d'affaires. Peter Gershon a tissé d'excellents contacts au Pentagone, et Lord Simpson a su courtiser les investisseurs institutionnels d'outre-Atlantique qui considèrent GEC, restructurée de fond en comble, comme une valeur mêlant dynamisme et solidité financière.

Dans cette tâche, il a pu compter sur deux puissants parrains, les banques d'affaires Merril Lynch et Morgan Stanley dont il est devenu l'un des entrepreneurs européens favoris. Comme l'attestent le rachat à Siemens de sa participation de 40 % dans l'entreprise de télécommunications GPT, ou la remise à flot de l'électronique industrielle, dans le pôle civil, l'heure est également au recentrage sur un nombre réduit d'activités.

Ecossais, épicurien affable, Simpson a réussi la gageure de sabrer dans l'ensemble hétéroclite dont il a hérité sans inspirer la crainte dans le haut état-major et en éliminant en douce les hommes-liges de Weinstock, propulsé à un poste purement honorifique. Clients, fournisseurs et subordonnés ont éprouvé sa capacité de séduction et de fermeté alternées. Malgré ces atouts, il demeure toutefois bien des interrogations à son sujet.

Ainsi, le groupe reste pénalisé par les luttes de clans et les querelles de personnes. La perspective d'un rapprochement avec BAe a terni ses relations avec son « bras droit » : le directeur financier, John Mayo, favorable à un rapprochement international et qui ne veut pas entendre parler d'une intégration verticale « anglo-anglaise ».

De plus, GEC Marconi manque de capacité de maîtrise d'œuvre et de conception de systèmes complets. Ce sous-traitant dans l'âme ne dispose pas de la vision globale d'un Thomson-CSF ou d'un BAe nécessaire à la réussite des grands projets (financements complexes, compensations...). Les récents problèmes techniques de la vente de frégates à la Malaisie en apportent la preuve.

Enfin, il reste l'inconnue Simpson. *« L'homme qui casse et puis qui s'en va »* : voilà comment les analystes appellent entre eux le patron de GEC. Directeur général adjoint de BAe, il a sans aucun remords cédé le constructeur automobile Rover à BMW. PDG de Lucas, il a vendu sans vergogne l'équipementier britannique à l'américain Varity, qui en a déménagé le siège aux Etats-Unis. Supporter du New Labour dès le départ, ami de Tony Blair, cela se chuchote avec insistance ces jours-ci, que Lord Simpson aurait aussi en poche son brevet de ministre. *On ne prête qu'aux riches...*

Marc Roche

La défense, perle du groupe

● **General Electric Company** (GEC) a enregistré un chiffre *d'affaires de 6,27* milliards de livres (59 milliards de francs) en 1997, à son périmètre actuel (*11 milliards avant* la mise en Bourse d'Alstom, en juin). Son bénéfice net s'est élevé à *677 millions de livres*. Le groupe emploie 80 000 salariés.

● **L'électronique militaire**, logée au sein de sa filiale GEC Marconi, est sa principale activité (3,68 milliards de livres). GEC Marconi produit des radars aéroportés et des systèmes de guerre électronique, des systèmes de détection sous-marine, de l'avionique. Il participe à deux alliances franco-britanniques : Thomson *Marconi Sonar (dont il détient* 49,9 %) et Matra Marconi Space (49 %).

● **Les télécommunications** sont regroupées au sein de Marconi Communications (1 milliard de livres de chiffre d'affaires). La principale filiale dans cette activité est GEC Plessey Telecommunications (GPT).

● **La division d'électronique industrielle** (2 milliards de livres de chiffre d'affaires) est plus disparate. Elle réunit notamment Picker International (une société américaine d'électronique médicale), Gilbarco (pompes à essence), Avery Berkel (systèmes de pesage), et Videojet (imprimantes à jet d'encre pour applications industrielles).

● **GEC détient 24 % d'Alstom** (3,5 milliards de livres de chiffre d'affaires), qui construit le train à grande vitesse (TGV) et des centrales électriques. Alstom (ex-GEC Alsthom) avait été créée par la fusion des activités de GEC et du français Alcatel dans le transport et l'énergie. Ses deux actionnaires, qui détenaient initialement chacun *50 % de son capital, ont réduit* leur participation lors de la mise en Bourse d'Alstom à l'été 1998. *Ils* devraient continuer à se désengager progressivement.

La difficulté de contenter l'actionnaire privé et le gouvernement

OÙ VA George Simpson, le directeur général de GEC ? Il faudra encore attendre pour savoir si le deuxième fournisseur des armées britanniques décide de tenter une aventure américaine, de jouer la carte européenne, ou de fusionner avec son compatriote British Aerospace (BAe) pour créer un ensemble capable de construire aussi bien des avions et des *missiles que l'électronique dont* ils *ont besoin* pour fonctionner. Les interrogations de Lord Simpson illustrent la difficulté rencontrée par les entreprises de défense pour passer des intentions aux actes, en raison de la nature très particulière de leurs activités.

Toute alliance doit en effet satisfaire à la fois l'actionnaire de l'entreprise – les deux grands groupes britanniques, entièrement privés et cotés, y sont particulièrement attentifs – et l'Etat, client puissant qui exerce une tutelle sur les choix stratégiques de ses fournisseurs. Cela est vrai partout : il y a quatre ans, Washington avait très officiellement invité ses industriels à fusionner, pour faire face à la décroissance des budgets militaires.

Les consignes données par le gouvernement britannique ont, elles aussi, été très claires. Dans une allocution prononcée il y a un an devant les chefs d'entreprise, le ministre de la défense, *George Robertson, avait manifesté* sa préférence pour un renforcement de l'industrie européenne : *« Je crois en un mélange de saine compétition et de coopération entre Américains et Européens dans le meilleur intérêt de tous. Mais la réalité est que, si l'industrie européenne ne répond pas à ce défi, il n'y aura plus de compétition »*, avait-il déclaré. (*Le Monde* des 19 et 20 octobre 1997).

C'est donc avec satisfaction que le gouvernement de Tony Blair suivait les négociations entreprises par BAe et l'allemand DaimlerChrysler Aerospace (DASA). L'Etat a d'ailleurs conservé une *« golden share »* dans le groupe d'aéronautique, naguère nationalisé, qui lui donne un droit de regard sur ses grandes décisions. La perspective d'un rapprochement BAe-DASA correspondait parfaitement aux engagements pris par le gouvernement britannique en faveur de l'Europe de l'aéronautique et de la défense. La création d'un groupe germano-britannique aurait pu en être l'embryon.

LES AMÉRICAINS ET LEURS AMIS

Seul inconvénient de ce projet, il laissait de côté l'industrie française, elle-même en train d'achever sa restructuration nationale par le biais de la privatisation de Thomson-CSF et du rapprochement Aerospatiale-Matra. Et cela sous un prétexte troublant : la confusion des *rôles au sein de l'Etat français, à la fois* donneur d'ordres et actionnaire de ses industriels. Vision politique en France, vision purement boursière outre-Manche ? La réalité est bien plus compliquée...

Aujourd'hui, les velléités de GEC de s'inviter aux discussions BAe-DASA, au nom de la préservation des intérêts de ses actionnaires, ne satisfont pas grand monde. Ni le gouvernement britannique, ni l'industriel allemand, *dont un porte-parole a rappelé, mardi, la priorité* donnée aux restructurations européennes plutôt qu'aux regroupements nationaux. L'industrie française, de son côté, s'inquiète des répercussions qu'entraînerait la création d'une forteresse britannique.

L'arbitre de la partie se trouve peut-être de l'autre côté de l'Atlantique. Les règles régissant les alliances dans l'industrie américaine de la défense ont été revues au mois de novembre. Selon l'agence Bloomberg, des fusions avec des industriels issus de pays *« amis »* seraient désormais acceptées par le Pentagone. Le Royaume-Uni figure en tête de ces pays amis, répertoriés dans une liste où se trouvent aussi la Norvège, les Pays-Bas, l'Australie et le Canada. La liste regroupant les pays de moindre *confiance, elle, reste secrète. La diffusion de* cette information, au lendemain de la décision de GEC, n'est sûrement pas le fruit du hasard.

Anne-Marie Rocco

Bouygues Télécom lourdement déficitaire en 1998

LE PREMIER CONSEIL d'administration de Bouygues depuis l'entrée dans le capital d'Artemis (la holding personnelle de François Pinault) a été l'occasion d'une remise à plat de la politique du groupe dans le téléphone. Devant les trois nouveaux administrateurs – François-Henri Pinault, Patricia Barbizet et Serge Weinberg – cooptés pour représenter François Pinault au conseil, la direction a expliqué, mardi 22 décembre, sa stratégie et ses prévisions dans Bouygues Télécom.

Les pertes dans cette activité s'annoncent beaucoup plus lourdes que prévu : elles devraient atteindre 765 millions de francs pour *Bouygues en 1998, au lieu des* 650 millions présentés auparavant. L'an prochain, le déficit atteindrait 1,3 milliard pour le groupe, alors que le groupe le chiffrait seulement à 700 millions il y a quelques mois. Il maintient, cependant, ses prévisons d'équilibre de l'activité « mobile » en 2 001.

Selon Bouygues, cette révision brutale est la rançon du succès. Bouygues Télécom compte à la fin de cette année 1,35 million d'abonnés, soit 630 000 de plus que prévu. Pour faire face à l'explosion du marché du mobile en France, il a dû accélérer la construction de sa couverture nationale, qui a été achevée en novembre avec huit mois d'avance sur le calendrier initial. Bouygues a *décidé d'amortir* les coûts de construction de ce réseau à partir du début du second *semestre de cette année et non à* partir d'octobre, se conformant en cela aux recommandations de la Commission des opérations de Bourse (COB). Ces amortissements plus rapides se traduisent par un surcoût de 115 millions.

RECAPITALISATION POSSIBLE

L'an prochain, Bouygues prévoit que la situation sera aussi plus difficile. La multiplication des appels de téléphone mobile à téléphone mobile, moins chers que vers le réseau fixe, le prive, comme les autres opérateurs, de recettes. Le manque à gagner est estimé à *300 millions de francs. Pariant sur* une substitution accrue du téléphone fixe par le mobile, Bouygues a aussi décidé de lancer de nouveaux investissements de l'ordre de 260 millions de francs pour densifier son réseau.

Pour l'instant, le plan de financement de 23 milliards de francs, dont 15 milliards d'emprunts, pour développer Bouygues Télécom est suffisant, soutient le groupe. 14,6 milliards de francs ont été consommés depuis le démarrage de l'activité. *Compte tenu des projets d'expansion de l'an prochain, il n'est pas impossible que Bouygues Télécom ait besoin* d'une recapitalisation en l'an 2000.

L'alourdissement des pertes *dans la téléphonie mobile* va se répercuter sur l'ensemble du groupe. Bouygues, qui a dégagé un résultat net de 755 millions de francs en 1997, exclut d'être en perte en 1999, malgré la prise en compte d'un déficit de 1,3 milliard.

Pour équilibrer sa situation, il avance *« une amélioration de ses résultats opérationnels dans les autres secteurs »*. Le groupe *compte aussi sur des opérations* exceptionnelles. L'entrée d'un partenaire dans le capital de la SAUR, sa filiale d'eau et d'électricité, pourrait notamment se traduire par des plus-values. Des discussions sont engagées avec plusieurs groupes dont EDF et l'américain Enron. Elles devraient aboutir au cours du premier semestre de 1999.

Martine Orange

France Télécom baisse ses tarifs d'interconnexion

France Télécom a annoncé mardi 22 décembre les tarifs que vont lui payer les autres opérateurs – une soixantaine à ce jour – pour utiliser son réseau l'an prochain. Ces tarifs, appouvés par l'Autorité de régulation des télécommunications (ART), baisseront en moyenne de 14,4 %. Les baisses sont légèrement plus importantes pour les opérateurs qui ont investi pour construire leur propre réseau que pour ceux qui se contentent de proposer des services sur le réseau des autres.

Les tarifs de liaisons de raccordement entre les centres téléphoniques de France Télécom et ceux des opérateurs privés baisseront, eux, de 40 %. Le nouveau catalogue de France Télécom ouvre à la concurrence les numéros à tarification spéciale (numéros Verts, Indigo, Azur, Audiotel...) jusqu'ici réservés à France Télécom. Ces coûts d'interconnexion représentent entre le tiers et la moitié des coûts des nouveaux opérateurs. Ils sont donc essentiels pour la mise en œuvre de la concurrence.

La Banque centrale européenne a fixé les taux d'intérêt de l'euro

LA BANQUE centrale européenne (BCE) a annoncé mardi 22 décembre le niveau de ses taux d'intérêt à partir du 1er janvier 1999. Sans surprise, son taux d'intervention a été fixé à 3 %. *« Ce taux de 3 % est historiquement très bas. La BCE ne veut pas donner de signal d'une nouvelle baisse des taux dans un futur proche »*, a indiqué Wim Duisenberg, le président néerlandais de l'institution.

Le conseil de la BCE a aussi fixé les taux directeurs qui borneront le *marché* monétaire en euro. Le taux de dépôt (Deposit facility) a été établi à 2 % et le taux de prêt marginal (Marginal lending facility) a été fixé à 4,50 %.

Pour éviter des mouvements trop amples sur les marchés monétaires au moment de l'arrivée de l'euro, la BCE va toutefois encadrer, pour une période provisoire de trois semaines se terminant le 21 janvier, son taux principal dans un couloir très étroit formé par un taux plancher qui sera à 2,75 % et un taux plafond à 3,25 %. Les conditions des premières opérations de financement à plus long terme seront rendues publiques le 12 janvier.

Les Caisses d'épargne françaises investissent en Italie

LE CENTRE national des caisses d'épargne et de prévoyance (Cencep) a annoncé mardi 22 décembre une prise de participation de 6 % dans le capital de la Caisse d'épargne de Gênes et Imperia (Carige), ce qui représente un investissement de 600 millions de francs.

A l'occasion de cette augmentation de capital réservée, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) prendra 4 % du capital de Carige. Le reste du capital de Carige est détenu à 61,09 % par la Fondation Caisse d'épargne de Gênes et Imperia, à 5,35 % par l'assureur suisse Bâloise, le solde étant coté.

Il s'agit de la première opération de croissance externe jamais réalisée par les Caisses d'épargne françaises à l'étranger.

Les dépenses publicitaires devraient augmenter de 4,1 % dans le monde en 1999

Après la contraction des économies asiatiques et russe, un retour à la croissance est attendu en Asie-Pacifique. Le volume mondial de la publicité devrait être de 435,9 milliards de dollars l'an prochain. Les Etats-Unis restent le premier marché devant l'Europe

COMMENT va la pub ? Bien, merci. En 1999, elle devrait encore se jouer des conjonctures locales en surfant sur la mondialisation de l'économie dont elle occupe l'un des avant-postes : réduisant la voilure en cas d'avis de tempête financière, elle se reporte sur les économies supposées protégées avant de se tourner à nouveau vers les pays émergents dès les premiers signes d'accalmie.

Deux des plus gros acheteurs d'espaces publicitaires au monde, l'Américain McCann Erickson (14 milliards de dollars en 1997) filiale du groupe Interpublic, et le Britannique Zenith Media (6,1 milliards de dollars), viennent de livrer leurs premières estimations pour l'année à venir : après avoir dépensé plus de 418 milliards de dollars (2 340 milliards de francs) en 1998, les annonceurs devraient encore augmenter de 4,1 % leurs dépenses en 1999.

La majorité des dépenses publicitaires sont effectuées, au plan mondial, dans les cinq grands médias traditionnels – télévision, presse, radio, cinéma et affichage. En 1999, ils devraient encore profiter de plus de 71 % des investissements réalisées dans la communication, selon Zenith Media. Mais contrairement à 1998, les médias verront leur chiffre d'affaires publicitaire enregistrer une progression supérieure à celle du « hors-médias » (marketing direct, publicité sur les lieux de vente, etc.).

Les Etats-Unis restent le premier marché publicitaire au monde avec 212 milliards de dollars, soit une croissance attendue de 5,5 % par rapport à cette année, affirme Robert J. Coen, senior vice-president en charge des prévisions chez McCann. Le deuxième marché par son volume d'investissements dans les grands médias est le Japon, loin derrière l'Amérique du Nord, et le troisième, la Grande-Bretagne. D'ici à 2001, le marché allemand devrait dépasser, en taille, celui du Royaume-Uni, selon Zenith Media. A la même échéance, la Chine devrait s'être hissée de la treizième place à la septième. La France, elle, conserverait sa cinquième position, juste devant l'Italie.

En dix ans, la Chine a montré son appétence pour l'économie de marché en introduisant massivement la publicité. Les dépenses publicitaires y ont progressé de 1 130 % entre 1987 et 1997 et ont affiché la plus forte croissance mondiale en 1998. Le marché se structure dans la mesure d'audience (*Le Monde* du 15 décembre) et les réseaux internationaux y ont tous établi une tête de pont. Zenith Media estime toutefois que les risques d'insolvabilité restent élevés et considère que la zone est à risque, même si, en 1999, la croissance de son marché publicitaire dépassera la moyenne mondiale. D'autres pays comme le Portugal, l'Afrique du Sud et la République tchèque devraient témoigner ces prochaines années d'un fort dynamisme publicitaire.

LANTERNES ROUGES

En revanche, le Chili, le Japon – qui compte pour 56 % des dépenses publicitaires de la région Asie-Pacifique – et Hongkong ne devraient pas nager dans l'euphorie. Zenith Media prévoit une contraction de leurs marchés à l'échéance de 2001. Si les situations dramatiques de l'Indonésie, de la Thaïlande, de la Malaisie et de la Corée du Sud sont fréquemment évoquées, l'Europe possède aussi des lanternes rouges. Ainsi, la Suisse et l'Espagne ont affiché des croissances négatives entre 1987 et 1997. Le marché publicitaire hélvétique a diminué de 0,3 % entre 1997 et 1996 (deuxième plus forte baisse après la Thaïlande).

L'Europe tire un certain profit de la crise asiatique. *« La crise asiatique propulse de nouveau l'Europe dans le peloton de tête,* affirment les experts de Zenith Media. *Elle a concentré 28 % des dépenses en communication en 1998 contre 22 % pour l'Asie-Pacifique, alors qu'il n'y a pas si longtemps, au pic de l'optimisme asiatique, la répartition était inversée en faveur de l'Asie. »* Les annonceurs ont arrêté d'investir dans cette zone, les Philippines exceptées. Mais le ton général est donné par le Japon, car *« la récession touche de petits pays. Tous ensemble, ils n'excèdent pas 22 % des investissements »,* affirment les experts britanniques *qui prévoient une nette amélioration de la situation dès fin* 1999. Même si Hongkong, l'Indonésie, la Malaisie, la Corée du Sud et la Thaïlande doivent encore afficher des croissance négatives.

En fait, 1998 a été l'année la plus forte, le haut du cycle, pour la France, l'Allemagne et l'Espagne, comme 1997 l'avait été pour la Grande-Bretagne. Pour autant, 1999 ne devrait pas être synonyme de forte récession publicitaire, même si les taux de croissance devraient être inférieurs à ceux de cette année. Portée par une croissance économique pérenne et des politiques consuméristes, la part de l'activité publicitaire augmentera encore – modestement – dans l'activité économique générale. La zone euro, en tirant les prix vers le bas, forcera la concurrence mais *« nous croyons que les annonceurs sont moins prêts à abandonner la publicité que lors de récessions précédentes car les marques sont davantage considérées comme des actifs pour les entreprises »,* note Zenith Media.

La région la plus dynamique au monde en 1999 devrait être l'Amérique latine : la croissance publicitaire – tirée par le Brésil qui continue à être le premier marché mais qui devrait s'enliser dans une période de récession, le Mexique, l'Argentine et la Colombie – dépassera celles de l'Europe et des Etats-Unis. En 1998, les dépenses publicitaires ont augmenté de 7,7 % (27,4 milliards de dollars), contre 3,9 % en moyenne dans le monde. Cette zone reste éminament tributaire de la télévision dont la part de recettes publicitaires devrait encore croître, de 62 % en 1997 à 67 % en 2001.

Finalement, les plus fervents partisans de la pub ne sont pas *forcément là où on les attend.* En 1997, les annonceurs portoricains et colombiens ont dépensé le plus en publicité par rapport au produit intérieur brut de leur pays. Les plus impliqués, si l'on rapporte les dépenses publicitaire au nombre d'habitants, sont, selon les experts média, Hongkong (417,6 USD), les Etats-Unis (399,4), Porto Rico (336,5), la Suisse (331), et la Grande-Bretagne (323).

Florence Amalou

Une progression de 5,2 % en France

Après avoir vécu sa plus forte croissance (6 %) en 1998, le marché publicitaire français devrait encore croître de 5,2 % en 1999, selon une étude réalisée par Ipsos Media avec Interdeco et le magazine *Stratégies*. Les tarifs publicitaires n'augmentant que de façon très modérée, la croissance sera tirée par l'appétit consumériste des Français. La France devrait être dopée par les communications autour de l'euro et le passage à l'an 2000. Comme en 1998, ce sont la presse quotidienne nationale et le cinéma qui devraient encore bénéficier de la plus forte croissance (7 %). L'affichage poursuivra sur sa lancée en augmentant ses recettes de 6,5 %. La télévision, qui n'a pas enregistré de croissance – c'est une première – en 1998, devrait traverser une période de stabilité. La radio (+3 %) et la presse quotidienne régionale (+1 %) connaîtront une hausse plus modérée.

« L'Auvergnat de Paris » passe du rouge au vert

UNE INSTITUTION. Un signe de ralliement. Un titre aperçu au coin d'un zinc. Gérard Oury en a fait un gag, en montrant un Black, accoudé au comptoir, plongé dans la lecture de *L'Auvergnat de Paris*. Ceux qui ne l'ont jamais lu en ont entendu parler. Un cas unique et centenaire d'un journal de communauté. Il pourrait y avoir *Le Breton de Paris, L'Ardéchois de la capitale, Le Savoyard urbain*, il n'y a que *L'Auvergnat de Paris*.

Le journal est né en 1882, un 14 juillet 1882, signe de son républicanisme farouche. Son fondateur, Louis Bonnet, est un ami de Jules Vallès. Le vieil *« insurgé »* y écrit quelques articles, donnant à l'hebdomadaire une connotation rouge qui a pâli depuis et qui s'efface aujourd'hui. Il vient de quitter les locaux du boulevard Beaumarchais, près de la place de la Bastille, pour s'installer près de la rue de Rivoli, entre Concorde et Palais-Royal.

L'Auvergnat de Paris se métamorphose et change de couleur pour prendre la couleur verte du Massif Central. Détenu par les petits-enfants de Louis Bonnet, le journal, en mauvaise santé financière, tombé à 6 000 exemplaires, a été racheté par plusieurs investisseurs auvergnats, conduits par Patrick d'Humières, directeur général, et l'éditeur de magazines Gilles Barissat, président du directoire du titre.

Le capital est partagé entre de nombreux actionnaires qui se répartissent en trois tiers entre des investisseurs régionaux, le monde des cafés et brasseurs arverno-parisiens, et les journaux locaux, de *L'Eveil de la Haute-Loire* à *La Montagne*. Le président du conseil de surveillance est Philippe Ramond, ancien responsable de Canal Plus et du *Quotidien de Paris*, et le vice-président est Raymond Trébuchon, président de la Ligue auvergnate du Massif Central.

L'équipe rédactionnelle, dirigée par Marthe Viallefont, est basée à la fois à Paris et à Aurillac (Cantal). Patrick d'Humières vise une diffusion de 10 000 exemplaires, en trois ans. Il compte sur cette présence au coeur de l'Auvergne pour vendre, non seulement à Paris, mais également dans la région. *« Ce qui fait l'intérêt de l'Auvergne,* écrivait Alexandre Vialatte, *c'est qu'elle est remplie d'Auvergnats. S'il faut en croire les dernières statistiques, elle en contient même plus que Paris. »*

SUJETS TABOUS

L'Auvergnat de Paris, destiné aux bougnats vivant loin de leur pays natal, c'est surtout la masse de nouvelles, envoyées par tous les correspondants de villages. Florilège : *« Mme X. fait également construire un garage près de sa maison, le drapeau flotte déjà sur la charpente » ; « Une année noire pour le district de la pétanque de Decazeville qui a encore perdu des adhérents. Pensez que, de 2 259 praticants en 1987, il y en a 1 205 cette année » ; « Le repas du club Sourire d'automne a eu lieu au restaurant Vayssade, comme d'habitude une très bonne ambiance a régné toute la journée » ; « Les fêtes de la Toussaint ont été célébrées avec ferveur. De nombreux visiteurs sont venus prier et fleurir la tombe de leurs chers disparus » ; « M. X a eu un petit accident avec sa moto, lui n'a rien eu, mais son véhicule c'est autre chose » ; « L'hiver a lancé sa première offensive en cette mi-novembre bien avant son arrivée officielle au calendrier » ; « La restauration du lavoir et des WC publics de la place de l'église a commencé, ces travaux étaient attendus depuis de nombreuses années. »*

L'objectif de Patrick d'Humières est d'*« exprimer la dynamique d'une région économiquement moins solide que d'autres, faible démographiquement »*. Cette métamorphose ne fait pas que des heureux, car *L'Auvergnat de Paris* avait réussi à déranger en parlant de sujets tabous, comme la situation financière de Saint-Flour, le poids des lobbys agricoles, les tribunaux de commerce, le Crédit agricole, les syndicats de Michelin et les ennuis judiciaires de certains brasseurs parisiens. C'était une petite voix qui dérangeait quelques pouvoirs locaux. Ils sont presque tous au capital du journal aujourd'hui.

Alain Salles

Bercy ne croit pas au plan de relance de l'AFP

C'EST UN VRAI TIR de barrage. Le *« plan stratégique de restructuration et de développement »* présenté le 16 novembre par Jean Miot, président de l'Agence France-Presse (AFP), ne suscite qu'un feu nourri de critiques. Dans un document confidentiel, les représentants du ministère de l'économie et des finances au conseil d'administration de l'AFP jugent ce projet avec sévérité. Ce plan est *« dépourvu de contenu stratégique »* et *« relève d'une absence de méthode »*, écrivent-ils. Dans la forme, il s'agit *« d'un budget pluriannuel dont les hypothèses adoptées sont sans justification en termes économiques »*. Ainsi, parmi les trois hypothèses proposées, *« le scénario de continuité conduit en trois ans à une impasse »*, avec un déficit cumulé de 107 millions en 2001 et de 246 millions à l'échéance 2003.

Dans l'hypothèse des scénarios de stagnation et de développement, l'AFP suppose qu'elle sera autorisée *« à exécuter le budget 1998 en déséquilibre »*, ce qui est contraire à ses statuts. De plus, l'Etat est supposé *« renoncer à sa créance de 90 millions de francs »*, ce qui n'est pas acquis. Dans le scénario le plus favorable, le plan *« n'explique que le tiers de la croissance totale des produits de l'AFP, les deux autres tiers étant dus à la simple poursuite de la gestion actuelle »*.

Bercy affirme que *« l'effort essentiel est porté sur les effectifs et la masse salariale »*. Or l'organisation du travail, la politique salariale, la formation ou encore la réforme des filiales ne sont pas abordées. Les seules données *« précises »* concernent les départs anticipés des personnels à cinquante-sept ans et le recrutement parallèle de nouveaux agents. *« L'hypothèse de rajeunissement consiste à supposer le départ des agents de plus de cinquante-sept ans, en totalité ou partiellement (81 % pour le scénario de stagnation, ce qui reste élevé) »*, affirment les auteurs. Dans tous les schémas, *« les départs naturels ne sont pas pris en compte »*.

Par ailleurs, *« aucune réforme de structure n'est véritablement analysée ou proposée »*. La réforme du management annoncée *« consiste en fait à recruter un directeur général adjoint »*. Bercy souligne que *« la nécessité absolue de recentrer la production (...) aurait dû impliquer des mesures visant à connaître les attentes des clients et les produits nouveaux à proposer »*. Or le projet *« n'est nullement opérationnel »*.

*« Les demandes des ministres, qui auraient pu constituer un autre fil conducteur du plan, puisqu'elles complétaient les préconisations de l'inspection générale des finances (IGF) (*Le Monde* du 14 août), ne sont pas davantage traitées. « Au total, les réponses apportées par le président de l'AFP traduisent une grande insuffisance, voire une certaines désinvolture, au regard des recommandations »* de l'IGF et du gouvernement. *« Le plan stratégique, le plan d'affaires et le budget pluriannuel de l'AFP qui en découleraient restent donc, à ce stade, à élaborer »*, concluent-ils.

Nicole Vulser

DÉPÊCHE

■ **PRODUCTION : l'animateur-producteur Jean-Luc Delarue** a négocié un nouveau contrat très avantageux avec France 2. Selon *Libération*, en plus de son émission hebdomadaire de deuxième partie de soirée *Ça se discute* (soit 40 par an) facturées 1,2 million de francs l'unité à la chaîne, l'animateur a signé pour dix émissions supplémentaires à 20 h 50, payées 2,9 millions l'unité. Patrice Duhamel, directeur des programmes de France 2, récuse l'avis de certains professionnels qui jugent ces programmes surévalués de 20 à 30 %. A la suite d'une polémique initiée par l'ex-député UDF du Val-de-Marne Alain Griotteray, un rapport de la Cour des Comptes avait critiqué en novembre 1997 les contrats faramineux accordés à des animateurs-producteurs, dont Jean-Luc Delarue et Arthur. Ces révélations avaient coûté à Jean-Pierre Elkabbach son poste de président de France Télévision.

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **HONDA : le constructeur japonais** a annoncé, mardi, qu'il commercialisera dans un an aux Etats-Unis, en Europe et au Japon une voiture mixte essence-électricité. Le prototype de cette voiture sera exposé en janvier au Salon automobile de Detroit.

● **PEUGEOT : 12 000 des 18 000 salariés de Peugeot-Sochaux** (Doubs) connaîtront quatre jours de chômage technique en janvier, a annoncé la direction. Mais, en raison du succès de la 206, la direction du centre de production Peugeot-Mulhouse a annoncé mardi en comité d'établissement un dispositif permettant d'augmenter de 20 % les capacités de fabrication générant des emplois « *non négligeables* ».

● ***GENERAL MOTORS* : le constructeur automobile** a chargé un historien d'enquêter sur les activités de GM et de sa filiale Opel en Allemagne juste avant et pendant la période nazie.

● **BRENNTAG : le groupe Brenntag** (*distributeur de produits* chimiques, 641 salariés) vient de conclure avec deux salariés mandatés par la CFDT un accord sur les 35 heures qui prévoit notamment la création d'une quarantaine d'emplois ainsi qu'un gel des salaires pendant deux ans.

SERVICES

● **CARREFOUR : le groupe français Comptoirs modernes** (Carrefour) a annoncé mardi avoir racheté 23 des 110 magasins que détient le groupe brésilien Lojas Americanas. Carrefour renforce ainsi sa place de numéro un au Brésil.

● **AIR FRANCE : près de deux pilotes sur trois** sont hostiles à l'accord (baisse de salaires contre échange d'actions) conclu entre la compagnie et ses personnels navigants, a indiqué mardi, le SPAC, syndicat non signataire. La direction attendait, mercredi 23 décembre, les résultats de la consultation organisée par le SNPL, seul signataire de l'accord.

● **PATHÉ : Pathé, qui a aujourd'hui 15 multiplexes en Europe**, va en ouvrir 25 autres d'ici à la fin 2002 et entend « *bâtir un réseau de distribution par étapes* », indique le PDG de la société, Jérome Seydoux, dans une interview publiée mercredi par l'hebdomadaire *Ecran total*.

● **INFORMATIQUE : les négociations entre le patronat et les syndicats** de l'ingénierie *informatique sur l'organisation du* travail du dimanche dans la perspective du passage à l'euro et à l'an 2000 « *se sont soldées par un échec* », ont indiqué mardi la CFDT et la CGT.

● **TRANSPORTS : le transport de marchandises par rail** au sein de l'Union européenne dans les années 90 a été marqué par une baisse du trafic intérieur, contrebalancée par une hausse du trafic international, selon une étude réalisée par Eurostat.

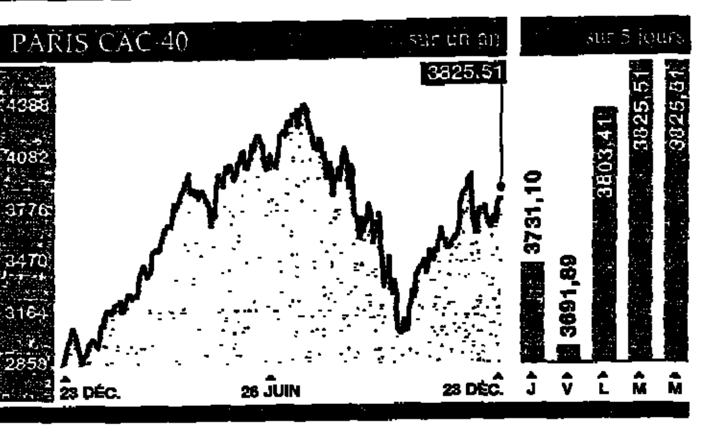
● ***SITA* : la filiale déchets de Suez Lyonnaise des eaux** a annoncé, mardi, le rapprochement de ses activités en Grande-Bretagne avec celles de Northumbrian Water, autre filiale du groupe. Sita reprend la gestion de l'ensemble, qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à 300 millions de livres (2,8 milliards de francs).

FINANCE

● ***JP MORGAN* : l'agence de notation financière Moody's** a abaissé mardi la note de la dette à long terme de la banque américaine JP MOrgan de Aa3 à A1.

● **BANQUES JAPONAISES : l'agence de notation financière Standard and Poor's** a annoncé mercredi la révision à la baisse des notes de sept grandes banques japonaises : Daiwa Bank, Dai-Ichi Kangyo Bank (DKB), Industrial Bank of Japan (IBJ), Sanwa Bank, Sumitomo Bank, Tokai Bank et Sakura Bank.

★ Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site web du « Monde ». www.lemonde.fr/bourse



Indices boursiers

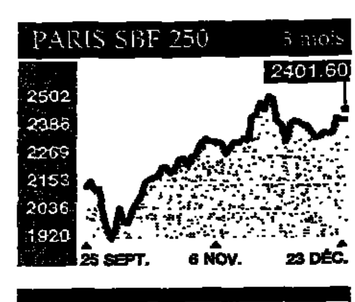
Europe 12 h 30 ▶	Cours 23/12	Var. % 22/12	Var. % 31/12
PARIS CAC 40	3825,51	0,58	27,56
- SBF 120	2575,35	0,46	25,65
- SBF 250	2401,60	-0,40	23,48
- SECOND MAR.	[illegible]	-0,14	5,79
- *MIDCAC*	1747,99	-0,49	-2,56
LONDRES FT100	5865,80	-0,18	14,22
AMSTERDAM AEI	[illegible]	1,46	27,98
BRUXELLES BEL	3437,62	-0,49	44,22
FRANCFORT D30	4384,04	2,16	14,93
MADRID IBEX35	9074,40	0,75	35,34
MILAN MIB30	33551	0,29	35,04
SUISSE SMI	7181,49	0,15	14,62
STOXX 666	274,97	0,53	—
EURO STOXX 326	290,36	0,76	—
STOXX 50	3275,74	0,65	—
EURO STOXX 50	3254,86	0,91	—

Monde ▶	Cours 22/12	Var. % veille	Var. % 31/12
NEW YORK DJ	8988,85	0,95	13,86
- SP 500	1202,84	1,25	23,95
- NASDAQ	2136,03	2,49	36,15
BUENOS-AIRES M.	—	—	—
JOHANNESBURG	5086,60	0,91	-19,38
MEXICO BOLSA	227,74	1,53	-32,07
SANTIAGO IPSA	—	—	—
SAO PAULO BOU.	—	—	—
TORONTO FSE I.	—	—	—
ASIE 10 h 15	23/12	22/12	31/12
BANGKOK SET	24,90	2,22	-4,16
HONGKONG H.	10022,56	-0,71	-3,73
SÉOUL	562,80	-2,32	48,32
SINGAPOUR ST.	1412,49	1,05	-6,32
SYDNEY ALL O.	2759,69	0,80	5,48
TOKYO NIKKEI	13779,45	-2,64	-9,69

Principaux écarts au règlement mensuel

Hausses ▶	Cours 22/12	Var. % 21/12	Var. % 31/12
IMMOB.FONC.MA.	129,30	+10	....
TECHNIP	[illegible]	+8,92	-26,92
ALSTOM	125,90	+7,61	....
LABINAL	990	+6,23	-29,58
GROUPE GTM	537	+6,14	+44,93
VALEO	[illegible]	+5,83	+6,58
STRAFOR FACOM	336	+5,75	-6,98
CHARGEURS	288	+5,49	-20
DE DIETRICH	283,30	+5,40	+3,88
ESSILOR INTL	2235	+5,17	+24,18

Baisses ▶	Cours 22/12	Var. % 21/12	Var. % 31/12
REMY COINTREA.	102,90	-8,97	-8,37
THOMSON-CSF	212,50	-7,58	+12,01
NRJ #	962	-7,05	+14,79
CRED.FON.FRAN	53,10	-6,88	-14,78
SEFIMEG CA	350	-4,89	+16,66
SALVEPAR (NY)	452	-4,84	-8,89
METALEUROP	22,60	-4,66	-63,89
CAP GEMINI	840	-4,40	+76,73
LAPEYRE	392	-4,39	+18,25
KLEPIERRE	552	-4,33	+46,03



NEW YORK Dow Jones 3 mois
8988,85
9702 9154 8696 8178 7669 7161 6653 6145
28 SEPT. 6 NOV. 22 DÉC.

LONDRES FT100 3 mois
5865,80
6199 5901 5603 5305 5008 4711 4413 4115
28 SEPT. 9 NOV. 23 DÉC.

FRANCFORT DAX 30 3 mois
4384,04
6510 5928 5346 4764 4182 3600 3018
28 SEPT. 9 NOV. 23 DÉC.

TOKYO Nikkei 3 mois
13779,45
18468 16946 15425 13142 11620
25 SEPT. 6 NOV. 23 DÉC.

LES PLACES BOURSIÈRES

PARIS

MERCREDI 23 DÉCEMBRE, après avoir ouvert en léger repli, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris s'est ressaisi durant la matinée et affichait une progression de 0,57 % à la mi-journée, à 3 841,29 points. La publication de l'indicateur de consommation des ménages en produits manufacturés en novembre, en hausse de 0,1 % seulement, a conforté l'hypothèse d'un ralentissement de l'activité. Mais la bonne tenue du dollar, stabilisé au-dessus du seuil de 5,60 francs, a soutenu la tendance, dans un marché dominé par la faiblesse des volumes d'échanges, à 13 jours de la mise en place effective de l'euro (4 janvier 1999). L'annonce d'une augmentation de la production de 206 *provoquait l'envolée du titre Peugeot* (+ 4,86 %). L'action Rémy Cointreau regagnait 4,95 % après les prises de bénéfices observées la veille. En revanche, Bouygues cédait 1,7 % à l'annonce de pertes importantes dans son activité de télécommunication.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort était en repli à l'ouverture, mercredi 23 décembre, et l'indice Dax cédait 0,13 % à 4 873,34 points. En cette période « *d'habillage des bilans* » (« *window-dressing* »), les investisseurs ont délaissé les valeurs les plus exposées aux risques en Asie, tel le producteur de logiciels SAP (– 1 %), dont 70 % des ventes sont réalisées hors d'Europe.

LONDRES

L'INDICE FTSE 100 de la Bourse de Londres a perdu 0,56 %, à 5 843,3 points, mardi 22 décembre, sous l'influence de la baisse de Wall Street en ouverture. *Le marché a été* peu animé à l'approche des fêtes de fin d'année et de la mise en place de l'euro. Les rumeurs de fusion prochaine entre GEC (– 3,6 %) et British Aerospace (– 0,1 %) ont affecté les cours des deux titres.

TOKYO

LE MARCHÉ était fermé mercredi 23 décembre.

HONGKONG

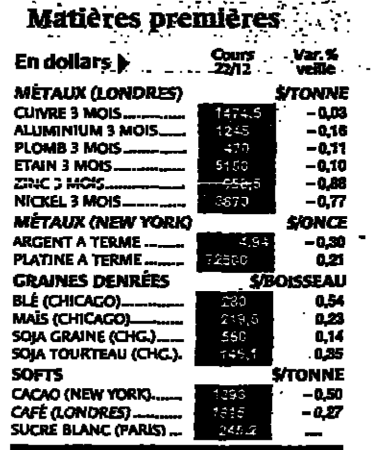
L'INDICE Hang Seng cédait 1,60 %, à 10 157,71 points, en fin de journée à Hongkong, mercredi 23 décembre, en raison, notamment, de la chute de 6 % du titre China Telecom.

NEW YORK

L'INDICE Dow Jones a terminé en hausse de 0,62 %, à 9 044,46 points, mardi 22 décembre. La décision de la Réserve fédérale de maintenir ses taux directeurs inchangés n'a pas surpris les opérateurs. En cette période de fin d'année, les valeurs-phares de l'indice ont été les plus recherchées. Ainsi IBM a gagné 3,6 %, Procter and Gamble a progressé de 3,7 % et Merck s'est apprécié de 2,2 %.

Valeur du jour : Alstom profite d'une pluie de commandes

MERCREDI 23 DÉCEMBRE, Alstom devait annoncer la commande d'un paquebot de croisière de 360 cabines pour un montant supérieur à 1,5 milliard de francs. La veille déjà, le groupe avait décroché un contrat de 486 millions de francs pour la fourniture d'un métro à la ville brésilienne de Fortaleza, ce qui avait fait bondir l'action de 7,5 %, à 125,90 francs. A chaque annonce correspond une embellie boursière. En septembre 1998, l'action avait gagné 5,4 % après la signature d'une lettre d'intention pour la réalisation d'une ligne de métro à Shanghaï (*montant de 1,2 milliard de francs*). En octobre, elle avait grimpé de 13 % en quatre séances après l'obtention de la construction d'une centrale au charbon en Turquie (pour 2,1 milliards). Malheureusement, à chaque fois la fièvre est vite retombée et le cours de l'action se négocie toujours à un cours inférieur de 39 % au prix d'introduction de 205 francs, le 22 juin 1998.



Depuis le début de la vie boursière du groupe (ex-GEC Alsthom), les investisseurs boudent le titre. Ils lui appliquent une décote de près de 20 % par rapport à l'action de son principal concurrent, le groupe helvético-suédois ABB. François Newey, le directeur financier d'Alstom, reconnaît qu'une décote se justifie en raison du manque d'antériorité boursière. Toutefois, il s'interroge sur la volatilité du titre alors que les *activités d'Alstom ne réservent pas* de surprise (le groupe travaille sur des contrats à long terme dans l'énergie, le transport et les équipements navals) et que le consensus des analystes sur les résultats de l'exercice 1998-1999 est clair (ils attendent un bénéfice de 10 francs par action).

En novembre 1998, Alstom a publié un résultat net semestriel de 120 millions d'écus (790 millions de francs), respectant ainsi les objectifs *présentés à l'introduction*. A cette occasion, le groupe avait annoncé que ses commandes avaient progressé de 14 %. Mais Pierre Bilger, le président d'Alstom, avait averti les investisseurs : le nombre d'appels d'offres baisse. Conséquence, le carnet de commandes pourrait se réduire en 1999 ainsi que le chiffre d'affaires, d'ici trois à quatre ans.

Le tour de table d'Alstom est aussi stabilisé. Ses deux grands actionnaires, le français Alcatel et le britannique GEC (chacun 23,7 % du capital), se sont engagés à ne pas bouger d'ici au 22 juin 1999. La réorganisation des structures de GEC, qui sépare ses activités civiles et militaires (*lire page 14*), ne remet donc pas directement en cause l'actionnariat d'Alstom. D'autant qu'il semble *peu probable que les grands action*naires veuillent céder leurs titres aux cours actuels.

Enguérand Renault

Matières premières

En dollars ▶	Cours 22/12	Var. % veille
MÉTAUX (LONDRES)		$/TONNE
CUIVRE 3 MOIS	[illegible]	-0,03
ALUMINIUM 3 MOIS	[illegible]	-0,16
PLOMB 3 MOIS	[illegible]	-0,11
ETAIN 3 MOIS	[illegible]	-0,10
ZINC 3 MOIS	[illegible]	-0,88
NICKEL 3 MOIS	[illegible]	-0,77
MÉTAUX (NEW YORK)		$/ONCE
ARGENT A TERME	[illegible]	-0,30
PLATINE A TERME	[illegible]	0,21
GRAINES DENRÉES		$/BOISSEAU
BLÉ (CHICAGO)	[illegible]	0,54
MAÏS (CHICAGO)	[illegible]	0,23
SOJA GRAINE (CHG.)	[illegible]	0,14
SOJA TOURTEAU (CHG.)	[illegible]	0,35
SOFTS		$/TONNE
CACAO (NEW YORK)	[illegible]	-0,50
CAFÉ (LONDRES)	[illegible]	-0,27
SUCRE BLANC (PARIS)	[illegible]	—

Pétrole

En dollars ▶	Cours 22/12	Var. % veille
BRENT (LONDRES)	[illegible]	2,06
WTI (NEW YORK)	[illegible]	—
LIGHT SWEET CRUDE	[illegible]	-0,37

Or

En francs ▶	Cours 22/12	Var % 21/12
OR FIN KILO BARRE	52890	-0,19
OR FIN LINGOT	50200	-0,57
ONCE D'OR LONDRES	....	—
PIÈCE FRANCE 20 F	336	-0,65
PIÈCE SUISSE 20 F	332	-0,88
PIÈCE UNION LAT. 20 F	310	+0,32
PIÈCE 20 DOLLARS US	3795	-6,09
PIÈCE 10 DOLLARS US	1575	—
PIÈCE 50 PESOS MEX	1935	-0,77

MONNAIES

● **Dollar** : le billet vert était en léger repli dans les premiers échanges entre banques, mercredi 23 décembre. La devise américaine s'échangeait à 5,60 francs, 1,67 mark et 116,24 yens.

La veille, l'*effondrement du marché* obligataire japonais avait provoqué une hausse brutale des taux d'intérêt domestiques. Le taux de l'obligation d'Etat à 10 ans passait de 1,50 % à 1,90 %, soit le gain le plus important jamais observé dans l'archipel. Cette progression des rendements obligataires a stimulé les achats de yens. Cependant, à plus long terme, le yen pourrait se déprécier à nouveau face au billet vert. En effet, cette progression des taux au Japon risque d'entraver la reprise de l'activité et d'affaiblir davantage un système bancaire déjà mal en point. En outre, la Réserve fédérale américaine a décidé de laisser ses taux d'intervention inchangés, ce qui contribue à soutenir le cours du dollar.

Cours de change

23/12 12 h 30 ▶	Cours DOLLAR	Cours ECU	Cours LIVRE	Cours FR. S.	Cours FLORIN	Cours YEN 100	Cours LIRE 100	Cours DM	Cours FRANC
FRANC	5,59	6,59	9,41	4,13	2,98	4,84	0,34	3,35	—
DM	1,67	1,96	2,81	1,23	0,89	0,14	0,99	....	0,30
LIRE (100)	1655,70	1944,69	2783,81	1217,59	878,76	1415,96	....	990,19	295,28
YEN (100)	116,93	137,43	196,81	86,05	62,07	....	7,06	69,98	20,66
FLORIN	1,88	2,21	3,17	1,39	....	1,61	0,11	1,13	0,34
FR. S.	1,36	1,60	2,29	....	0,72	1,16	0,08	0,81	0,24
LIVRE	0,59	0,70	....	0,44	0,32	0,51	0,04	0,36	0,11
ECU	0,85	....	1,43	0,63	0,45	0,73	0,51	0,51	0,15
DOLLAR	....	1,17	1,68	0,74	0,53	0,86	0,06	0,60	0,18

Taux d'intérêt (%)

Taux 22/12 ▶	Taux J. J.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	[illegible]	2,98	3,95	4,83
ALLEMAGNE	[illegible]	3,23	3,93	4,82
GDE-BRETAG.	[illegible]	6,09	4,51	4,38
ITALIE	[illegible]	3,12	4,04	5,01
JAPON	[illegible]	0,36	1,77	—
ETATS-UNIS	[illegible]	4,52	4,68	5,09
SUISSE	[illegible]	1,39	2,45	3,77
PAYS-BAS	[illegible]	3,88	4,02	4,85

Matif

Cours 12 h 30 ▶	Volume 23/12	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5 MARS 99	[illegible]	111,02	111,45
Pibor 3 mois *MARS 99*	[illegible]	96,89	96,90

Marché des changes

Devises 17 h 35 ▶	Cours BDF 22/12	Achat 22/12	Vente 22/12
ALLEMAGNE (100)	335,39	322	346
AUTRICHE (100)	47,66	46,15	49,25
BELGIQUE (100)	16,26	15,68	16,78
CANADA	3,62	3,30	3,90
DANEMARK (100)	88,15	83,10	93,10
ESPAGNE (100)	3,94	3,64	4,24
ÉTATS-UNIS	5,61	5,30	5,90
FINLANDE (100)	110,31	104	115
GDE-BRETAGNE	9,43	8,97	9,82
GRÈCE (100)	1,99	1,74	2,24
IRLANDE	8,32	7,90	8,74
ITALIE (1000)	3,38	3,13	3,63
JAPON (100)	4,76	4,60	4,95
NORVÈGE (100)	73,15	68	77
PAYS-BAS (100)	297,58	—	—
PORTUGAL (100)	3,27	2,93	3,63
SUÈDE (100)	70,07	65	75
SUISSE (100)	412,21	397	421

TAUX

● **Europe** : les marchés obligataires européens étaient en baisse en début de matinée, mercredi 23 décembre. Le cours du contrat notionnel, qui traduit l'évolution des obligations d'Etat à 10 ans, cédait 18 centièmes à 110,70 points. Son équivalent allemand, le contrat bund, était en recul de 21 centièmes à 115,04 points.

La forte progression des rendements japonais, mardi, a incité les investisseurs internationaux à se reporter sur les obligations d'Etat nipponnes au détriment des titres européens. En outre, le président de la Banque Centrale Européenne (BCE), Wim Duisenberg, a confirmé, mardi, que « *la BCE ne veut pas donner de signal d'une nouvelle baisse des taux dans un futur proche* ».

● **Etats-Unis** : conformément aux anticipations des investisseurs, la Réserve fédérale américaine a décidé, mardi 22 décembre, de maintenir ses taux directeurs inchangés.

ÉCONOMIE

Légère hausse de la consommation en novembre

LA CONSOMMATION des ménages français a progressé de 0,1 % en novembre, a annoncé, mercredi 23 décembre, l'Insee. Ce chiffre s'explique principalement par le secteur automobile, en hausse de 7,5 % sur le mois. Si l'on exclut l'automobile et les produits pharmaceutiques, la consommation *enregistre une* chute de 1,4 % en novembre après une augmentation de 2,5 % en octobre. En octobre, la consommation avait baissé au total de 0,9 %. Sur un an, elle a augmenté de 5 %.

■ **Les industriels interrogés en décembre par l'Insee** *prévoient*, à titre personnel, une poursuite du ralentissement de l'activité dans les prochains mois, et leurs perspectives *générales de production* diminuent encore un peu après la forte baisse enregistrée lors des enquêtes précédentes, selon l'enquête *dans l'industrie* publiée mercredi par l'Insee.

■ **Les prix à la consommation** en France ont été stables au mois de novembre : sur les trois der*niers mois ils reculent* de 0,1 %, et l'inflation s'élève à 0,3 % sur un an, selon les chiffres définitifs publiés mercredi par l'Insee.

■ **L'indice du salaire horaire de base ouvrier** a augmenté de 0,5 % au troisième trimestre 1998 en France, soit une hausse de 2 % sur un an, *selon les chiffres défi*nitifs de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de la main-d'œuvre du ministère de l'emploi, publiée mercredi.

■ **EURO : la Banque centrale européenne** a confirmé, mardi 22 décembre, qu'elle fixait à 3,00 % son principal taux d'intérêt au début de 1999. Elle a souligné dans le même temps qu'une nouvelle baisse de taux n'était pas pour tout de suite.

■ **ÉTATS-UNIS : la Réserve fédérale américaine a laissé**, mardi 22 décembre, ses taux directeurs inchangés, *soit 4,75 % pour* son taux interbancaire, à l'issu de son dernier comité monétaire de l'année.

■ **ITALIE : le taux de chômage** s'est établi à 12,6 % en octobre, en légère augmentation par rapport à *celui d'octobre 1997, qui était* de 12,4 %, a annoncé, mardi 22 décembre, l'Institut national des statistiques. Cependant, le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté de 0,9 % entre octobre 1997 et octobre 1998.

■ **Les prix à la consommation en Italie** sont restés stables en décembre par rapport à novembre, et leur hausse s'élève à 1,5 % en glissement annuel, sur la base de données provisoires. Le *gouvernement* prévoyait en début d'année un taux d'inflation de 2,5 % en 1998.

■ **ALLEMAGNE : la faiblesse de l'inflation** *s'est accentuée en dé*cembre, les prix à la consommation dans trois Etats régionaux de l'Ouest (la Hesse, le Bade-Wurtemberg et la Bavière) baissant de 0,1 % par rapport à novembre.

■ **VIETNAM : le taux d'inflation annuel** s'est établi à 9,2 % à la fin décembre au Vietnam, selon des données préliminaires publiées, mercredi 23 décembre, par le département général des statistiques. L'objectif *du gouvernement* était de maîtriser l'inflation sous la barre des 10 % cette année.

■ **ARGENTINE : l'agence de notation Fitch IBCA** a maintenu, mardi 22 décembre, la note de la dette en devises de *premier rang* non garantie à long terme de l'Argentine à BB. En septembre dernier, au plus fort des turbulences sur les marchés financiers, l'agence avait indiqué *qu'elle* n'envisageait pas une modification des notes de l'Argentine.

■ **CORÉE DU SUD : l'agence de notation Fitch IBCA** a placé, mardi 22 décembre, la note à long terme de la Corée du Sud BB+ sous révision avec implication positive. Elle souligne que le risque d'un défaut de paiement de la Corée du Sud, dû à une insuffisance de réserves de change, a diminué susbtantiellement depuis un an.

RÈGLEMENT MENSUEL

MERCREDI 23 DÉCEMBRE

Liquidation : 23 décembre
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↗ PARIS **+0,67 %** CAC 40 : 3846,13

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
B.N.P. (T.P)	960	[illegible]	—	[illegible]
Cr.Lyonnais(TP) Ly	910	[illegible]	-0,54	[illegible]
Renault (T.P.)	2630	[illegible]	-0,38	[illegible]
Saint Gobain(T.P.)	1184	[illegible]	+1,26	[illegible]
Thomson S.A (T.P)	940	[illegible]	-6,17	[illegible]
Accor	1114	[illegible]	+2,33	[illegible]
AGF	328	[illegible]	+0,33	[illegible]
Air Liquide	975	[illegible]	+1,64	[illegible]
Alcatel	672	[illegible]	+2,08	[illegible]
Alstom	125,90	[illegible]	+2,70	[illegible]
Altran Techno. #	1283	[illegible]	+2,88	[illegible]
Atos CA	1299	[illegible]	+1,61	[illegible]
Axa	780	[illegible]	-0,12	[illegible]
Bail Investis	794	[illegible]	+0,75	[illegible]
Bazar Hot. Ville	732	[illegible]	+3,14	[illegible]
Bertrand Faure	377	[illegible]	+1,59	[illegible]
BIC	308	[illegible]	+0,61	[illegible]
BIS	496	[illegible]	+0,80	[illegible]
B.N.P.	430,60	[illegible]	+2,18	[illegible]
Bollore	1095	[illegible]	+0,63	[illegible]
Bongrain	2402	[illegible]	+0,08	[illegible]
Bouygues	1150	[illegible]	-1,65	[illegible]
Bouygues Offs	121	[illegible]	+1,98	[illegible]
Bull#	38	[illegible]	+7,89	[illegible]
Canal +	1462	[illegible]	+1,50	[illegible]
Coflexip	354	[illegible]	+0,28	[illegible]
Colas	1150	[illegible]	+2,60	[illegible]
Comptoir Entrep.	11,95	[illegible]	+6,27	[illegible]
CPR	222,50	[illegible]	+5,61	[illegible]
Cred.Fon.France	80,10	[illegible]	+4,99	[illegible]
Credit Lyonnais CI	180,30	[illegible]	+4,27	[illegible]
CS Signaux(CSEE)	321,20	[illegible]	+13,04	[illegible]
Damart	466,90	[illegible]	-0,40	[illegible]
Danone	1595	[illegible]	-0,18	[illegible]
Dassault-Aviation	1861	[illegible]	+4,24	[illegible]
Dassault Systemes	245	[illegible]	-2,65	[illegible]
De Dietrich	288,80	[illegible]	+3,53	[illegible]
Deveaux(Ly)#	689	[illegible]	+4,35	[illegible]
Dev.R.N-P.Cal Li #	62,90	[illegible]	+4,84	[illegible]
Dexia France	880	[illegible]	-0,22	[illegible]
DMC (Dollfus Mi)	61	[illegible]	+5,49	[illegible]
Dynaction	144	[illegible]	+9,72	[illegible]
Eda	700	[illegible]	+5	[illegible]
Eiffage	441	[illegible]	+2,26	[illegible]
Elf Aquitaine	638	[illegible]	-0,78	[illegible]
Eramet	160	157,30	-1,68	[illegible]
Eridania Beghin	945	[illegible]	-1,16	[illegible]
Essilor Intl	2235	[illegible]	+4,47	[illegible]
Essilor Intl.ADP	1834	[illegible]	+7,96	[illegible]
Esso	451	[illegible]	+0,88	[illegible]
Eurafrance	3697	[illegible]	-0,73	[illegible]
Euro Disney	6,85	[illegible]	+3,64	[illegible]
Europe 1	1254	[illegible]	+2,47	[illegible]
Eurotunnel	6,80	[illegible]	+1,47	[illegible]
Fimalac SA	608	[illegible]	+6,90	[illegible]
Finextel	121,20	[illegible]	-9,24	[illegible]
Fives-Lille	464	[illegible]	+2,37	[illegible]
France Telecom	428,90	[illegible]	+0,27	[illegible]
Fromageries Bel	4484	[illegible]	-0,73	[illegible]
Galeries Lafayette	5900	[illegible]	-0,84	[illegible]
Gascogne	438,90	[illegible]	-1,57	[illegible]
Gaumont #	342	[illegible]	+0,43	[illegible]
Gaz et Eaux	285	[illegible]	-1,71	[illegible]
Geophysique	300	[illegible]	+3,86	[illegible]
G.F.C.	650	[illegible]	-0,76	[illegible]
GrandVision	102	[illegible]	+7,84	[illegible]
Groupe Andre S.A.	659	[illegible]	+3,18	[illegible]
Cerus Europ.Reun	44,30	[illegible]	—	[illegible]
CFF.(Ferrailles)	231	[illegible]	+3,89	[illegible]
CGIP	288	[illegible]	+1,21	[illegible]
Chargeurs	288	[illegible]	+1,56	[illegible]
Christian Dalloz	390	[illegible]	—	[illegible]
Christian Dior	577	[illegible]	+2,25	[illegible]
CIC -actions A	465,20	[illegible]	+2,10	[illegible]
Ciments Francais	319,90	[illegible]	-1,78	[illegible]
Clarins	399	[illegible]	—	[illegible]
Club Mediterranee	454	[illegible]	+2,42	[illegible]
CNP Assurances	158	[illegible]	+1,26	[illegible]
Imetal	583	[illegible]	-3,08	[illegible]
Imm.Fonc.Madeleine	129,80	[illegible]	-7,62	[illegible]
Infogrames Enter.	371	[illegible]	+1,37	[illegible]
Ingenico	156	[illegible]	+4,48	[illegible]
Interbail	133	[illegible]	+6,76	[illegible]
Intertechnique	1585	[illegible]	+1,57	[illegible]
ISIS	370,30	[illegible]	+2,34	[illegible]
Jean Lefebvre	524	[illegible]	-4,19	[illegible]
Klepierre	552	[illegible]	+5,07	[illegible]
Labinal	1090	[illegible]	+7,98	[illegible]
Lafarge	520	[illegible]	+1,92	[illegible]

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +-	Paiement dernier coup. (1)
Siemens #	355,60	367	+3,20	24/08/98
Sony Corp. #	393,10	395,10	+0,50	31/12/99
STmicroelectronics	444	434,20	-2,88	—
Sumitomo Bank #	57,10	57,70	+1,05	10/12/98
T.D.K #	475	493	+3,78	31/12/99
Telefonica #	255,20	263	+3,05	18/05/98
Toshiba #	31,95	32,40	+1,40	10/12/98
Unilever #	455,50	467,40	+2,61	18/12/98
United Technol. #	576	580	+0,69	10/12/98
Volkswagen A.G #	430,10	432,40	+0,53	05/06/98
Yamanouchi #	178	175,30	-1,51	31/12/99
Zambia Copper	7,90	8,10	+2,53	—

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux ; Li = Lille ; Ly = Lyon ; M = Marseille ; Ny = Nancy ; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3 ; ■ coupon détaché ; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 23 DÉCEMBRE

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	[illegible]
CEPME 9% 89-99 CA#	103,51	[illegible]
CEPME 9% 92-06 TSR	131,26	[illegible]
CFD 9,7% 90-03 CB	123,40	[illegible]
CFD 8,6% 92-05 CB	124,50	[illegible]
CFF 10,25% 90-01 CB#	113,30	[illegible]
CLF 8,9% 88-00 CA#	107	[illegible]
CNA 9% 4/92-07	—	[illegible]
CRH 8,6% 92/94-03	117,80	[illegible]
CRH 8,5% 10/87-88#	100,90	[illegible]
EDF 8,6% 88-89 CA#	105	[illegible]
EDF 8,6% 92-04 #	122,50	[illegible]
Finansder 9% 91-06#	133,55	[illegible]
Finansd.8,6% 92-02#	114,65	[illegible]
Floral9,75% 90-99#	103	[illegible]
OAT TMB 87/99 CA#	100	[illegible]
OAT 8,125% 89-99 #	101,76	[illegible]
OAT 8,50% 90/00 CA#	106,20	[illegible]
OAT 85/00 TRA CA#	101,80	[illegible]
OAT 10% 5/85-00 CA#	108,47	[illegible]
OAT 89-01 TME CA#	99,80	[illegible]
OAT 10% 90-01 ecu	—	[illegible]
OAT 7,5% 7/86-01 CA#	110,25	[illegible]
OAT 8,5% 91-02 ecu	—	[illegible]
OAT 8,5% 87-02 CA#	118,16	[illegible]
OAT 8,50% 89-19 #	150,30	[illegible]
OAT 8,50% 92-23 CA#	152,71	[illegible]
SNCF 8,8% 87-94CA	104,50	[illegible]
Suez Lyon.Eaux 90	1166	[illegible]

ACTIONS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours
Arbel	24	[illegible]
Baccarat (Ny) ◆	591	[illegible]
Bains C.Monaco	795	[illegible]
Bque Transatlant. ◆	259,80	[illegible]
Bidermann Intl ◆	110	[illegible]
Champex (Ny) ◆	36	[illegible]
C.I.T.R.A.M. (B) ◆	2600	[illegible]

Paris Orleans	330	325
Promodes (CI)	2460	2468
PSB Industries Ly	539	540
Raynal Roq.en.SAP ●	365	365
Rougier #	276,90	272
Saga ●	265	265
S.I.P.H. ●	130	143,30 d
Sofragi ●	5200	5200
Taittinger	3948	4000

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 23 DÉCEMBRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Change Bourse (M)	177	[illegible]
CNIM CA#	221,10	[illegible]
Codetour	380	[illegible]
Conflandey #	200	[illegible]
C.A. Hte Normandie	343	[illegible]
C.A. Paris IDF	890	[illegible]
C.A.Ille & Vilaine	310	[illegible]
C.A.Loire Atl.# Ns	318	[illegible]
C.A.Pas de Calais	565	[illegible]
C.A.du Nord#(Li)	513	[illegible]

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 23 DÉCEMBRE

MARCHÉ LIBRE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
MERCREDI 23 DÉCEMBRE

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 22 décembre

SCIENCES En France, chaque année, environ 3,5 millions d'animaux meurent pour la science. ● **SI LES LOIS**, dans les pays développés, ont précisé les conditions dans lesquelles peut être pratiquée l'expérimentation animale, elles ne l'ont pas supprimée pour autant. ● **GRÂCE AUX PROGRÈS** de la biologie moléculaire et de l'informatique, le nombre d'animaux utilisés en laboratoire a néanmoins diminué de près de 50 % en vingt ans. Des méthodes alternatives ont vu le jour, parmi lesquelles la culture de cellules ou de tissus *in vitro*. ● **LE MODÈLE ANIMAL** reste cependant indispensable à la mise au point de nombreux traitements et diagnostics. Et les souris génétiquement modifiées, qui permettent d'étudier la localisation et la fonction des gènes impliqués dans des maladies héréditaires humaines, représentent un secteur de recherche en pleine expansion.

Les opposants à l'expérimentation animale se radicalisent

Grève de la faim en Grande-Bretagne, manifestations en Allemagne, l'utilisation des animaux pour la recherche suscite de plus en plus de réticences en Europe. La culture de cellules et les modèles informatiques sont des solutions de remplacement intéressantes, sauf en génétique

LUNDI 14 DÉCEMBRE, Barry Horne arrêtait sa grève de la faim, commencée soixante-huit jours plus tôt, sans avoir obtenu gain de cause de la part du gouvernement britannique. Ce citoyen de quarante-six ans, qui purge une peine de prison de dix-huit ans pour plusieurs attentats à la bombe incendiaire commis en 1994, demandait la constitution d'une Commission royale sur l'expérimentation animale (promise par le Parti travailliste avant son arrivée au pouvoir). Il est membre du virulent Animal Liberation Front (ALF), association d'antivivisectionnistes dont les

nature
le Monde
EL PAIS

chefs de file menaçaient purement et simplement, début décembre, de tuer dix chercheurs et éleveurs britanniques au cas où Barry Horne mourrait en cours de mission.

Vivisection ? Dans son sens strict (section du corps vivant), le mot désigne l'opération chirurgicale d'un animal conscient, non anesthésié. Dans la pratique, ce type d'expériences est interdit de nos jours, et toutes les manipulations de vertébrés impliquant un acte chirurgical doivent avoir lieu sur des animaux anesthésiés. Mais le mot est resté. Opération pratiquée *« à titre d'expérience sur les animaux vivants »* (Petit Robert) ou *« sur un animal vivant pour l'étude de phénomènes physiologiques »* (Petit Larousse), la vivisection est devenue synonyme d'expérimentation animale. La charge émotionnelle en plus.

L'expérimentation sur les animaux vivants remonte à l'Antiquité, mais son usage ne se répand véritablement qu'au XIX[e] siècle, avec le développement de la biologie expérimentale. Pour Claude Bernard et ses élèves, la biologie moderne repose obligatoirement sur des *« vivisections zoologiques »*. Il s'ensuit rapidement la création des premières sociétés pour la protection des animaux, et une montée des mouvements antivivisectionnistes dont la violence aboutit, dès la fin du siècle et dans divers pays d'Europe, à réglementer plus précisément l'exercice de l'expérimentation animale. *« Ces lois autorisent plusieurs utilisations de l'animal, notamment l'expérimentation sur des animaux vivants, mais les assujettissent à des restrictions telles que l'homme ne peut plus faire "n'importe quoi", comme c'était théoriquement possible dans les siècles précédents. Il s'agit là d'un premier passage du respect de l'animal par le droit et la loi »*, résume Georges Chapouthier, neurobiologiste (CNRS-Paris-V).

Pour ce spécialiste, auteur de plusieurs ouvrages sur le droit de l'animal, la prise en compte croissante des animaux à la fin du siècle dernier s'explique par les progrès mêmes de la biologie. *« Le développement de l'anatomie comparée puis de la physiologie comparée montraient clairement que l'homme occupait dans le monde une place définie à proximité des grands singes, dont il ne se distinguait guère sur le plan strictement biologique »*, précise-t-il. Avec la théorie de l'évolution, le lien se renforçait encore. L'homme devenait à la fois cousin et ancêtre de l'homme, et son utilisation abusive prenait une tout autre signification.

Un siècle plus tard, les associations de défense des animaux aidant, les lois des pays développés ont considérablement accru les droits de « nos amis les bêtes ». Ou, du moins, les devoirs de l'homme vis-à-vis d'eux. En France, à la loi de 1963 relative à la protection des animaux utilisés pour l'expérimentation s'est ajoutée en 1976 la loi sur la protection de la nature, qui donne aux animaux le statut d'*« êtres sensibles »*, qu'il convient de protéger pour eux-mêmes. Une dizaine d'années encore, et c'est le décret de 1987 (complété en 1988 par trois arrêtés interministériels) qui précise les conditions réglementaires dans lesquelles peut être pratiquée, en laboratoire, l'expérimentation animale. En 1992, enfin, Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, annonce une nouvelle série de mesures. Parmi elles : l'obligation pour les laboratoires d'utiliser des animaux provenant exclusivement d'élevages spécialisés, et la mise en conformité des animaleries avec la réglementation.



VINCENT SARDON

Ces mesures de bon sens ont-elles contribué à apaiser les esprits ? Les adversaires de la vivisection ont-ils été sensibles aux résultats de l'enquête nationale menée en 1990 par le ministère de la recherche sur *« l'utilisation d'animaux vertébrés à des fins expérimentales »* dans les laboratoires publics et privés, qui faisait apparaître, comparée à une étude précédente datant de 1984, une diminution de 25 % du nombre d'animaux morts pour la science (3 645 708 en 1990, dont 94 % de rongeurs) ? Ont-ils lu le *Livre blanc sur l'expérimentation animale*, publié en 1995, dans un louable souci de transparence, par le CNRS et l'Inserm, avec l'objectif de montrer *« pourquoi l'expérimentation animale est indispensable et à quel moment elle peut cesser de l'être pour céder la place aux approches in vitro ou aux essais cliniques »* ? Toujours est-il que les militants de la protection animale se sont faits en France, ces derniers temps, relativement discrets. Ce n'est pas le cas, on l'a vu, en Grande-Bretagne. Et moins encore en Allemagne.

> L'expérimentation sur les animaux vivants remonte à l'Antiquité, mais son usage ne se répand véritablement qu'au XIX[e] siècle, avec le développement de la biologie

Dans ce dernier pays, qui bénéficie dans ce domaine de la réglementation la plus stricte de l'Union européenne, les associations de défense réclament une mise au ban pure et simple de la recherche sur l'animal. Il y a quelques semaines, de violentes protestations ont ainsi accompagné la remise d'un prix prestigieux à Wolf Singer, directeur à Francfort du Max-Planck Institute, pour la recherche sur le cerveau. Le neurobiologiste, qui étudie les propriétés électriques du cerveau des primates dans le but de mieux comprendre certaines affections cérébrales (telles la schizophrénie ou la maladie d'Alzheimer), a déjà reçu plusieurs menaces de mort. Il fut d'ailleurs placé sous protection policière durant toute la cérémonie. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Au point que de nombreux experts redoutent que l'Allemagne ne prenne un vrai retard en matière de recherche biomédicale, si la réglementation nationale devient, comme il en est question, plus sévère encore en matière d'expérimentation animale.

Catherine Vincent

Le bien-être animal passe par l'amélioration des relations sociales

SI LES DROITS de l'animal restent pour partie un slogan moral, une générosité philosophique plutôt qu'une réalité passée dans les lois, la notion de « bien-être » des animaux d'élevage, elle, connaît depuis quelque temps la faveur des experts. Et pour cause : qui dit animal heureux laisse entendre meilleur lait, viande de plus belle qualité, laine plus douce et mieux fournie. Au-delà des considérations éthiques, il en va donc du propre intérêt de l'homme. Au point qu'un colloque tout entier fut consacré il y a deux ans, sous l'égide de l'Institut national pour la recherche agronomique (INRA), à ce thème de recherche.

« D'une notion restrictive – supprimer le mal-être des animaux –, on est passé à une appréciation plus positive touchant à leur confort », résume Dominique Vermersch (INRA-Rennes). Pour améliorer celui-ci, il existe des recettes simples (meilleures conditions d'hébergement et d'environnement, modalités d'alimentation, soins, hygiène, etc.). Mais d'autres, plus subtilement fondées sur les liens sociaux que nouent les animaux entre eux, sont tout aussi essentielles. *« Dans toute recherche visant à améliorer le bien-être des animaux, il est impératif de mieux comprendre comment s'établissent les relations privilégiées, souvent hautement sélectives, de l'animal avec son univers social »*, explique Raymond Nowak (Laboratoire de comportement animal, INRA-Tours-Nouzilly). Ainsi, *« le développement d'un comportement maternel adapté détermine pour beaucoup les chances de survie du nouveau-né, en particulier chez les mammifères vivant en plein air (porc, mouton) et ceux ayant des tailles de portée importantes (lapin) »*. Chez les ovins, la brebis développe dans les heures qui suivent la parturition un lien sélectif très fort avec son petit. Ce qui non seulement empêche toute possibilité d'adoption, mais entraîne également des problèmes d'adaptation à la traite chez la brebis allaitante.

D'abord dépendant de sa mère, puis d'amitiés plus ou moins particulières, l'animal domestique sera également impliqué dans des liens *« hétérospécifiques »*, en particulier avec l'homme. Il lui faudra, surtout, apprendre à vivre avec ses congénères. Dans des conditions qui ne lui conviennent pas toujours.

« Dans les systèmes d'élevage actuels, les capacités des animaux à vivre en groupe sont de plus en plus sollicitées en raison de l'augmentation de la taille des troupeaux », précise Alain Boissy (Laboratoire d'adaptation des herbivores au milieu, INRA). Les animaux dominés gérant leurs phases de repos et d'alimentation en fonction de l'activité des dominants, il se développe chez les premiers, lorsque les éleveurs réorganisent trop souvent l'agencement des troupeaux, *« un véritable état chronique de stress »*. De même, que ce soit chez la brebis ou la vache, la séparation de l'herbivore de son groupe provoque à elle seule des réactions d'angoisse que la simple remise en présence de congénères suffit le plus souvent à apaiser. L'animal d'élevage, lui aussi, est un animal social. Il était temps que l'homme s'en aperçoive.

C. V.

Des alternatives très performantes mais difficilement généralisables

LA LISTE est longue des découvertes biomédicales pour lesquelles l'expérimentation animale a joué un rôle-clé. Les deux tiers de tous les prix Nobel décernés en médecine depuis le début du siècle y étaient favorables, soulignent ceux qui, dans ce débat passionné, sont partisans de telles expériences. Mais la science a évolué depuis l'époque où Pasteur vaccinait poulets et lapins contre le choléra en les nourrissant du contenu des intestins de leurs congénères morts de la maladie. Grâce à la révolution moléculaire et informatique, l'expérimentation animale a diminué de près de 50 % en vingt ans. Elle représente aujourd'hui moins de 10 % de l'ensemble de la recherche médicale.

Cela ne signifie pas, pour autant, qu'il existe – ou existera – des alternatives à toutes les utilisations de l'animal dans la recherche scientifique. A l'heure actuelle, la France – qui se singularise par son silence sur cette question brûlante dans d'autres pays – utilise environ 3,5 millions d'animaux par an pour la recherche. Plus que tout autre pays de l'Union européenne. Comme partout, la grande majorité de ces animaux est composée de souris et de rats, avec moins de 10 % de lapins, poissons, reptiles, amphibiens, oiseaux, animaux de ferme, chats, chiens et – très rarement – de primates.

La recherche cosmétique n'emploie que 0,1 % de ce contingent. La plus grande partie – soit 45 % – est utilisée pour la mise au point de traitements et des diagnostics, les tests de toxicité pour leur validation et, plus récemment, la fabrication de produits nouveaux dans le domaine de la chirurgie humaine et vétérinaire. La recherche scientifique fondamentale (celle qui travaille sans visées thérapeutiques, dans le seul but d'élargir les connaissances) se place en second, en employant un tiers environ de ces animaux. Le pourcentage restant sert aux tests de sécurité des produits non médicaux – équipement ménager, test de substances chimiques industrielles et agricoles – ou à la procréation d'autres animaux.

SPHÉROÏDES HUMAINS

Depuis une vingtaine d'années, la technologie moderne a trouvé, pour les remplacer, des solutions qui – au-delà de l'éthique – sont souvent plus rapides, meilleur marché et plus efficaces au plan scientifique. La première est, sans aucun doute, la culture tissulaire. Elle consiste, sur le fond, à conserver des cellules ou des fragments d'organes vivants *in vitro* (hors de l'organisme). Ces cultures de cellules humaines ou animales peuvent ensuite être utilisées à l'observation du comportement des tissus en situation normale ou face à des produits toxiques. C'est ainsi que les cultures de sphéroïdes (agrégats de cellules ressemblant aux organes) humains du foie et du cerveau sont aujourd'hui largement utilisées pour les tests de toxicité aux premiers stades de la conception d'un médicament. *« Après l'investissement de départ, cela coûte 90 % moins cher que des tests sur l'animal. Les tests étant réalisés sur des cellules humaines, ils ont, de surcroît, une valeur prédictive plus fiable »*, indique Chris Atterwill, responsable de la sécurité du médicament préclinique chez Roche Discovery, à Welwyn (Grande-Bretagne).

L'autre solution de rechange est le modèle moléculaire informatique, qui est devenu la pierre angulaire d'une conception rationnelle du médicament. Il permet de trier rapidement, parmi différentes molécules possibles, laquelle est la mieux adaptée à l'objectif qu'on s'est fixé. Indirectement, les banques de données, facilement accessibles sur CD-ROM et par le réseau Internet, permettent aussi de réduire les expérimentations animales en évitant les doublons, grâce au regroupement des données.

GÉNIE GÉNÉTIQUE

Mais, parallèlement à cette tendance générale à la baisse, subsistent deux secteurs en expansion touchant, l'un et l'autre, au génie génétique. Le premier concerne l'utilisation d'animaux transgéniques clonés, chez lesquels les gènes d'une autre espèce – humaine le plus souvent – ont été introduits pour les amener à secréter des produits « biopharmaceutiques » comme l'insuline, les anticorps monoclonaux (actuellement interdits dans plusieurs pays membres de l'Union européenne, mais pas en France), l'hormone de croissance, des vaccins et même, de plus en plus, des tissus et des organes pour la xénotransplantation en chirurgie. Si ces « bioréacteurs » animaux représentent déjà 13 % de tous les animaux de laboratoire, leur utilisation fait l'objet d'une préoccupation croissante dans l'opinion publique. *« D'après une enquête de la Commission européenne menée en 1996, les gens jugent cette technologie à la fois dangereuse et moralement condamnable »*, indique Gill Langley, conseil scientifique à la Hadwen Trust, une fondation charitable qui finance la recherche alternative au Royaume-Uni. Le développement de la production de protéines thérapeutiques par des plantes et des bactéries pourrait réduire le recours à la biopharmaceutique animale. Mais cette perspective semble moins vraisemblable pour les xénotransplantations.

Le second secteur en expansion est celui des animaux génétiquement modifiés dans le but d'étudier le rôle des gènes et (ou) de servir à des modèles de maladies. Cette technologie a permis des progrès considérables dans notre compréhension de la génétique. *« Sans ces expériences, nous ne comprendrons jamais le génome humain »*, estime l'oncologiste Terry Hamblin, de l'université de Southampton, membre du conseil de la Research Defence Society au Royaume-Uni. Certains défenseurs des animaux sont sceptiques : *« Nombre de ces modèles ne se justifient pas »*, proteste Caren Broadhead, du Fund for Research into Development of Alternatives, dont le siège est au Royaume-Uni.

Il y aura toujours conflit entre le bénéfice humain et le coût animal. Mais *« notre société a le devoir de s'assurer que le progrès justifie la souffrance »*, estime, pour sa part, Michael Balls, chef d'unité au Centre de validation des méthodes alternatives de la Commission européenne à Milan. Un point de vue qui semble utopique à bien des chercheurs. *« Personne ne sait à quoi aboutira une recherche qui peut paraître aller nulle part aujourd'hui »*, souligne Terry Hamblin. Frankie Trull, président de la Foundation for Biomedical Research, qui, aux Etats-Unis, prône une recherche animale responsable, l'approuve : *« Le principe de la recherche est la quête du savoir pour le savoir. »* Selon elle, *« la recherche animale restera capitale »*. Dans un avenir immédiat, tout au moins.

Sara Abdulla

★ **Page réalisée par les rédactions du *Monde*, d'*El País* et de la revue scientifique internationale *Nature*. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize**

Garry Kasparov en quête de jeu

Le numéro un mondial des échecs veut affronter en 1999 son dauphin, l'Indien Anand

IL EST EN QUÊTE. De jeu et de vérité – « sa » vérité, diront ses détracteurs. Il sait que ses années les plus flamboyantes sont derrière lui. Il est arrivé au sommet et fera tout pour ne pas dévaler trop tôt la pente dans l'autre sens. Il affiche une indestructible confiance en lui, qui confine à la suffisance. Il est champion du monde du jeu des rois. Il a l'un des regards les plus étranges qui se puissent trouver sur cette planète. Il est le meilleur joueur d'échecs de tous les temps. Seule une machine a pu le battre. On l'a lui-même surnommé « The Machine », qualifié de *« monstre aux cent yeux qui voit tout »*. Il est seul contre tous, et cela lui plaît. Il sait qu'il sera battu un jour, il sait qu'il n'est respecté que parce qu'il est le numéro un. Son titre est son assurance-vie. Comme certains monarques, il parle souvent de lui à la troisième personne. Il est *« Kasparov »*.

Il est en quête, ce perpétuel globe-trotter, VRP des échecs, sautant d'un avion à l'autre comme un cavalier se jouant des barricades et des frontières sur ce gigantesque échiquier qu'est la Terre. Un jour à Buenos Aires, le lendemain à Londres, lundi 21 décembre à Paris pour la présentation d'un accord avec la société française de jeux vidéo Titus. Déjà éditeur du logiciel Virtual Chess, double champion du monde des programmes d'échecs professionnels, Titus compte sortir d'ici un an à dix-huit mois un « simulateur » d'échecs dans lequel le rôle de professeur serait tenu par un Kasparov virtuel.

Le Kasparov en chair et en os est bien là. Son show semble ne jamais vouloir s'achever. Dans cette allée de la somnolente Bourse de Paris, un petit cercle écoute en silence le grand maître charismatique débiter au co-créateur de Virtual Chess, Marc-François Baudot, les coups qu'il a joués contre lui lors d'une simultanée disputée il y a... une dizaine d'années. Et le Russe d'enchaîner sur quelques tests à effectuer sur le futur logiciel de Titus. Quelques considérations sur la richesse des fins de partie, la résolution ou non par l'ordinateur de toutes les finales avec sept pièces... Cet homme ne s'arrête que pour dormir et, là, promis, il ne rêve pas d'échecs.

PAS DE MATCH AVEC KARPOV

Autre promesse, cette fois en direction de ses fans et de ses ennemis. Si 1998 l'a peu vu devant un échiquier, il occupera le devant de la scène en 1999. Le public exige de celui qui ne fait plus partie d'aucune structure officielle un championnat du monde ? *« Il y a entre 75 % et 90 % de chances qu'un match ait lieu en 1999 »*, rétorque-t-il. La proposition qu'a avancée Bessel Kok, le président de la compagnie des téléphones tchèques, de lui faire rencontrer le vainqueur du championnat du monde de la Fédération internationale d'échecs (FIDE), pour la somme de 3 millions de dollars (près de 17 millions de francs), *« reste sur la table. Mais, à mon avis, la grande question c'est : est-ce que la FIDE va faire son championnat du monde, et quand, et où ? Jusqu'ici, ce n'est absolument pas clair et, en l'absence de champion du monde FIDE, le match prévu par Bessel Kok ne pourra pas avoir lieu. »*

Quant à affronter l'actuel tenant du titre FIDE, son compatriote Anatoli Karpov, Kasparov n'y songe même pas. *« Je doute vraiment beaucoup que quiconque mettra de l'argent pour le voir jouer,* lance-t-il. *On attend un vrai challenger, et, tant pour le monde des échecs que pour les sponsors éventuels, Karpov manque trop de crédibilité. Si vous en parlez à d'autres joueurs d'échecs, ils en riront. »*

Garry Kasparov garde en travers de la gorge sa défaite de 1997 contre Deep Blue.

SIPA PRESS

En revanche, une rencontre avec le numéro deux mondial, l'Indien Viswanathan Anand, qu'il a déjà battu assez facilement en 1995, mais qui vient d'effectuer une saison 1998 remarquable, sied assez au roi des échecs, qui tire sa légitimité de son seul titre. *« Anand est un candidat sérieux. Beaucoup de gens diront qu'il n'y a pas eu de procédure de sélection démocratique. Je ne rejette pas cet argument, mais, d'un autre côté, un match contre Anand obtiendra facilement des sponsors,* affirme Kasparov, qui est aussi un homme d'affaires millionnaire. *Et ses résultats des deux dernières années lui valent absolument le droit de me défier pour le titre. Ce sera pour le public la garantie d'assister à un véritable événement, qui sera vu comme un match de championnat du monde entre le numéro un et le numéro deux. Anand n'a encore rien fait savoir, car cette idée n'a que quelques jours, mais, si nous nous entendons, le match pourrait avoir lieu à l'automne prochain. »*

Passer par dessus la tête de la FIDE, une organisation qu'il a quittée avec fracas en 1993, ne dérange guère Garry Kasparov, qui n'a aucune estime pour elle et son président, le très contesté Kirsan Ilioumjinov, par ailleurs président de la république russe de Kalmoukie. *« C'est un des plus beaux exemples d'homme politique russe corrompu,* assène l'attaquant sans pitié qu'est le champion du monde. *On peut être désolé que cet homme dirige la FIDE, mais, après tout, c'était le choix des délégués... Il a simplement acheté la FIDE et prouvé que les principes des fédérations d'échecs occidentales dépendent directement de la quantité de vodka et de caviar qu'on leur offre. Il a bâti en Kalmoukie un état offshore, où les compagnies russes peuvent s'établir pour ne pas payer d'impôts, ce qui lui garantit des revenus très stables. Il contrôle tout le budget de sa république, qui va dans les sociétés privées qu'il détient. »*

L'ÉCHIQUIER À L'ÉCOLE

« Je n'invente rien, je ne fais que citer la presse russe. Je dois reconnaître qu'Ilioumjinov a effectué un excellent investissement en achetant la FIDE, une organisation internationale qui a son quartier général à Lausanne et un compte en banque qui ne peut être atteint par aucune enquête émanant de la justice russe... », accuse-t-il encore.

Avec le temps, l'« Ogre de Bakou » n'a rien perdu de son mordant et, même s'il reconnaît ne plus avoir la même détermination qu'autrefois, il est prêt à faire un carnage dans les deux très forts tournois auxquels il va participer au cours des deux prochains mois, Wijk ann Zee (Pays-Bas) et Linarès (Espagne). Cette magnifique machine à gagner, ce guerrier, tel qu'il aimait à se définir, commence cependant à ranger les armes. Père de deux enfants, il soutient plusieurs programmes visant à instituer les échecs comme matière obligatoire à l'école. *« J'espère que l'héritage que je laisserai aux échecs sera d'avoir aidé ce jeu à pénétrer dans les programmes scolaires. Les échecs aident les enfants à améliorer leurs résultats : ils développent les qualités de logique, l'autodiscipline, le sens des responsabilités, la créativité... »* La quête ininterrompue de Garry Kasparov a infléchi son cours. A l'insatiable volonté de tout gagner s'est substituée une part de sagesse.



Pierre Barthélémy

La défaite contre Deep Blue, une « non-histoire »

« Pour moi,* assure Garry Kasparov, *ma défaite de 1997 contre Deep Blue est de l'histoire ancienne. Pour les échecs, c'est une non-histoire. La raison ? On a refusé de me transmettre les données de l'ordinateur, ce qui prouve que la valeur de ce match est nulle. On ne peut tirer aucune conclusion de cette expérience scientifique à partir du moment où les données scientifiques ne sont pas révélées. Il faudra que, lors des prochains évènements de ce genre, le constructeur donne libre accès à ces données. Malheureusement, Deep Blue a été démantelé, aucun autre constructeur ne s'investit dans ce domaine et il est également impossible à tout journaliste d'enquêter. Il est impossible de vérifier que la machine a joué seule, qu'il n'y a pas eu d'interférence humaine. »

Accusant IBM d'avoir triché d'une façon ou d'une autre, le champion du monde russe met notamment en cause la deuxième et la cinquième partie du match (qui en a compté six au total) où – paranoïa ou sixième sens ? – il a repéré des coups « bizarres », qu'aucun des ordinateurs qu'il a testés par la suite n'a rejoués. IBM, qui a réalisé un énorme coup publicitaire avec la complicité involontaire de Kasparov, n'a, selon ce dernier, *« aucun intérêt à refaire un match : elle aurait tout à perdre »*.



Biographie

● **13 avril 1963.** Naissance, à Bakou (Azerbaïdjan), de Garry Weinstein, d'un père juif et d'une mère arménienne.
● **1969.** Il apprend les échecs peu avant son sixième anniversaire.
● **1970.** Décès de son père.
● **1973.** Il rejoint les rangs de l'école d'échecs dirigée par l'ancien champion du monde soviétique Mikhaïl Botvinnik.
● **1975.** Sa famille décide qu'il prendra le nom de jeune fille – russifié – de sa mère. Il devient Garry Kasparov.
● **1976-1977.** Champion d'URSS juniors deux années consécutives.
● **1979.** Il remporte son premier tournoi de grands maîtres.
● **1980.** Il remporte le championnat du monde juniors et obtient le titre de grand maître international.
● **1981.** Champion d'URSS (il le sera à nouveau en 1988).
● **1984-1985.** Il dispute son premier match de championnat du monde contre le tenant du titre, Anatoli Karpov, le vainqueur étant le premier à remporter six parties. Kasparov est vite mené 5 points à 0. Mais les choses s'éternisent et, au bout de quarante-huit parties, alors que Karpov est en train d'être remonté au score (5-3), le président de la Fédération internationale des échecs, le Philippin Florencio Campomanes, sous l'influence du ministère des sports soviétiques, interrompt le match. Celui-ci reprend à zéro quelques mois plus tard et, le 9 novembre 1985, Garry Kasparov devient le treizième champion du monde de l'histoire des échecs en battant Karpov par 13 points à 11.
● **1986-1995.** Par cinq fois il défend victorieusement son titre : en 1986, 1987 et 1990 contre Karpov, en 1993 contre le Britannique Nigel Short et en 1995 contre l'Indien Viswanathan Anand. En 1993, il a quitté la FIDE pour créer sa propre fédération, la Professional Chess Association, qui ne survivra pas au départ de son principal sponsor, Intel.
● **1996-1997.** Deux matches (une victoire, une défaite) contre le superordinateur d'IBM Deep Blue.

Petr Korda contrôlé positif à la nandrolone à Wimbledon

LA COMMISSION D'APPEL de la Fédération internationale de tennis (ITF) a sanctionné Petr Korda, mardi 22 décembre, en lui retirant les 99 points et les 94 529 dollars (près de 600 000 francs) gagnés grâce à son quart de finale à Wimbledon, où le joueur a été contrôlé positif à la nandrolone, un stéroïde anabolisant. L'ITF ne retiendra pas d'autres sanctions, car elle a admis que Petr Korda *« ne savait pas qu'il avait pris ou qu'il lui avait été administré cette substance interdite »*. Le champion des Internationaux d'Australie avait été informé en août et a fait appel. Très souvent blessé au cours de sa carrière, le gaucher tchèque avait obtenu la consécration à trente ans, en janvier 1998, en gagnant son premier tournoi du Grand Chelem à Melbourne. A Melbourne, un porte-parole du comité d'organisation des Internationaux d'Australie a annoncé que Petr Korda, qui avait été testé négatif après sa finale 1998, était bien inscrit au tableau de l'édition 1999, qui se disputera du 18 au 31 janvier. Après quelques supensions pour usage de cannabis et de cocaïne, ce cas de dopage est le premier aux anabolisant connu dans le tennis.

DÉPÊCHES

■ **DOPAGE : le Sénat a adopté,** mardi 22 décembre, à l'unanimité, en seconde lecture, le projet de loi relatif à la lutte contre le dopage en apportant plusieurs amendements au projet adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, notamment dans les domaines de *« l'alerte médicale »*, de l'extension de la fouille dans les véhicules et de l'octroi aux fédérations sportives du droit de prononcer des injonctions de soins à titre de peine disciplinaire. Le texte reviendra devant l'Assemblée le 28 janvier.

■ **FOOTBALL : Laurent Perpère, le nouveau président délégué du Paris-Saint-Germain** (*Le Monde* du 23 décembre), a assuré, mardi 22 décembre, quelques instants après sa nomination, qu'il n'y a *« aucune inquiétude pour les comptes du PSG »*. Par ailleurs, Jean-Luc Lamarche, qui a annoncé jeudi son intention de démissionner du poste de directeur sportif du RC Lens, pourrait rejoindre le club parisien, où il occuperait les mêmes fonctions.

■ **La police polonaise** a arrêté, mardi 22 décembre, à Cracovie, un supporteur, Pawel Michalski, alias « Misiek » (Nounours), dix-neuf ans, soupçonné d'avoir blessé à la tête le joueur italien de Parme Dino Baggio en lui lançant un couteau lors d'un match de Coupe de l'UEFA entre le club italien et le Wisla Cracovie (1-1), le 20 octobre (*Le Monde* du 23 octobre).

La course autour du monde à la voile va de tempête en cyclone

VOILE

« SOYEZ SYMPAS les gars, mettez-nous un peu de lumière au bout de ce tunnel, ce serait un joli cadeau de Noël. » Cette pointe d'humour sans doute un peu effrayée de Brad Van Liew, skipper de *Balance-Bar*, résume l'état d'esprit qui sévissait sur la flotte de la course autour du monde à la voile baptisée Around Alone, mardi 22 décembre, lors de la deuxième étape de cette solitaire avec escales entre Le Cap (Afrique du Sud) et Auckland (Nouvelle-Zélande). Des vacations radio ou des messages sur Internet parviennent des paroles impressionnées de marins sur le qui-vive qui se battent dans une immense tourmente. Dans cette partie-là de la planète, ils s'attendaient à du « gros », mais pas à du « monstrueux ».

C'est l'arrière de la flotte qui « déguste » un grain aux allures de cyclone. Les navigateurs doivent conjuguer avec des vents de plus de 60 nœuds et les festivités qui vont avec : vagues en forme de montagnes russes et bourrasques capricieuses ou caractérielles. La première « victime » est George Stricker sur le Class II *Rapscallion-III*. Le sexagénaire américaine, qui était reparti pour la troisième fois du Cap après plusieurs avaries, a abandonné après avoir cassé son vit-de-mulet, pièce qui articule la bôme au mât : *« Cette course n'est pas pour moi »*, a-t-il indiqué en guise d'au-revoir.

Jean-Pierre Mouligné, en tête des Class II, a confirmé la difficulté du moment sans dramatiser : *« C'est inconfortable et stressant, mais la mer est grosse, pas dangereuse,* a-t-il écrit, mardi. *Une vague, et tout s'envole. »* Il faut ranger tout en restant constamment aux aguets. Jean-Pierre Mouligné passe sa vie dans ses vêtements de gros temps et finalement apprécie le grain qui lui permet de distancer Michael Garside, le deuxième, de près de 150 milles : *« Mon bateau a l'air plus vite que* Magellan-Alpha. *Tout va bien. »* Mardi, il pointait à un peu moins de 3 000 milles de l'arrivée.

A moins de 2 000 milles du dénouement, la tête de la course n'est pas non plus épargnée par des tempêtes moins énormes, mais tout aussi éprouvantes pour les organismes. Marc Thiercelin, troisième sur *Somewhere*, a raconté avoir dégringolé une vague de 18 mètres : *« A chaque surf sur les vagues, je me demande si ça va passer, ça cogne de partout,* a expliqué le skipper. *Je vais lever le pied. Je veux arriver entier à Auckland. »* Une question de survie.

En tête sur *Fila*, Giovanni Soldini rencontre aussi la tempête, mais avec cette volonté qui l'habite depuis le départ du Cap. L'Italien ne semble pas vouloir ménager son monocoque, qui poursuit sa route en tête avec une belle cadence. Il dort par quarts d'heure, histoire de ne rien rater, et barre beaucoup. Il déplore trois lattes de grand-voile cassées, pas de quoi, pour l'heure, troubler son sillage parfait. L'Italien a un peu plus de 150 milles d'avance sur Mike Golding (*Team-Group 4*), vainqueur de la première étape entre Charleston et Le Cap.

UN NOËL MOUVEMENTÉ

Isabelle Autissier, elle, remonte vers le nord. Depuis lundi elle a décidé de ramener son *PRB* à Hobart, en Tasmanie, pour réparer le rail de sa grand-voile, pièce maîtresse dans le maniement de la toile. Piètre consolation, la Rochelaise négocie des vents beaucoup plus maniables de 30 à 35 nœuds : *« J'avance à plus de 23 nœuds. Il faut que je profite de ce front pour éviter de me retrouver jeudi au sud de la Tasmanie avec la prochaine tempête qui arrive. »* Elle doit en effet descendre au-dessous de 44 degrés sud, là où les dépressions ont le plus de force. L'idéal dans ce détour obligé serait d'arriver dans la baie de l'Aventure le jour de Noël.

Avec des techniciens dépêchés sur place, Isabelle Autissier commencera alors une course contre la montre pour limiter son retard à Auckland. Elle espère une escale ne dépassant pas la journée. *« J'aurai trois à cinq jours de retard,* déplore-t-elle. *Ce sera difficile de gagner l'épreuve. Mais nous n'en sommes qu'à la moitié de l'Around Alone. Soldini avait près de trois jours de retard sur Golding lorsqu'il est arrivé au Cap au terme de la première étape. »*

Pendant qu'Isabelle Autissier rongera son frein à terre, le trio de tête n'aura pas non plus le temps de célébrer la nativité. Une tempête aussi puissante que celle qui a touché la queue de la flotte s'annonce en rouge sur les écrans météorologiques.

Au menu du réveillon, un front « monstre » encore une fois, venu d'Afrique du Sud avec des vents de plus de 60 nœuds pimentés de deux fronts déboulant de l'Australie de l'Ouest. Les organisateurs de la course ont appelé les skippers à la plus grande prudence. La marine australienne est en état d'alerte depuis une semaine.

Bénédicte Mathieu

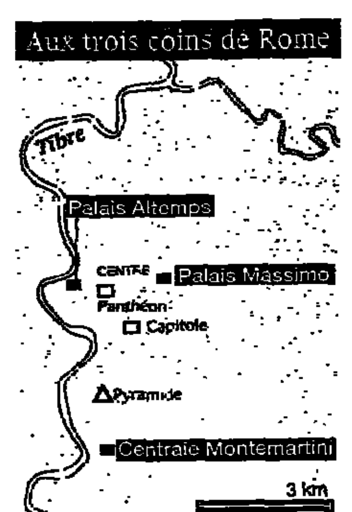
Palais, usines et marbres romains

La statuaire antique est partout à Rome, dans les rues, au fond d'édifices splendides ou anodins, et même dans une centrale électrique

ROME
de notre envoyé spécial

« Etes-vous allé à Montemartini ? – Non, qu'est-ce ? – Je vais vous le dire. Courez-y ! » Au lieu de nous vanter ses collections parmi les plus riches de la Ville éternelle, l'amie conservatrice d'une galerie romaine nous expédie ailleurs...

En descendant du métro à Garbatella, au-delà de la pyramide de Celsius, nous tombons dans un quartier peu avenant, ni centre *ni banlieue, accablé de* graffitis du type *« Centre social = piraterie ! »*, *« Libérez les drogues ! »*, strié de vieilles usines. Sur la façade d'un bâtiment *jaunasse*, une plaque oubliée rappelle que là les apôtres Pierre et Paul se séparèrent avant de se lancer à l'assaut du paganisme. Dans la cour, derrière un bouquet de palmiers, se cache cependant une magnifique manufacture Belle Epoque, toute reblanchie de frais. Pour les amateurs d'antiques, c'est depuis quelques mois le *nec plus ultra*, loin du cœur vivant, chic et ancien de la capitale italienne.



JUBILÉ DE L'AN 2000

La centrale thermo-électrique communale de la route d'Ostie aurait pu être rasée ou refaite. On a préféré, sans retirer aucune machine, tuyau ou réservoir, aussi énormes soient-ils – comme si on avait laissé les locomotives dans la gare d'Orsay devenue musée à Paris –, y amener du Capitole, Hercule, Icare, Priape, Agrippine, Septime Sévère, Caracalla ou tel sénateur, athlète ou *dame ptolémaïque* aux noms perdus. Tous figés depuis deux millénaires dans les plus purs marbres blancs – sauf la mère de Néron, en *basanite*, noire bien sûr. Noires également les géantes cuves et chaudières en fonte où se fabriquait la lumière de Rome sous Mussolini, et le long desquelles s'alignent désormais dieux, hommes et animaux qu'illuminèrent les torches de l'Antiquité. Le télescopage muséographique, *historique, artistique*, psychologique est total. Le succès aussi. Préparée pour le jubilé de l'an 2000, cette exposition provisoire a bien des chances de s'éterniser...

Autre cadeau du bi-millénaire chrétien, cette fois près de la place Navone et de Saint-Louis des Français, en plein milieu de *la Rome habituelle, le palais Re*naissance, sinon construit du moins rendu fameux dès cette époque par le cardinal Altemps et son fils Roberto, édifice déjà *ouvert à 75 % au public. Avec* ses fresques de Romanelli, son trompe-l'œil d'argenterie daté 1477, sa chapelle hyperdécorée et dorée, son belvédère surmonté du bouquetin cardinalice aux cornes et testicules demesurés.

Avec aussi divers fantômes, outre ceux de la curieuse famille *Altemps : Melchior de Polignac*, qui en ces murs représenta fastueusement la France de Louis XV ; le poète Gabriele d'Annunzio, qui y résida ; Al*phonse XIII puis Franco, qui y* visitèrent un collège espagnol abrité là par le Vatican, alors propriétaire des lieux. Avec enfin quelques-uns des chefs-d'œuvre insignes des collections nationales italiennes d'antiquités, provenant notamment des fonds Boncompagni-Ludovisi, Matteï, Altemps : des trésors que l'Europe entière guigna, de Colbert à Napoléon, des tsars de Russie aux rois de Danemark mais qui, par *miracle*, restèrent ici pour une bonne part.

LA COMPAGNIE DE JÉSUS

Par exemple, le *« trône Ludovisi »*, unique au monde avec son rival le *« trône de Boston »*, original hellène du Ve siècle avant J.-C. Ce fauteuil de marbre sur lequel se meuvent cinq femmes, *dont la déesse, avec des gestes* qu'imita sans vergogne l'Art déco, serait en fait une balustrade derrière laquelle se célébrait le mystère de la naissance d'Aphrodite *alias* Vénus, dans les vagues chypriotes. Autre groupe monumental, très regardé par les visiteurs français, le cru et cruel *Suicide du Gaulois*, pendant du *Gaulois mourant*, exposé hélas ! séparément au Musée capitolin : deux copies réalisées pour Jules César, vainqueur de nos ancêtres, à l'image des *originaux grecs sculptés pour* Attale de Pergame après sa victoire contre nos mêmes ancêtres, envahisseurs de l'Asie Mineure sous le nom de Galates... Evidemment *in fine* seul l'art est gagnant.

Sans machines obsolètes ni âmes mortes, le froid et grandiose palais Massimo, ancienne école jésuite, élevé en 1883 près de la gare Termini, ferme ce trio muséal romain – parmi d'autres ! – en présentant de nouveau (toujours le jubilé), après trois lustres de désinvolte soustraction à ses admirateurs, une autre partie du patrimoine antique italien, auparavant déployée dans les bains de Dioclétien. La Compagnie de Jésus a donc cédé la place aux peintures païennes qui *transformaient* les maisons de campagne des femmes de la dynastie augustéenne en paradis infiniment terrestres. La grande salle du nouveau *musée* résume, *elle*, à travers bustes et statues en pied, toutes les variantes de la plastique masculine, toutes ses attitudes, adolescentes ou mûres, *viriles ou maniérées*. Certains marbres ont conservé la coloration d'origine qui leur conférait l'aspect de la chair.

Les pièces les plus curieuses *sinon les plus rares de chez* Massimo sont néanmoins en bronze et proviennent du bateau-fantaisie que Caligula faisait flotter sur le lac de Nemi *pour abriter ses banquets licen*cieux : gueules de bêtes féroces tenant les anneaux d'amarrage, rambarde à figures de satyres et ménades sur laquelle le jeune *césar s'appuyait en combinant* de nouvelles excentricités politiques, érotiques ou culturelles. Ses descendants se contentent d'installer sagement des marbres dans des entrepôts désaffectés, sur fond de gouvernement centre-gauche.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



Carnet de route

● **Sites.** Centrale électrique Giovanni-Montemartini, 106 via Ostiense, tél. : 06-57-48-030 ou 38. Palais Massimo alle Terme, 1 largo di Villa Pereti, tél. : 06-48-90-35-00 ou 07. Palais Altemps, piazza Sant'Apollinare, tél. : 06-52-07-26. Ces trois musées sont fermés le lundi et les autres jours ont différents horaires d'ouverture.

● **Voyagistes.** À Paris : Clio, tél. : 01-53-68-82-82 ; à Rome : hôtel Réservation, fax : (de Paris) 00-39-06-69-94-07-05. Renseignements : Office italien du tourisme à Paris, tél. : 01-42-66-66-68.

● **Hôtel.** Le Panthéon, 131 via dei Pastini, 00 186 Rome, tél. : (de France) : 00-39-06-678-77-46 ; fax : 77-55. A deux pas du Panthéon, un hôtel de charme, calme et traditionnel. Chambre pour deux avec petit déjeuner : 1 450 F.

● **Lectures.** *Le palais Massimo*, par la Surintendance archéologique de Rome, 75 p. illustrées, version française vendue au musée. *Guide littéraire de Rome*, de Daniel Roche, Hermé, 160 p. Le numéro 85/1998 du mensuel *Muséart* (tél. : 01-44-84-85-18), consacré à Rome, 33 F franco.

Ski moins cher en janvier

De l'Épiphanie, le 3 janvier, à la Sainte-Agathe, le 5 février, qui marque le début des vacances scolaires, les prix baissent sur les sommets. Durant un mois, on enregistre des remises de 20 % à 30 %, voire plus, dans les stations-phares du domaine alpin français. Après les fêtes de fin d'année et avant le rush du Mardi gras, au creux de la morte saison, il faut remplir les milliers de lits aménagés à flanc de montagne. D'où la déflation temporaire des tarifs qui sera, de nouveau, à l'affiche en mars dans la plupart des stations jouant la séduction par les prix pour boucler la fin de saison. Les formules décrites incluent le forfait ski et une location d'appartement à partager à plusieurs, voire ponctuellement des remises sur le matériel loué et les cours avec moniteur. Idem à l'hôtel, avec des réductions, moindres, autour de 10 % à 20 %.

Baptisées « Semaines douces » à Montchavin-les-Coches (à partir de 1 140 F en location et 2 780 F en demi-pension, à l'hôtel), « Semaines grand ski » à Avoriaz (à partir de 1 380 F) ou « Semaines exceptionnelles » à Courchevel (à partir de 1620 F, pour 7 nuits en appartement à partager ou 3 550 F à l'hôtel avec forfait 3 Vallées et 20 % de réduction sur matériel et cours), les formules se déclinent sur le même thème. Ski France, association regroupant cent stations dans les cinq massifs, tél. : 01-47-42-23-32, envoie gratuitement le *Guide hiver 1998-1999*. Informations aussi sur Minitel (3615 En Montagne) ou sur le site Internet (skifrance.fr), où les promotions de janvier sont chaque jour annoncées.

On note que les meilleurs forfaits s'appliquent du 2 au 23 janvier. Les petits prix commencent autour de 1 000 F, en confort trois étoiles pour un appartement à occuper à quatre à Risoul, 1 200 F à La Plagne, 1 500 F à Tignes ; à Flaine, un chalet de 70 mètres carrés pour six se loue 1 550 F par personne ; une formule identique en descendant à l'hôtel oscille de 3 000 à 5 000 F, selon les massifs, de La Mongie, dans les Pyrénées, à Val-d'Isère en Savoie, demi-pension incluse en trois étoiles.

On compte de bonnes étapes parmi les quarante-cinq villages de montagne réunis sous un même label, Villages tour, pour se faire connaître et faciliter la commercialisation de leurs établissements deux étoiles, pimpants et accueillants (réservation centralisée, tél. : 04-50-54-70-55 aux Houches et agences de voyages). Voilà Arêches-Beaufort et son Hôtel Viallet centenaire affichant, en janvier, 340 F la pension complète, ou l'Hôtel du Nord à Saint-Pierre-de-Chartreuse fixant la demi-pension à 250 F, ou encore l'Oule rouge à Saint-Jean-d'Arves annonçant la semaine à 1 750 F, *« cuisine traditionnelle et soignée chaque soir... au coin du feu »*.

Du 9 au 17 janvier, l'opération Montagnes en fête, mise en place dans une centaine de stations, permet aux débutants de se familiariser gracieusement, durant deux demi-journées, avec le surf, le ski alpin ou de fond. Barèges, Combloux, Chamonix, Valloires, Montgenèvre ou La Clusaz proposent en sus une initiation au télémark, et Oz, en Oisans, le *snowblade*, du ski sur planches courtes pour figures de style. On peut être bon skieur alpin mais débuter en surf ou en télémark. Idem pour les fondeurs. Pour participer à l'opération, et bénéficier de deux cours collectifs de l'Ecole de ski français, des remontées gratuites, du prêt de matériel et d'une assurance, il suffit de choisir la station, où l'on passera au moins une nuit, par téléphone au 0803-360-361. Une carte nominative est à retirer, à l'arrivée, à l'office du tourisme de la station. En sus, on obtient une réduction sur le transport SNCF (30 % à 50 % selon le train choisi) et sur la location de voiture chez Avis (de 15 % à 30 %).

La saison s'annonce de bon augure avec des chutes de neige précoces. En janvier, les basses températures maintiennent une neige sèche et légère, donc facile à skier. Les fans le savent, c'est souvent la meilleure de l'année.

Florence Evin

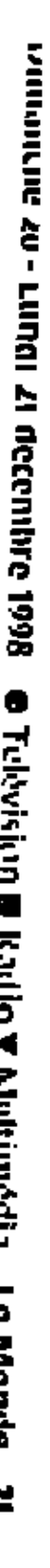
PARTIR

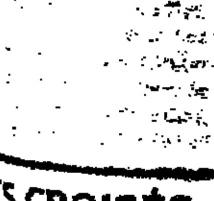
■ **TEMPLES DE NUBIE.** S'éloigner des hommes et remonter le temps au rythme d'une expédition au Soudan, sur les traces des royaumes de Haute et Basse-Nubie. En préambule Khartoum, au confluent du Nil bleu et du Nil blanc. Puis, en 4x4, départ pour une boucle de douze jours à travers les déserts de Bayuda et de Nubie. Un docteur en égyptologie évoquera la signification des temples, nécropoles et pyramides égrenés le long du fleuve. Parmi les sites, Mousawarat-es-Sofra, qui passe pour le plus compliqué, Meroe et son temple du soleil, le temple de Soleb, l'un des plus beaux du Soudan, contemporain de celui de Louxor. Final au nouveau musée nubien à Assouan. Un périple de 17 jours, du 24 février au 12 mars et du 7 au 23 avril, 23 950 F par personne en chambre et tente double sur la base de dix à quinze participants. Inscription impérative deux mois avant le départ.

★ **Traditions et civilisations, tél. : 01-43-36-98-10.**

■ **PHILIPPE II À MADRID.** Week-ends de la dernière chance pour aller contempler les trésors de l'exposition Philippe II, prince de la Renaissance au musée du Prado à Madrid. Toiles de Titien, du Correggio, d'Arcimboldo et galerie de portraits. Pour se simplifier la vie, profiter des formules Frantour, souples et modulables. En train, le Talgo relie Paris à la capitale espagnole en douze heures, à partir de 1 620 F, prix pour un A/R en catégorie « tourisme » et une nuit en hôtel deux étoiles (1 750 F *en quatre étoiles*). Pour une couchette ou un wagon-lit, prévoir un supplément. L'avion est à peine plus cher : de 1 970 F à 2 090 F - selon l'hôtel. *Nuit supplémentaire à partir de* 195 F. L'exposition se termine le 10 janvier.

★ **Brochure Frantour dans les agences de voyages.**





Un peu de neige dans l'est

JEUDI. Une perturbation peu active traverse rapidement la France. Elle apporte un peu de neige dans les régions de l'est ainsi que sur le relief. *Ailleurs, il s'agit d'un passage* très nuageux, avec par moments un petit peu de pluie.

Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie. – Les éclaircies, belles le matin, se font de plus en plus rares au fil des heures. Une petite pluie débute en fin d'après-midi, tandis que le vent de sud-ouest commence à se renforcer près des côtes. Il fera de 8 à 10 degrés.

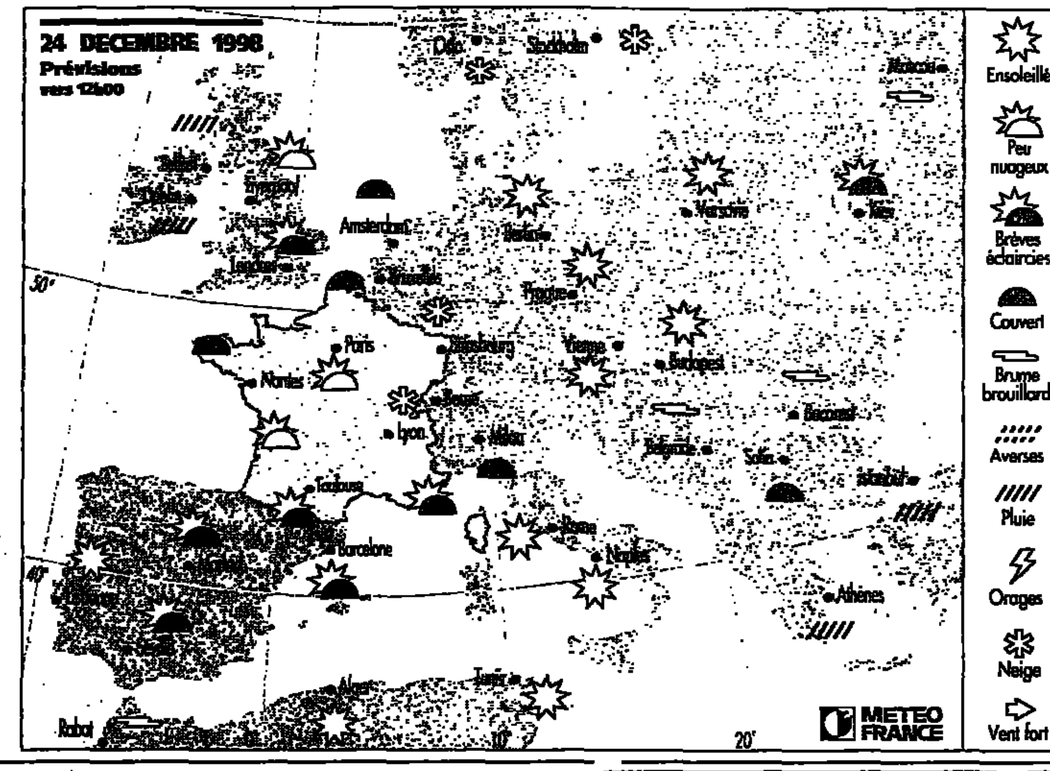
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – *Nuages* et soleil se partagent le ciel. Les nuages prennent le dessus en fin de journée, apportant un peu de bruine côtière. Il fera de 4 à 8 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – En Champagne et en Bourgogne, après les petites chutes de neige de la nuit, le temps se remet au beau. Dans les autres régions, le temps est à la neige, mais les quantités restent faibles. Il fera de 2 à 4 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – En région Midi-Pyrénées et dans le massif pyrénéen, les nuages dominent. Ailleurs, le soleil brille, avant l'arrivée d'un voile nuageux en fin d'après-midi dans les Charentes et le Poitou. Il fera de 4 à 10 degrés du nord au sud.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Dans le Limousin, l'Auvergne et la région lyonnaise, la matinée est grise, avec un peu de pluie en plaine, de neige en montagne. De belles éclaircies reviennent ensuite par l'ouest. Dans les Alpes, petites chutes de neige au-dessus de 600 m. Il fera de 2 à 5 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Les nuages dominent en toutes régions. Ils donnent par moments quelques gouttes, ainsi qu'un peu de neige sur le relief au-dessus de 800 m. Il fera de 10 à 11 degrés sur le littoral, 6 à 9 dans l'intérieur.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **HÔTELS.** Les 58 établissements Sofitel d'Europe et des Etats-Unis, à l'exception des complexes de thalassothérapie, accordent chaque jour des réductions de 24 à 44 % sur le prix des chambres au titre de *l'opération « Invitation évasion »*, jusqu'au 28 février 1999. Les petits déjeuners sont inclus pour deux personnes, ainsi que pour un enfant de moins de douze ans logé avec ses parents. Offre valable tous les jours sur un nombre limité de chambres. Réservation au 01-60-87-90-90.

■ **FRANCE.** Après l'Hôtel Majestic de Cannes, l'Hôtel Royal de Deauville entre à son tour dans le club très sélect des Leading Hotels of the *World auquel adhèrent quelque* 320 établissements de luxe dont quinze en France. Un choix qui conforte le groupe Lucien Barrière dans sa politique d'investissement (85 millions de francs en cinq ans pour le seul Royal) destinée à rénover et à moderniser ses établissements.

PRÉVISIONS POUR LE 24 DECEMBRE 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

				PAPEETE	25/29 S	KIEV	-11/-7 N	VENISE	-4/3 S	LE CAIRE	11/19 S
				POINTE-A-PIT.	22/28 S	LISBONNE	6/11 S	VIENNE	-6/-3 S	MARRAKECH	6/17 S
				ST-DENIS-RÉ.	23/28 C	LIVERPOOL	3/12 S	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	15/28 S
				EUROPE		LONDRES	1/11 N	BRASILIA	19/27 N	PRETORIA	17/28 N
				AMSTERDAM	4/7 C	LUXEMBOURG	-2/2 C	BUENOS AIR.	17/30 S	RABAT	9/17 C
FRANCE métropole		NANCY	0/3 C	ATHENES	6/10 P	MADRID	-5/11 N	CARACAS	23/29 S	TUNIS	8/14 S
AJACCIO	-1/11 S	NANTES	-1/8 S	BARCELONE	6/11 N	MILAN	-4/2 C	CHICAGO	-12/-4 S	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	5/10 S	NICE	2/10 N	BELFAST	2/11 P	MOSCOU	-14/-10 C	LIMA	19/22 P	BANGKOK	25/31 C
BORDEAUX	1/10 S	PARIS	0/6 N	BELGRADE	-9/-6 C	MUNICH	-6/1 S	LOS ANGELES	7/14 S	BOMBAY	20/30 S
BOURGES	-1/3 S	PAU	1/8 N	BERLIN	-2/2 S	NAPLES	1/9 S	MEXICO	8/22 S	DJAKARTA	26/30 C
BREST	3/10 C	PERPIGNAN	3/10 N	BERNE	-5/0 *	OSLO	-5/-2 *	MONTREAL	-10/-7 N	DUBAI	19/27 S
CAEN	3/7 N	RENNES	0/8 N	BRUXELLES	2/6 C	PALMA DE M.	5/13 P	NEW YORK	0/1 P	HANOI	17/24 S
CHERBOURG	1/9 C	ST-ETIENNE	0/3 N	BUCAREST	-12/-7 C	PRAGUE	-7/2 S	SAN FRANCIS.	5/9 S	HONGKONG	16/21 S
CLERMONT-F.	-1/5 N	STRASBOURG	-1/3 *	BUDAPEST	-9/-7 S	ROME	-1/9 S	SANTIAGO/CHI	15/29 S	JERUSALEM	10/19 P
DIJON	-1/2 C	TOULOUSE	1/5 N	COPENHAGUE	-1/2 *	SEVILLE	4/14 N	TORONTO	-8/-5 S	NEW DEHLI	7/20 S
GRENOBLE	-1/4 *	TOURS	0/6 S	DUBLIN	1/12 P	SOFIA	-8/-5 C	WASHINGTON	0/3 P	PEKIN	-4/8 S
LILLE	1/6 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	1/2 *	ST-PETERSB.	-15/-7 N	**AFRIQUE**		SEOUL	0/7 N
LIMOGES	0/4 S	CAYENNE	23/29 N	GENEVE	-4/1 *	STOCKHOLM	-2/2 *	ALGER	6/15 S	SINGAPOUR	25/29 P
LYON	1/3 N	FORT-DE-FR.	24/27 S	HELSINKI	-11/-2 N	TENERIFE	11/15 N	DAKAR	21/26 S	SYDNEY	20/25 P
MARSEILLE	3/8 N	NOUMEA	24/28 P	ISTANBUL	3/5 P	VARSOVIE	-8/0 S	KINSHASA	22/30 P	TOKYO	5/10 S

Situation le 23 décembre à 0 heure TU

Prévisions pour le 25 décembre à 0 heure TU

METEO FRANCE

JARDINAGE

Améliorer ces terres argileuses où se plaisent magnolias, sauges et agrumes

***LES SOLS** lourds et argileux ont* mauvaise réputation auprès des jardiniers. Difficiles à travailler, ils collent au fer de la pelle-bêche quand ils sont humides et sont durs comme du béton en période estivale. De plus, ils sont lents à se réchauffer au printemps et certaines plantes s'y comportent de façon extrêmement capricieuse, quand elles ne refusent pas purement et simplement d'y pousser.

Voilà pour la réputation. La réalité ? Tout cela est vrai, mais peut être facilement corrigé. Le résultat sera alors stupéfiant. Car les terres argileuses ont aussi quelques solides qualités, dont l'une des plus intéressantes est de ne pas être délavées par la pluie et donc de ne pas nécessiter des apports importants et réguliers d'engrais.

Ces terres collantes de couleur jaunâtre se rencontrent très souvent aux abords des maisons neuves. Les maçons ont, en effet, plusieurs mauvaises manies quand ils en creusent les fondations : mettre des gravats – bris de parpaings, sacs de ciment vides, etc. – dans le fond de la fouille et *recouvrir le tout en inversant* les couches naturelles du sol. La couche superficielle se retrouve ainsi sous la terre tirée du fond qui, bien souvent, est argileuse et incultivable en l'état. On ne saurait donc trop conseiller à ceux qui se font construire une maison de bien surveiller cette étape de la construction.

Améliorer ces terres est simple. Surtout ne pas y incorporer de sable pour les alléger. Bien au contraire, ce mélange se transformerait en un conglomérat proche du mortier. Mais au contraire y épandre de la chaux agricole en grande quantité. Certes, le pH grimpera, mais la chaux a la caractéristique de désagréger l'argile, de l'empêcher de se colmater.

AUGMENTER L'HUMUS

Ensuite, il faudra augmenter la quantité d'humus en surface. Surtout ne pas y incorporer de tourbe – à moins d'aller jusqu'à une proportion de deux tiers de tourbe pour un tiers de la terre d'origine, on ne fera que vider son porte-monnaie –, argile et tourbe *ne se mélangent pas et la tourbe a* tendance à pomper l'eau de la terre pour la retenir.

Ce qu'il faut, c'est, chaque fois que l'on installe une nouvelle plante dans un massif, creuser un trou deux à trois fois plus grand que la motte et le combler avec un mélange fait de terreau ou de compost, d'Or brun et de la terre d'origine. Les proportions à respecter sont d'un tiers pour chacun des composants. Et toujours s'assurer que la terre ne reste pas nue *dans les massifs : un bon paillage* fait de terreau, de paillette de lin, de feuilles mortes, voire d'écorces de pin, finira par se mélanger aux couches surperficielles du sol.

INTENSE ACTIVITÉ

En quelques années, cette terre deviendra souple, homogène, lieu d'une intense activité d'échanges minéraux et microbiens nécessaires à la bonne croissance des végétaux. Il suffit pour la majorité des plantes cultivées que les *trente premiers centimètres du* sol soient améliorés.

Pour les plantes à enracinement profond, il n'est évidemment pas question de changer les couches les plus lointaines, mais quelques heureuses surprises attendent alors le jardinier. Cela ne se sait guère, mais les magnolias à feuilles caduques – *Soulangeana*, *Nigra* et *Stellata* – adorent ces terres humides et assez froides en profondeur. Ils y acquièrent un feuillage luxuriant et fleurissent un peu plus tard que dans les terres qui se réchauffent vite, ce qui leur permet d'échapper aux gelées printanières, à la condition d'être plantés jeunes dans un trou amendé au terreau et à l'Or brun...

Les cognassiers du Japon, les seringats simples et doubles – attention, les doubles sont parfois sans parfum –, les lilas, les berbéris, les pyracanthas, les orangers du Mexique, les lauriers-tins, les spirées, les sureaux – superbe variété panachée de blanc –, les osiers, les fuchsias *riccartoni* et *gracilis* et, bien sûr, les rosiers greffés sur *rosa canina* dans les *sols calcaires et multiflora* dans les terres acides se plaisent dans ces terres lourdes. Les rosiers y acquièrent un feuillage opulent et les couleurs de leurs fleurs y sont souvent plus soutenues.

Les terres argileuses à tendance acide sont également bonnes pour la culture des agrumes (dans les zones qui s'y prêtent), des érables du Japon, des camélias et des rhododendrons, pour peu que l'on allège ces sols de terre de bruyère et de terreau non calcaire.

Une grande quantité de plantes vivaces aiment ces terres : le lupin (sauf en présence de calcaire), les delphiniums (les nôtres atteignent 2,50 mètres), les astilbes (reines-des-prés), les hostas, les pivoines et les reines-marguerites. Et, plus surprenant, les sauges officinales, panachées de jaune, qui peuvent s'y étaler sur 1,50 mètre de diamètre. Quand l'espèce-type, celles qui sont tricolores et celles qui sont pourpres, n'y vit guère plus de deux ou trois ans sans dépérir.

Alain Lompech

Conserver un sapin

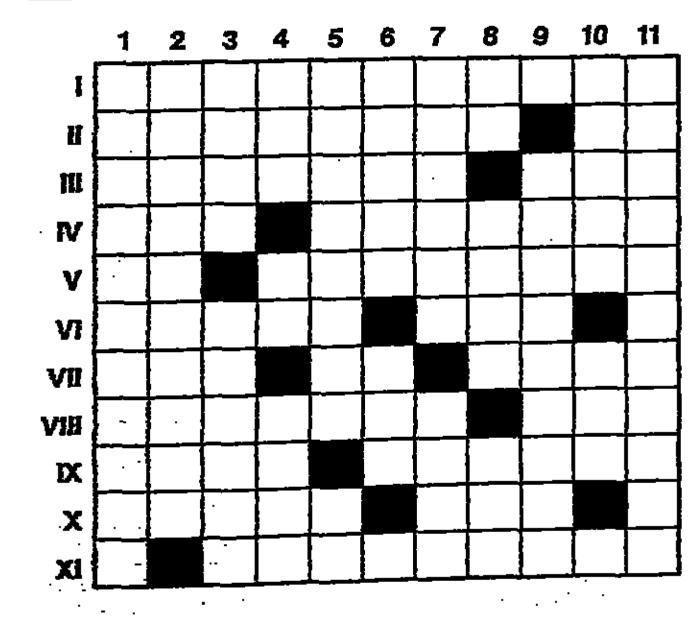
Depuis quelques années, il se vend de plus en plus de sapins de Noël blancs. Les consommateurs pensent confusément que le flocage qui les recouvre les rend ininflammables. Il n'en est rien, le mélange de coton et de colle dont ces sapins sont enduits s'enflamme pour un rien. Dans sa dernière édition, la revue *60 millions de consommateurs* prévient ses lecteurs de ce danger.

Si vous n'avez pas encore acheté votre sapin cette année, choisissez-en donc un encore muni de ses racines : calé dans un récipient rempli de sable humide il se desséchera moins vite, ne perdra pas ses aiguilles, sentira bon la résine et pourra, s'il n'est pas trop grand et ne reste pas trop longtemps à l'intérieur, finir ses jours au jardin. C'est ce qui peut arriver de mieux à cet arbre dont les squelettes finissent tristement sur les trottoirs, en compagnie des poubelles.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98306

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Un bout d'information. – II. Prête à reproduire. Etant donné. – III. Met de l'huile dans les rouages. Grand quand il y a préjudice. – IV. Pour une petite culture. Dépannage en cuisine. – V. Elevé s'il est contre. Prendre son temps. – VI. Capitale pour les Biélorusses. Uni désuni. – VII. L'espace européen. Conjonction. Contribution directe. – VIII. Reçoit le chargeur. Marque le coup. – IX. S'enfuit de Troie son père sur le dos. Comme un marché rondement mené. – X. Met sur les nerfs. Assure un meilleur coup. – XI. Remis en ordre.

VERTICALEMENT

1. Pour garder le feu. – 2. Bien entretenue, si elle sait y faire. – 3. Tête au mur. Son maître est en petite tenue. – 4. On la retrouve dans les pubs. En masse. Donne de la lisibilité. – 5. Portés par le Nippon. Affirmation au Sud. – 6. Habillent les étoiles. Mauvaise habitude. – 7. Col alpin. Prit en considération. – 8. Article. Craquette ou glapit. Bien arrivés parmi nous. – 9. Hommages de l'auteur. – 10. Fait un visage parfait. Affirmation du Nord. – 11. Au-dessus de la barre dans les comptes.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98305

HORIZONTALEMENT

I. Marronniers. – II. Aliénée. Sua. – III. Sève. Glas. – IV. Tristounets. – V. Ite. Acmé. Ui. – VI. Cerf. Ib. Ems. – VII. Ee. Aortes. – VIII. Te. Est. Oufa. – IX. Ili. Citadin. – X. Oulipo. Niet. – XI. Ness. Notées.

VERTICALEMENT

1. Mastication. – 2. Alerte. Elue. – 3. Rivière. Ils. – 4. Rées. Fée. Is. – 5. On. Ta. Scp. – 6. Négociation. – 7. Nelumbo. – 8. Ane. Roant (ornât). – 9. Esse. Etudié. – 10. Ru. Tuméfiée. – 11. Saisissants.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218 75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

BRIDGE

PROBLÈME N° 1820

LA VALEUR DES 10

Pour bien évaluer certaines mains, on doit tenir compte des 10, surtout quand ces derniers sont accompagnés du Valet ou du 9 de la couleur.

Dans cette donne, un 10 et un 9 ont permis au Hollandais Leufkens de réussir « 4 Cœurs ».

♠ 10 7 5
♡ A R
♢ 10 9 5 2
♣ D 6 5 3

♠ 4 3 2
♡ V 3
♢ R 8 7 6 4
♣ 9 8 2

N / O E / S

♠ R D 9 6
♡ 7 6 2
♢ A V
♣ R V 7 4

♠ A V 8
♡ D 10 9 8 5 4
♢ D 3
♣ A 10

Ann. : O. don. Tous vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Vriend	*Westra*	*Maas*	*Leufk.*
passe	passe	1 ♣	1 ♡
passe	1 SA	passe	2 ♣
passe	2 ♡	passe	4 ♡

Ouest ayant entamé le 9 de Trèfle, comment Leufkens, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse

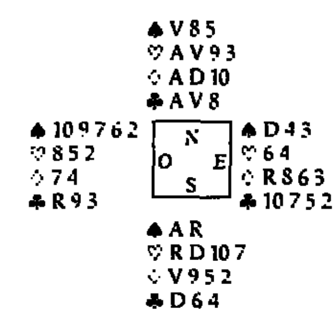
Sur l'entame, Leufkens a fourni le 3 de Trèfle et, après avoir pris le Valet d'Est avec l'As, il a rejoué le 10 de Trèfle. Est, en main avec le Roi de Trèfle, a contre-attaqué l'As de Carreau (pour empêcher Sud de défausser l'un de ses deux Carreaux sur la Dame de Trèfle affranchie). Ensuite, il a rejoué le Valet de Carreau pour la Dame de Sud, Ouest a mis le Roi et a joué le 4 de Pique.

Il semblait encore possible que le déclarant perde un Pique puisque Est avait trois atouts et que Sud coupé par le troisième atout si, après avoir tiré l'As de Cœur, le Roi de Cœur et la Dame de Trèfle, il jouait le 10 de Carreau. *Mais c'était mal connaître le* « coup de l'agonie », dont le mécanisme consiste notamment à obliger l'adversaire à couper et à se faire surcouper.

Ainsi, Leufkens est monté au mort par le Roi de Cœur et, au lieu de tirer l'As de Cœur, *il a défaussé un Pique sur la Dame de Trèfle*, puis a joué le 10 de Carreau. Est a coupé, Sud a surcoupé, et il est remonté au mort par le précieux As de Cœur *afin de défausser son dernier Pique sur le 9 de Carreau.*

LA PETITE PRÉCAUTION

Voici une donne du dernier tournoi de Bordeaux, où J. Tuffal, en Sud, a dû prendre une petite précaution dès l'entame, au cas où le Roi de Carreau aurait été mal placé.



Ann. : E. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
X...	Verdier	Y...	Tuffal
–	–	passe	1 SA
passe	6 SA	passe	passe...

Ouest ayant entamé le 10 de Pique, *comment Sud a-t-il joué pour gagner ce* PETIT CHELEM À SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

Avec sa main de 17 points, Nord préféra conclure directement au chelem à sans atout plutôt que de sonder son partenaire dans les majeures.

Philippe Brugnon

MUSIQUE Le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis fête Noël au rythme d'Africolor, lors de la traditionnelle nuit malienne, en présence de plusieurs griots. ● CETTE CASTE de chanteurs et de musiciens, médiateurs de la vie sociale, a bien du mal à résister aux attaques de la modernité. Adulée, parfois couverte d'or et de billets de banque, elle a subi de plein fouet le choc de l'école et l'apprentissage de l'écriture et aujourd'hui du multipartisme. ● MAMADOU KOUYATÉ, dans un livre devenu mythique, a défini le griot comme un « *sac à paroles, un sac qui renferme des secrets plusieurs fois séculaires* ». ● À BAMAKO, au Mali, le studio Oubien produit la majorité des enregistrements du pays. Nahawa Doumbia, Malienne non griotte, y a enregistré son dernier album en compagnie du guitariste de jazz Claude Barthelémy.

Le livre et la démocratie menacent la tradition ancestrale des griots

Le Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis fête Noël au rythme des tambours d'Africolor, en présence de plusieurs griots, médiateurs de la vie sociale, qui ont bien du mal à résister aux attaques de la modernité

ABDOULAYE DIABATÉ est un griot moderne. Un très jeune griot : quarante-sept ans à peine, dans l'enfance de l'art. Abdoulaye Diabaté est prolixe et convaincant, il connaît la musique, c'est son rôle. Il a beau avoir fréquenté l'école coranique, avoir étudié la comptabilité et exercé son métier dans une entreprise publique, il n'en demeure pas moins « *le messager, l'annonciateur de bonnes et mauvaises nouvelles, le dépositaire de la mémoire collective, le transmetteur* ». Chanteur, joueur de tambour *djembé*, ce Malien est le fils de Baba Diabaté, président de la puissante Association des griots de Ségou, dans le sud-est malien, et d'Assitan Dembélé, grande chanteuse bambara, qu'il accompagnait, raconte-t-il, dès l'âge de huit ans dans la poussière et les tourbillons des fêtes villageoises.

Voilà pour la lignée. Pour le présent, Abdoulaye Diabaté a décidé de défendre les siens, les griots, un mot galvaudé par la modernité jusqu'à devenir synonyme de chanteur et musicien. Il veut sauver ce qu'il reste de la splendeur d'une tradition, quitte à étaler au grand jour le désarroi de sa caste. Adulés, parfois couverts d'or et de billets de banque par ceux dont ils chantent les louanges – cette intempestive remise de prix sur scène par les messieurs en costume et les dames en boubou brodé est une des attractions de la traditionnelle Nuit malienne du festival Africolor à Saint-Denis –, les griots sont craints car « *ils n'ont pas d'interdits ou de totem* ». « *Ils sont*, explique Abdoulaye Diabaté, *les seuls à pouvoir et devoir dire ce que pense le peuple, ce que doit faire le roi.* »



CATHERINE MILLET

Abdoulaye Diabaté, au Masa 97, à Abidjan.

« CHAIRE D'HISTOIRE »

Chanteurs, musiciens (essentiellement joueurs de *kora*, la harpe, chez les Mandingues, joueurs de *n'gomi*, le luth, chez les Bambaras), le griot travaille le verbe comme le forgeron le métal – tous deux appartiennent à la caste des *nyamakala*, les artisans, libres de leurs paroles. En 1960, l'historien Djibril Tamsir Niane publiait *Sounddjata ou l'épopée mandingue*, un livre devenu emblématique en Afrique *(lire ci-dessous)*. Ce livre, écrivait-il dans sa préface, « *est plutôt l'œuvre d'un griot obscur du village de Dleliba Koro dans la circonscription de Siguiri en Guinée* » ; le griot en question est Djeli Mamadou Kouyaté, dont il a transcrit le récit. A défaut d'archives écrites, poursuivait l'ethnologue, c'est le griot qui est le « *détenteur de la chaire d'histoire dans son village* ».

Au roi peu sage tenté de guerroyer avec son voisin, au prince peu avisé qui aurait eu pour envie de répudier sa femme, le griot ou la griotte rappelait la sagesse de ses ancêtres, remontant souvent jusqu'à Soundjata Keita, fondateur de l'empire mandingue, ou *jusqu'aux sources de la civilisation* bambara. En retour, le noble auquel le griot généalogiste est attaché de père en fils en vertu des *liens de la famille élargie (les* Kouyaté aux Keita, les Diabaté aux Traoré, par exemple) offrait une poule, des bœufs, de l'or, des esclaves, selon l'importance du conseil prodigué, mais aussi selon la beauté de sa musique. « *Plus le griot est virtuose, plus grande sera son influence sur l'auditoire* », écrit, dans *Les Cahiers de musiques traditionnelles*, Vincent Zanetti, percussioniste suisse initié par la chanteuse malinké Kumba Kouyaté et depuis rattaché au clan Diarra.

En Afrique où, selon l'historien Amadou Hampâté Bâ, « *la société est essentiellement basée sur le dialogue entre les individus et la palabre entre communautés ou ethnies* » et où la lignée fonde la culture et les cultes, le rôle du griot – le mot viendrait de l'espagnol *criardo*, le crieur public – a longtemps été vital. A tel point que, dit Abdoulaye Diabaté, « *au Mali, on l'appelle le* djeli, *le sang* ». Médiateur, animateur social à la voix puissante, le *djeli* a « *le don de tordre le cou au verbe pour mieux moraliser*, poursuit Abdoulaye Diabaté, *pour faire rire, pleurer, ou consolider l'unité et la parenté* ». Pour arriver à ses fins, il peut avoir « *deux langues dans sa bouche* » (avoir le droit au mensonge). Sa réputation en pâtira parfois.

Premier choc : l'école, l'apprentissage de l'écriture, le mépris de la civilisation orale dispensé par les missionnaires et les colonisateurs. « *Puisque tout est écrit, il n'est alors plus nécessaire de procéder à une très longue initiation*, commente Abdoulaye Diabaté. *Je ne peux pas dire que le livre est un mal, mais il a tout modifié.* » Pour la nouvelle génération, un vieil homme qui meurt n'est plus une bibliothèque qui disparaît. Ce à quoi le griot guinéen Amada Dramé réplique : « *Tu ne lâches pas le poisson que tu tiens à la main parce que tu en as un autre sous le pied.* » Deuxième choc : la modernité, prônée par les gouvernements africains après l'indépendance. Vincent Zanetti en prend pour exemple la politique, pourtant riche, du président Sékou Touré en Guinée qui, en 1960, souhaite entendre « *les sons nouveaux d'une nation nouvelle* » mariant la *kora*, les cuivres et la guitare électrique. Ce politicien progressiste, noble d'origine, sollicite ses griots autant pour lui-même que pour la propagande du Parti démocratique guinéen.

De nombreux griots abandonnent alors leurs fonctions diplomatiques traditionnelles. Leurs enfants refusent l'apprentissage, livrant à l'oubli des pans entiers de l'histoire subsaharienne non écrite. Beaucoup deviennent exclusivement musiciens, avant de succomber parfois aux formes commerciales occidentales (le Guinéen Mory Kanté). « *Quant aux traditionalistes*, poursuit Vincent Zanetti, *ils se murent dans un silence hermétique* », négligeant d'organiser leur défense. Les griots sont moqués, accusés de cupidité à cause des liens nourriciers qui les unissent à une noblesse pourtant souvent plus désargentée qu'eux. Ils n'en demeurent pas moins de puissants symboles, capables de gripper la machine sociale urbaine. *Keita !*, film du cinéaste burkinabé Dani Kouyaté (1997) montre ainsi comment un vieux griot sème le désordre mental dans une famille petite-bourgeoise de Ouagadougou et finit par écarter leur enfant de l'école.

DEVOIR DE NEUTRALITÉ

Les présidents de la République de l'Afrique démocratique contemporaine, nobles pour la plupart – Abou Diouf au Sénégal, Blaise Kamparé au Burkina, Alpha Oumar Konaré au Mali – auraient pu mettre les griots à leur service. Mais lors de l'arrivée du multipartisme au début des années 90, les griots « *traditionalistes* » ont été placés devant un nouveau dilemme : « *Si un Traoré adhère à un parti, et un autre Traoré au parti rival, comment le griot attaché à la famille Traoré va-t-il réagir ?* » En respectant un strict devoir de neutralité, répond Abdoulaye Diabaté. Exit le conseil en communication politique.

Pour avoir chanté les louanges du président Alpha Oumar Konaré et de son parti, l'Alliance pour la démocratie au Mali (Adema) – y compris lors de « Bouillon de culture », l'émission de Bernard Pivot enregistrée en octobre 1997 à Bamako –, Bakary Soumano, le chef des griots maliens, a vu sa légitimité remise en cause par ses pairs, en particulier par le clan Djéli Baba Sissoko. Appelés à la recousse, les Kouyaté de Ségou n'ont pas réussi à mettre un terme à la crise grave qui « *a éclaté au sein des maîtres de la parole* », comme l'écrivait à la mi-novembre le journal malien *L'Observateur*.

Véronique Mortaigne

Programme

● **Africolor.** Théâtre Gérard-Philipe, 59, boulevard Jules-Guesde. Mº Saint-Denis-Basilique. Tél. : 01-48-13-70-00. Noël mandingue avec Abdoulaye Diabaté, Amy Koïta, Nahawa Doumbia avec le DJ Fred Galliano et le guitariste de jazz Claude Barthélémy, Askia Modibo et African Roots. Le 24 décembre, de 20 heures à l'aube. 50 F.

● **Albums.** Abdoulaye Kouyaté, *Bende*, 1 CD Cobalt/ Mélodie. Moriba Koïta, *Sorotoumou*, 1 CD Cobalt/Mélodie. *Mali : la nuit des griots*, Ousman Sacko et Yakaré Diabaté en concert, 1 CD Ocora/Harmonia Mundi. Kassé Mady Kouyaté, *Koulandjan Kela*, 1 CD Mélodie. Ami Koïta, *Tata Sira*, 1 CD Bolibana/Mélodie. El Hadj Djeli Sori Kouyaté, *Anthologie du balafon mandingue*, 1 CD Buda Records/Ades. Kouyaté Sory Kandia, coll. Epopée du mandingue, Bolibana/Mélodie.

● **Bibliographie.** *Jeliya, être griot et musicien aujourd'hui*, Adama Dramé et Arlette Senn-Borloz, éd. L'Harmattan, 366 p, 160 F. *Le ministre et le griot*, roman de Francis Bebey, éd. Sépia, 189 p., 35 F. *Massa Makan Diabaté, un griot mandingue à la rencontre de l'écriture*, de Chérif Keita. L'Harmattan, 160 p., 90 F. *Cahier de musiques traditionnelles*, nº 3, *Musiques et pouvoirs*, 1990, Ateliers d'ethnomusicologie/AIMP, Genève.

Mamadou Kouyaté, « sac à parole »

VERBATIM

« **JE SUIS GRIOT.** C'est moi Djeli Mamadou Kouyaté, fils de *Bintou Kouyaté et de Djeli Kedian* Kouyaté, maître dans l'art de parler. Depuis des temps immémoriaux, les Kouyaté sont au service des princes Keita du Manding : nous sommes les sacs à paroles, nous sommes les *sacs qui renferment des secrets* plusieurs fois séculaires. L'art de parler n'a pas de secret pour nous ; sans nous les noms des rois *tomberaient dans l'oubli*, nous sommes la mémoire des hommes ; par la parole nous donnons vie aux faits et gestes des rois devant les jeunes générations.

» Je tiens ma science de mon père Djeli Kedian, qui la tient aussi de son père ; l'Histoire n'a pas de mystère pour nous ; nous enseignons au vulgaire ce que nous voulons bien lui enseigner, c'est nous qui détenons les douze portes du Manding.

Je connais la liste de tous les souverains qui se sont succédé au *trône du Manding. Je sais comment* les hommes noirs se sont divisés en tribus, car mon père m'a légué tout son savoir : je sais pourquoi tel s'appelle Kamara, tel Keita, tel autre Sidibé ou Traoré ; tout nom a un sens, une signification secrète.

» *J'ai enseigné à des rois l'his*toire de leurs ancêtres afin que la vie des Anciens leur serve d'exemple, car le monde est vieux, *mais l'avenir sort du passé.*

» Ma parole est pure et dépouillée de tout mensonge ; c'est la parole de mon père ; c'est la parole *du père de mon père. Je vous dirai* la parole de mon père telle que je l'ai reçue ; les griots de roi ignorent le mensonge. Quand une querelle éclate entre tribus, c'est nous qui tranchons le différend car nous sommes les dépositaires des serments que les Ancêtres ont prêtés. »

★ ***Sounndjata ou l'épopée mandingue*, présentée par Djibril Tamsir Niane. Présence Africaine, 1960.**

Dans les coulisses de Mali K7, studio d'enregistrement de Bamako

BAMAKO

de notre envoyé spécial

Torse nu, la tête plongée dans le ventre de son ordinateur, l'ingénieur du son Yves Wernert cherche la source de la panne. Le temps presse. *Demain commence* l'enregistrement du nouveau disque de Nahawa Doumbia, sous la direction artistique du guitariste de jazz Claude Barthélémy.

Tout est prêt. La chanteuse a soigné sa gorge, malmenée par une nuit passée en plein désert du *Niger, lors du Festival internatio*nal de la mode africaine. Les musiciens sont arrivés à l'heure. Tous équipés de Mobylette, achetées grâce aux cachets gagnés en Europe, ils ne sont plus tributaires des transports en commun, très aléatoires. « *Au Mali, la Mobylette est le début de l'émancipation du musicien* », souligne Philippe Conrath, producteur de Nahawa et directeur du Festival Africolor. Depuis qu'il a choisi de s'installer ici, voilà deux ans, Yves Wernert sait qu'à Bamako il faut savoir *composer avec la poussière de* terre qui recouvre d'une pellicule rouge corps, vêtements et circuits électriques. Chaque semaine, l'in*génieur du son démonte son ma*tériel pour le nettoyer.

Situé face à la station Shell de Quinzambougou, un quartier *construit à l'origine pour les mili*taires ayant fait quinze ans d'armée, le studio Oubien est niché dans une bicoque discrète au *fond d'une cour. Un bout de cou*loir, deux pièces minuscules séparées par une vitre, une console vingt-quatre pistes, quelques bouts de tissu sur les murs, une banquette défraîchie : on est bien loin du confort des studios européens. La majorité des enregistrements effectués au Mali sortent d'ici. C'est le studio le plus ancien de Bamako. Depuis, le chanteur Salif Keita (un noble non griot) a ouvert le sien et deux ou trois home-studios ont également vu le jour.

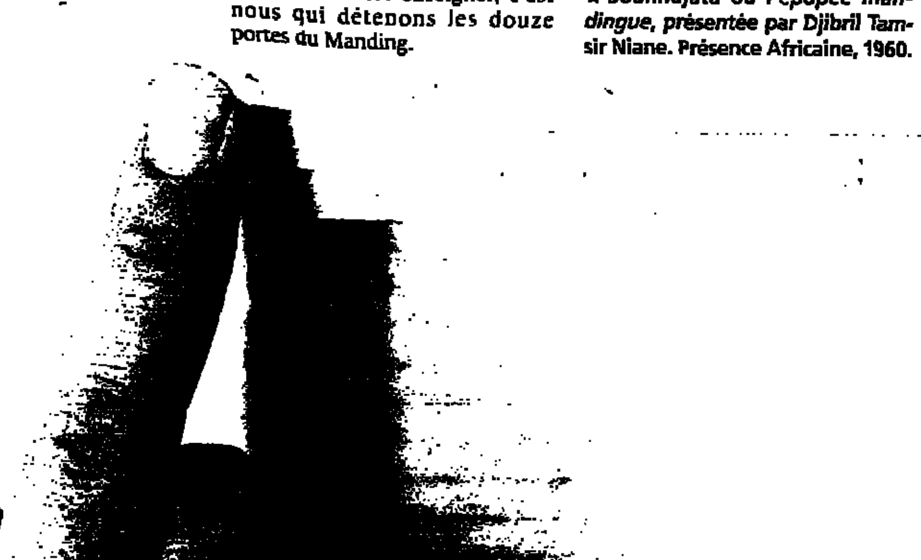
Ce studio, c'est un rêve de jeunesse de Philippe Berthier, ex-propriétaire de magasins de disques et manager de groupes rock en France. Il se souvient avoir craqué pour le Mali et sa musique dans les années 80. « *J'ai acheté 200 000 francs de matériel en France que j'ai fait venir ici. A l'époque, il n'y avait que le studio de la radio, un studio stéréo : deux pistes et deux micros* ». Le guitariste et chanteur Lobi Traoré sera l'un des premiers à l'inaugurer en 1989. « *Je l'avais rencontré un soir dans un bar. Il s'accompagnait d'une vieille guitare branchée avec une prise de lampe de chevet.* » Lobi, depuis, est un fidèle de la maison, qui passe dire bonjour en ami à Nahawa Doumbia.

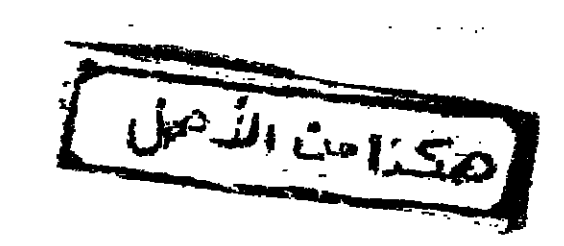
6 000 CASSETTES PAR JOUR

Après l'ouverture du studio, Philippe Berthier a décidé rapidement de se lancer dans la duplication de cassettes. « *J'ai compris très vite que les débouchés en Europe étaient restreints et qu'il fallait donc s'occuper d'abord du marché local avant d'essayer d'exporter.* » En 1991, la firme EMI, déjà installée en Côte d'Ivoire, semble vouloir développer ses activités en Afrique. Elle lui propose une association : « *Ils ont apporté plus de 100 millions de francs CFA et ainsi on a pu acheter de vrais duplicateurs* ». Des machines qui peuvent fabriquer 5 000 à 6 000 cassettes par jour. En 1995, EMI s'aperçoit que l'Afrique n'est pas un terrain pour elle. Le piratage brouille ses plans d'expansion. Hormis sa filiale en Afrique du Sud, la firme revend toutes ses unités sur le continent. Dans la rue 540, à Quinzambougou, depuis, il y a une plaque jaune et bleu accrochée sur un mur : « *Mali K7 SA – Ali Farka Touré Associé* ».

Le bluesman malien a investi dans l'affaire une partie des royalties de *Talkin Timbuktu*, album enregistré en 1993 avec Ry Cooder. Fort de ce nouveau partenaire, Mali K7 tourne à plein régime. Dans l'atelier, situé juste derrière le studio, cinq personnes s'activent autour des bobineuses qui produisent toujours 6 000 cassettes par jour, des productions maison et celles de nombreux clients locaux ou extérieurs, comme Youssou N'Dour, Mory Kanté ou des sociétés ivoiriennes.

Patrick Labesse







Psychodrame à la tronçonneuse

Festen. L'application littérale des théories avant-gardistes du jeune cinéma danois

Film danois de Thomas Vinterberg. Avec Ulrich Thomsen, Henning Moritzen, Thomas Bo Larsen, Paprika Steen. (1 h 46.)

A ceux qui doutent encore que le Dogme 95 – ce vœu rigoureux de chasteté cinématographique formulé en 1995 par Lars Von Trier et quelques compères en vue d'épurer le cinéma de ses plus notables artifices – relève au mieux du canular utopique, au pire d'une désastreuse méprise, on conseillera d'aller voir *Festen*. Ce film est l'occasion idéale de vérifier qu'une forme cinématographique naît davantage d'une nécessité immanente que de quelque dogme que ce soit, comme l'atteste la très impressionnante réussite des *Idiots* de Lars Von Trier, et le navrant échec auquel nous confronte avec ce film (pourtant Prix du jury au Festival de Cannes) son épigone Thomas Vinterberg.

On peut certes expliquer le phénomène en suggérant que Lars Von Trier serait le Perec de cet Oulipo cinématographique, qui ne semble jusqu'à présent profiter qu'à lui. On peut aussi rappeler, à la suite de Jean-Luc Godard, cette définition de l'œuvre d'art : une pensée qui prend forme. Pour faire apparaître les limites d'un système aussi contraignant que celui du Dogme, quand bien même il rejetterait l'idée même de « l'œuvre » et des considérations esthétiques qui en procèdent au profit de la « vérité » des personnages et de l'action. On n'en soumettra pas moins *Festen*, deuxième long métrage de ce réalisateur de vingt-neuf ans, à la trop vieille question : quelle forme pour quelle idée ?

LE FOND ET LA FORME

La réponse est, hélas !, assez simple, dès lors que le film, à la suite du Dogme, a ressuscité le rance dualisme du fond et d'une « forme » réduite à des impératifs techniques : tournage en durée réelle, son synchrone, lumière naturelle, caméra à l'épaule... Il y faudrait donc un argument suffisamment captivant, voire sensationnel, pour pallier toute la richesse des ressources stylistiques dont le film se prive délibérément. Vinterberg n'a pas lésiné : réunie pour le soixantième anniversaire du père fondateur, une famille de la grande bourgeoisie va faire éclater toutes les conventions et se déchirer la nuit durant, jusqu'à accuser le patriarche d'avoir jadis abusé sexuellement de ses enfants. Suspense, retournements de situation, hystérie collective et psychologie au rabais contribuent à mettre ce happening cinématographique au niveau d'une dramatique du samedi soir un peu poivrée. Le déroulement des opérations n'en semble pas moins réglé comme du papier à musique (exposition, conflit, résolution) dans le décor et la durée imposés de la représentation. Gageons qu'on ne perdra pas l'occasion d'évoquer à ce propos l'univers de la tragédie grecque. De cette idée particulièrement mauvaise naît une forme qui ne l'est pas moins, sous le signe du montage *cut*, du faux raccord et de l'instabilité de l'image définie comme principe. Principe évidemment absurde, qui suppose que les déchirures et les commotions humaines s'expriment plus efficacement par le soubresaut et le tronçonnement permanents des plans.

Sous le signe de la redondance plutôt que de la dialectique, cette forme achève de révéler l'inanité d'un projet qui semble s'ingénier à compresser l'univers d'Ingmar Bergman dans la lucarne de MTV.

Jacques Mandelbaum



DR

Ulrich Thomsen dans « Festen », de Thomas Vinterberg.

DÉPÊCHES

■ **Les six salles du Gaumont Les Halles** fermeront leurs portes le 30 décembre. Ce cinéma a subi, depuis l'installation de l'UGC Ciné Cité, une importante chute de fréquentation. Le propriétaire des murs a décidé de ne pas renouveler le droit de bail et de reconvertir l'emplacement dans un autre domaine d'activité. Mais l'exploitant Galeschka Moravioff, soutenu par les professionnels qui s'inquiètent de la disparition de ces écrans et en appellent à la puissance publique, a proposé de reprendre les salles.

■ **L'UGC Ciné Cité Bercy, ouvert le 9 décembre dernier**, a attiré 25 775 spectateurs lors de sa première semaine d'exploitation. Il se classe d'ores et déjà au quatrième rang des cinémas de Paris périphérie.

■ **Un nouvel épisode de *La Guerre des étoiles*** va se lancer en mai 1999 à l'assaut des records établis par *Titanic*, qui l'avait détrônée. Quinze ans après *Le Retour du Jedi*, dernier épisode de la série, George Lucas s'est attelé à la réalisation d'une nouvelle trilogie, dont le premier épisode est intitulé *The Phantom Menace*.

■ **Le nouveau film du Finlandais Aki Kaurismäki** sera présenté en première mondiale au Forum international du nouveau cinéma, qui se tient à l'occasion du Festival de Berlin du 11 au 21 février. Ce drame triangulaire a été conçu comme un film muet, et il sera projeté accompagné par un orchestre dirigé par le compositeur de la musique, Anssi Tikanmaki.

NOUVEAUX FILMS

CUBA MON AMOUR

■ Carlos Marcovich, l'auteur de ce film, en a eu l'idée alors qu'il tournait un vidéo-clip à La Havane pour le compte d'un mannequin mexicain, Fabiola Quiroz. Frappé par la ressemblance entre celle-ci et une jeune Cubaine, Yuliet, intégrée au tournage du clip pour cette raison, le réalisateur décide alors d'évoquer en parallèle la vie des deux jeunes femmes et d'en faire l'objet de son premier long métrage, entre documentaire et fiction. L'histoire de ces deux brunes aux yeux clairs est à la fois semblable et différente : toutes deux ont eu une enfance douloureuse, privée de père et de repère, avant que leur itinéraire diverge. Fabiola continue à New York une carrière de mannequin international, Yuliet demeure à Cuba où elle vit au jour le jour d'expédients divers, en se vendant aux touristes, pour un dollar, à l'occasion.

Le film requiert la participation des proches des deux jeunes femmes qui, tour à tour, témoignent en leur nom et disent un texte visiblement soufflé par le cinéaste. Ce jeu permanent entre document et fiction, le filmage en caméra portée ainsi que le caractère haché de la narration séduisent un moment et suscitent quelques rapprochements assez réussis. Mais ce parti pris de légèreté insistante, et la manière dont Marcovich dispose comme on se joue d'une réalité qui s'accommode assez mal d'une telle frivolité, donne globalement l'impression que le réalisateur a continué avec ce film le tournage de son clip. *J. M.*

Film mexicain de Carlos Marcovich. Avec Yuliet Ortega, Fabiola Quiroz, Oneida Ramirez. (1 h 30.)

LES PUISSANTS

■ Kevin et Maxwell, deux adolescents, doivent faire face à de très grosses difficultés. L'un est handicapé mais supérieurement intelligent. L'autre est obèse et un peu bête. Le premier n'a pas de père mais une mère, interprétée par Sharon Stone. Le second hérite d'un père criminel, tout juste relâché de prison, et se trouve élevé par des grands-parents joués par Gena Rowlands et Harry Dean Stanton. On l'a compris, tout va rapprocher ces deux enfants solitaires qui uniront leurs forces pour surmonter leurs handicaps respectifs. Le film de Peter Chelsom épuise consciencieusement tous les poncifs imaginables sur l'enfance malheureuse ou maltraitée, tandis qu'on se demande ce que Sharon Stone, également productrice du film, et surtout Gena Rowlands, sont venues faire là. Le détachement affiché par cette dernière à l'écran semble montrer qu'elle se pose également la question. *Samuel Blumenfeld*

Film américain de Peter Chelsom, avec Kieran Culkin, Gena Rowlands, Sharon Stone, Elden, Hanson. (1 h 48.)

LES FOLIES DE MARGARET

■ Adapté d'un livre de l'Américaine Cathleen Schine (*La Nièce de Rameau*, paru en traduction française chez Lattès), ce premier long métrage du Britannique Brian Skeet se propose de revisiter la comédie classique américaine en recourant à la littérature libertine française du XVIIIe siècle. Soit l'histoire de Margaret, romancière américaine férue de culture française, qui trompe l'ennui de son mariage avec un universitaire britannique en situant l'éducation sentimentale des personnages de son roman en cours dans la France du XVIIIe siècle. Le montage alterné des intrigues sentimentales – celle de la réalité contemporaine new-yorkaise et celle de de la fiction romanesque reconstituée – représente la seule liberté de ce film qui enfile les clichés comme des perles. Le résultat, d'une informe mièvrerie, est aussi éloigné de Gregory La Cava (cité sous forme d'affiche dans le film) que de Rousseau ou de Sade, et exprime tout au plus, compte tenu du nombre de nudités viriles aperçues, l'inclination du réalisateur pour le corps masculin. On suppose qu'il eût traité plus audacieusement la question si son ouvrage ne requérait aussi manifestement un visa pour Hollywood. *J. M.*

Film britannique de Brian Skeet. Avec Parker Posey, Jeremy Northam, Patrick Bruel, Stéphane Freiss, Brooke Shields. (1 h 33.)

LE NAIN ROUGE

■ Gratte-papier besogneux dans une étude d'avocats, un nain est amené à rencontrer pour ses affaires une cantatrice dont il tombe amoureux. Si l'on sait que la dame est interprétée par Anita Ekberg (oui, celle qui avait sauté dans la fontaine de Trevi pour *La Dolce Vita*) et que le héros va connaître l'amour physique dans ses bras avant de souffrir de l'inconstance des femmes, on ne peut qu'être favorablement intrigué par l'incongruité de ce film inclassable.

Malheureusement, *Le Nain rouge* court après diverses références (de Federico Fellini à Tod Browning, l'auteur de *Freaks*) pour finir par neutraliser l'étrangeté sarcastique et la méchanceté que le début du film semblait promettre, au profit d'un merveilleux sentimental dans lequel il s'enlise irrémédiablement. *Jean-François Rauger*

Film belge d'Yvan Le Moine. Avec Jean-Yves Thual, Dina Gauzy, Anita Ekberg. (1 h 42.)

FESTEN

Lire ci-dessus.

LE TESTAMENT DU SOIR

Lire ci-contre.

LE VOLEUR ET L'ENFANT

BIMBOLAND

La critique de ces films paraîtra dans une prochaine édition.

Les meilleures entrées en France

	FILMS	nombre de semaines d'exploitation	ENTRÉES*	NOMBRE D'ÉCRANS	% d'évolution par rapport à la semaine précédente	TOTAL depuis la sortie
1	Mulan	4	650 399	735	+ 11 %	2 998 309
2	Le Prince d'Egypte	1	648 991	928	-	648 991
3	Couvre-feu	1	254 100	452	-	254 100
4	Mary à tout prix	6	144 991	397	- 14 %	1 972 467
5	Perdus dans l'espace	2	126 737	384	- 50 %	418 791
6	Halloween: 20 ans après	2	80 154	244	- 40 %	259 360
7	La vie est belle	9	79 594	319	- 18 %	3 072 017
8	Mookie	2	75 084	459	- 47 %	238 892
9	L'Ennui	1	57 511	52	-	57 511
10	Fourmiz	6	49 435	225	- 22 %	1 126 153

* période du mercredi 6/12 au dimanche 20/12 inclus

Deux événements auront marqué le box-office de la semaine. Tout d'abord, malgré le bénéfice de la nouveauté, *Le Prince d'Egypte* ne parvient pas à s'imposer face à *Mulan*, marquant un échec relatif du Studio DreamWorks dans sa tentative d'empiéter sur les plates-bandes de Disney. Les aventures de la petite héroïne chinoise (qui frôlent les 3 millions d'entrées en moins d'un mois d'exploitation et surtout alors que commencent à peine les congés scolaires) s'annoncent comme l'un des plus beaux succès récents des studios fondés par le père de Mickey. Ensuite, pour la première fois depuis des semaines, un film français enregistre un authentique succès : les 57 000 entrées de *L'Ennui* et sa neuvième place font paraître la performance modeste, mais le taux de fréquentation par salle où le film est projeté pulvérise les scores des productions qui continuent de tenir le haut du tableau. Outre les effondrements immédiats de *Perdus dans l'espace* et *Mookie*, il faut aussi souligner le succès de *Kirikou la sorcière* : si le dessin animé de Michel Ocelot ne dispose d'aucune des armes qui lui permettraient de faire face aux deux mastodontes qui, en ce début de vacances scolaires, dominent le marché, il enregistre non seulement un très honorable total de 88 000 en douze jours, mais une rarissime hausse de 27 % de ses entrées en deuxième semaine.

Le patchwork d'un vieux maître japonais

Le Testament du soir. Une œuvre pleine de verdeur

Film japonais de Kaneto Shindo. Avec Haruko Sugimura, Nobuko Otowa, Kyoko Asagiri, Tomomi Seo. (1 h 52.)

La puissante voiture roule doucement dans le jardin délicat. La vieille dame, comédienne célèbre venue chercher un peu de repos, est accueillie dans sa résidence de campagne par sa fidèle servante flanquée de sa jolie fille. On rouvre les volets, c'est une cerisaie nippone et minimale qui se déploie en douceur. Mais voilà qu'on en sort pour accompagner la jeune fille, découvrir inopinément sa charmante anatomie. Retour à la paisible demeure. Mais voilà qu'arrive à l'impromptu une ancienne amie de la maîtresse de maison, consœur avec laquelle elle débuta il y a des lustres et qui aujourd'hui a perdu la tête, flanquée de son époux attentionné.

Entre petits gestes et petites déviances, on est de plain-pied dans les élégances un peu fanées d'un certain cinéma japonais. Mais voilà qu'un type à moitié fou fait irruption, hurlant et menaçant de tuer tout le monde avec l'arme qu'il agite hystériquement, et le film fait une embardée vers la reconstitution onirique de ses visions – en noir et blanc trafiqué –, rebondit sur le burlesque, se crispe sur une scène de poursuite et de bagarre. Plus tard, il y aura le comique impayable d'une cérémonie au commissariat, la violence sourde, tendue sur des vertiges de misère, d'un affrontement entre deux femmes que soudain tout ce qui devait les séparer rapproche, tout ce qui devait les réunir sépare. La sereine terreur d'un suicide construit comme un jeu de patience croisée avec les minimes aléas d'une historiette familiale.

Aujourd'hui âgé de quatre-vingt-six ans, Kaneto Shindo fut dans les années 60 un auteur de référence du cinéma japonais, grâce essentiellement au très lent et très exotique *L'Ile nue* (1960) puis au très frénétique et sensuel *Onibaba* (1964). Depuis, grâce à la petite structure de production qu'il a créée dès 1951, il avait tourné une vingtaine de films dont aucun n'avait atteint les écrans occidentaux. Celui-ci, malgré son titre, n'a de testamentaire que la manière dont il combine les différents registres de ses réalisations précédentes. Le principal regret qu'inspire *Le Testament du soir* tient à la manière inutilement abrupte dont il passe d'une situation à l'autre.

Comme si, sur le thème de la vieillesse, il s'agissait davantage d'une succession de sketches réussis que d'une œuvre conçue comme un tout. Mais sans que ces ruptures de ton aient les vertus de mise en crise du récit qu'on trouve, par exemple, chez un Manoel de Oliveira. A cette réserve près, le film est d'une verdeur savoureuse, d'excellent augure : depuis, Kaneto Shindo a presque terminé son nouveau film.

Jean-Michel Frodon

« Central do Brasil » distingué par la critique américaine

LA CRITIQUE AMÉRICAINE, dont les distributions de prix de fin d'année sont censées annoncer le résultat des Oscars, a rendu ses premiers verdicts. Succès international après son Ours d'or à Berlin, *Central do Brasil*, du réalisateur brésilien Walter Salles, a reçu le prix du meilleur film étranger de l'Union nationale des critiques des Etats-Unis. Il devance *La Vie est belle*, donné favori de la soirée des statuettes du 31 mars.

La même association a désigné *Gods and Monster*, de Bill Condon (inédit en France), comme le meilleur film américain, devant *Il faut sauver le soldat Ryan*. Celui-ci arrive en tête du choix du Cercle des critiques new-yorkais, devant *The Thin Red Line*, le très attendu troisième film de Terrence Malick, également situé durant la deuxième guerre mondiale.

Bruce Springsteen réunit le E. Street Band pour une tournée

BRUCE SPRINGSTEEN reforme le E. Street Band, la formation qui l'a accompagné pendant les années 70 et 80 et devrait entamer une tournée mondiale au printemps 1999, a annoncé Jon Landau, le manager du chanteur américain. Bruce Springsteen et le E. Street Band, qui n'ont plus pris la route ensemble depuis la tournée Amnesty International, en 1988-1989, s'étaient retrouvés lors d'un concert unique, improvisé et privé à New York en 1995. En France, le groupe avait fait halte à quatre reprises (1981, 1985, et deux fois en 1988).

Le rocker vient de publier *Tracks* (Columbia/Sony), un coffret rétrospectif de quatre CD comportant inédits et faces B. Avec le E. Street Band, Bruce Springsteen a enregistré ses albums les plus célèbres (*Born to Run*, *The River* et *Born in the USA*).

« Remix » d'images, construction d'identités

Vingt artistes exposent à Nantes leurs créations, argentiques, numériques, en diapositives ou animées, autour de la fiction et de l'autobiographie

REMIX. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-65. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures ; vendredi, jusqu'à 21 heures ; dimanche, de 11 heures à 18 heures. 10 F et 20 F. Jusqu'au 5 mars 1999. Catalogue, sous la direction d'Arielle Pélenc, 88 p., 160 F.

NANTES

de notre envoyé spécial

Il est rare de voir un Musée des beaux-arts, riche en collections picturales, consacrer un espace important à une exposition de photographies. Non pas des photos encadrées sous verre, histoire d'inscrire ces objets dans la continuité du *musée, mais des images*, argentiques ou numériques, projetées en diapositives ou animées (vidéo), punaisées ou scotchées au mur, dans un format qui oscille entre la carte postale et le « tableau » de 4 mètres de haut.

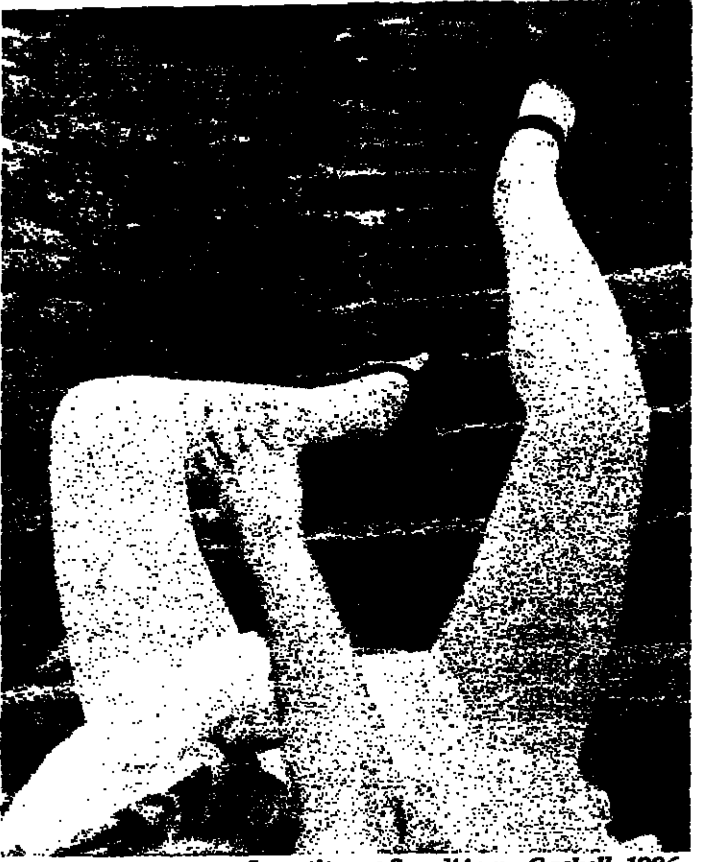
« Ce n'est pas de la photographie, encore moins de l'art... » Telle est la réaction première du public au Musée des beaux-arts de Nantes. Comme si le lieu solennel, voué aux reliques, ne pouvait digérer des images mécaniques dont les sujets plongent le spectateur dans son quotidien. Cette exposition thématique a néanmoins le mérite, même si l'absence d'un texte de présentation ne peut que renforcer les réticences du public, de présenter un échantillon représentatif de « ce qui se fait » en photographie contemporaine.

Vingt artistes – dont une majorité de femmes – ont été réunis. Beaucoup ont autour de trente ans, ce qui traduit un désir des organisateurs de « coller » à l'actualité. Cet ancrage dans l'air du temps est accentué par le titre de l'exposition, « Remix », qui fait référence à la musique techno – modifier un morceau par le biais de rythmiques électroniques. Ici, il s'agit de photos prises, consommées, recyclées. Remixées. Qui s'inscrivent dans la culture de l'image – journalisme, mode, publicité, vie nocturne, archétypes de la consommation, albums de famille, photos intimes, références sexuelles ou identitaires, saynètes reconstituées de la vie quotidienne. Des photos sur les thèmes de l'autobiographie (portraits de proches ou autoportraits) et un mariage ambigu documentaire-fiction. *« Une ouverture sur le monde par l'autofiction »*, souligne Arielle Pélenc, commissaire de l'exposition.

C'est un retour à la figuration dans ce qu'elle a de plus réaliste mais aussi de plus fragile, le plus souvent au moyen de la couleur. Ce *n'est pas nouveau, nombre de photos* ont déjà été aperçues (Richard Billingham, Valérie Jouve, Beat Streuli, Wolfgang Tillmans, Larry Clark...). Les sujets mettent souvent en scène des filles et garçons dans leur passage délicat de l'enfance à l'adolescence. *« Il y a une affirmation générationnelle chez ces jeunes qui font marcher l'industrie culturelle – ils constituent le gros des entrées du film* Titanic –, *mais n'ont pas d'identité affirmée, tant ils sont issus de plus en plus de familles éclatées »*, dit Arielle Pélenc.

LE DOUBLE DIGITAL

Cette quête d'identité vaut autant pour les artistes. Elle est en germe chez trois figures « historiques », *trois femmes, qui donnent une assise* à l'exposition : la surréaliste Claude Cahun (1894-1954) d'abord, née à Nantes, *dont sept autopor*traits travestis affirment une personnalité libérée ; et puis Cindy



« Sans titre nº 3 », d'Anna Gaskell, 1996. DR

Sherman et Nan Goldin, deux Américaines autour de quarante-cinq ans, la première pour ses autoportraits « *à la manière de* », la seconde pour sa *Ballad of Sexual Dependency*, diaporama en musique dans lequel *elle tient la chronique de sa vie.*

La nouveauté est ailleurs. Chez des jeunes artistes qui s'appuient sur l'album de famille pour ensuite donner une légitimité à leur environnement. La Norvégienne Vibeke Tandberg, fille adoptive, se fait consoler en créant son double digital qui s'imprime à ses côtés dans l'image et lui tient la main. Jennifer Bornstein se transforme en posant à côté de *teen-agers* tout en adoptant leurs tenues de basket. Anna Gaskell reconstitue une énigmatique *Alice au pays des merveilles.* Sophy Rickett saisit trois jeunes filles en train de relever leur robe, dans une ville nocturne, pour uriner comme des garçons – une façon comme une autre de marquer son territoire.

Le problème, pour beaucoup d'œuvres, est le sentiment de les avoir déjà vues cent fois, tant les cadrages, poses, détails cernés, matières agrandies, sont stéréotypés, rhétorique d'un existentialisme fin de siècle, proche du nombrilisme. Plus grave est l'impression que les images ne sont pas portées par l'ex*périence de celui qui les prend et* sont plus à ranger au panier des anecdotes, de l'intention, du discours *formaté, du gadget visuel.* Sans justification.

Où est l'urgence, l'émotion ? Où sont les formes ? Chez Hannah Starkey, Irlandaise de vingt-sept ans qui dresse un tragique portrait de femmes dans l'espace urbain. Et chez la Néerlandaise Rineke Dijkstra dont la vidéo, en fin de parcours, convainc : des jeunes garçons et filles, dans des boîtes de nuit de Liverpool ou d'Amsterdam, s'arrêtent devant sa caméra et, au son d'une musique techno – on y revient toujours –, écoutent d'abord, se mettent à danser, s'embrassent. Ils réagissent, les corps deviennent des *personnalités, s'affirment. Enfin !*

Michel Guerrin

Les judicieuses interpellations picturales de Jean-Michel Alberola

IL PARLE, JE PEINS. FRAC Picardie, 45, rue Pointin, 80000 Amiens. Tél. : 03-22-91-66-00. Du mardi au samedi, de 14 à 18 heures. Jusqu'au 11 février.

AMIENS

de notre envoyé spécial

La *question traverse le siècle*, ayant été énoncée dès le siècle précédent : une œuvre d'art peut-elle *avoir quelque* portée politique tout en demeurant une œuvre, sans céder à l'appel de la propagande et aux facilités de l'illustration ? A son tour, après dada, Picasso, le surréalisme, les avant-gardes européennes et américaines, Jean-Michel Alberola l'affronte. Depuis quelques années, ses gouaches et ses dessins abondent en mots, en phrases, en aphorismes. Depuis un an, *l'échelle a changé : du papier, il* est passé au mur et à la peinture murale. Vieille hypothèse, que l'on *pouvait croire abandonnée. Il la* ressuscite.

L'exposition qu'il accomplit à Amiens est exemplaire. Clairement, elle fixe les termes du problème. Clairement, elle propose une façon de le résoudre. Non moins clairement, il apparaît que cette façon est pertinente – autrement dit efficace. A première vue, elle repose sur un changement *d'échelle et une liaison très précise* du lisible et du visible, des lettres et des formes. Changement *d'échelle* : Alberola cherche des idées pour des œuvres murales sur de simples morceaux de papier. Alors, approximativement, il détermine les couleurs dominantes – peu nombreuses –, la composition, l'arrangement des mots et des figures, lesquelles peuvent être abstraites ou ne pas l'être. Ce ne sont, à ce stade, qu'expériences sans rien en elles de définitif.

ÉCHANGES MARCHANDS

Mais ce sont aussi des apostrophes et des aphorismes, des slogans et des appels. Il en est d'immédiatement explicites, tel *« Un groupe de paysans et d'ouvriers comme des chiens analphabètes, loin de leur genre humain »*, ou, sans illusion, *« J'ai l'impression de parler à un mur »*. Il en est d'allusifs et d'elliptiques, *« Encore le vieux rêve de l'âge d'or »*, *« Devenir grain de sable »* ou cette constatation indiscutable : *« La fluidité des échanges enfantins n'a plus cours »*.

Le sens de ces interpellations n'est pas douteux. Alberola observe son époque – la nôtre – et ses observations le consternent. Il voit des échanges systématiquement marchands, des hommes déshumanisés, des misères qui n'en finissent pas, des utopies inopérantes. Qu'a-t-il à leur opposer ? Ses mots, donc. Mais ses mots magnifiés par le rouge et le jaune ; ses mots que des fragments d'images rendent plus explicites.

Dans le patio du FRAC Picardie, la juxtaposition et l'articulation des peintures murales sont saisissantes, parce que réfléchies, parce qu'en place dans l'espace. Que les rapports chromatiques soient maîtrisés avec aisance, que proportions et dimensions soient justes, ce n'est, si l'on peut dire, que le moindre des mérites de cet ensemble. Il faut y marcher d'une surface à l'autre, d'un angle à l'autre pour éprouver l'efficacité d'une dialectique de la vision et de la lecture qui ne se relâche à aucun moment. On pourrait dire la chose tout autrement : le bombardement est violent, l'expérience brutale. La visite tourne à la réflexion.

*Et celle-ci tourne nécessaire*ment à la politique. Parce que les phrases l'exigent. Parce que les œuvres l'imposent. *Mais aussi* parce que la peinture murale, en tant que telle, le suggère. Une telle surface échappe au commerce. Elle se conserve sur place, sans échanges, sans spéculations. Ou elle est détruite, par recouvrement ou grattage. Elle s'extirpe donc du circuit des objets d'art, n'ayant aucune valeur marchande et un destin probablement éphémère. Ce statut accroît son autorité, qui serait compromise dans le cas d'un tableau de chevalet. Son message fût-il révolutionnaire, il n'en serait pas moins à vendre, donc récupérable. Ici, rien de tel.

Aussi *n'y a-t-il pas d'équivoque.* Les œuvres sur papier qu'Alberola a jointes aux peintures murales – gouaches de grand format, cartes à jouer et illustrations retouchées, dessins – relèvent d'autres registres. On y trouve encore des inscriptions, mais joueuses – *« Souvenir de la fin du XXᵉ siècle »* – ou ironiques – *« Rien du tout »*, *« La Cueillette de l'idée fixe »*. Les allusions à l'histoire de la peinture ne manquent pas, autour de quatre gouaches intitulées *D'après Giotto* où le peintre se souvient de la fresque – autre art mural –, de ses relations avec l'architecture, de ce *qui s'y noue entre couleurs et des*sins. Tout cela, en deux espaces distincts, fait de l'exposition une réussite remarquable.

Philippe Dagen

★ Jean-Michel Alberola expose également des œuvres récentes intervenant au sein de deux collections d'art ancien, « Ni poker ni belote » au Musée des beaux-arts de Chartres, jusqu'au 5 janvier, et « Un air connu » au Musée d'art et d'histoire de Genève jusqu'au 17 janvier.

SORTIR

PARIS

Neil Haroun Cabaret oriental 1920
Mayodi et Lila sont brillants, plein d'idées et passionnés par la danse orientale qu'ils pratiquent comme ils respirent. Pierre Mechanick, d'après une idée de Mayodi, a eu envie de les mettre en scène, avec la compagnie El-Noujoum, dans le cadre d'un cabaret oriental, à la fois littéraire et subtilement kitsch.
L'orientalisme tel qu'on le concevait en Europe dans les années 20. Loukoums et gaieté.
Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 18ᵉ. Mº Pigalle. Du lundi au dimanche, à 20 h 30. Relâche le jeudi. Tél. : 01-49-87-50-50. 90 F. Jusqu'au 14 janvier.

Ballet flamenco Antonio Canales
Antonio Canales, assisté du metteur en scène Lluis Pasqual, danse *Variations sur la casa de Bernarda Alba* (inspiré du livre de Federico Garcia Lorca). Flamenco pas macho, puisque Canales interprète Alba, et les danseurs se métamorphosent en filles de la fameuse maison ! Ça promet ! La seconde pièce du programme est un hommage à *El Romancero Gitano*, toujours de Lorca. Avec Sara Baras, grande danseuse flamenca qui tient aujourd'hui le haut du pavé.
Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8ᵉ. Mº Alma-Marceau. Du lundi au dimanche, à 20 h 30. Relâche les 25 et 29 décembre. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 300 F ; réveillon : de 70 F à 390 F. Jusqu'au 3 janvier.

Le Bel Air de Londres
L'Irlando-Anglo-Franco-Américain Dion Boucicault n'est guère connu en France, bien qu'il ait écrit, durant la seconde moitié du XIXᵉ siècle, deux cents pièces qui connurent un succès sans équivalent outre-Manche (et outre-Atlantique). *Le Bel Air de Londres* est une œuvre de jeunesse, l'exemple de ce « théâtre de salon » qui devait faire la fortune de son auteur, comédie de situation où des personnages inventent et se *débattent dans* les quiproquos les plus plaisants. Mise en scène d'Adrian Brine et distribution menée, emmenée par l'extravagant Robert Hirsch en aristocrate déjeté-déjanté.
Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 16, boulevard Saint-Martin, Paris 10ᵉ. Mº Strasbourg-Saint-Denis. A partir du 15 décembre. Du mardi au samedi, à 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-42-08-00-32. De 100 F à 280 F. Jusqu'au 30 juin.

GUIDE

REPRISES CINÉMA

Les Contrebandiers de Moonfleet
de Fritz Lang, avec Stewart Granger, Jon Witheley.
Américain, 1955, copie neuve (1 h 23).
Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5ᵉ (01-43-54-51-60).

La Strada
de Federico Fellini, avec Giulietta Masina, Anthony Quinn.
Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40).
Action Ecoles, 5ᵉ (01-43-29-79-89).

West Side Story
de Robert Wise et Jérôme Robbins, avec Nathalie Wood, Rita Moreno, George Chakiris.
Américain, 1960 (2 h 35).
Grand Action, dolby, 5ᵉ (01-43-29-44-40).

FESTIVALS CINÉMA

Ernst Lubitsch
The Shop Around the Corner (1940) : le 23, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; *Sérénade à trois* (1933) : le 24, à 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05.
Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 3, rue Champollion, Paris 5ᵉ. Tél. : 01-43-54-42-34.

Yasujiro Ozu
Crépuscule à Tokyo (1957) : le 23, à 15 h 40, 18 h 25, 21 h ; *Bonjour* (1959) : le 24, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Saint-André-des-Arts I, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6ᵉ. Tél. : 01-43-26-48-18.

Jean-Daniel Pollet
L'Amour c'est gai, l'amour c'est triste (1968) : le 23, à 21 h 45.
L'Epée de Bois, 100, rue Mouffetard, Paris 5ᵉ.

Panorama du Western
La Vallée de la peur (Raoul Walsh, 1946) : le 23, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *La Dernière Chasse* (Richard Brooks, 1955) : le 24, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6ᵉ. Tél. : 01-43-29-11-30.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et Parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Cabaret citrouille, revue (et corrigée)
d'Achille Tonic et Ferdinand Lecomte, *mise en scène d'Achille Tonic.*
Chapiteau Achille Tonic, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13ᵉ. Mº Austerlitz. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-44-24-01-00. De 70 F à 130 F.

Eclipse
de Bartabas, mise en scène de l'auteur.
Théâtre équestre Zingaro, 176, avenue Jean-Jaurès, 93 Aubervilliers. Mº Fort d'Aubervilliers. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 08-03-80-88-03 (2,23 F/mn). 145 F et 240 F.

Kayassine
avec la compagnie les Arts Sauts.
Espace chapiteau du Parc de la Villette, parc de la Villette, Paris 19ᵉ. Mº Porte-de-la-Villette. Le 23, 20 h 30. Tél. : 08-03-07-50-75. 115 F et 140 F.

Fellag
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10ᵉ. Mº La Chapelle. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Opérettissimo
Françoise Krieff (soprano), Florence Brunold (chant), Hubert Degex (piano).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11ᵉ. Mº Goncourt. Le 23, à 19 h 30. Tél. : 01-48-06-72-34. De 70 F à 90 F.

La Bayadère
Etoiles, premiers danseurs, corps de ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Vello Pähn (direction). Rudolf Noureev (chorégraphie).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11ᵉ. Mº Bastille. Le 23, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 50 F à 405 F.

Colette Renard
Théâtre de Dix-Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris 18ᵉ. Mº Pigalle. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-46-06-10-17. 150 F.

Le Groupe Riche et Pauvre
avec la chanteuse Maya
La Vieille Grille, 1, rue du Puits-de-l'Ermite, Paris 5ᵉ. Mº Monge. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-42-72-29-61. 70 F.

West Side Story
Palais des sports, porte de Versailles, Paris 15ᵉ. Mº Porte-de-Versailles. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-44-68-69-70. De 160 F à 300 F.

Notre-Dame de Paris
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17ᵉ. Mº Porte-Maillot. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-40-68-00-05. De 200 F à 300 F.

Djaafar Benyoucef
Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15ᵉ. Mº Boucicaut. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-45-54-95-31. 80 F.

RÉSERVATIONS

Myung-whun Chung
dirige le Chamber Orchestra of Europe.
Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19ᵉ. Les 9 et 10 janvier. Tél. : 01-44-84-44-84. De 140 F à 200 F.

Hommage à Astor Piazzola
par Michel Portal, Richard Galliano et l'orchestre des concerts Lamoureux.
Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8ᵉ. Le 17 janvier. Tél. : 01-45-61-53-00. De 90 F à 190 F.

Les Belles nuits du Ramadan
avec l'Orchestre du Conservatoire de Beyrouth, Houria Aïchi, Fadela & Aïssa, Hassan Haffar et les Munshids d'Alep...
Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11ᵉ. Du 6 au 20 janvier. Tél. : 01-47-00-57-59. De 80 F à 130 F.

Claude Nougaro
Palais des Sports, 1, place de la Porte-de-Versailles, Paris 15ᵉ. Le 15 janvier. Tél. : 01-44-68-44-68. De 150 F à 290 F.

Le Frigo et la Femme assise
de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias.
Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16ᵉ. Du 8 janvier au 28 février. Tél. : 01-53-65-30-00. 120 F et 160 F.

DERNIERS JOURS

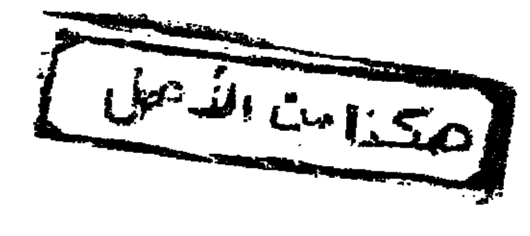
27 décembre :
Shiro Kuramata, 1939-1991
Musée des Arts décoratifs, palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1ᵉʳ. Tél. : 01-44-55-57-50. 20 F.

31 décembre :
Hommage à François Mansart
Maison Mansart, 5, rue Payenne, Paris 3ᵉ. Tél. : 01-48-87-41-03. Entrée libre.

L'Intranquillité
d'après Fernando Pessoa, mise en scène d'Alain Rais, avec François Marthouret.
Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3ᵉ. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.

Pour un oui ou pour un non ?
de Nathalie Sarraute, mise en scène de Simone Benmussa.
Comédie des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8ᵉ. Tél. : 01-53-23-99-19. De 100 F à 200 F.

Les Variations Goldberg
de George Tabori, mise en scène de Daniel Benoin.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16ᵉ. Tél. : 01-53-65-30-00. [illegible]



MERCREDI 23 DÉCEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

20.30 Monnaie de singe ■■
Norman McLeod (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 80 min). Ciné Classics

20.30 Meurtre à Alcatraz ■■
Marc Rocco (Etats-Unis, 1995, 120 min). Ciné Cinémas

21.00 Rien ne va plus ■■
Claude Chabrol (France, 1997, 100 min). Canal +

21.00 Sexe, mensonges et vidéo ■■
Steven Soderbergh (Etats-Unis, 1988, 100 min). Cinéstar 2

23.05 Madame Bovary ■■■
Claude Chabrol (France, 1991, 137 min). Canal +

0.05 Riz amer ■■■
Giuseppe De Santis (Italie, 1949, N., v.o., 110 min). Ciné Classics

0.25 La Femme aux deux visages ■■
George Cukor (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 85 min). Arte

1.25 Twin Town ■■
Kevin Allen (Grande-Bretagne, 1998, v.o., 95 min). Canal +

1.55 Boudu sauvé des eaux ■■■
Jean Renoir (France, 1932, N., 85 min). Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Elie Semoun, Rhinoceroce, Jean-Pierre Coffe, Alain Dutournier, Arno Klarsfeld. Canal +
19.10 Le Rendez-vous. LCI
20.00 20 h Paris Première. Invité : Pierre Arditi. Paris Première
20.15 Au nom de la loi. Turbulences. Entre répression et tolérance. RTBF 1
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Le Secret d'Evita : le voyage en Suisse. Arte
20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Les transportés. Histoire
20.50 ▶ Hors série. Un été au Grand Hôtel. France 3
20.55 Combien ça coûte ? C'est la fête. Le cirque de Moscou. Les peintres de vitrines. L'économie d'une guinguette. Home service, les fêtes à domicile. Invitée : Sophie Thalmann. TF 1
21.00 Paris modes. Les sapins de Noël. Paris Première
21.00 *Le Grand Journal.* LCI
23.00 Le Magazine de l'Histoire. Portraits et destins. Invités : Jean-Marie Rouart, Philippe Sollers, Laure Adler. Histoire
23.15 52 sur la Une. *Les traqueurs de chance.* TF 1

DOCUMENTAIRES

19.00 Connaissance. Le Thé, un plaisir noir et vert. Arte
19.25 L'Odyssée bleue. Un nouvel horizon. France 2
19.30 Légendes vivantes d'outre-mer. Les boutres aux senteurs. Odyssée
19.45 André Previn, de la musique au rire. *Planète*
19.55 Himalaya. A la rencontre des Dhimal. Odyssée
20.15 Reportage. Le Barde russe. Arte
20.35 En attendant les extraterrestres... Planète
20.50 L'Ile Maurice, perle de l'océan Indien. Odyssée
20.55 Diana. All You Need Is Love. Téva
21.25 Tout Spirou. Planète
21.40 L'Albanie d'Enver Hoxha. Histoire
21.45 Plans de vol. Les camions du ciel. Odyssée
21.55 Muhammad Ali, au-delà du ring. Planète
22.15 Le Temps des cathédrales. Les nations s'affirment. Odyssée
22.40 *Claude Chabrol,* Isabelle Huppert. Portraits croisés. Canal +
22.55 Histoire de l'aviation. [7/7]. Le mur du son 1945 - 1960. Planète
23.00 Intégrales coulisses. Les sales gosses. France 3
23.10 Sainte Thérèse au carmel. Odyssée
0.05 Bébé génération plus. Planète
0.55 Lockerbie, dix ans après. Planète

DANSE

21.00 The Tale of a Manor. Chorégraphie. Pär Isberg. Musique. Sandström. Enregistré pour la télévision. Par le ballet royal suédois. Muzzik
21.45 Le Lac des cygnes. Chorégraphie. Patrice Bart. Musique. Tchaïkovski. Par le ballet du Deutsche Staatsoper Unter den Linden de Berlin. Enregistré à Berlin en 1998 et transmis simultanément *sur France-Musique.* Arte

MUSIQUE

23.00 Concert de Noël. Au Palais royal de Bruxelles, le 17 décembre 1998. *Par le* Chœur d'enfants de Wallonie. RTBF 1
23.55 Eddy Mitchell à Bercy. Paris-Bercy 1997. France 3

0.45 Les Divas. New York 1998. Avec Céline Dion, Mariah Carey, Gloria Estefan, Aretha Franklin, Shania Twain. TF 1

TÉLÉFILMS

20.30 La Vie de Marianne. Benoît Jacquot [1 et 2/2]. Festival
20.40 Seule contre l'injustice. Chuck Bowman. RTL 9
20.40 Liaison maléfique. Deryn Warren. 13ème Rue
20.50 20 000 lieues sous les mers. Rod Hardy [1 et 2/2]. M 6
20.55 *David.* Robert Markowitz [1 et 2/2]. France 2
21.25 Un Noël pas comme les autres. Tom McLoughlin. RTBF 1
0.30 Un soleil pour l'hiver. Laurent Carceles. France 2

COURTS MÉTRAGES

0.00 Quartier Tam Tam. Mohamed Damak. TV 5

SÉRIES

19.20 Equalizer. Que justice soit faite ! 13ème Rue
20.40 Homicide. Un gamin infernal. Série Club
20.55 Blanche. [9, 10 et 11/11]. TMC
21.00 Star Trek, la nouvelle génération. Tapisserie. Canal Jimmy
21.30 Two. Dangereuse randonnée. Série Club
22.10 New York Undercover. Double jeu. Echec et mat. 13ème Rue
22.15 Oz. In excelsis Deo. Série Club
22.25 Friends. Celui qui tombe des nues (v.o.). Celui qui a été très maladroit (v.o.). *Canal Jimmy*
23.00 3e planète après le Soleil. Jolly Old St. Dick (v.o.). Série Club
23.25 Townies. Townies (v.o.). Série Club

NOTRE CHOIX

● 21.00 Cinéstar 2
Sexe, mensonges et vidéo

Une jeune femme se refuse à son mari, qui a pris sa belle-sœur pour maîtresse. Un copain du mari, perdu de vue depuis longtemps, vient rendre visite au couple et s'installe. Pour pallier son impuissance, il filme en vidéo les confessions sexuelles des femmes qu'il rencontre. Par Steven Soderbergh, les malaises et névroses de la classe moyenne américaine. Palme d'or très controversée du Festival de Cannes 1989.– *J. S.*

● 23.05 Canal +
Madame Bovary

Réalisée par Claude Chabrol en 1990, une scrupuleuse et admirable adaptation du roman de Gustave Flaubert, avec des « respirations » et un rythme cinématographique correspondant à la construction narrative de l'auteur. Isabelle Huppert est l'interprète idéale du rôle. – *J. S.*

● 0.05 Ciné Classics
Riz amer

Un voyou et sa maîtresse, poursuivis par la police après le vol d'un collier, se mêlent aux travailleuses saisonnières (les mondines), qui viennent repiquer le riz dans une exploitation de la vallée du Pô.

Une belle fille sensuelle tombe amoureuse du voyou qui veut en faire sa complice. Enorme succès commercial basé sur un malentendu (la découverte de Silvana Mangano comme « bombe sexuelle »), ce film, réalisé en 1948 par Giuseppe de Santis, est un des plus importants du néoréalisme social. Avec une dimension dramatique et lyrique rappelant le grand cinéma soviétique de Dovjenko et Donskoï. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

18.25 Pluto Dingo.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Météo des neiges.
20.55 Combien ça coûte ?
23.15 52 sur la Une. Les traqueurs de chance.
0.15 Minuit sport.
0.45 *Les Divas.* La Nuit en fête.
1.55 TF 1 nuit.

FRANCE 2

19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 L'Odyssée bleue.
19.50 et 20.50 Tirage du Loto.
19.54 Au nom du sport.
19.55 Le Pire Noël est arrivé.
20.00 Journal, *Météo, Point route.*
20.55 David. Téléfilm. Robert Markowitz [1 et 2/2].
0.05 Journal, Météo.
0.30 Un soleil pour l'hiver. Téléfilm. Laurent Carceles.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.52 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Le Kouij de 20 heures.
20.35 Tout le sport.
20.50 ▶ Hors série. Un été au Grand Hôtel.
22.30 Météo, Soir 3.
23.00 Intégrales coulisses. Les sales gosses.
23.55 Eddy Mitchell à Bercy. Rock and Blue.

CANAL +

▶ En clair jusqu'à 21.00
18.25 Flash infos.
18.30 Nulle part ailleurs.
20.30 L'Année du cinéma.
21.00 ▶ Soirée spéciale Chabrol - Huppert.
21.00 Rien ne va plus ■■ Film. Claude Chabrol.
22.40 Portraits croisés.
23.05 Madame Bovary ■■■ Film. Claude Chabrol.
1.25 Twin Town ■■ Film. Kevin Allen (v.o.).

ARTE

19.00 Connaissance.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Le Barde russe.
20.45 Les Mercredis de l'Histoire. Le Secret d'Evita : le voyage en Suisse.
21.35 Les Cent Photos du siècle. *Le Baiser de l'hôtel de ville,* une photo de Robert Doisneau, 1950.
21.45 Musica. Le Lac des cygnes.
0.25 La Femme aux deux visages ■■ Film. George Cukor (v.o.).

M 6

18.40 Astérix le Gaulois ■ Film. Ray Goossens.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Zorro.
20.35 La Famille Touvabien.
20.40 Décrochage info, Politiquement rock.
20.50 20 000 lieues sous les mers. Téléfilm. Rod Hardy [1 et 2/2].
0.15 L'Heure du crime. Les 12 coups de minuit.
1.05 Les Aventuriers de l'extrême. Namasté, Chantal Mauduit.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Pierre Dubois (*Les Contes de féerie*).
21.00 Philambule.
22.10 Fiction. *Le Dernier Tireur,* de Arthur Conan Doyle.
23.00 Nuits magnétiques. Entrevues et galop d'essai.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

19.40 Roméo et Juliette. Ballet de Prokofiev par le Chœur de Radio *France et l'Orchestre national* de France, dir. Riccardo Muti : *Suite n° 1 et 2* (extraits).
21.45 Le Lac des cygnes. Ballet de Tchaïkovski. Enregistré à Berlin et transmis simultanément sur Arte, par la Staatskapelle de Berlin, dir. Daniel Barenboïm.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Brahms. 20.40 Guillemette Laurens et l'Ensemble Il Giardino Armonico. Œuvres de Locke, Vivaldi, Biber.
22.23 Les Soirées... (suite). Œuvres de Boccherini, Gazzaniga, Haydn.

JEUDI 24 DÉCEMBRE

FILMS DU JOUR

13.45 La Séparation ■■
C. Vincent (F, 1994, 90 min). Cinéstar 2

14.55 Une journée de plaisir ■■
Charles Chaplin (Etats-Unis, 1919, muet, N., 25 min). Ciné Classics

15.05 La Passion Béatrice ■■
Bertrand Tavernier (France - Italie, 1987, 130 min). Cinéstar 1

15.20 Une vie de chien ■■
Charlie Chaplin (Etats-Unis, 1918, muet, N., 45 min). Ciné Classics

16.05 Le Kid ■■■
Charlie Chaplin (Etats-Unis, 1921, muet, N., 55 min). Ciné Classics

16.20 Bronco Apache ■■
Robert Aldrich (Etats-Unis, 1954, 90 min). Cinétoile

17.50 Le Chant du Missouri ■■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1944, v.o., 100 min). Cinétoile

19.10 Tucker ■■
Francis Ford Coppola (Etats-Unis, 1988, 110 min). Cinéstar 2

19.15 Monnaie de singe ■■
Norman McLeod (Etats-Unis, 1931, N., v.o., 75 min). Ciné Classics

19.30 Chantons sous la pluie ■■■
Stanley Donen et Gene Kelly (Etats-Unis, 1952, 100 min). Cinétoile

20.40 Spartacus ■■
Stanley Kubrick (Etats-Unis, 1960, *185 min*). 13ème Rue

20.55 Trois places pour le 26 ■■
Jacques Demy (France, 1988, 110 min). Téva

21.00 Ziegfeld Follies ■■■
Vincente Minnelli (Etats-Unis, 1946, *v.o., 110 min*). *Paris Première*

21.00 Week-end en famille ■■
Jodie Foster (Etats-Unis, 1995, 105 min). Cinéstar 2

22.10 Riz amer ■■■
Giuseppe De Santis (Italie, 1949, N., v.o., 110 min). Ciné Classics

22.25 Le Petit Dinosaure et la Vallée des Merveilles ■■
Don Bluth (Etats-Unis, 1988, 70 min). Cinéstar 1

22.50 That's Dancing ! ■■
Jack Haley Jr (Etats-Unis, 1984, v.o., 105 min). Paris Première

23.10 Le Vaisseau fantôme ■■
Michael Curtiz (Etats-Unis, 1941, N., v.o., 90 min). Arte

0.10 L'Assassinat du Père Noël ■■
Christian-Jaque (France, 1941, N., 100 min). 13ème Rue

0.20 L'Appât ■■
Anthony Mann (Etats-Unis, 1953, 90 min). Cinétoile

0.25 Adhémar ■■
S. Guitry (F, 1951, N., 105 min). Festival

0.50 Ninotchka ■■■
Ernst Lubitsch (Etats-Unis, 1939, N., v.o., 105 min). Arte

0.50 Mission : impossible ■■
Brian DePalma (Etats-Unis, 1996, v.o., 110 min). Cinéstar 2

1.15 Une idylle aux champs ■■
Charles Chaplin (Etats-Unis, 1919, muet, N., 35 min). Ciné Classics

2.40 Au-delà des lois ■■
John Schlesinger (Etats-Unis, 1995, 100 min). Cinéstar 2

3.55 Les Yeux de la nuit ■■
John Farrow (Etats-Unis, 1948, N., v.o., 75 min). Ciné Classics

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

18.00 Stars en stock. Robert Redford. Marlène Dietrich. Paris Première
18.30 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Jean-Marie Rouart ; Philippe Sollers ; Laure Adler. Histoire
18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Michou ; Beverley Knight ; Jean-Pierre Luminet ; Christian Cazaux ; Stéphane Peyron. Canal +
20.00 20 h Paris Première. Invité : Guy Bedos. Paris Première
20.05 Temps présent. Que sont-ils devenus ? Le siècle en images : Paul VI à Jérusalem. TSR
20.50 Un Noël de rêves. Invités : Ophélie Winter ; Filip ; *Paul Bocuse ; Guy Montagné ;* Patrick Fiori. France 2
22.05 Festival Disney. La nuit des cadeaux. Disney Channel
23.00 De l'actualité à l'Histoire. L'université, trente ans après. Histoire
0.00 Envoyé spécial, les années 90. La mafia des capucins. Dea Pérou. Histoire
0.00 Le Club. Patrick Schulmann. Ciné Classics

DOCUMENTAIRES

18.00 L'Histoire des grands ballets. [4/20]. La Sylphide. Mezzo
18.00 Django Legacy. Muzzik
18.15 Seul contre Saddam. Planète
18.30 Le Monde des animaux. La Reine du lagon. La Cinquième
18.30 Légendes vivantes d'outre-mer. Les boutres aux senteurs. Odyssée
19.00 Voyages, voyages. Liban. Arte
19.25 L'Odyssée bleue. L'île de l'espoir. France 2
19.25 Incertain Père Noël. Odyssée
20.15 La Magie Méliès. [1/2]. Odyssée
20.35 Alfonso Cabeza de Vaca, marquis de Portago. [2/2]. Planète
20.40 ▶ Soirée thématique. Jack London. Arte
21.40 André Previn, de la musique au rire. Planète
21.55 Himalaya. A la rencontre des Dhimal. Odyssée
22.35 En attendant les extraterrestres... Planète
22.45 Anne-Sophie Mutter. Mezzo
22.50 L'Ile Maurice, perle de l'océan Indien. Odyssée
23.25 Tout Spirou. Planète
23.50 Muhammad Ali, au-delà du ring. Planète
0.55 Diana. All You Need Is Love. Téva

DANSE

18.30 La Fleur de pierre. Ballet. Musique de Prokofiev. Interprété par le ballet du Kirov. Avec Anna Polikarpova, Alexandre Gulyaev, etc. Mezzo

MUSIQUE

17.15 Spécial Charpentier. Par la Grande Ecurie *de la Chambre du Roy,* dir. Jean-Claude Malgoire. Muzzik
18.55 Carla Bley et Steve Swallow. Muzzik
20.45 Quatre saisons à Lille. Par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesus. Avec Véronique Sanson... Mezzo
21.30 Beethoven. *Octuor en mi bémol majeur, op. 103.* Par les solistes de la Philharmonie de Berlin. Muzzik
22.15 Les Trois Ténors. Enregistré au Champ-de-Mars, à Paris, le 10 juillet 1998. Avec José Carreras ; Placido Domingo ; Luciano Pavarotti. Par l'Orchestre de Paris, *dir. James Levine.* Canal +
22.15 Jazz à Antibes 1990. Muzzik
22.45 André Rieu et l'Orchestre Johann Strauss. TF 1
23.15 L'Africaine. Opéra de Meyerbeer. Par l'Orchestre de l'Opéra de San Francisco, dir. Maurizio Arena. Muzzik
23.20 Chants de Noël. RTBF 1

VARIÉTÉS

0.35 Retiens la nuit, Johnny et l'enfant. Emission diffusée le 24 décembre 1976. Canal Jimmy

TÉLÉFILMS

18.30 Ellis Island, les portes de l'espoir. Jerry London [2/3]. Téva
20.00 Petit. Patrick Volson. TV 5
20.30 L'Orange de Noël. Jean-Louis Lorenzi. Festival
22.30 Le Voyage magique au pays du roi Arthur. Mel Damski. M 6
22.45 Un soleil pour l'hiver. Laurent Carceles. Festival

COURTS MÉTRAGES

23.45 Nuit de Noël pour femme adultère. Robert Zemeckis. 13ème Rue
0.40 Bloody Olive. Vincent Bal. Arte

SÉRIES

17.35 Beverly Hills. *Joyeux Noël.* TF 1
17.45 La Loi de Los Angeles. La fièvre acheteuse. Téva
18.30 Magnum. Amnésie. 13ème Rue
18.55 L'Instit. Tu m'avais promis. Festival
19.20 Equalizer. Le jour de la corde. 13ème Rue
19.30 Mission impossible. Le commandant. Série Club
20.10 Zorro. Le fantôme du monastère. M 6
20.20 Happy Days. Joyeux Noël. Série Club
23.25 3e planète après le Soleil. Proud Dick (v.o.). Série Club
1.25 Seinfeld. La brûlure (v.o.). Canal Jimmy
1.50 High Incident. Acompte requis (v.o.). 13ème Rue

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■■ Ne pas manquer.
■■■ Chef-d'œuvre ou classiques
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 15.40 Planète
Jazz Collection

Présence de Coltrane

A NOUVEAU, le saxophoniste John Coltrane est partout. Un coffret de huit CD de ses enregistrements en quartette pour le label américain Impulse ! vient d'être publié ; Ravi Coltrane, son fils, évoque ses grandes œuvres dans le magazine *Vibrations* ; le trompettiste Wynton Marsalis joue sa musique et s'en explique dans le mensuel *Jazz Hot* (ces deux publications datées décembre 1998-janvier 1999). Et sur la chaîne Planète, on peut revoir l'excellent film de Jean-Noël Cristiani, qui date de 1996, issu de la série « Jazz collection ».

Entre 1955, quand il rejoint la formation de Miles Davis, et sa mort, le 17 juillet 1967, des suites d'un cancer du foie, John Coltrane a une vie de musicien qui occuperait dix vies. Il bouleverse le monde musical à chacune de ses avancées. Perpétuellement insatisfait, perpétuellement en quête – *« Je ne sais pas ce que je cherche, quelque chose qui n'a pas encore été joué ; je ne sais pas ce que c'est »* –, Coltrane explore les styles (post bop, ballade, big band, free, au-delà du free), se remet en question au contact d'autres saxophonistes, qu'il intègre à ses groupes (Eric Dolphy, Pharoah Sanders, Ornette Coleman, Archie Shepp, Albert Ayler...), pense toujours aux grands maîtres (Duke Ellington), avance vers le futur au travers de dizaines d'enregistrements, et des concerts qui s'enchaînent sans jamais se ressembler. Il a dirigé l'un des groupes les plus célèbres du jazz, avec le contrebassiste Jimmy Garrison, le pianiste McCoy Tyner et le batteur Elvin Jones ; ces deux derniers venant témoigner de la présence intense de Coltrane.

La démarche de Coltrane, sa musique, sa force de travail, sa douceur témoignent de sa vie spirituelle. Il étudie l'islam, les religions d'Afrique, de l'Extrême-Orient, les mystiques, la philosophie, avec, en fond sonore, présent dans toute sa musique, les mélodies des spirituals et du gospel de son enfance dans le Sud rural. Ouvert par le déchirant *Alabama*, le film de Cristiani se conclut par l'une des grandes déclarations d'amour du jazz, *Naïma*. Il n'y a alors rien d'autre à entendre que la beauté.

Sylvain Siclier

★ Rediff. : vendredi, 19.35 ; samedi, 22.00 ; dimanche, 18.00.

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.55 Les Feux de l'amour.
14.45 Arabesque.
15.35 La loi est la loi.
16.40 Sunset Beach.
17.35 Beverly Hills.
18.25 Pluto Dingo.
19.05 Le Bigdil.
20.00 Journal, Météo.
20.50 En attendant le Père Noël.
22.45 Concert. André Rieu et l'Orchestre *Johann Strauss.*
23.55 Présentation des fêtes de la Nativité.
0.00 Messe de minuit.
1.50 Avocat d'office. L'Amour piégé.

FRANCE 2

13.55 Derrick.
15.00 Soko.
15.45 Tiercé.
16.00 La Chance aux chansons.
16.50 Kung Fu.
17.35 Un livre, des livres.
17.40 Allô maman, c'est Noël. Film. Tom Ropelewski.
19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.25 L'Odyssée bleue.
19.50 L'Euro.
19.54 Au nom du sport.
19.55 Le Pire Noël est arrivé.
20.00 Journal, Météo.
20.50 Un Noël de rêves.
23.00 Spécial théâtre de boulevard.
23.45 ▶ Présentation.
0.00 Messe de minuit.
1.25 La Crèche sauvage.

FRANCE 3

13.25 Le Tour du monde en 80 jours. Téléfilm. Buzz Kulik [2/2].
***16.00 Blake* et Mortimer.**
16.55 Chroniques de l'Afrique sauvage. [4/12].
17.45 Le Kadox.
18.20 Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour.
18.52 L'Euro, mode d'emploi.
18.55 19-20 de l'inforamtion, Météo.
20.05 Le Kouij de 20 heures.
20.35 Tout le sport.
20.50 Astérix et les Indiens. Film. Gerhard Hahn.
22.10 Le Grand Bêtisier du monde.
23.20 Météo, Soir 3.
23.40 Génération Albator.
1.25 Tex Avery.

CANAL +

13.35 La Première Neige de Noël.
14.00 Surprises.
14.10 Le Cygne et la Princesse 2 ■ Film. Richard Rich.
15.20 Iko, le tour du monde en 80 couleurs.
16.10 Jerry Maguire ■ Film. Cameron Crowe.
▶ *En clair jusqu'à 20.40*
18.25 Flash infos.
18.30 Nulle part ailleurs.
20.40 Drôles de pères. Film. Ivan Reitman.
22.15 Les Trois Ténors. José Carreras, Luciano Pavarotti et Placido Domingo.
0.14 Pin-up.
0.15 Pour l'amour de Roseanna. Film. Paul Weiland (v.o.).
1.50 Hockey NHL.
4.50 Scrooge ■ Film. Brian-Desmond Hurst.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Sur les grandes avenues. Sunset Boulevard.
14.30 Noël, Noëls.
15.25 En juin, ça sera bien : Noël. Cheb Mami, Kamel et Raphaël Mezrahi.
16.20 Le Jouet.
16.25 Le Jouet ■ Film. Francis Veber.
18.00 100 % question.
18.25 Météo.
18.30 Le Monde des animaux.
19.00 Voyages, voyages. Liban.
19.45 Météo, Arte info.
20.15 Reportage. Le Bâtisseur d'eglises.
20.35 *Soirée thématique.* Jack London.
20.40 L'Appel de la forêt ■ Film. Ken Annakin.
22.25 Jack London. L'enfant rebelle du rêve californien.
23.10 Le Vaisseau fantôme ■■ Film. Michael Curtiz (v.o.).
0.40 Bloody Olive. Court métrage. Vincent Bal.
0.50 Ninotchka ■■■ Film. Ernst Lubitsch (v.o.).
2.35 Ernest et la lumière. Court métrage. Anders Thomas Jensen et Thomas Villum Jensen.
2.50 Tous les jours sauf Noël. Court metrage. Philippe Locquet.

M 6

13.30 La Romance de Noël. Telefilm. Sheldon Larry.
15.15 Manimal.
16.10 Croc-Blanc.
16.40 La Légende de Bigfoot. Téléfilm. Art Camacho.
18.25 Les Douze Travaux d'Astérix ■ Film. René Goscinny et Albert Uderzo.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Zorro.
20.30 La Famille Touvabien.
20.40 Politiquement rock. Vive le bonheur.
20.50 Le Nouvel Amour de Coccinelle. Film. Robert Stevenson.
***22.30 Le Voyage magique* au pays du roi Arthur.** Téléfilm. Mel Damski.
0.10 L'Invité de Noël. Telefilm. Jud Taylor.
1.50 Extralarge. L'Epée du Samouraï.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Roland Oberlé (*Noël, l'Avent et Après...*).
21.00 Lieux de mémoire. Les Contes de Perrault.
22.10 For intérieur. Emile Shoufani, curé de Nazareth.
23.00 Nuits magnétiques. Eau à la bouche, films au cœur.
0.00 Messe de minuit. Célébrée en direct de la cathédrale Notre-Dame de Paris.

FRANCE-MUSIQUE

19.00 Que sont les bergers devenus ?
20.00 Noël pour tous.
21.00 Dans un bruit de grelot. Spectacle. Avec Maurice Truchot alias Simon *Corporel ; Valentine Lambrecht.*
22.00 Veillée catalane. Concert. Chants traditionnels de Noël.
0.00 Dans les étoiles.

RADIO-CLASSIQUE

20.15 Les Soirées. Œuvres de Mendelssohn. 20.40 Les Grands Interprètes hongrois. Œuvres de Rossini, Mozart, R. Strauss, Brahms, J. Strauss fils.
22.32 Les Soirées... (suite). Œuvres de Stradella, Heinichen, Vivaldi, Balbastre, Charpentier.

Richard Branson a survolé en ballon la Chine centrale

Il a obtenu à l'arraché l'autorisation de Pékin

LE MILLIARDAIRE britannique Richard Branson a réussi une sorte d'exploit aérodiplomatique, en obtenant *à l'arraché l'autorisation* de la Chine de survoler son territoire, dans sa tentative de tour du monde en ballon aérostat sans escale. Son appareil, *ICO Global Challenge*, s'acheminait, mercredi 23 décembre, vers la côte orientale de la Chine, en provenance du Tibet et devait sortir dans la nuit d'un espace aérien chinois qu'il a gentiment violé dans une partie de bras de fer qui aurait pu tourner fort mal. Il avait en effet fallu déranger auparavant les premiers ministres Tony Blair et Zhu Rongji, deux hommes qui n'ont pas que cela à faire, pour éviter que l'armée chinoise ne mette à exécution les menaces voilées des autorités de Pékin d'empêcher l'appareil de pénétrer au Tibet.

Partis le vendredi 18 décembre de Marrakech, Branson et ses deux coéquipiers, le Suédois Per Lindstrand et l'Américain Steve Fosset, avaient survolé sans encombre la Libye (après que le colonel Kadhafi se fut laissé quelque peu forcer la main pour l'y autoriser), la Turquie et les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale avant d'aborder l'Himalaya par l'ouest, *via* l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde et le Népal. Lundi à 23 heures, l'*ICO Global Challenge* pénètre en Chine sur une trajectoire bien plus septentrionale que l'autorisation donnée par Pékin à un bref survol de sa partie méridionale (en-dessous du 26e parallèle). Explication : les Chinois ne veulent à aucun prix voir l'aérostat survoler les zones sensibles (militaires, ethniquement explosives et parsemées de camps de travaux forcés) de son centre montagneux.

Ils ont certes fait savoir qu'ils ne donneraient pas l'ordre d'ouvrir le feu sur l'engin, se distinguant favorablement en cela des forces armées biélorusses qui, en septembre 1995, n'avaient pas hésité à abattre une montgolfière ayant à son bord deux aérostiers américains, qui furent tués dans l'affaire. Mais l'erreur de routage les indispose et du coup ils se fâchent : Pékin intime l'ordre au ballon de Richard Branson de se poser... à Lhassa, au milieu d'une région culminant à 8 000 mètres d'altitude. Branson fait valoir l'impossibilité dans laquelle il se trouve de diriger l'appareil sans le mettre en péril et – ment-il ou non ? – fait dire à son QG londonien qu'il a « *raté* » l'aéroport de la capitale tibétaine.

Les échanges vont dès lors bon train entre le 10 Downing Street, l'ambassade de Grande-Bretagne dans le quartier de Jianguomen à Pékin, Zhongnanhai, fief du pouvoir chinois, et les aérostiers suspendus à 10 000 mètres dans les airs.

« LE PLUS VITE POSSIBLE »

Finalement, Zhu Rongji, chef du gouvernement chinois, homme à qui il revient d'incarner la face bonhomme du régime de Pékin – tâche ardue le jour même où le pouvoir vient d'embastiller trois opposants pro-démocratiques – donne à Tony Blair, qui l'en remercie aussitôt, l'assurance que l'engin peut continuer sa route sur l'itinéraire de son choix, à condition qu'il évacue les lieux « *le plus vite possible* ». L'injonction en l'occurrence était plutôt destinée aux courants d'air qu'aux médiatiques aventuriers, tant on imagine mal ceux-ci freiner de quelque manière que ce soit la progression de l'aérostat...

Pari pour la première fois gagné, donc, pour Branson et ses deux coéquipiers, presque onze mois après le coup de Jarnac que Pékin avait infligé à une tentative similaire, par l'équipage du *Breitling Orbiter II* (le Suisse Bertrand Piccard, le Belge Wim Verstraeten et le Britannique Andy Elson), qui a dû se poser en Birmanie faute d'avoir obtenu une autorisation chinoise – laquelle viendrait... après l'atterrissage. Après avoir traversé l'espace chinois à une vitesse de sénateur (60 km/h, à cause de la faiblesse des vents), il reste au trio de l'*ICO Global Challenge*, pour conclure sans drame cet épisode de sport-spectacle, à éviter un autre obstacle : la Corée du Nord, où, à en croire les services de renseignement du rival sud-coréen, les artificiers du dernier régime communiste pur et dur de la planète s'apprêtent précisément à tester un missile...

Francis Deron

Patronat et syndicats reconduisent pour un an le dispositif de préretraite contre embauche

L'allocation de remplacement pour l'emploi est étendue à de nouvelles catégories de salariés

MARC BLONDEL a été le premier à se féliciter publiquement de l'accord conclu pour un an, mardi 22 décembre, par le patronat et par les syndicats sur le renouvellement et l'extension de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). « *C'est une conquête pour les salariés et une satisfaction pour FO* », a-t-il aussitôt déclaré. L'accord conclu mardi soir prévoit en effet une reconduction du dispositif de préretraite contre embauche, qui va bénéficier aux salariés âgés de 58 ans en 1999 et qui a aussi été étendu, sous conditions, aux salariés ayant commencé à travailler dès l'âge de 14 ou 15 ans.

Depuis plus de six mois, FO avait fait de cette extension son principal cheval de bataille, et la délégation patronale avait obtenu l'aval du conseil exécutif du Medef (Mouvement des entreprises de France, ex-CNPF) pour la négocier. Le patronat, et plus particulièrement celui de la métallurgie, s'était engagé à reconduire et à étendre l'ARPE, ce qui constituait la contrepartie de la signature par FO de l'accord signé en juillet sur le passage aux 35 heures dans ce secteur.

Le patronat, dont la principale réserve à la reconduction de l'ARPE était son coût jugé trop élevé, a essayé, dans un premier temps, de réduire à 60 % du salaire brut l'allocation versée aux salariés cessant leur activité. Face au refus des syndicats, il a accepté de reconduire le dispositif à l'identique pour les salariés nés en 1941, qui pourront partir à 58 ans avec 65 % de leur salaire brut dès lors qu'ils ont accumulé 160 trimestres de cotisations sociales. En revanche, le patronat a obtenu que les salariés qui justifient de 172 trimestres ne puissent partir en retraite anticipée automatiquement, mais à condition qu'ils aient au moins atteint l'âge de 55 ans.

Les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour étendre l'ARPE aux salariés âgés de 56 ans et entrés dans la vie active à 14 ans ou à ceux âgés de 57 ans et entrés dans la vie active à 15 ans, dès lors qu'ils totalisent 42 annuités (168 trimestres) de cotisations. Selon les estimations de l'Unedic, environ 50 000 salariés devraient ainsi partir en préretraite en 1999 et permettre un nombre équivalent d'embauches, car « *l'ARPE, cela crée deux heureux* », résume Michel Jalmain (CFDT). A ce jour, 126 000 salariés sont partis en préretraite grâce à l'ARPE et 115 000 embauches compensatrices ont été réalisées.

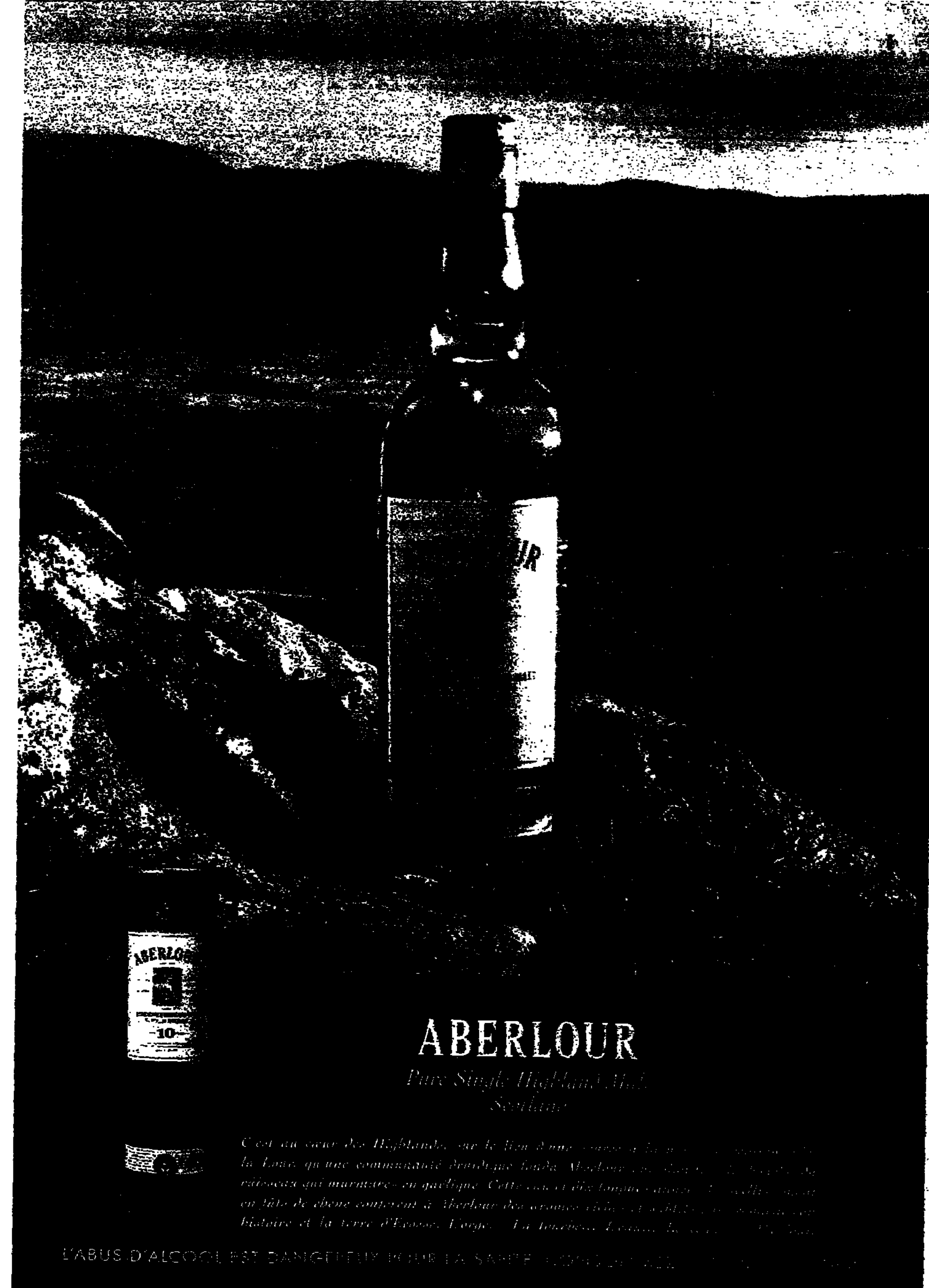
CONTRIBUTION SPÉCIALE

Le coût de ces mesures, en cumulé, est évalué à 12,5 milliards de francs, dont 7,9 milliards pour la reconduction du dispositif et 4,6 milliards pour son extension. Son financement est assuré par le fonds paritaire de l'Unedic, qui sera alimenté pour la première fois par une contribution spéciale des entreprises utilisatrices, fixée à 20 % du salaire annuel brut du préretraité, soit 1,5 milliard de francs. En revanche, il n'y aura pas d'aide financière de l'Etat, le patronat s'y étant déclaré hostile.

Dans l'article 7 de l'accord, il est notifié qu'« *il ne sera plus admis de nouveaux bénéficiaires dans le dispositif ARPE au-delà du 1er janvier 2000* ». Cette mesure couperet devrait entraîner un afflux de demandes. *L'ARPE doit en effet être* renégociée, avec l'ensemble de la convention Unedic, en 1999. Or, vu la *dégradation des comptes de l'assurance-chômage*, le patronat se montre réservé sur l'avenir de ce dispositif. *Le patronat et tous les* syndicats (CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC) ont annoncé en séance qu'ils signaient l'accord, à l'exception de la CGT qui a émis un avis favorable mais ne donnera une réponse définitive qu'en *début de semaine prochaine*.

Le patronat et deux syndicats (CFDT et CFE-CGC) ont aussi reconduit pour un an les conventions de coopération qui permettent aux entreprises embauchant un chômeur depuis au moins huit mois de percevoir à sa place les allocations Assedic. Celles-ci doivent être utilisées pour une durée de douze mois, contre six mois auparavant. FO et la CGT ont refusé de signer cet accord.

Alain Beuve-Méry et Caroline Monnot



Le moral des consommateurs se maintient mais celui des industriels s'effondre

LES INDUSTRIELS *broient du noir, mais pas les consommateurs* : voilà les indications qu'apportent deux statistiques publiées mercredi 23 décembre par l'Insee. La consommation des ménages en produits manufacturés a, en effet, progressé de 0,1 % en novembre. Si la progression mensuelle est donc modeste, sur un an, elle est spectaculaire : + 5 %. En revanche, l'enquête de l'Institut dans l'industrie du mois de décembre fait apparaître que le solde entre les opinions favorable et défavorables des industriels sur les perspectives générales de production s'est encore dégradé. Alors qu'il était positif de 35 points en juillet, il est devenu négatif de 5 points en novembre et de 8 points en décembre.

Ces deux indices confirment que si la demande intérieure, tirée par la consommation, est bien orientée, la demande étrangère, dont dépendent largement les industriels, est en voie de ralentissement. L'Insee a par ailleurs confirmé, mercredi, que les prix à la consommation étaient restés étales en novembre (0 %), soit une progression de seulement 0,3 % en glissement annuel.

DÉPÊCHES

■ **EUROPÉENNES** : *François Hollande a refusé de confirmer son éventuelle candidature* comme tête de liste PS aux prochaines élections européennes, mercredi 23 décembre, sur RMC. « *Je joue un rôle national. Je ne peux pas jouer tous les rôles. Ce serait quand même une ambition* (...) *démesurée vis-a-vis de mes camarades* », a déclaré le premier secrétaire du PS. En revanche, Philippe Séguin, président du RPR, « *souhaite être candidat* » aux élections européennes, a assuré Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, mardi sur LCI.

■ **PHOTOGRAPHES : une brève échauffourée a opposé**, mardi 22 décembre, après-midi à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) des photographes aux vigiles assurant la sécurité du mariage du joueur de football Christian Karembeu et de la « top model » slovaque Adriana Sklenarikova. Des coups ont été échangés alors que des photographes de presse, placés dans la foule sur le chemin séparant la mairie de l'église, s'énervaient de ne pouvoir prendre des clichés du couple. Les reporteurs, qui protestaient de l'exclusivité vendue à l'hebdomadaire *Paris Match* pour la « couverture » de l'événement, ont été écartés sans ménagement par les vigiles.

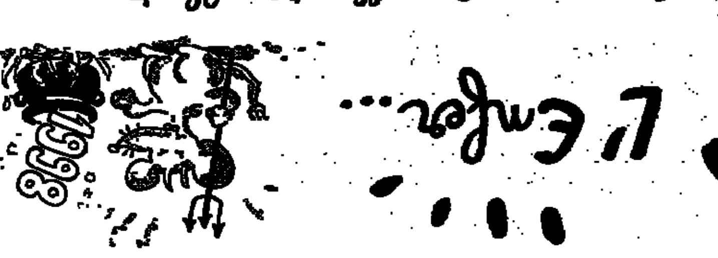
Tirage du *Monde* daté mercredi 23 décembre : 476 233 exemplaires

هكذا من الأصل

luisent pour un
contre embauch

LE DESSIN PRÉFÉRÉ DE PLANTU. L'AFRIQUE PROPULSÉE AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ MONDIALE... MAIS POUR DES PROBLÈMES QUI LUI SONT ÉTRANGERS

Les intérêts des Etats-Unis sont frappés en Afrique : les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie sont les cibles de deux attentats islamistes simultanés et très meurtriers *(dessin paru dans Le Monde daté 9-10 août).*



Ça m'a fait un drôle d'effet : "Dis, Plantu, on aimerait bien publier tes brouillons". Je me suis pincé, mais ils insistaient : "Allez, Jean, sois sympa. Tes brouillons, tu dois bien avoir des croquis au fond de tes tiroirs, peut-être dans tes poubelles… — Ah bravo ! À quoi ça sert que je m'échine à dessiner des heures si c'est pour montrer des rogatons ?"

Ils ont vraiment insisté.

Et voilà comment vous vous retrouvez avec cet album de haute piraterie. Tous les matins, excepté les jours de panne sèche, je propose plusieurs croquis pour la "une", dont la manchette a été discutée à la conférence de 7 heures 30. Un seul est retenu.

Adieu, les autres ! Au panier !

Ce sont les "refusés", les "recalés", les "mal aimés". Et les "scandaleux", dessinés pour le plaisir de scandaliser la rédaction en chef. Et les "délirants", gribouillés pour me mettre en jambes et pour le plaisir de faire rigoler mes amis du journal. À la trappe, tout ça ?

Non, Laurent Greilsamer (rédacteur en chef) vous propose ce choix de brouillons. Et vous allez vite comprendre que mon "Enfer" est pavé de mauvaises intentions.

PROVOC. PLANTU DÉCHAÎNÉ

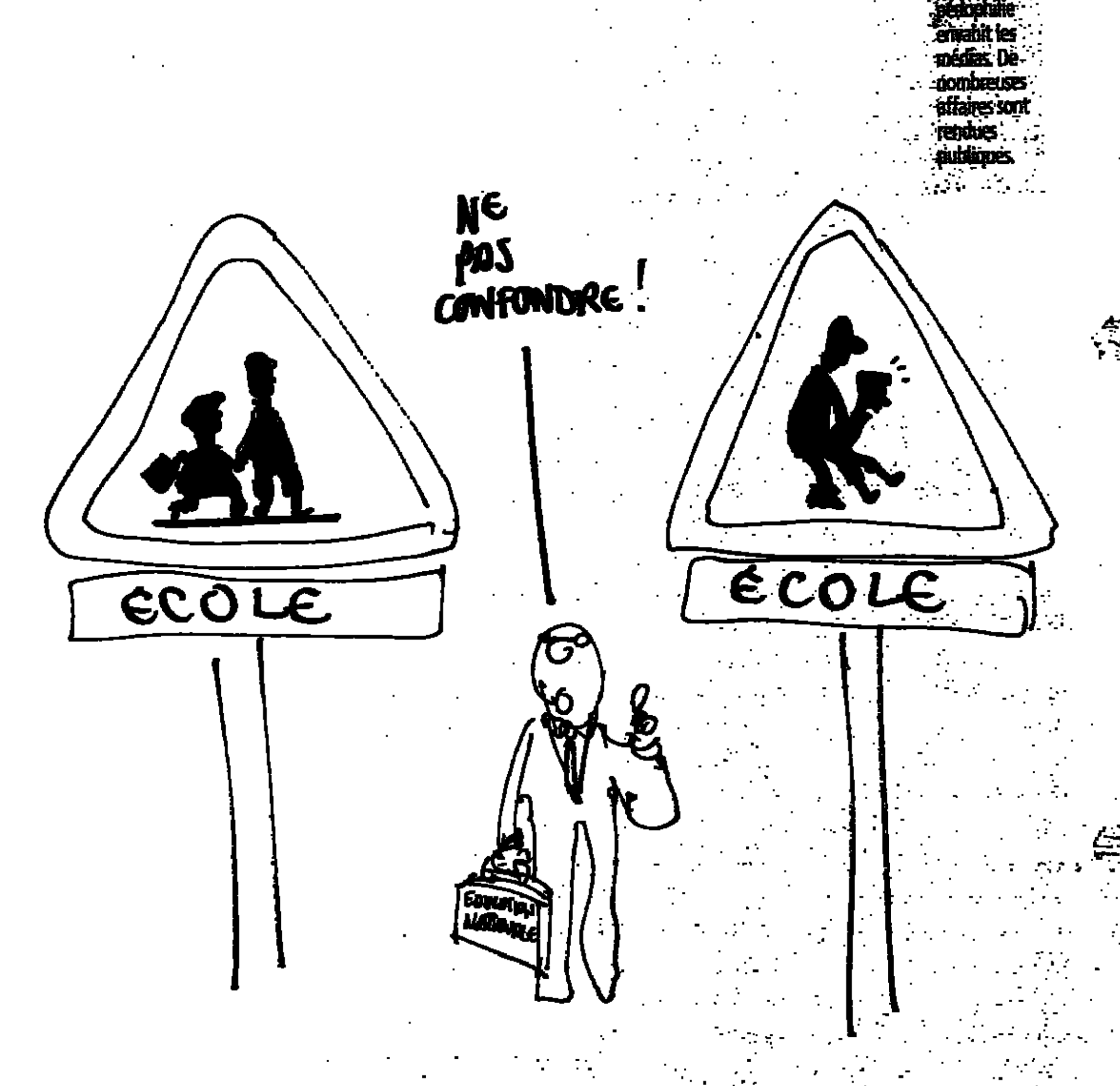


Trois prisons tests devraient bientôt abriter des « parloirs familiaux ». Le projet est en cours d'étude chez Élisabeth Guigou, ministre de la justice.

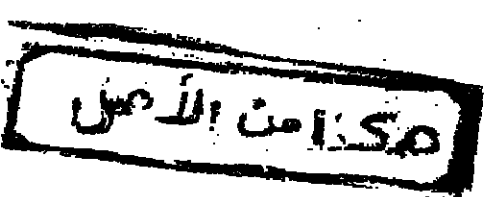


Les talibans font régner l'ordre islamique en Afghanistan. Les femmes sont obligées de se voiler entièrement et sont exclues de toute activité professionnelle.

Jusqu'à présent, la pédophilie envahit les médias. De nombreuses affaires sont rendues publiques.

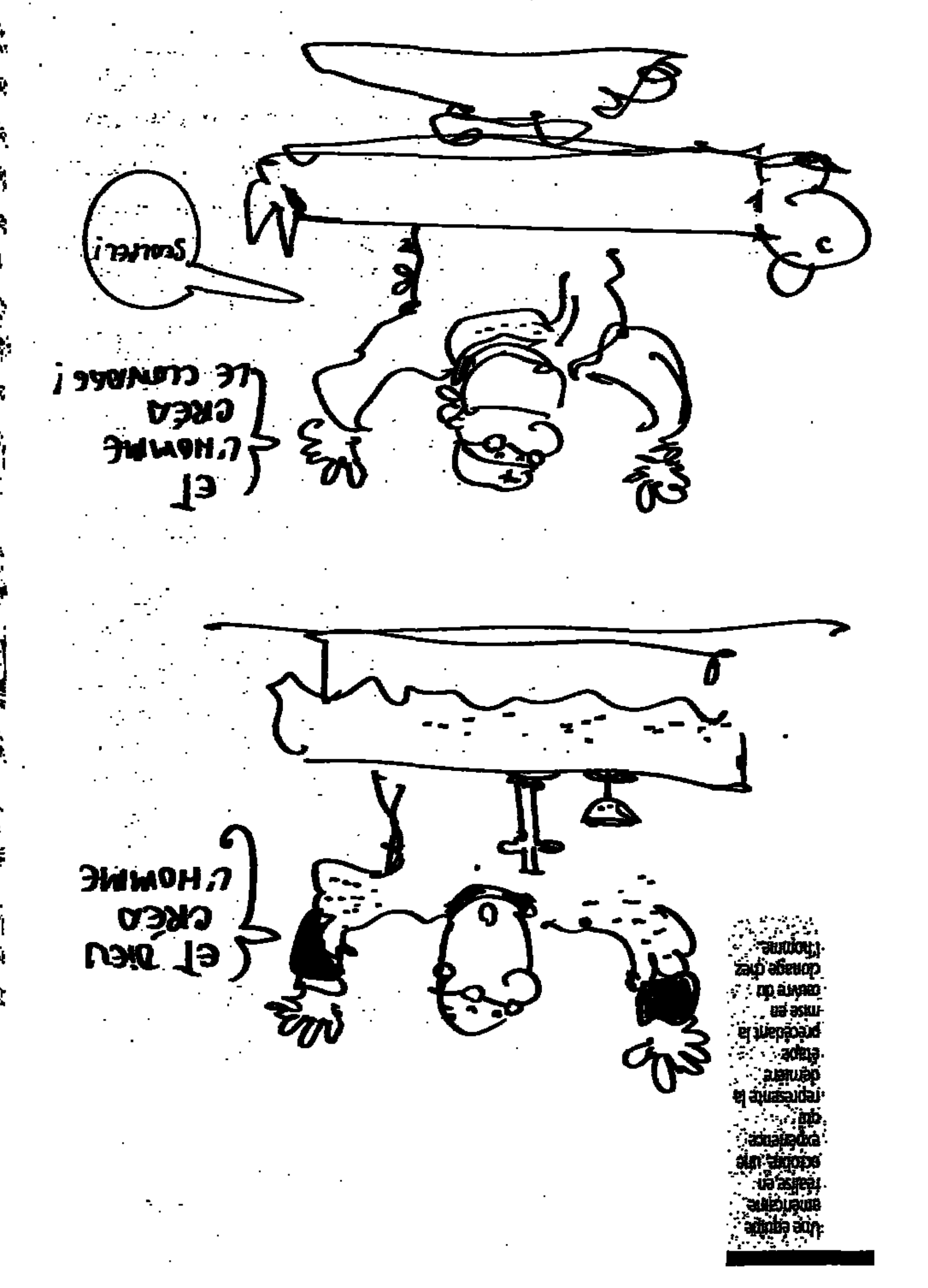


« On ne touche pas à l'enfance. C'est sacré. Ce dessin était évidemment impubliable dans *Le Monde*. Mais ces brouillons décalés font partie de mon remue-méninges matinal. »



BIOLOGIE. QUAND L'HOMME SE PREND POUR DIEU

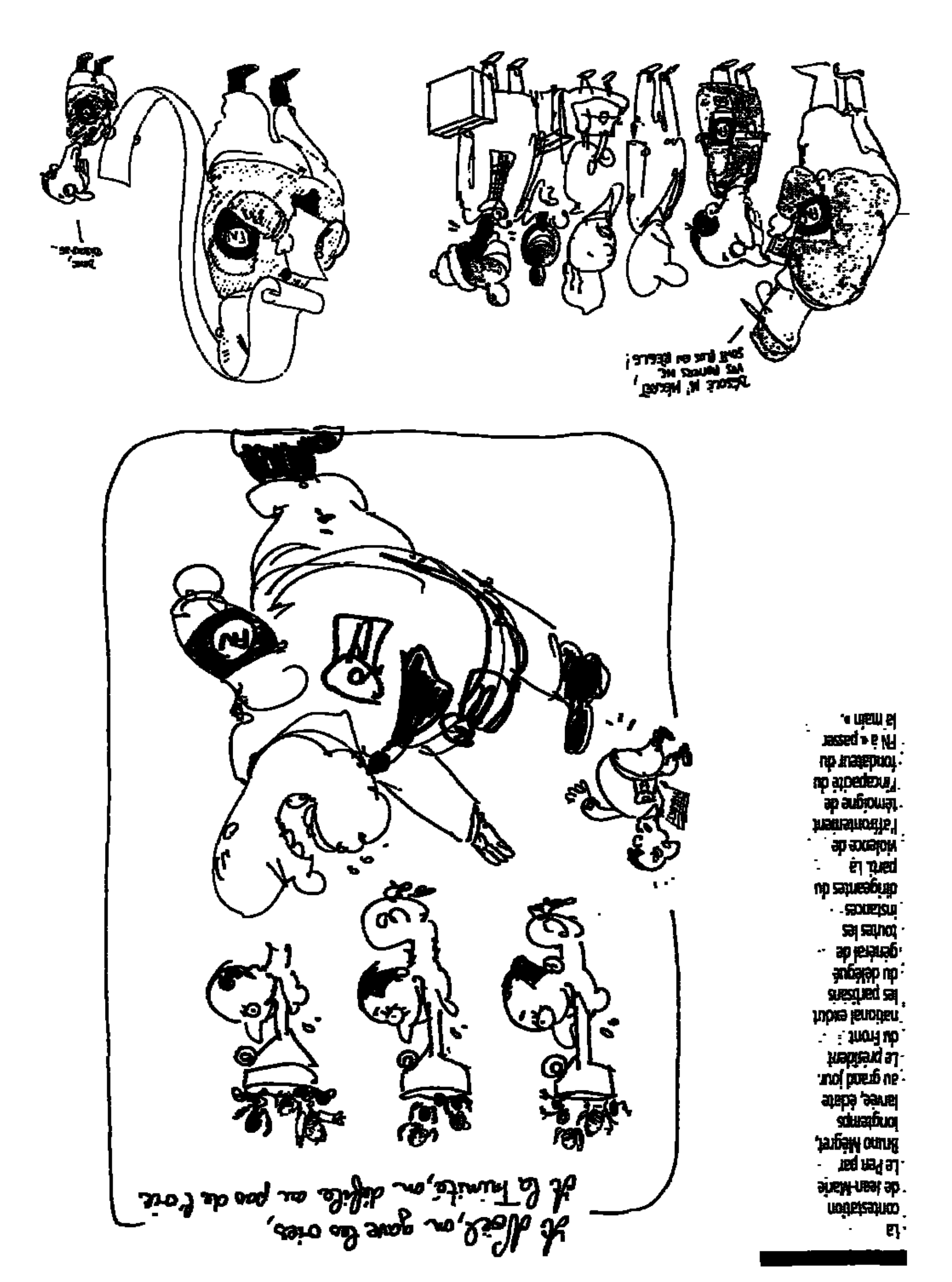
Une équipe américaine réalise, en octobre, une expérience qui représente la dernière étape précédant la mise en œuvre du clonage chez l'homme.





FRONT NATIONAL. L'EXTRÊME DROITE SE DÉCHIRE EN DIRECT

La contestation de Jean-Marie Le Pen par Bruno Mégret, longtemps larvée, éclate au grand jour. Le président du Front national exclut les partisans du délégué général de toutes les instances dirigeantes du parti. La violence de l'affrontement témoigne de l'incapacité du fondateur du FN à « passer la main ».



CLAUDE ALLÈGRE. UN MINISTRE SINGULIER

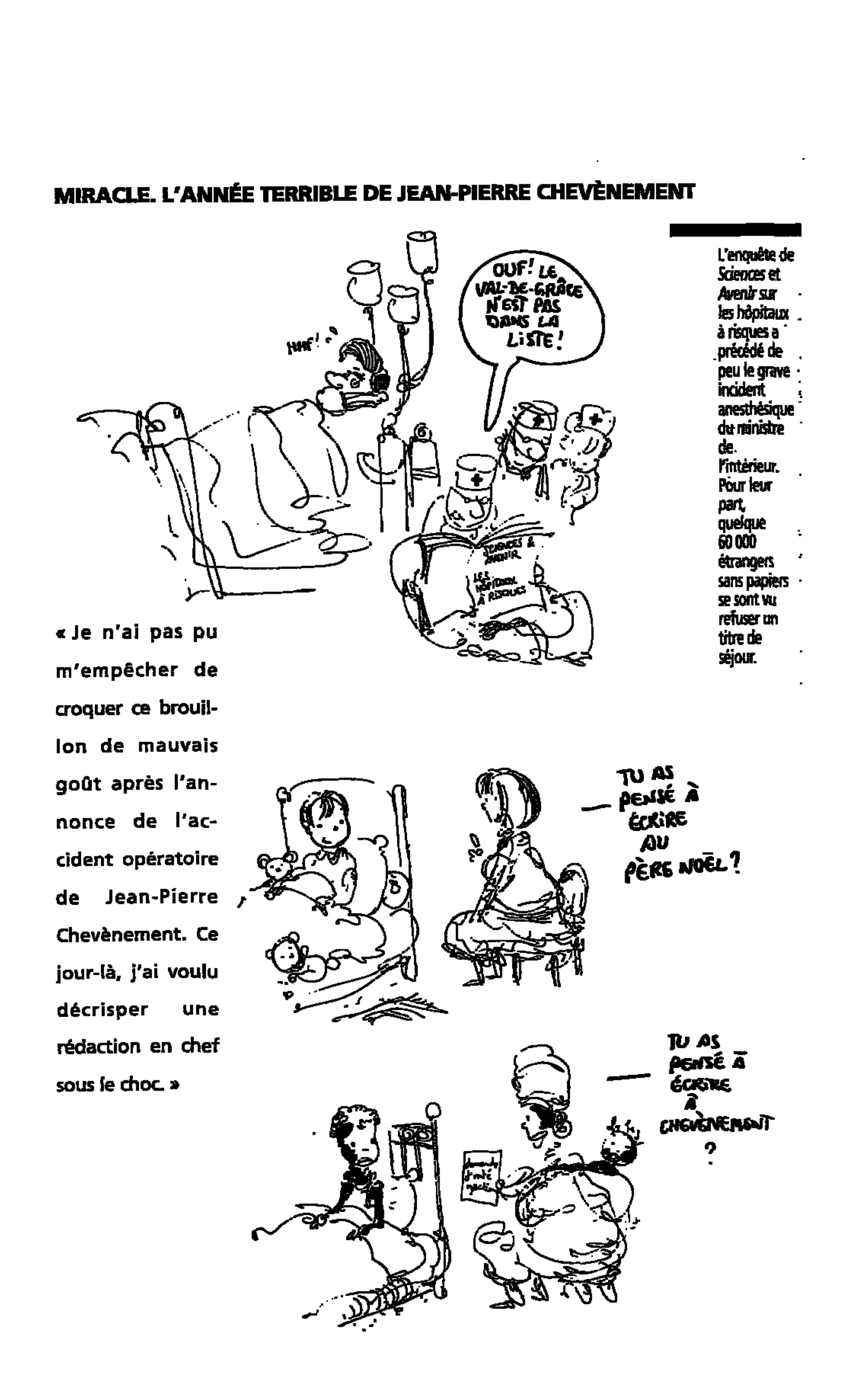


Les demandes les plus fortes sont classiques : davantage de moyens pour l'éducation nationale, moins d'élèves dans les classes, une sécurité assurée à l'intérieur et aux abords des établissements scolaires.

« Citoyen, citoyenne » : le nom est devenu adjectif. Il est à la mode.

MIRACLE. L'ANNÉE TERRIBLE DE JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

L'enquête de *Sciences et Avenir* sur les hôpitaux à risques a précédé de peu le grave incident anesthésique du ministre de l'intérieur. Pour leur part, quelque 60 000 étrangers sans papiers se sont vu refuser un titre de séjour.



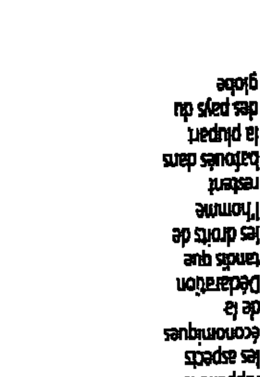
« Je n'ai pas pu m'empêcher de croquer ce brouillon de mauvais goût après l'annonce de l'accident opératoire de Jean-Pierre Chevènement. Ce jour-là, j'ai voulu décrisper une rédaction en chef sous le choc. »

Le joueur de flûte, jeune homme mysté- saint baron (Donald Pleasence). À ce sou-

DROITS DE L'HOMME. UN ANNIVERSAIRE DANS L'ACTUALITÉ



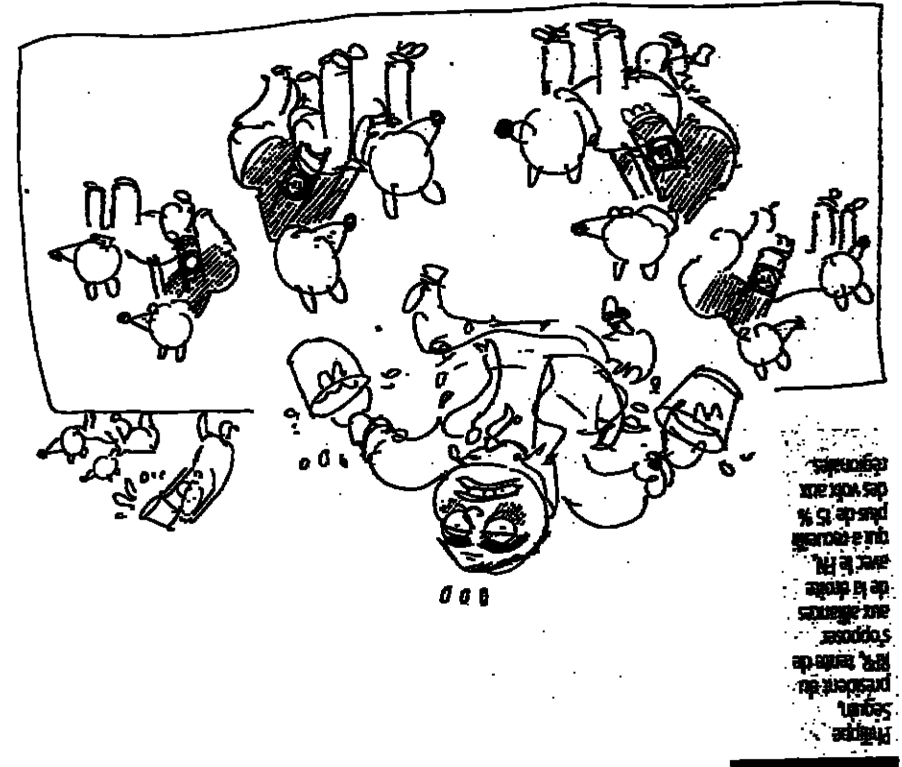
La France, qui commémore le vote de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est soupçonnée d'avoir voulu ne pas inviter le dalaï-lama pour ne pas froisser Pékin. Les mouvements de chômeurs rappellent les aspects économiques de la Déclaration tandis que les droits de l'homme restent bafoués dans la plupart des pays du globe

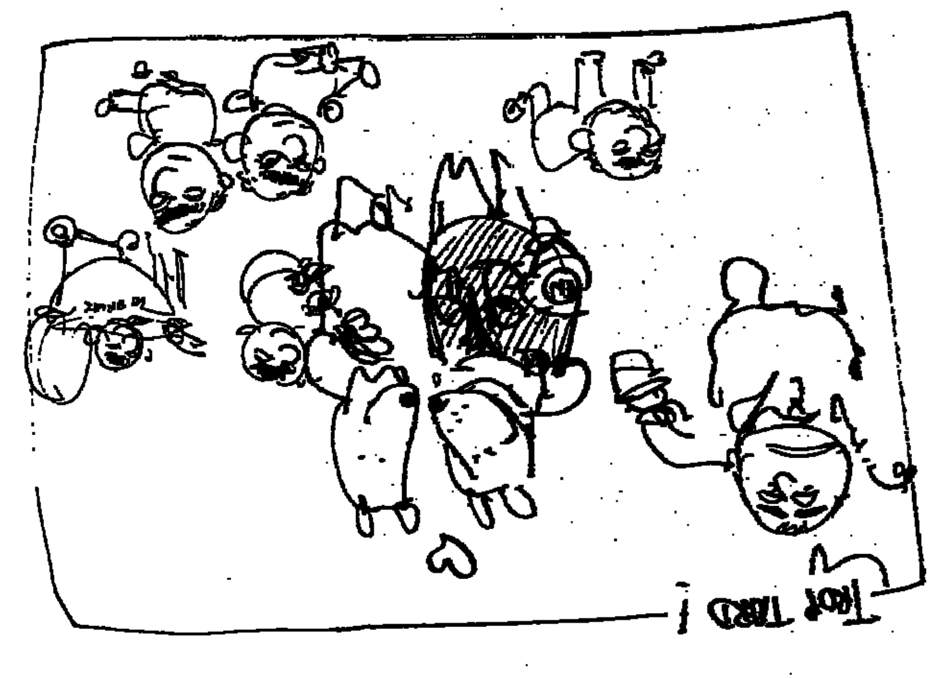




EXTRÊME DROITE. LE FRONT NATIONAL SE PAVANE

Philippe Séguin, président du RPR, tente de s'opposer aux alliances de la droite avec le FN, qui a recueilli plus de 15 % des voix aux régionales.



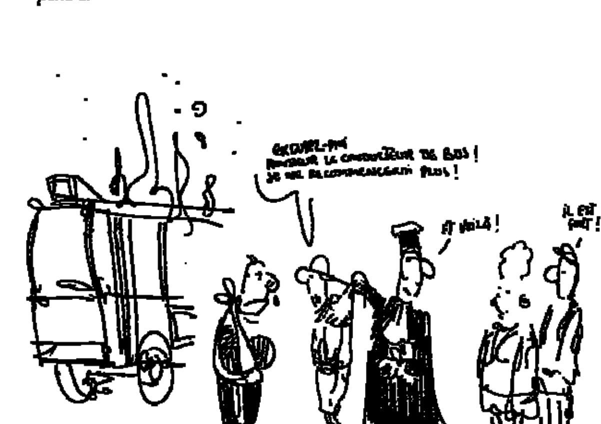


DÉLINQUANCE JUVÉNILE. L'IMPASSE

Plusieurs maires ont signé des arrêtés imposant un « couvre-feu » pour les moins de quatorze ans. La justice administrative s'y est opposée.



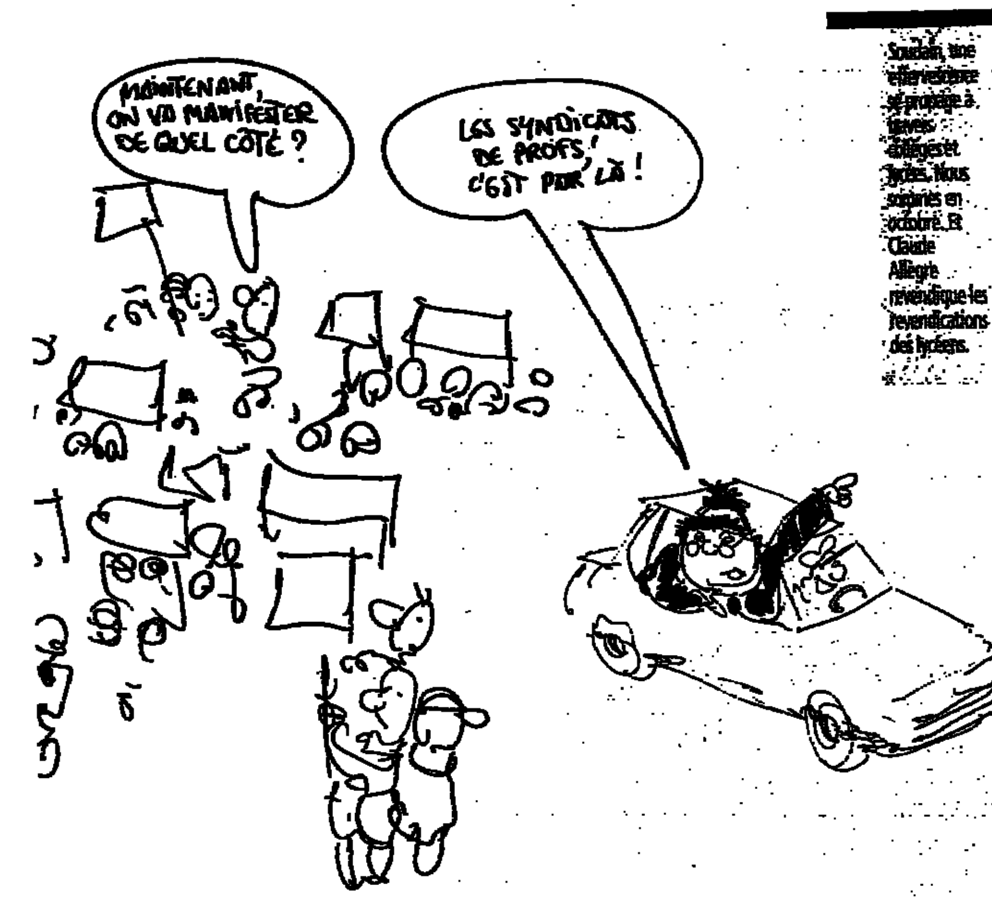
Les autorités judiciaires veulent croire aux vertus de la médiation pénale.



La lutte contre la délinquance passe aussi par la restauration de l'autorité parentale.

CLAUDE ALLÈGRE. UN MINISTRE SINGULIER

Soudain, une effervescence se propage à travers collèges et lycées. Nous sommes en octobre. Et Claude Allègre revendique les revendications des lycéens.





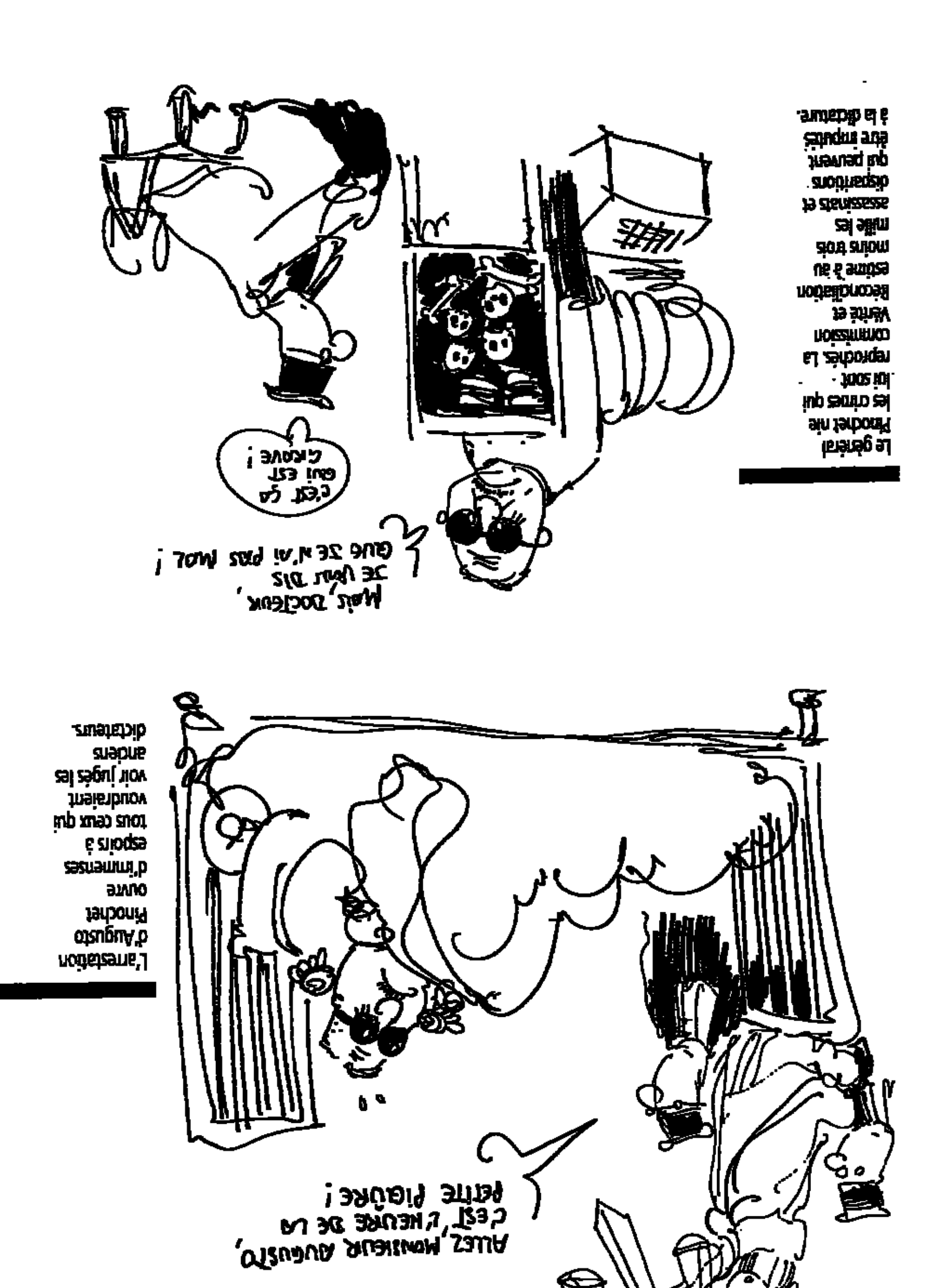
« C'est un exemple de ratage. Mon brouillon *(à gauche)* était bien envoyé, mais la rédaction en chef m'a orienté sur un dessin plus mesuré, journalistiquement juste et graphiquement... fadasse *(à droite)*. J'aurais dû mieux défendre mon premier jet. »





هكذا من الأصل

PINOCHET. UN DICTATEUR AUX ARRÊTS



L'arrestation d'Augusto Pinochet ouvre d'immenses espoirs à tous ceux qui voudraient voir jugés les anciens dictateurs.

Le général Pinochet nie les crimes qui lui sont reprochés. La commission Vérité et Réconciliation estime à au moins trois mille les assassinats et disparitions qui peuvent être imputés à la dictature.

Quatre élus de la droite classique deviennent présidents de région grâce aux voix du FN.

PACS. VERS UN MARIAGE-BIS ?



Qu'est-ce qui peut donc bien réunir Jean Paul II et Boris Eltsine dans un même lit ? Le PACS ?

« C'était un samedi. Le pape et Eltsine étaient au plus mal. En dessinant ce croquis retenu par la rédaction en chef, j'ai brusquement renoncé à le terminer. Une seconde, j'avais imaginé la tête des lecteurs à l'annonce éventuelle du décès de Jean Paul II ou de celui du président russe durant le week-end. »

CLINTON. LE MONICAGATE



« Le sexe et le pouvoir du président américain possèdent des vertus déflagratoires. Ils ont occupé la "une" des médias de manière omniprésente. J'ai proposé des graffitis un peu rapides qui frôlaient parfois le graveleux. C'est la raison pour laquelle je ne me suis pas battu pour que ces croquis paraissent. »

La liaison entre le président des Etats-Unis et une jeune stagiaire de la Maison Blanche est devenue objet d'enquête pour le procureur indépendant Kenneth Starr et les médias.

Le joueur de flûte, jeune homme mysté- sant baron (Donald Pleasence), à ce sou-

EXTRÊME DROITE. LE FRONT NATIONAL SE PAVANE

Charles Millon parvient à se faire élire à la tête de l'exécutif de la région Rhône-Alpes grâce aux élus FN conduits par Bruno Gollnisch.

« Pour moi, ce fut la surprise de l'année : cette collusion inattendue entre le Front national et une droite bon chic bon genre. J'ai ressenti une bouffée de colère. J'ai d'autant plus eu envie d'être vache que cette droite-là, je ne l'ai pas vue venir ! Le dessinateur de presse se fait alors le porte-parole des électeurs floués. »

Dans l'attente de son extradition, l'ancien dictateur chilien est assigné à résidence dans une clinique : il venait à Londres se faire opérer.

Le jour du quatre-vingt-troisième anniversaire du général Pinochet, la Chambre des lords autorise la poursuite de la procédure.

CLINTON. LE MONICAGATE

Monica Lewinsky a longtemps conservé chez elle puis remis au procureur une robe bleue tachée par le sperme du président.

L'amie du président raconte au procureur ses rendez-vous avec Clinton. Un cigare y a servi d'accessoire érotique.



PACS. VERS UN MARIAGE-BIS ?

Les Églises réprouvent la proposition de loi PS visant à instituer un pacte civil de solidarité entre deux personnes, quel que soit leur sexe.



La possibilité pour deux homosexuels de « pacser » provoque des hostilités plus ou moins avouées.

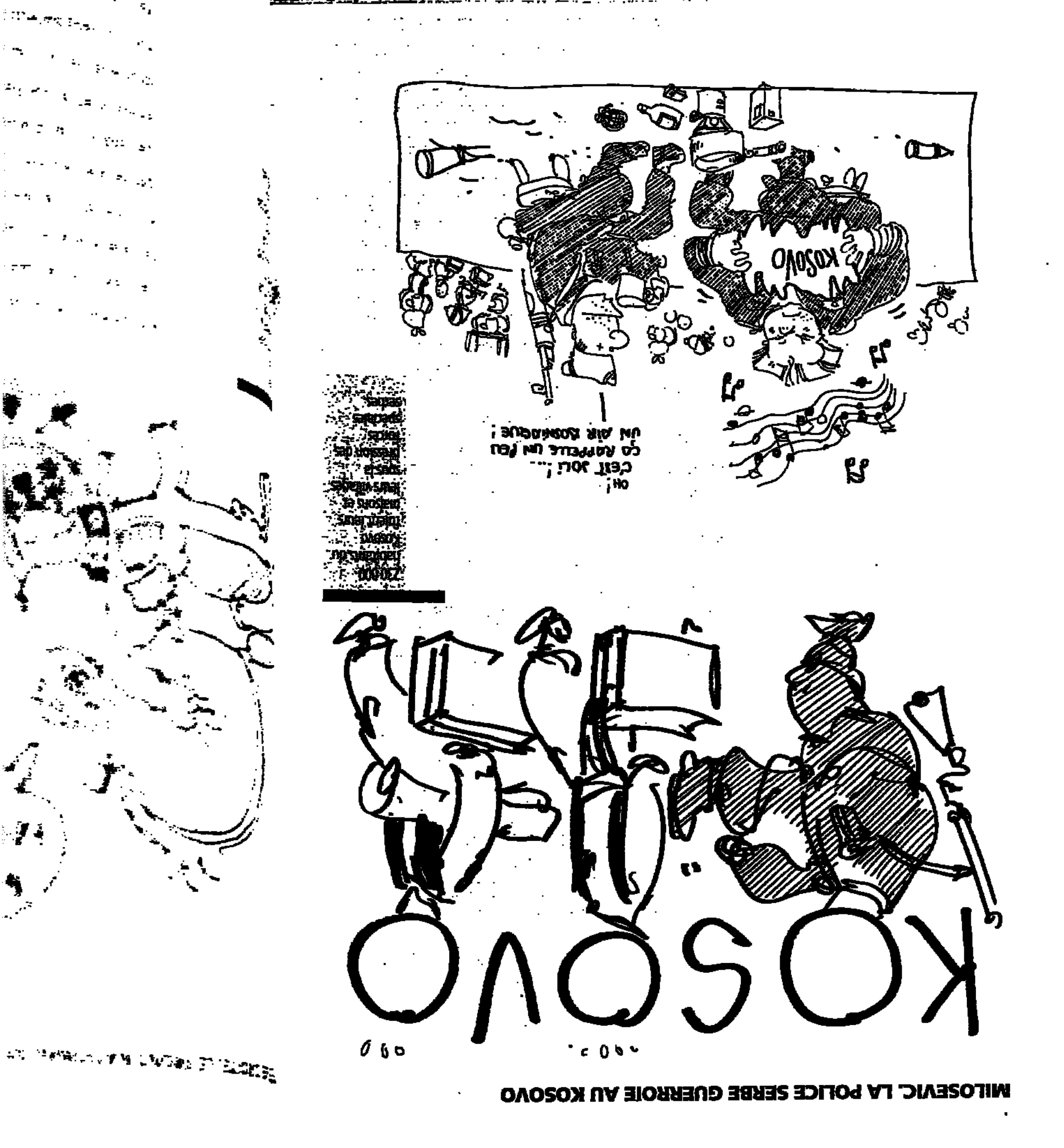






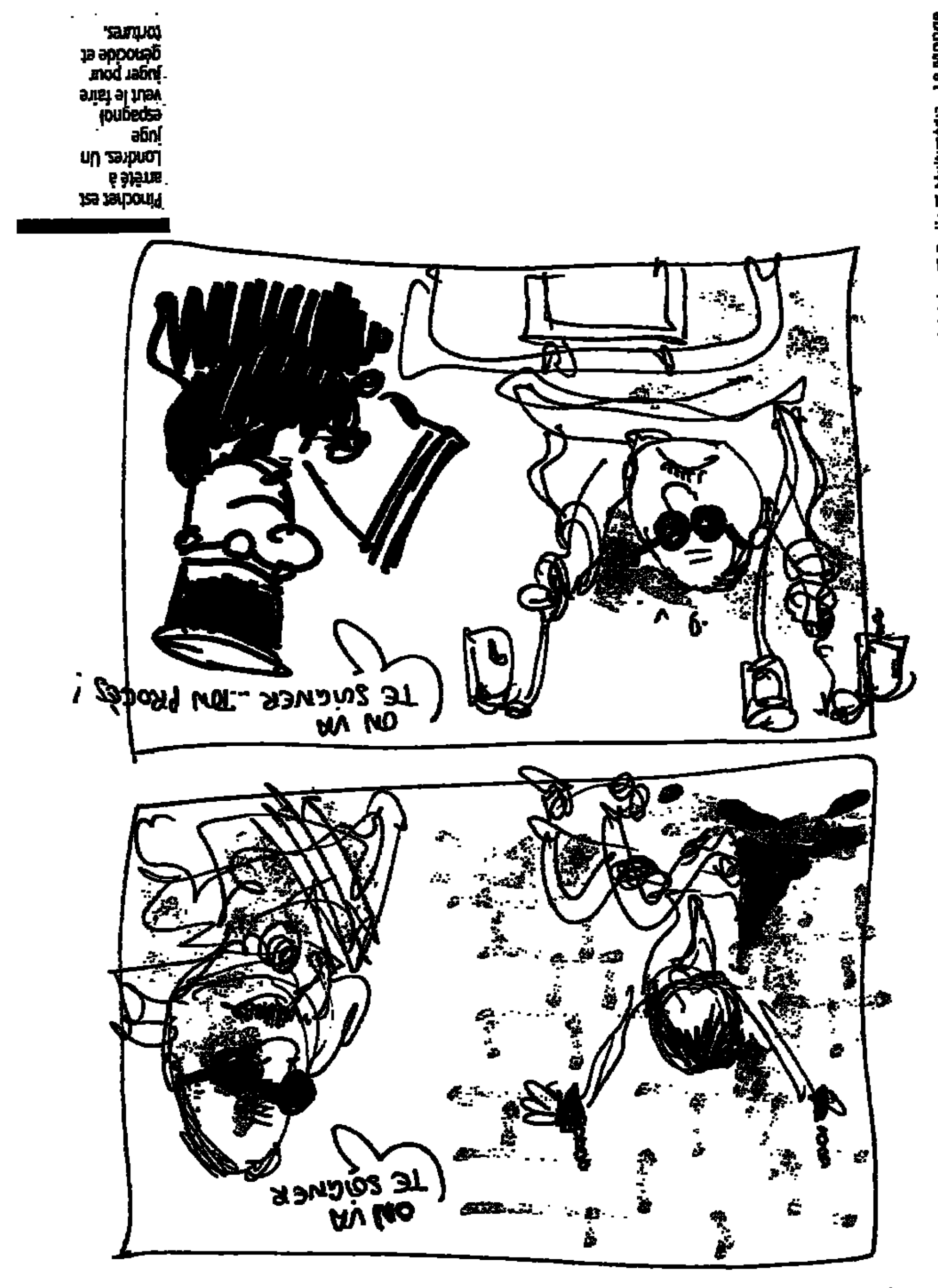


MILOSEVIC. LA POLICE SERBE GUERROIE AU KOSOVO



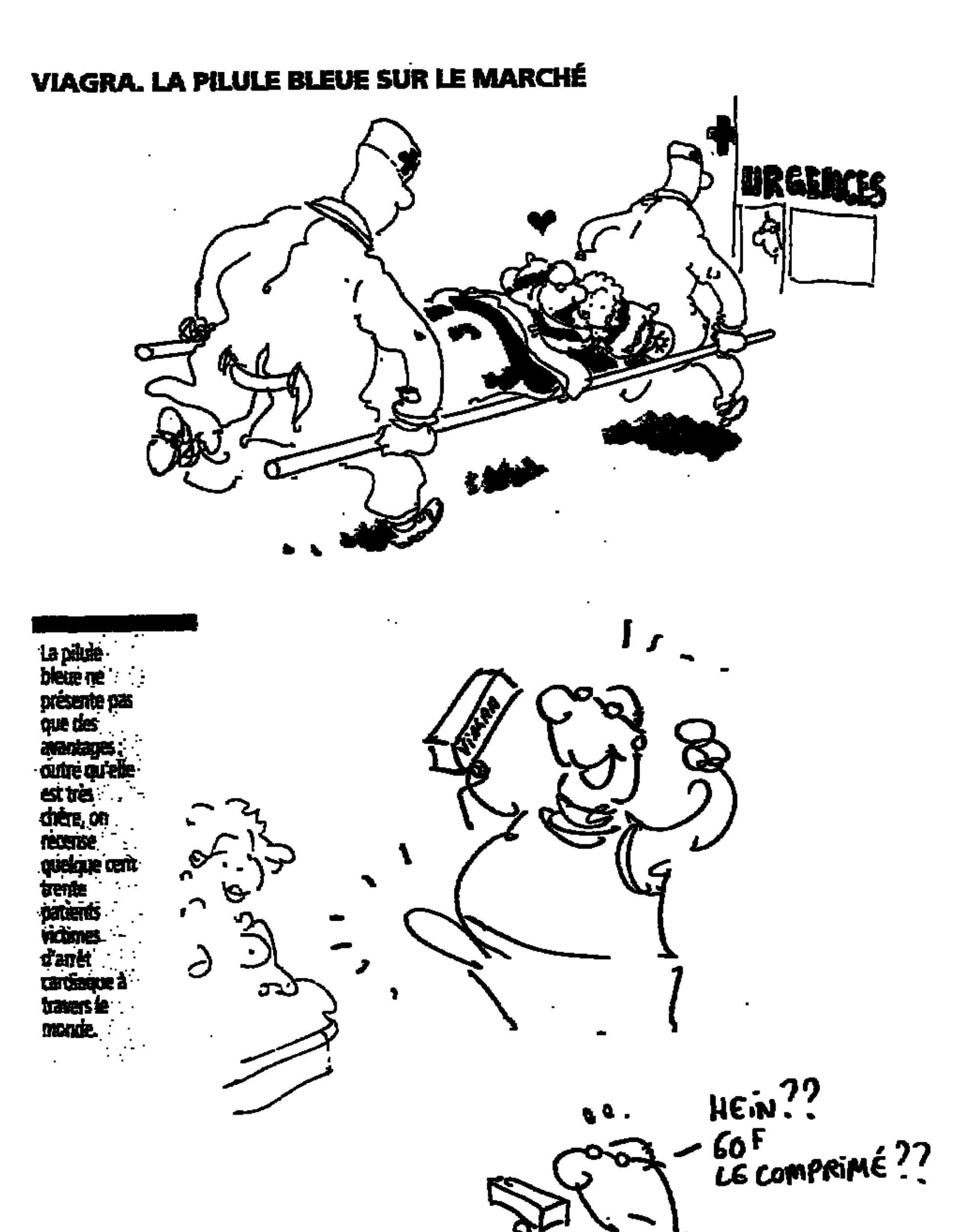
230 000 habitants du Kosovo fuient leurs maisons et leurs villages sous la pression des forces spéciales serbes.

PINOCHET. UN DICTATEUR AUX ARRÊTS



Pinochet est arrêté à Londres. Un juge espagnol veut le faire juger pour génocide et tortures.

VIAGRA. LA PILULE BLEUE SUR LE MARCHÉ



La pilule bleue ne présente pas que des avantages : outre qu'elle est très chère, on recense quelque cent trente patients victimes d'arrêt cardiaque à travers le monde.



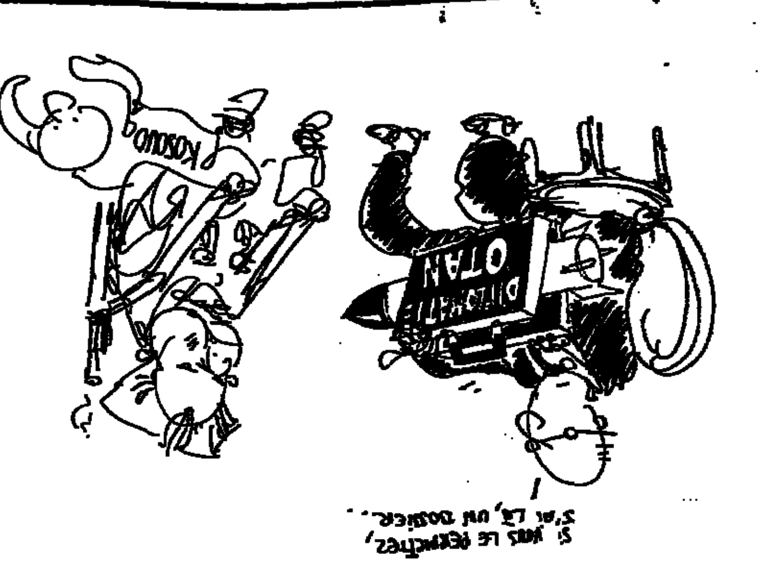
Plutôt que de se confesser devant son pourfendeur, Bill Clinton choisit de faire son *mea culpa* devant les caméras.

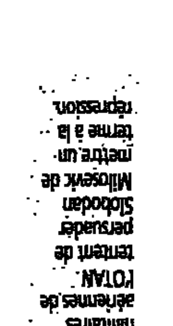


Contre toute attente, le Parti démocrate sort renforcé des élections. L'Amérique semble avoir pardonné à Clinton.

Le Joueur de flûte, jeune homme mysté- saint baron (Donald Pleasence). À le sou-

MILOSEVIC. LA POLICE SERBE GUERROIE AU KOSOVO

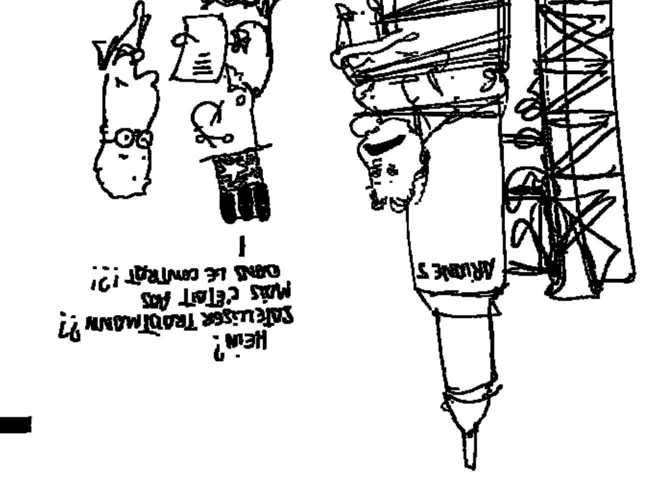


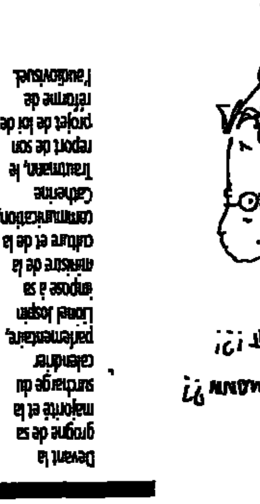


Des manœuvres militaires aériennes de l'OTAN tentent de persuader Slobodan Milosevic de mettre un terme à la répression.

Après de nombreuses exactions, Milosevic donne l'ordre à ses troupes de se retirer. De multiples pressions internationales ont été nécessaires.

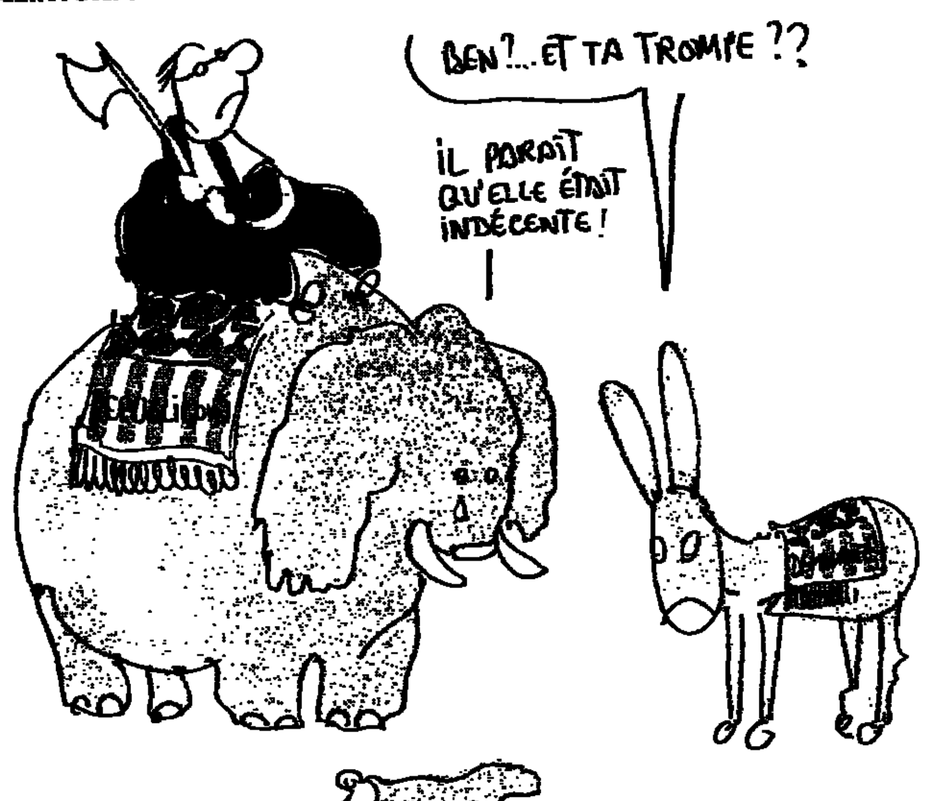
AUDIOVISUEL. LA RÉFORME REPORTÉE

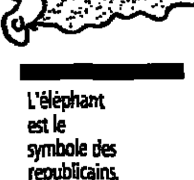




Devant la grogne de sa majorité et la surcharge du calendrier parlementaire, Lionel Jospin impose à sa ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, le report de son projet de loi de réforme de l'audiovisuel.

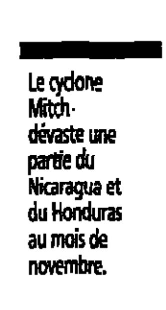
CLINTON. LE MONICAGATE



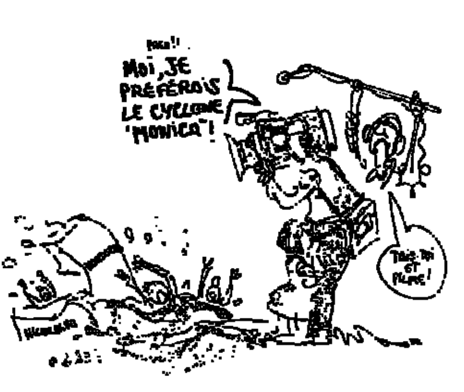




L'éléphant est le symbole des républicains, qui ont fait du scandale le cœur de la campagne électorale.

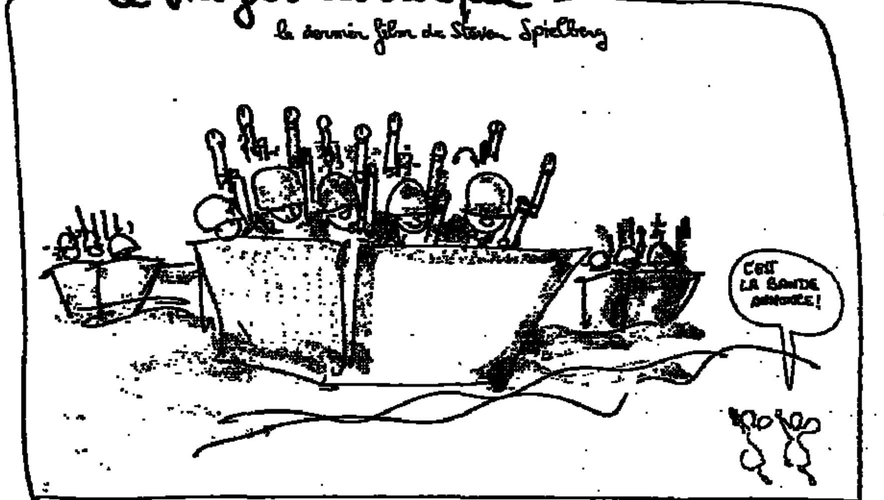


Le cyclone Mitch dévaste une partie du Nicaragua et du Honduras au mois de novembre.



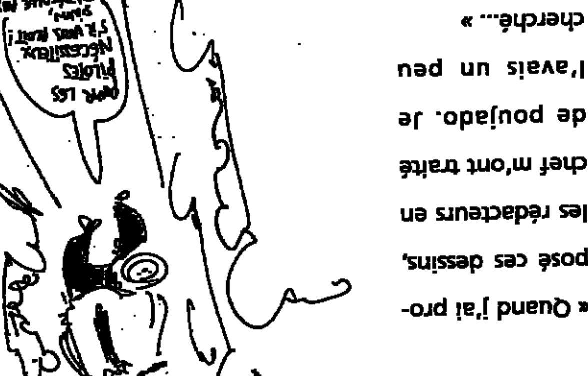


Le Viagra est dit médicament, mais aussi une affaire très rentable pour Pfizer, son fabricant.



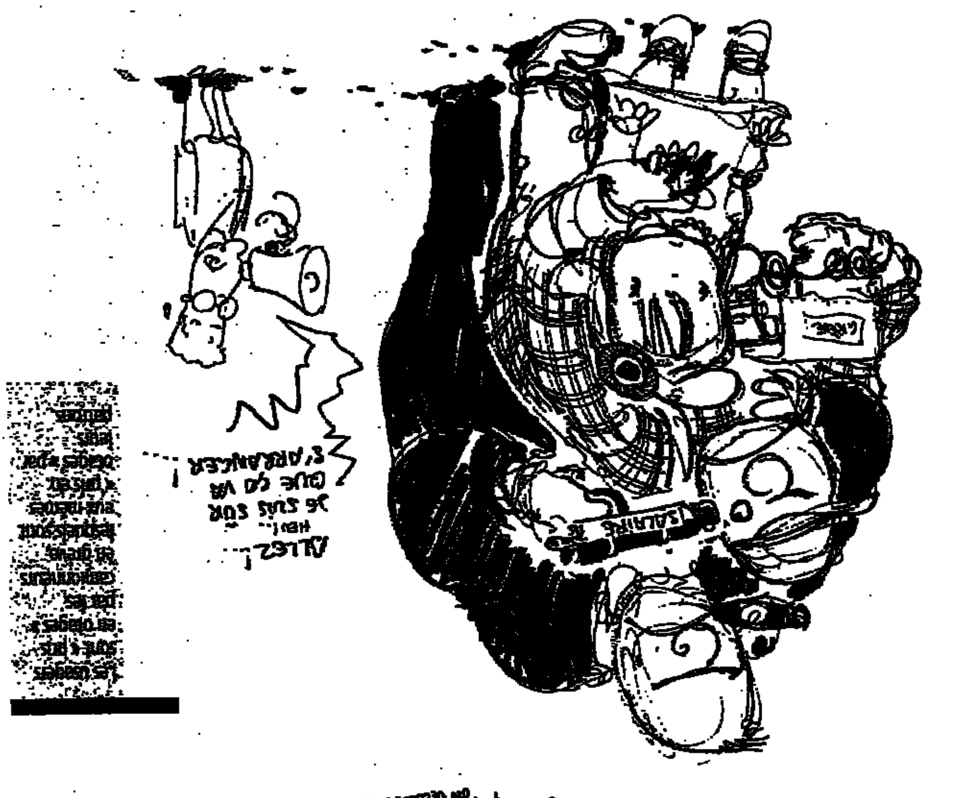


TRANSPORTS PUBLICS. GRÈVES ET « PRISES D'OTAGES »



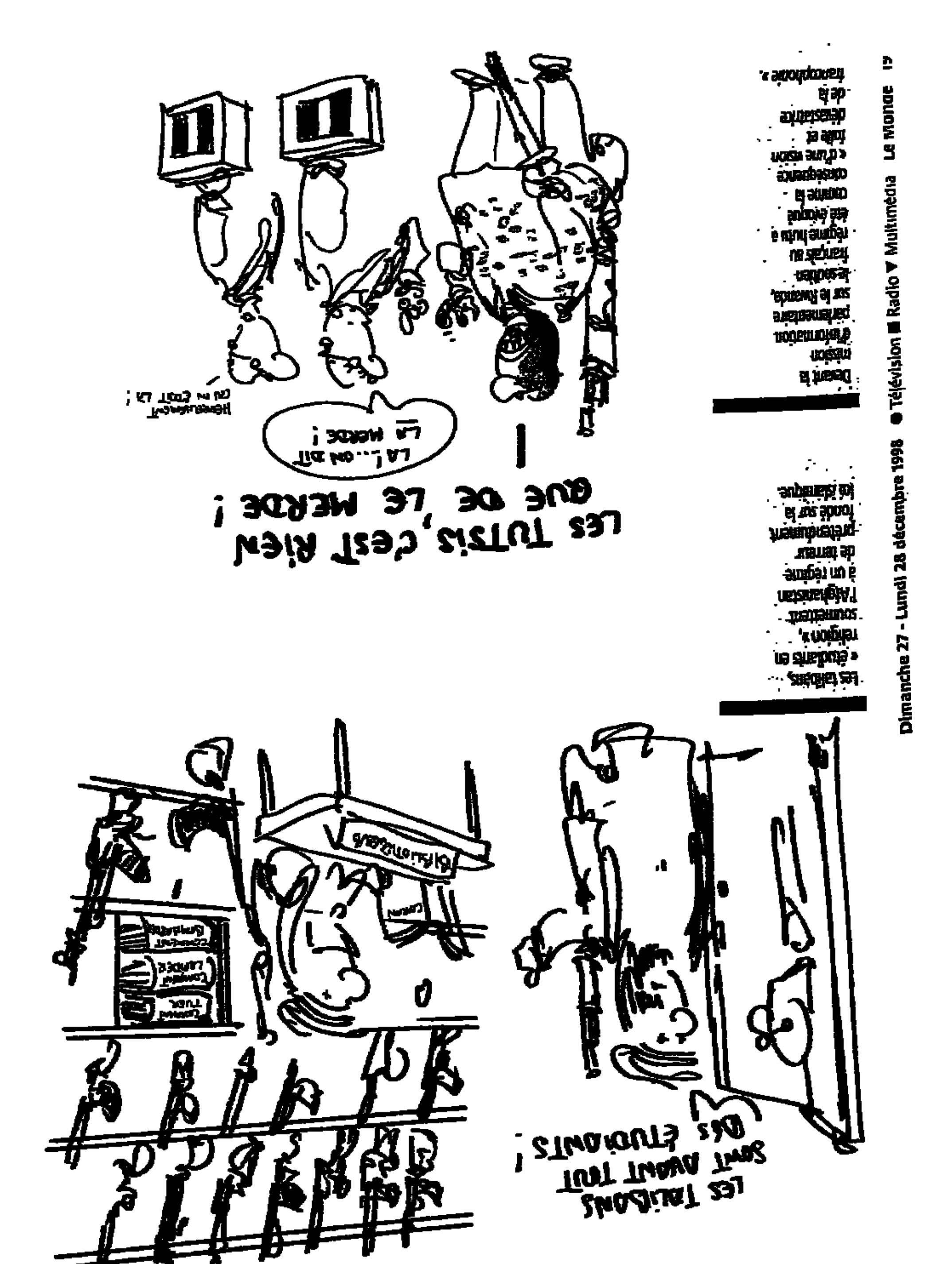
Les pilotes d'Air France observent un nouveau mouvement d'arrêt du travail du 1er au 10 juin. La totalité des avions de la compagnie reste au sol.

« Quand j'ai proposé ces dessins, les rédacteurs en chef m'ont traité de poujado. Je l'avais un peu cherché... »



Les usagers sont « pris en otages » par les camionneurs en grève, lesquels sont eux-mêmes « pris en otages » par leurs patrons.

À TRAVERS LE MONDE. GUERRES ET GÉNOCIDES



Les talibans, « étudiants en religion », soumettent l'Afghanistan à un régime de terreur prétendument fondé sur la loi islamique.

Devant la mission d'information parlementaire sur le Rwanda, le soutien français au régime hutu a été évoqué comme la conséquence « d'une vision folle et dévastatrice de la francophonie ».

VIAGRA. LA PILULE BLEUE SUR LE MARCHÉ



La mise sur le marché d'une pilule permettant de soigner certains troubles érectiles suscite espoirs et inquiétudes.

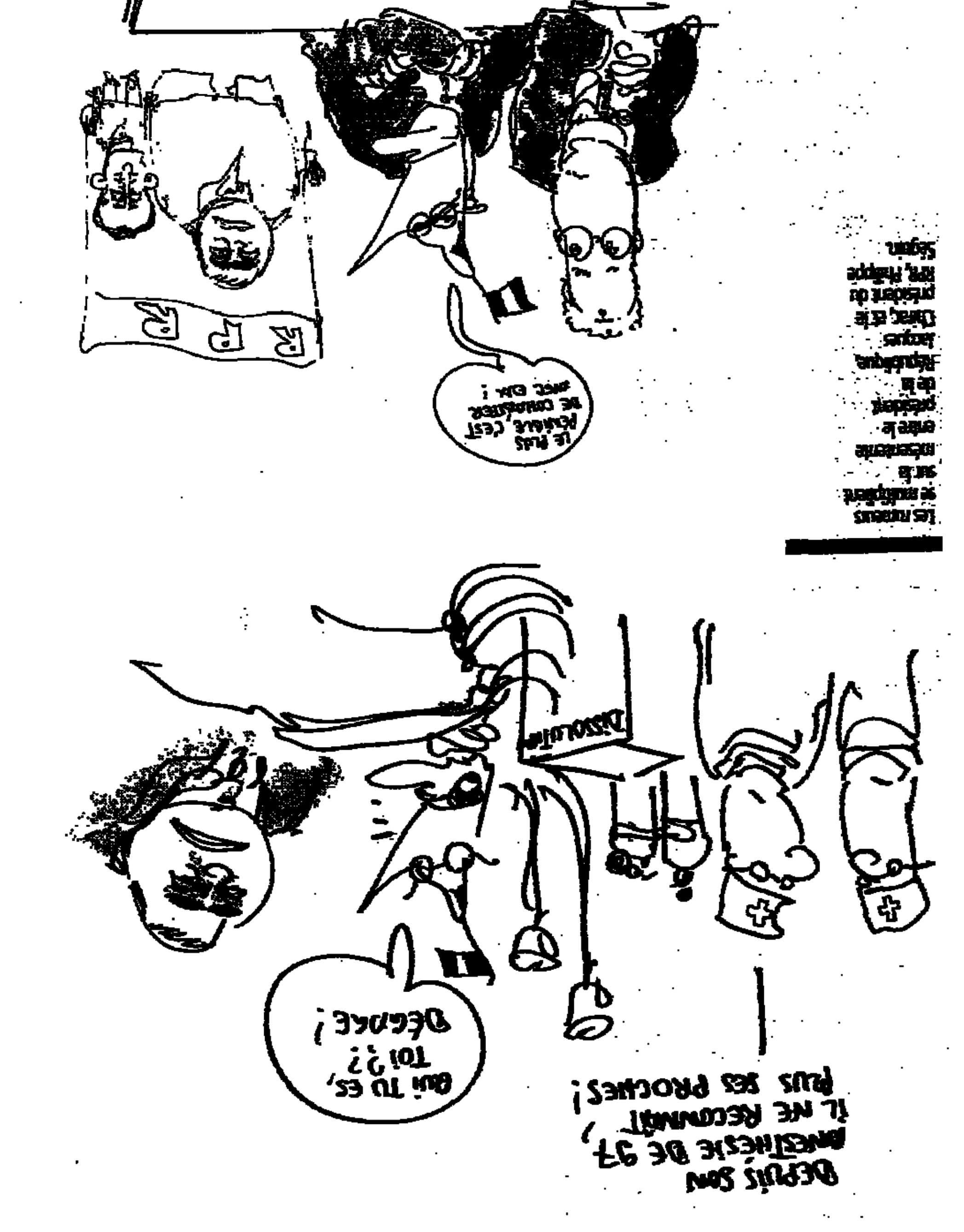
« LE MONDE ». HIÉRARCHIE DE L'INFORMATION



« Fallait-il vraiment publier le rapport Starr ? Gros débat chez les journalistes. Personnellement, je n'avais pas de réponse. Edwy Plenel a tranché. Mais je persiste : un supplément sur la famine au Soudan ou sur l'embargo contre l'Irak, ce serait pas mal, même si ce n'est pas très vendeur. »

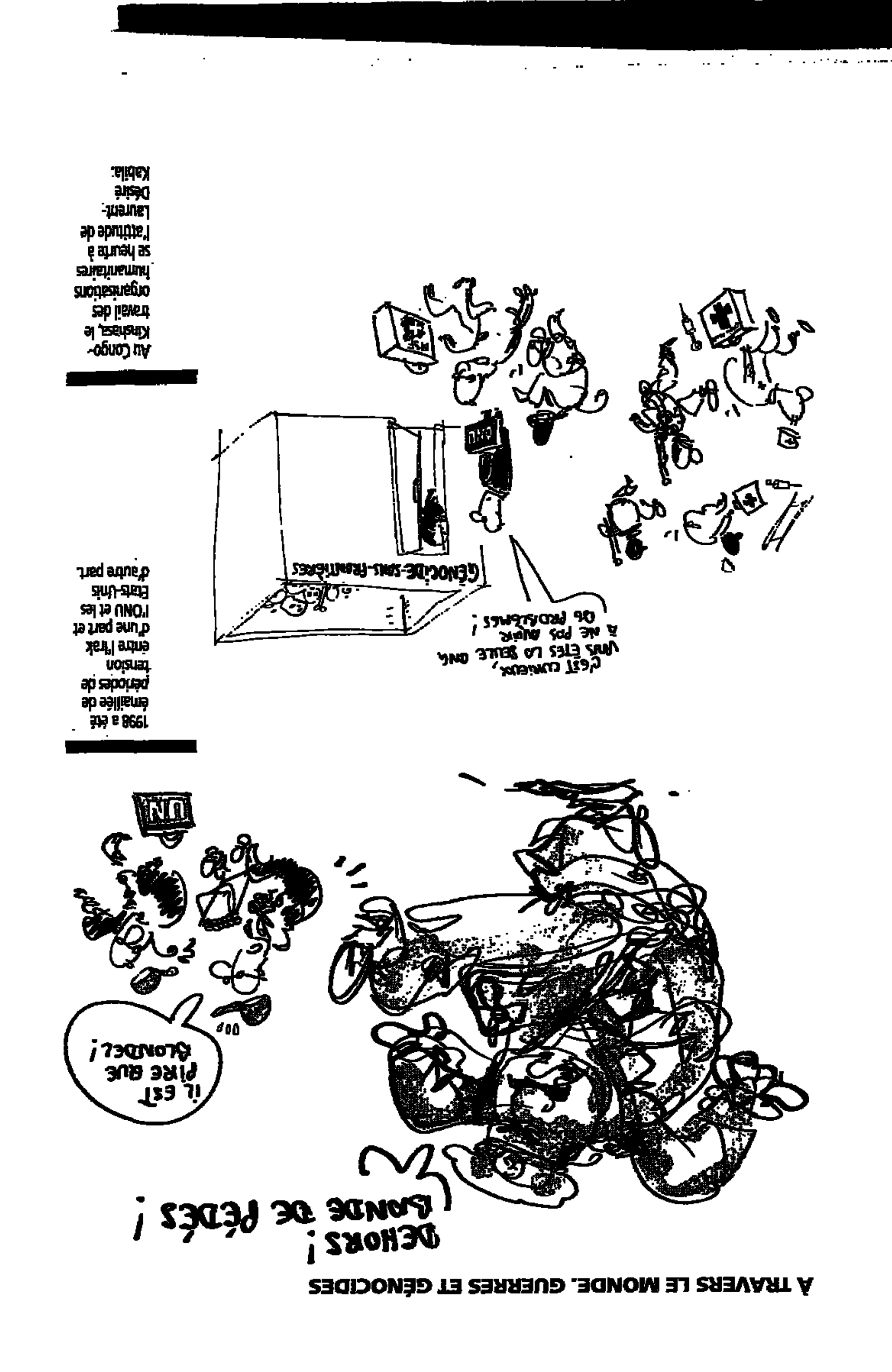
Le joueur de flûte, jeune homme mysté- sant baron (Donald Pleasence), à ce suj-

FRANCE. UNE ACTUALITÉ « PLURIELLE »



Les rumeurs se multiplient sur la mésentente entre le président de la République, Jacques Chirac, et le président du RPR, Philippe Séguin.

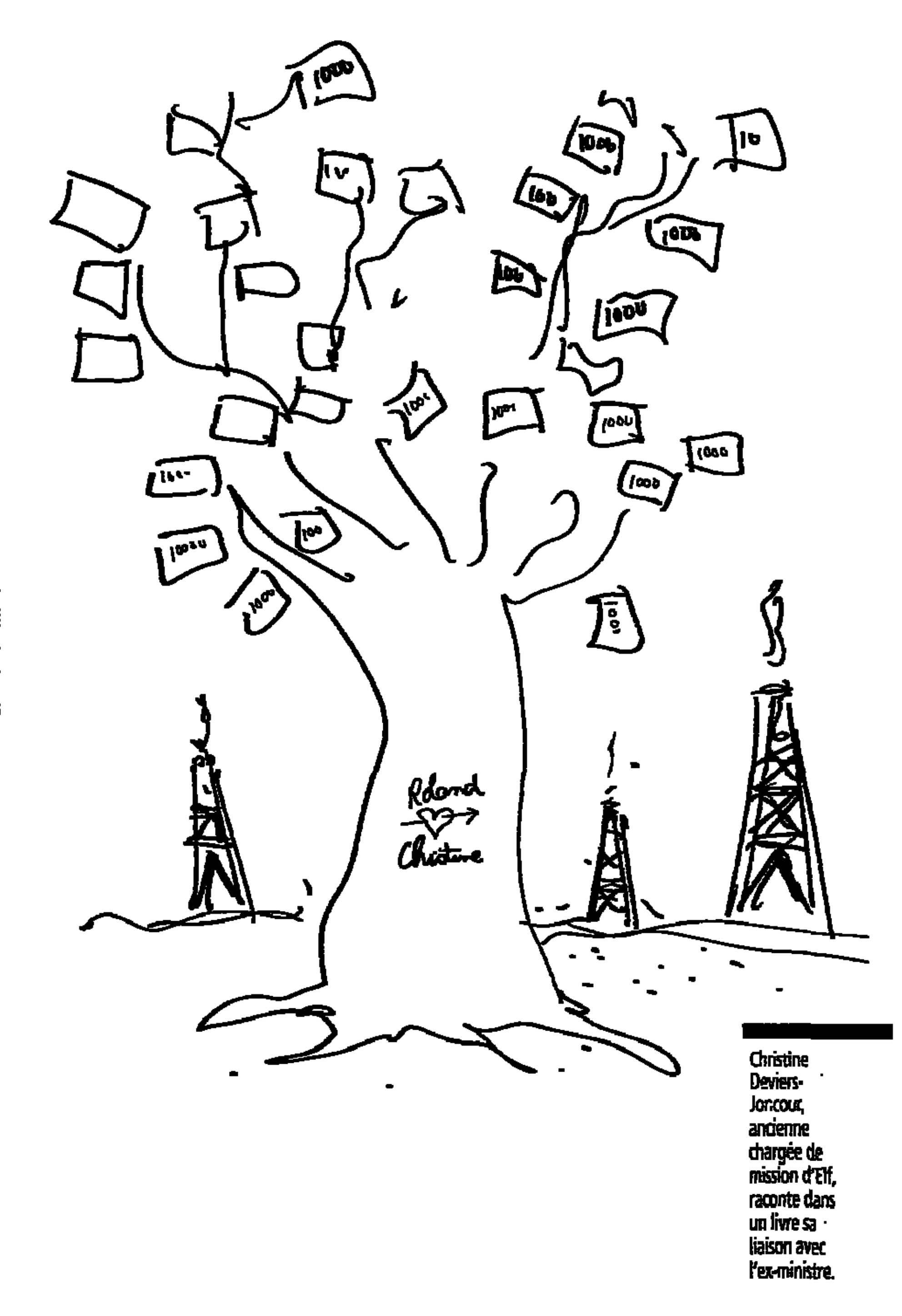
À TRAVERS LE MONDE. GUERRES ET GÉNOCIDES



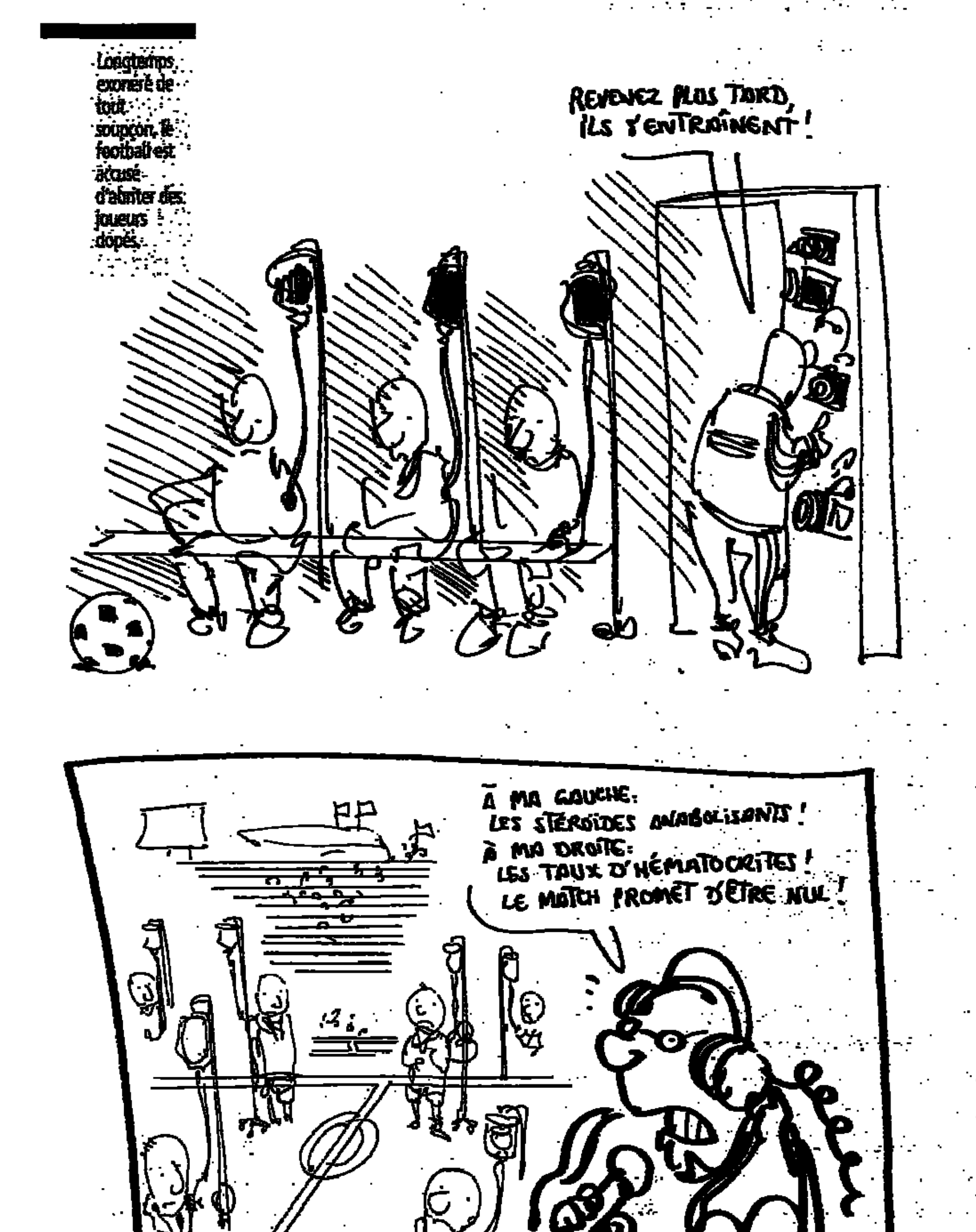
1998 a été émaillée de périodes de tension entre l'Irak d'une part et l'ONU et les Etats-Unis d'autre part.

Au Congo-Kinshasa, le travail des organisations humanitaires se heurte à l'attitude de Laurent-Désiré Kabila.

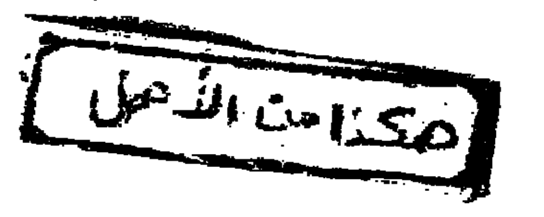
ROLAND DUMAS. LE JURISTE ET LA PUTAIN



Christine Deviers-Joncour, ancienne chargée de mission d'Elf, raconte dans un livre sa liaison avec l'ex-ministre.

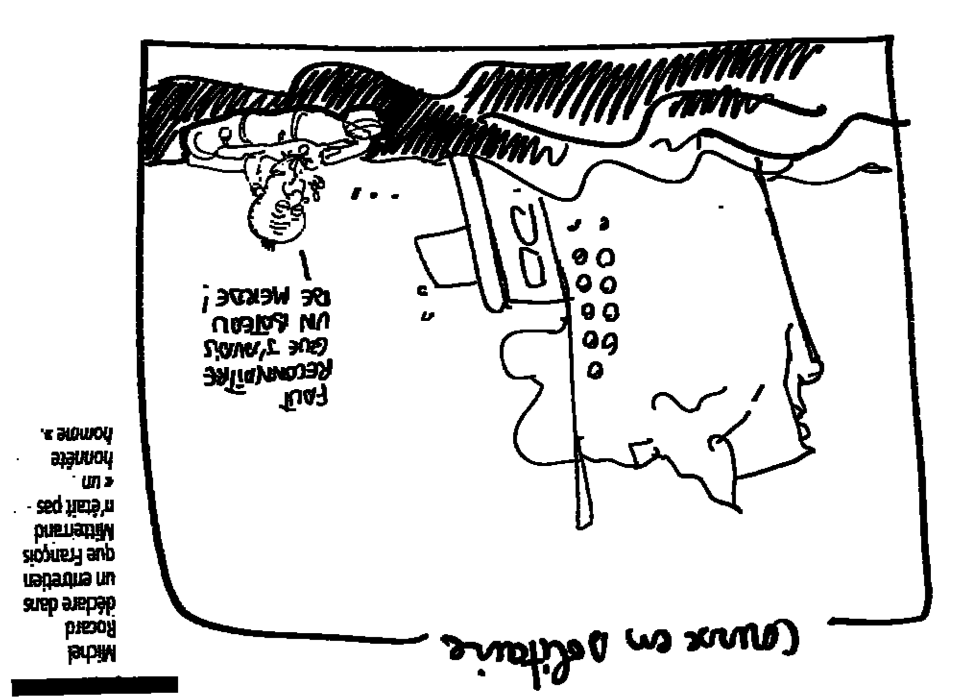


Longtemps exonéré de tout soupçon, le football est accusé d'abriter des joueurs dopés.



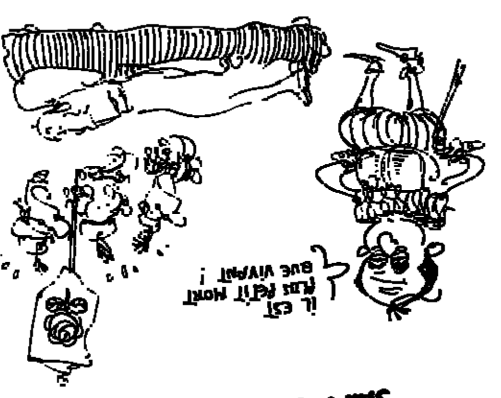


ROCARD. SUR L'HONNÊTETÉ

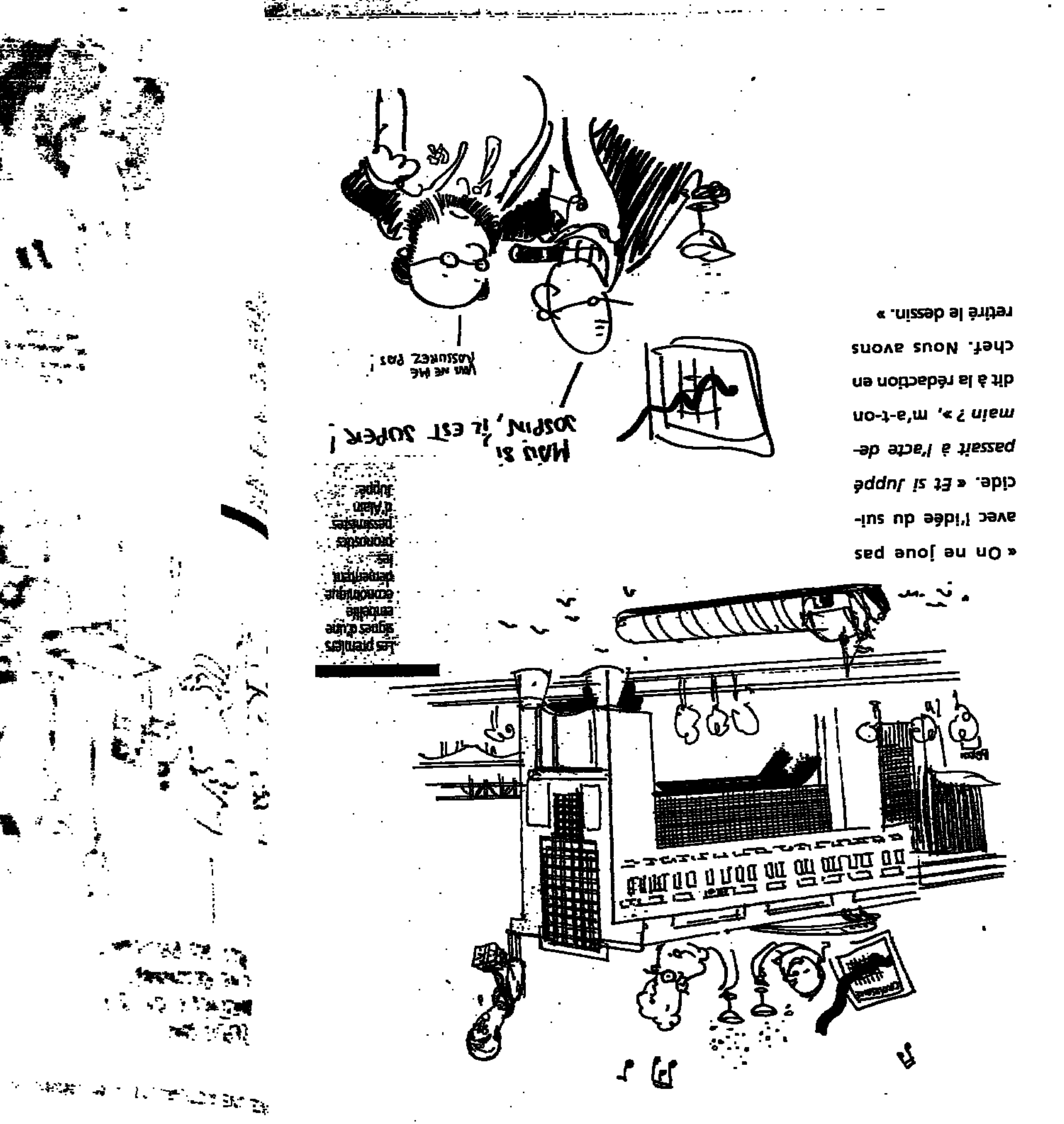


Michel Rocard déclare dans un entretien que François Mitterrand n'était pas « un *honnête homme* ».

Les amis de Mitterrand se déchaînent contre l'ancien premier ministre.



« J'ai dessiné Mitterrand sur son lit de gisant, puis Rocard debout. Là, j'ai pensé au duc de Guise, dont l'un des assassins avait dit : *« Il est plus grand mort que vivant. »* Le reste est venu tout seul au bout du crayon : les hauts-de-chausses, la fraise, les mignons sous la bannière du PS... »



Les premiers signes d'une embellie économique démentent les pronostics pessimistes d'Alain Juppé.

« On ne joue pas avec l'idée du suicide. *« Et si Juppé passait à l'acte demain ? »*, m'a-t-on dit à la rédaction en chef. Nous avons retiré le dessin. »

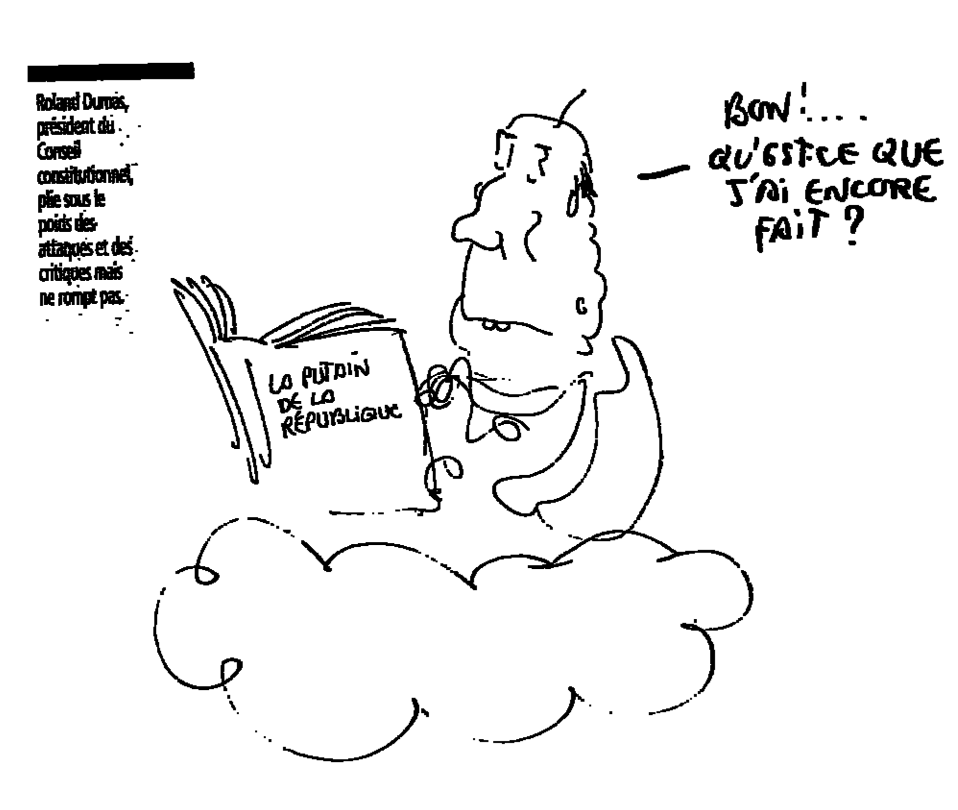
DOPAGE. EXPLOITS ET FIASCOS EN SÉRIE

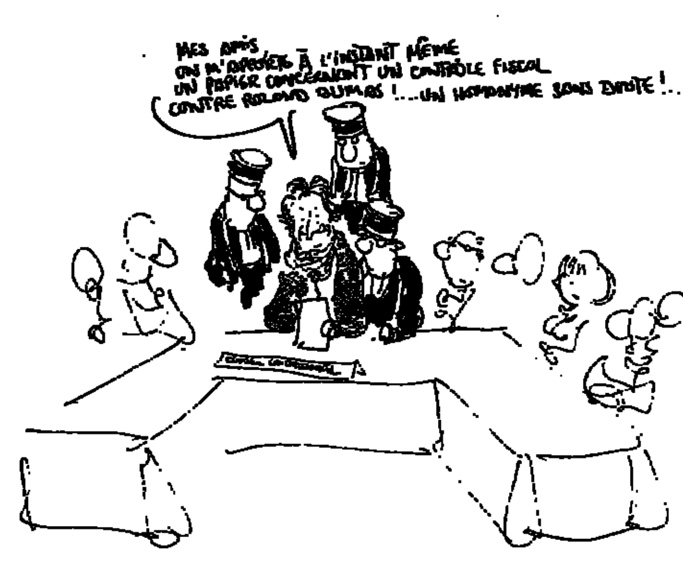
« J'y connais rien au foot. Donc, j'ai fait semblant, comme souvent. L'euro, ou les taux d'intérêt, je ne m'y connais pas davantage : je suis un spécialiste de rien qui donne l'impression d'avoir tout compris. Je suis un Canada Dry de journalisme : ça a le goût, le parfum et la couleur du journalisme, mais ce n'est pas du journalisme. Le foot, c'est du Canada Dry avec un peu de Kronenbourg. Bonjour le mélange ! »



Dans le Tour de France cycliste, l'arrestation d'un soigneur de Festina et la saisie de produits dopants entraînent l'élimination de cette formation.

Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, plie sous le poids des attaques et des critiques mais ne rompt pas.





« Le regard, le nez, les lèvres, sont les mêmes. Qu'est-ce qui les distingue donc ? La subtilité du sourire chez Dumas ? La gravité du sphinx chez Mitterrand ? Au bout du compte, pour un réussir un bon Dumas, j'ai proposé un Mitterrand avec une perruque. »

Le Joueur de flûte, jeune homme mysté- sant baron

PAPON. LE CRIME ET LA MÉMOIRE

A l'occasion du procès pour complicité de crimes contre l'humanité de Maurice Papon, secrétaire général de la préfecture de la Gironde sous l'Occupation, l'Eglise catholique fait acte de repentance.

REPENTANCE, NOUS VOILÀ !...

« Mon premier réflexe : je voulais me moquer de l'Eglise catholique en pastichant l'hymne ânonné par les écoliers sous l'Occupation : « *Maréchal, nous voilà...* » A la réflexion, j'ai préféré un dessin grave *(en bas à droite)* plutôt qu'une blague qui aurait pu paraître déplacée dans le contexte du procès Papon. »

OR NAZI. LES CONNIVENCES SUISSES

Les archives révèlent que les banques helvétiques ont accepté de gérer les stocks d'or volés aux juifs par les nazis.

BANQUE SUISSE

SI LES DENTS SONT PROPRES ET BIEN NETTOYÉES, PAS DE PROBLÈME !

Les enquêtes démontrent la responsabilité de la Société de banque suisse et de l'Union de banques suisses.

JE CROIS QUE C'EST L'HEURE DES COMPTES !

FMI. LE CHOC DE L'ARGENT

En Russie, les impôts ne rentrent pas et les mafias s'affichent. Bref, l'Etat se délite.



ROUBLES

La crise asiatique, qui a d'abord affecté la Thaïlande, touche aussi d'autres pays de la région.

DOPAGE. EXPLOITS ET FIASCOS EN SÉRIE



Le ministère des sports prépare un texte de loi répressif après la multiplication des scandales de dopage.

La Guerre du foie gras

La nationaliste Corse mise en examen

Cosmos, aux frontières du virtuel

7,50 F